

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ASSIMILATION DOUANIÈRE

DANS LES RAPPORTS

DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 14 mars 1911, à 2 heures

PAR

Louis AUBERT

Élève à l'École Coloniale
(section de la Magistrature indo-chinoise)

Président : M. PERREAU, professeur

Suffragants { *MM. CHAVEGRIN, professeur*
LESEUR, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS.

15, RUE RACINE, VI^e

1911

1777

1777

1777

1777

1777

1777

1777

1777

1777

1777

1777

1777

1777

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ASSIMILATION DOUANIÈRE

DANS LES RAPPORTS

DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 14 mars 1911, à 2 heures

PAR

Louis AUBERT

Élève à l'École Coloniale
(section de la Magistrature indo-chinoise)



Président : M. PERREAU, *professeur*

Suffragants { MM. CHAVEGRIN, *professeur*
LESEUR, *professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ASSIMILATION DOUANIÈRE

DANS LES RAPPORTS

DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES

INTRODUCTION

L'activité commerciale de la France avec les pays lointains remonte très haut dans le temps. Si l'on se réfère à Lescarbot, historien de Champlain, dès le ix^e siècle, les Basques auraient chassé la baleine sur les côtes de l'Amérique septentrionale.

Pendant la féodalité, après les croisades et à partir de la fondation du royaume de Jérusalem, des relations commerciales régulières s'établirent entre la France et les pays du Levant. Au xiii^e siècle, elles s'étendirent à toutes les villes de la Méditerranée, à l'Angleterre, à l'Irlande et aux villes de la Hanse teutonique.

La Normandie joue un grand rôle à cette époque. Son commerce en Méditerranée se fait avec le

royaume des Deux-Siciles et par Alexandrie ; au xiv^e siècle, des Normands abordent la côte occidentale d'Afrique et y fondent des comptoirs, véritables colonies de commerce (1).

Durant la guerre de Cent ans et l'occupation de la Normandie par les Anglais, tout ce mouvement s'interrompt. Il ne reprend qu'à la fin du xv^e et au début du xvi^e siècle, lorsque Jacques Cœur a reconstitué la marine (2).

L'extraordinaire impulsion de la Renaissance marquera un progrès immense dans la colonisation française. L'élan fut irrésistible et aucun peuple ne put s'arrêter dans le mouvement général de conquête et d'occupation des terres nouvelles, par lequel il se trouvait entraîné.

C'est avec François I^{er} que commence réellement

1. Petit Dieppe, Petit Paris, en Guinée (1339), au Sénégal et au Niger (1364), aux Canaries (1373), La Mine (1381, probablement El mina d'aujourd'hui). Toute la côte du golfe de Guinée, sur les cartes hollandaises des xvi^e et xvii^e siècles, est nommée « côte de la Malaguette », ce qui signifie côte du poivre en patois normand.

2. Une vraie pléiade de hardis marins sortit de cette province : Jean Cousin, Paulmier de Gonneville, les Anglo, Gamar Verazano, Jean Denis, Thomas Aubert et Jean Parmentier, qui vers 1529 explore les Moluques, Sumatra et Madagascar. A eux vont se joindre bientôt les habitants des autres provinces maritimes : Bretons, Rochelois, Bordelais, Basques, Provençaux. Les relations sont fréquentes entre Dieppe et l'Amagone, le Brésil et le Rio de la Plata.

cette expansion. Une direction officielle se substitue à l'initiative particulière toujours plus indécise, incertaine et moins soutenue. Il fonde le port du Havre, envoie à la recherche du passage nord-ouest, afin de tenir une route des Indes, Cartier qui s'installe dans l'Amérique du Nord et fonde la Nouvelle-France.

Un des actes les plus importants parmi ceux qui furent faits sous François I^{er}, ce fut la conclusion de la capitulation avec Soliman le Magnifique, signée par Jean de la Forest en 1535. Elle constitua les premiers rapports diplomatiques de l'Occident avec l'Orient, forma ce qu'on a appelé « l'alliance du croissant et des fleurs-de-lys » (1), et hors des avantages politiques, juridictionnels et religieux, les Français reçurent d'importants avantages commerciaux : le libre voyage, présence, trafic et commerce dans tout l'empire ottoman, du Maroc à la mer d'Azov, et obligation pour les navires étrangers de voyager sous pavillon français (2).

1. Le roi de France y traite au nom de tous les peuples chrétiens.

2. Ce traité, pendant l'ancien régime, fut renouvelé plusieurs fois : sous Charles IX en 1569, sous Henri III en 1584, et une dizaine de fois jusqu'en 1740, sous Louis XV, époque à laquelle la convention fut signée par le marquis de Ville-neuve, ambassadeur près de Mammoud I^{er}.

Les Marseillais qui avaient déjà des traités leur concédant dans les villes une rue et un four, fondèrent alors des comptoirs nombreux sur les côtes de l'Afrique du Nord et de

Dans les colonies proprement dites, comme le Canada, il n'y eut pas tout d'abord de régime économique déterminé; la législation sur ce point n'existait pas : sauf l'exclusion des étrangers et des non catholiques, il n'y avait aucune prohibition.

Le but que poursuivit Henri IV fut surtout le développement de la marine marchande et militaire par l'extension du commerce de la France avec ses colonies dont elle devait, dans ses desseins, tirer tous ses articles d'importation.

La navigation était donc, naturellement, nationale, et dans une colonie aussi peu développée, le commerce n'était pas considérable. Au Canada, hors de l'approvisionnement des colons immigrés et des troupes, constituant l'importation, il n'y a exportation que des pelleteries, fourrures et des produits des pêcheries.

La première réglementation du commerce apparaît sous forme de constitution de sociétés financières auxquelles le commerce de ces pays était affermé. Le 14 janvier 1588, par lettres patentes du roi, un certain Jacques Noël obtint le monopole du commerce des fourrures, privilège qui lui fut retiré le

l'Asie Mineure ; ce furent des colonies libres dont les principales dans les villes de Tripoli, Alexandrie, Constantinople, dans l'île de Chypre, et à Alep, au Bastion de France près d'Alger, Bône, Bizerte, dans l'île de Tabarca et au Cap Rose.

9 juillet, à la réclamation des trappeurs canadiens. La liberté commerciale ne subit aucune restriction durant de longues années.

Richelieu fut le premier en France qui eut une politique économique coloniale bien nette (1). En 1625, aussitôt qu'il a pris la direction des affaires, il adresse un rapport au roi sur la nécessité de relever les colonies. Il veut une œuvre raisonnée et nationale, développer la marine et faire prospérer le commerce ; la colonisation devient une question d'État (2). Richelieu puise ses idées dans l'économiste Montchrétien ; dans un discours prononcé par lui en 1626 à l'assemblée des notables de Paris, il déclarera les mesures qu'il compte prendre (3). Voulant faire rapidement et grandement, et sans bourse délier, il créera des compagnies de commerce, à

1. S'il expose ses vues à ce sujet dans son testament politique, longtemps avant et dès son arrivée au pouvoir il possède des idées claires et concises qu'il s'efforcera de réaliser et de mettre en pratique.

2. En 1626, l'ordonnance sur la marine du chancelier Michel de Marillac, Code Michau, est déjà un véritable pacte commercial pour les colonies. Par lettres patentes d'avril 1626, Richelieu est nommé à la charge de Grand-Maitre et surintendant de la navigation et du commerce de France.

3. Il ne laissera pas la colonisation libre, elle ne s'étend pas assez vite, à son gré, et ne donne que de médiocres résultats ; il ne fera pas de colonisation absolument officielle, il manque d'argent et ne peut augmenter les dépenses du royaume.

l'imitation des Hollandais et des Anglais (1).

Ces compagnies, formées de financiers et de négociants en grande partie, n'avaient pas seulement des attributions commerciales, mais aussi politiques, et elles eurent pour elles la faveur de l'opinion des Parlements et de l'opinion publique, comme en fait foi une « Déclaration des Prévôts et Échevins de Paris aux villes de France », dans laquelle ils « embrassent avec affection les projets qui tendent à imiter les Espagnols, Portugais, Hollandais et Anglais ». Les seuls opposants sont les marchands qui restent en dehors des compagnies ; leurs griefs

1. Quelques compagnies existaient depuis Henri IV (en 1599, 1600 et 1604), et elles subsistèrent ; mais Richelieu en créa lui-même de nombreuses. En 1626 ce fut la « Compagnie du Morbihan », ayant privilège pour tous les voyages, dotée du commerce de la Nouvelle-France et du nord de l'Europe ; mais elle ne fut pas réunie. Il la renouvela en 1627 sous le nom de « Nacelle de Saint-Pierre fleur-delysée » ; il voulait l'étendre au monde entier avec un capital de 1.600.000 livres : c'était trop peu. Puis en octobre 1627, une « Compagnie de la Nouvelle-France », plus connue sous le nom de « Compagnie des Cent associés » qui réussit assez bien ; et d'autres encore, qui se maintinrent seulement quelque temps et périclitèrent bientôt : Compagnie de Saint-Christophe pour les Antilles (1626), Compagnie normande au Sénégal (1626), Compagnies du Bastion de France (1633), de Guinée (1633), du Cap Vert (1634), du Cap Blanc et de Sierra-Leone (1635), d'Amérique (1635), du Cap Nord (1638), Société d'Orient et de Madagascar (24 juin 1642), et après lui, en 1652, une Compagnie des Douze-Seigneurs pour la Guyane.

portent sur le système des compagnies à monopole. Ils demandent l'autonomie et la liberté du commerce et la diminution du pouvoir des agents royaux.

Richelieu, malgré ces tentatives pour accroître le commerce colonial, ne considère presque exclusivement que la colonie de peuplement ; Colbert seulement verra la pure colonie de commerce pour l'écoulement des produits de la France. Entre eux, le véritable trait d'union est Fouquet qui, en qualité de surintendant des finances, mit tous ses efforts à favoriser le commerce en accordant à de grandes sociétés des privilèges et des monopoles et en tâchant de développer la marine (1).

1. Compagnie parisienne du Cap Nord (1653) pour les pêcheries de Belle-Isle : sardine, morue, baleine. — Ordonnance sur la marine de 1659.

CHAPITRE PREMIER

Si Richelieu fut le premier des ministres ayant mis en œuvre une politique économique coloniale ferme, Colbert fut le plus grand de ceux qui poursuivirent avec ténacité l'idéal de cette époque sur ce point.

Appelé à collaborer avec Mazarin à la gestion des affaires de l'État, il commence à s'occuper des colonies dans un rapport remarquable au ministre en 1653. Dès 1661, au moment de la mort du ministre d'État et de la disgrâce de Fouquet, il est le conseiller écouté de la politique coloniale, et en 1669 il est nommé par le roi secrétaire d'État à la marine et aux colonies.

Il se sert d'abord pendant trois ans des compagnies qui existaient encore, continuant ainsi la tradition, s'inspirant dans sa politique commerciale de la doctrine mercantiliste généralement admise (1).

1. Avant d'agir par lui-même, Colbert étudie, lit et rédige des mémoires, fait agir les diplomates accrédités auprès des puissances coloniales (le comte d'Estrade à La Haye, l'évêque

Après des travaux préliminaires approfondis et étendus, il se croit autorisé à avoir une opinion fondée sur des idées précises.

Il ne veut pas de la concurrence des particuliers entre eux, et ne désire que l'union des commerçants français dans le même intérêt, la protection du colon et du négociant métropolitain.

A l'inverse de tous les pays étrangers, il laisse aux colonies la liberté de culture, d'industrie, de commerce pour tous les Français, même les protestants et les israélites. Il n'y a pas que l'étranger qui soit exclu, et toujours Colbert ne considère que les besoins du pays. Pour lui le monopole ne sera pas un but, mais un moyen.

Son plan de colonisation est basé sur deux immenses compagnies très riches, l'une pour l'Amérique et l'autre pour l'Asie. Elles sont ouvertes à tous les Français et se partagent le monde par leurs capitaux et leur champ d'action. La première avec

d'Embrun à Madrid) et les agents du gouvernement (Chevalier de Clerville, chargé de l'inspection des ports et de sonder les dispositions des armateurs et des négociants) ; il provoque des enquêtes, questionne les corporations et se fait adresser leurs vœux (en 1663. pétition des commerçants de Tours, La Rochelle, Nantes et autres lieux, pour demander au roi de constituer une grande compagnie pour le commerce monopolisé des Indes).

des attributions politiques, la seconde seulement commerciale (1).

Il est toutefois inexact de dire que Colbert inaugura en France le système des grandes compagnies à privilèges, qui existait déjà soixante ans avant lui, aussitôt qu'il y eut une certaine expansion coloniale, et qui dura longtemps encore après lui; autant qu'il est injuste de lui attribuer l'invention du pacte colonial pour régler les rapports commerciaux entre une métropole et ses colonies, à l'exclusif profit de la première (2).

Les compagnies avec monopole ont été instaurées

1. En 1664, il liquide toutes les compagnies existantes, pour créer au mois de mai la Compagnie des Indes occidentales (dont les règlements sont exactement les mêmes que ceux de la compagnie des Cent associés) et au mois d'août la compagnie des Indes orientales. Leur médiocre succès le fait varier d'avis, et en 1674 il leur enlève leurs attributions politiques et administratives, et les remplace par le gouvernement direct des colonies ; il ne leur laisse que leur caractère de compagnies de commerce et en crée d'autres sur ce modèle : Compagnies du Nord (1669), du Levant (1670), du Sénégal (1673), de Guinée (1679), de l'Acadie (1683). Après lui d'autres encore furent constituées : Compagnies de la Chine (1685), du Sénégal et Cap Vert (1696), de Saint-Domingue (1697 et 1698), de l'Asiento (1702), des Castors (1706), de la Chine (1712 et 1715).

2. « A cette époque, dit M. Paul Leroy-Beaulieu, on ne pouvait comprendre un commerce lucratif sans y joindre l'idée de monopole. Il était dans la nature des choses que la politique des colonies commerciales reposât essentiellement sur la jalousie. » (*De la Colonisation*, 4^e édit., p. 43 et 44.)

pour les Indes d'abord par l'Angleterre (1599) et par la Hollande (20 mars 1602), et quant au pacte colonial, il fonctionnait pour les colonies espagnoles depuis un règlement de Charles-Quint de 1542, et pour les colonies anglaises depuis l'acte de navigation de Cromwell de 1651, avec une rigueur beaucoup plus grande que les colonies françaises n'ont jamais connue (1).

La législation douanière coloniale sous Colbert fut particulièrement l'objet d'un règlement royal du 10 juin 1670, et c'est surtout après la mort que le régime du pacte colonial se précise dans de nombreux actes : ordonnances, édits, déclarations, règlements, lettres patentes, de 1698, 1717, 1719, 1720, 1726, 1727 et un arrêt de conseil du 24 juillet 1708 (2).

1. M. le professeur Cauwès écrit, dans son *Économie politique*, que le pacte colonial « fut appliqué d'une manière instinctive d'abord par l'Espagne et le Portugal au xvi^e siècle, puis d'une manière raisonnée par l'Angleterre et la France à partir du ministère de Colbert » (*Traité*, 3^e édit., 1893, t. II, p. 625).

2. « Dans sa politique douanière à l'égard des colonies, Colbert s'est également inspiré des idées de monopole et de protection; pourtant, il ne faut pas croire, comme on l'a trop souvent écrit, qu'il se soit borné à une stricte et rigoureuse application du système connu sous le nom de Pacte colonial. Sans doute, il a envisagé les colonies comme des dépendances de la métropole, destinées à l'enrichir, en l'approvisionnant de denrées exotiques, et en fournissant de nombreux débouchés aux produits de son industrie nationale. A

Colbert, quoi qu'on en ait dit, fut toujours libéral, et il n'hésita jamais à édicter des mesures de faveur dans l'intérêt commun et même, en instituant des compagnies à monopole et concédant des privilèges, son intention et son but sont l'essor du commerce et la prospérité économique des colonies.

« Le commerce, écrit-il lui-même, étant un effet de la pure volonté des hommes, il faut nécessairement le laisser libre, s'il n'y a une nécessité indispensable de le restreindre dans les mains d'une compagnie ou de quelques particuliers (1). » — « Ces compagnies, établies pour le bien général du royaume (2),

l'origine, le monopole confié à deux compagnies de commerce lui apparut comme le moyen le plus propre à favoriser leur exploitation » (Gomien, *Politique douanière de Colbert*. Thèse, p. 200).

1. P. Clément, *Histoire de Colbert et de son administration*. — Colbert, *Correspondance et mémoires*, t. I, p. 515.

2. Cependant, M. Marcel Saint-Germain dit qu'avant 1717 « la législation des plus instables, n'est pas faite pour servir l'intérêt général, mais bien pour défendre des intérêts particuliers. Les compagnies créées pour exploiter le trafic avec Saint-Christophe, Cayenne, Madagascar, l'Orient et la Chine tombèrent successivement en faillite ; elles furent remplacées par la Compagnie des Indes orientales et la Compagnie des Indes occidentales, en faveur desquelles fut constitué le régime étroitement prohibitif du pacte colonial (1664). Ces compagnies se réservaient le droit exclusif de commercer avec les colonies ». Un peu plus loin, il ajoute : « Sous l'ancien régime, la législation douanière n'a pas pour but de protéger, soit le commerce colonial, soit les industries. Nos

avaient fini par tourner contre leur objet; elles maintenaient le commerce et l'industrie dans une quasi-servitude pour s'en arroger les bénéfices exclusifs; leur mauvaise administration, leur négligence pour ce qui n'était pas leurs intérêts, leur désir de faire par tous les moyens possibles de gros bénéfices avaient souvent mis nos établissements dans une situation critique (1). »

Colbert rétablit la liberté du commerce avec l'Amérique dès le mois de mai 1669. « Ce n'est point du tout l'intention de Sa Majesté, écrit-il, que la com-

possessions d'outre-mer sont des fiefs destinés à être exploités et les tarifs applicables à leurs produits se ressentent de ces doctrines. Ils comportent plutôt des droits fiscaux que des droits protecteurs destinés à enrichir le Trésor public. Les taxes prohibitives que l'on rencontre au cours de cette période ne sont pas créées pour servir les intérêts généraux du pays, mais seulement pour augmenter les bénéfices de quelques grandes compagnies. L'intérêt des colonies n'existe d'ailleurs pas : tout se fait en faveur de la métropole » (Rapport au Sénat, *Journ. off.*, session extraordinaire, 1907. Séance du 19 décembre 1907).

« Au XVIII^e siècle, les économistes commencent à dresser une théorie de la politique coloniale et formulent petit à petit le système mercantile ou *pacte colonial* qui était déjà celui de Colbert... : métropole et colonies doivent une protection mutuelle à leurs produits naturels ou à leurs objets fabriqués et le principe général est celui de l'exclusion des étrangers » (H. Lorin, *La France, puissance coloniale*, p. 13).

1. D'Aubigny, *La Politique coloniale de Choiseul (Annales de l'École des Sciences politiques*, p. 541).

pagnie fasse seule le commerce dans les îles ; au contraire, sa volonté est d'y porter tous les Français, d'y établir une liberté entière » (1). (Lettre à M. de Baas, gouverneur et lieutenant général des îles d'Amérique, 3 juillet 1670.) Un peu avant, il avait résumé tout son système, dans une autre lettre en ces termes : « Expulsion de tous les étrangers, liberté et facilité à tous les Français » (Lettre à M. Pélessier, directeur de la Compagnie des Indes occidentales, 21 juin 1670) (2). Les restrictions à la liberté du commerce colonial sous Colbert n'eurent donc qu'un seul but : exclure l'étranger (3). En décembre 1674, il révoqua définitivement le privilège de la Compagnie des Indes orientales et remboursa les actionnaires. En 1682, de même, tous les Français purent faire du commerce avec l'Orient, à la condition que les marchandises fussent transportées

1 Pierre Clément, *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, t. III, 2^e partie, p. 488.

2. Pierre Clément, *op. cit.*, t. III, 2^e partie, n^o 31. p. 483.

3. « Pas de navires, pas de marchandises, pas de négociants étrangers aux colonies, pas de marchandises coloniales vendues directement à l'étranger ; encore Colbert fera-t-il fléchir quelquefois dans l'intérêt des colonies ce système absolu : il permettra aux armateurs d'importer le bœuf salé d'Irlande, aux Canadiens de commercer avec Boston et aux gouverneurs d'accorder en temps de guerre et en cas de nécessité des permissions aux navires des puissances neutres et alliées. » (Pigeonneau, *La Politique coloniale de Colbert*, p. 505.)

sur des navires de la compagnie. Colbert n'a jamais suivi aveuglément une théorie douanière ; pensant comme tous les hommes de son temps, il a eu pour accroître le commerce entre la France et les colonies recours à tous les expédients douaniers : monopoles, prohibitions, exemptions de droits et primes.

Le commerce avec les colonies de 4 millions de livres en 1661 avait passé à 70 millions en 1682, et dans ce chiffre, de 1660 à 1675, la Martinique avait fourni annuellement pour 27 millions de livres de sucre.

Le régime du pacte colonial ne fut donc pas d'abord le résultat d'une vaste théorie d'ensemble : on le croit nécessaire pour la prospérité métropolitaine et coloniale sans avoir fait l'expérience d'un autre système. Il n'est même pas le résultat d'un acte unique, bien que l'ordonnance de 1681 sur la marine en coordonne principalement les règles ; plusieurs mesures législatives en réglèrent le fonctionnement et en déterminèrent les conditions d'application.

C'est ce pacte colonial que M. Charles Depincé a traduit, avec autant de laconisme que de justesse dans l'aphorisme suivant : « Tout de la métropole, tout à la métropole, tout par la marine métropolitaine (1). » Ce système comprend cinq règles prin-

1. « La métropole et ses colonies, dit M. J. Normand, ne forment plus qu'un même système économique contre l'étran-

ci-pales : 1° toutes les productions coloniales devront être exportées vers la seule métropole ; 2° les colonies ne pourront acheter de produits fabriqués que dans la métropole ; 3° la métropole ne demandera de denrées coloniales qu'à ses seules possessions ; 4° la marine métropolitaine aura le privilège des transports entre les colonies et la métropole, ainsi que l'intercourse coloniale ; 5° enfin, les pays étrangers n'admettaient pas que leurs colonies eussent de manufactures.

Cette dernière clause fit que le pacte colonial fût beaucoup moins strict pour la France que pour les autres peuples : elle n'édicte aucun règlement en vue d'interdire une industrie aux colonies.

ger... Le pacte colonial ne fut pas un pacte, mais une alliance forcée... Les cinq règles du pacte colonial étaient toutes dirigées vers ce but unique : l'exclusion de l'étranger. Une police des mers aussi rigoureuse que possible assurait cette exclusion » (Thèse, *Le Pacte colonial*, p. 23 et 31).

Ailleurs, M. J. Charles Roux écrit : « Ce système qui est tout l'opposé d'un pacte, mais au contraire un acte d'autorité arbitraire et brutal de la métropole à l'égard des colonies, consiste dans l'interdiction faite aux colonies d'importer des marchandises de leur crû... En retour, les obligations de la métropole envers ses colonies se réduisaient à un régime d'exception en faveur de leurs produits... Le pacte colonial réserve donc à la métropole tout le commerce d'importation et d'exportation de ses colonies ; mais il réduit celui-ci à un échange de matières premières, exportées des colonies dans la métropole, et d'objets fabriqués importés par la métropole dans les colonies » (*Les Colonies françaises* : introduction générale. *Exposition universelle de 1900*, p. 162 et 163).

La réelle modération avec laquelle le pacte colonial fut toujours suivi en France écarta toute idée séparatiste ou d'insurrection pour les colonies. D'ailleurs, à peine une réglementation d'ensemble était-elle échafaudée qu'on travailla sans relâche à la détruire; aussi l'histoire des modifications successives que subit le pacte colonial en France n'est-elle que l'histoire de sa lente disparition.

Déjà, en 1699, Vauban, dans un mémoire adressé au roi sur les colonies, réclamait la liberté commerciale. « Il faut, disait-il, en bannir les sociétés privilégiées. » Cependant on attendra quelque temps encore avant de mettre cette idée en pratique.

Sous la régence de Philippe d'Orléans, alors que le banquier Law disposait de toutes les ressources financières de la France, une forte impulsion fut donnée au mouvement commercial des colonies.

Un édit du mois d'avril 1717 fut une première entorse à la rigidité des règles du pacte colonial. Les tarifs d'entrée en France des denrées provenant des colonies furent notablement diminués, et les produits français destinés aux Antilles purent y pénétrer en franchise. Les marchandises coloniales jouirent alors de nombreuses immunités; elles pouvaient être réexpédiées à l'étranger moyennant un droit de sortie de 3 o/o *ad valorem*; elles bénéficièrent du privilège de l'entrepôt dans tous les ports et, au cas de sortie par mer, n'avaient pas à sup-

porter les droits d'entrée et de sortie applicables aux marchandises étrangères. De plus, les sucres destinés à être raffinés dans les ports de La Rochelle, de Dieppe, de Rouen et de Bordeaux profitèrent d'une restitution des droits d'entrée, lorsqu'ils étaient exportés après leur mise en œuvre. On ouvrit alors aux Antilles le port de Marseille ; ces îles prirent un rapide essor. Bien situées, très fertiles, suffisamment peuplées, cultivées de manière intensive, protégées contre la concurrence par une surtaxe générale des sucres étrangers, et pouvant compter sur des facilités commerciales assez grandes, elles devinrent très prospères et furent le modèle des îles à sucre. Seules, les conditions faites à l'armement demeurèrent aussi lourdes que par le passé. Aux termes des articles 1 et 2 de l'édit de 1715, les armateurs sont tenus de ramener leurs navires dans le port de départ, sous peine de 10.000 livres d'amende, « hors le cas de relâche forcée, de naufrage, ou de tout autre accident imprévu ».

Des lettres patentes d'octobre 1727 autorisèrent les relations commerciales entre les colonies françaises et un pays étranger : l'Espagne. Le Pacte de famille du 24 décembre 1761 accordait, d'autre part, aux Espagnols le même avantage qu'aux Français, au point de vue du commerce avec les colonies.

C'est surtout dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que les critiques des économistes furent violentes

contre le Pacte colonial. Ceux-ci penchaient vers le système de la liberté du commerce pour les colonies ; ils condamnaient les compagnies à monopole. Le gouvernement, sous l'action de Quesnay et de l'école des Physiocrates, se relâchait peu à peu des sévères exigences du régime restrictif qui avait été jusqu'à prôné. « Choiseul, dit M. d'Aubigny, subissait l'influence des économistes et surtout celle de Montesquieu dont les enseignements sur les rapports des colonies avec la mère-patrie furent bientôt consacrés comme une doctrine officielle (1). » Montesquieu était, à la vérité, un économiste libéral assez timoré et peu hardi ; il ne permet la liberté du commerce qu'en ce qui concerne les rapports des colonies avec la métropole ; pour le commerce étranger il est et leur demeure interdit. Sous son influence, le régime de la navigation réservée à la métropole avait été maintenu.

Choiseul, désirant accroître les relations commerciales entre les colonies et la France, et relever la marine, augmente le nombre des ports français admis à faire le commerce colonial (2).

1. D'Aubigny, *op. cit.* *La Politique coloniale de Choiseul* (*Annales de l'école des Sciences politiques*, p. 541).

2. A Dieppe, Le Havre, Rouen, Honfleur, Saint-Malo, Brest, Lorient, Saint-Nazaire, Nantes, La Rochelle, Bordeaux, Marseille, il ajoute en 1756 Libourne, Cherbourg et Caen ; en 1758, Toulon ; en 1763, Fécamp et en 1764 Gran-

Cependant, les colonies considéraient à juste titre, les premières mesures du ministre comme un minimum de satisfactions ; elles continuèrent à se plaindre de leur situation auprès du gouvernement. Un député de la Martinique, Dubuc, disait : « Les colonies n'ont pas été fondées par et pour la métropole, comme dit *l'Encyclopédie*. Les colons sont allés de leur propre mouvement, sans aveu de la métropole, et par conséquent sans conditions, occuper le sol des colonies. Ils y ont prospéré non pas grâce à l'exclusif établi par Colbert, mais malgré lui. Ils n'ont donc ni pacte ni reconnaissance qui les lie à la métropole et les oblige à travailler, à vivre pour elle. Les colonies sont des provinces du royaume de France, aussi françaises de sentiment que les autres, égales aux autres (1). »

Choiseul ne s'arrêta pas aux quelques dispositions d'intérêt général qu'il avait prises tout d'abord.

ville et les Sables-d'Olonne. D'autre part, par arrêt du 27 juillet 1767, deux entrepôts pour les denrées étrangères furent autorisés dans les Antilles ; c'étaient le môle Saint-Nicolas à Sainte-Lucie et Le Carénage à Saint-Domingue. A cette époque Marie-Galante, simple dépendance de la Guadeloupe faisait un commerce de 2.500.000 livres. Quant à Saint-Domingue, elle se développait merveilleusement. De 11 millions de livres qu'il était en 1711, son commerce se chiffra par 195 millions en 1788.

3. Cité par Deschamps, *Histoire de la question coloniale*, p. 218.

« En mai 1768, des lettres patentes accordent aux habitants de la Guyane la liberté de commerce pendant douze ans avec toutes les nations. On espérait ainsi galvaniser la colonie languissante (1). A l'expiration des douze années prévues, le même régime fut prorogé pour huit ans, et, en fait, il se maintint jusqu'en 1817 (2). »

En septembre 1769, la Compagnie des Indes orientales se voyait enlever son reste de privilège, et le commerce avec la métropole fut ouvert à tous les Français.

L'année suivante, 1770, une ordonnance tenta d'établir la liberté générale du commerce, mais elle

1. Choiseul s'intéressait beaucoup à la Guyane. Dès 1762, il sollicite du roi, pour lui et son cousin Choiseul-Praslin, la concession d'un territoire entre le Maroni et le Kourou, converti en fief au profit de sa famille. On envoya alors des soldats, des colons et des capitaux. En 1763-1764, 14.000 émigrants sont embarqués. Rien n'était prêt, la famine les décima. En 1765, il n'en restait que 918. Environ 13.000 avaient donc péri. (M. D'Aubigny estime ce chiffre trop élevé et donne celui de 8.000 ou 9.000.) L'expédition avait coûté une trentaine de millions. En 1766, une nouvelle tentative aboutit à un nouvel échec. Les projets de réorganisation de la Guyane furent nombreux. Finalement, en 1777, une compagnie siégeant à Oyapock fut créée pour l'exploitation du pays.

2. Perreau, *Le Régime commercial des colonies françaises*, 1903, p. 14.

n'eut qu'une durée éphémère. La réforme n'était pas encore assez mûrie ; les anciennes idées avaient encore trop d'empire sur les esprits, comme on peut le voir par les instructions adressées par le roi, le 25 janvier 1765, au gouverneur et intendant de la Martinique, qui sont comme une déclaration de principes et une règle de conduite : « Les colonies, y est-il dit, fondées par les diverses puissances ont été établies dans l'utilité de leur métropole... Elles n'ont dû être instituées que pour opérer la consommation et le débouché des produits de la métropole, parce que la mesure de la consommation est la mesure du travail ; puisque la mesure du travail est celle de la population et de la richesse et que la puissance d'un État n'est que le résultat du nombre et de la richesse de ses habitants... Cette consommation est l'unique objet de l'établissement, qu'il faudrait plutôt abandonner s'il cessait de remplir cette destination... *Plus les colonies diffèrent de leur métropole par leur production, plus elles sont parfaites, puisque ce n'est que par cette différence qu'elles ont de l'aptitude à leur destination*, et telles sont les colonies des Antilles. Elles n'ont aucun de nos objets de commerce et en ont d'autres que nous ne saurions avoir. C'est par cette heureuse différence des productions de nos îles et de celles du royaume, que ces productions restées sans prix faute de consommateurs ont pu être échangées contre

d'autres qui n'avaient plus à craindre la même disgrâce... (1) »

En 1777, la France qui n'avait pas encore perdu ses plus riches colonies fournissait du sucre au monde entier. Malgré cette parcimonie réformatrice de la métropole, et à cause de la ténacité et de la véhémence des protestations des colonies, ces supplications furent entendues de Louis XVI, qui fit une brèche profonde au pacte colonial par le célèbre arrêt du conseil du roi du 30 août 1784. Il autorise le libre commerce de l'étranger avec nos colonies, au moins pour un certain nombre de denrées spécialement désignées (2).

Cet arrêt fut fort discuté dès son apparition : les négociants de la métropole y furent opposés, mais il réunit l'approbation unanime des colons et des philosophes. Dès la première année de sa mise en vigueur, le commerce des colonies avec l'étranger s'éleva à 14 millions de livres.

Par une singulière contradiction avec le libéra-

1. En note dans Bourbon, *Des Rapports douaniers de la France avec ses colonies*. Thèse, p. 30.

2. C'étaient les bois de toute espèce, même de teinture, le charbon de terre, les animaux et bestiaux vivants de toute nature, les salaisons de bœuf et non de porc, les morues et poissons salés, le riz, maïs et légumes, les cuirs verts en poils ou tannés, les pelleteries, résines et goudrons, puis les sirops, tafias et toutes les marchandises de France.

lisme de la précédente décision. Louis XVI rétablira, en 1785, la Compagnie des Indes, faisant le commerce avec monopole au delà du cap de Bonne-Espérance (1).

Quoi qu'il en soit, cette mesure de liberté de 1784, rendue la seconde année du ministère de Calonne, clôtura la période si critique de la fin de l'ancien régime au point de vue colonial. Cet arrêt, qui visait presque uniquement les colonies des Antilles pour leur commerce avec les nouveaux États-Unis d'Amérique, permettait à ces colonies de s'approvisionner librement de vivres et de subsistances et de matières premières. Cette concession, arrachée après des efforts de plus d'un siècle, arrivait bien tard, et les troubles qui survinrent presque aussitôt empêchèrent les colo-

1. Cette compagnie ne jouit pas d'une bien longue existence. Créée au capital de 20 puis 40 millions de livres, siégeant à Paris, rue de Gramont, elle fit d'abord d'assez brillantes affaires, distribuant aux actionnaires un dividende de 150 o/o en 1789, puis 160 en 1790 avec 26 millions de bénéfices. Cette année-là, les monopoles furent abolis. (Loi du 3 avril 1790 pour les privilèges exclusifs de commerce et décret des 14 août-23 octobre 1790 supprimant la compagnie des Indes.) La Compagnie se sépare, mais une société en commandite se reforme, s'installe place Vendôme à Paris, et attachée au port de Lorient, qui fait en 1791 pour 35 millions de bénéfices. Le 26 juillet 1793, un décret de la Convention rendu sur un rapport de Fabre d'Églantine, dissout la Société, confisque les biens et la déclare en liquidation. Ainsi finit, en France, la dernière compagnie de commerce colonial.

nies d'en tirer tout le bénéfice qu'on eût pu en attendre (1).

Le chiffre total du commerce colonial en 1778 fut de 393.453.000 francs. En 1787, moins de dix ans après, le commerce des Antilles est, à lui seul, de 600 millions ; en 1789, dans le rapport sur le commerce de la France, rédigé à cette époque par Goudart, les échanges de la métropole avec toutes

1. En 1778 (les chiffres suivants sont donnés par Page dans son *Traité d'économie politique et de commerce des colonies*. Paris, an IX, chapitre de « l'Influence des colonies sur le commerce de France », p. 129 à 132) la France exportait pour 157.733.000 francs de denrées coloniales : savoir 17.540.000 en sucre brut, 1.734.000 en sucre raffiné, 44.361.000 en sucre terré ou tête, 78.449.000 en café, 4.933.000 en coton, 6.253.000 en indigo et 3.905.000 en divers objets. Les colonies, à cette date, envoyaient en France pour 218 millions de denrées coloniales qui « sont étrangers au travail, à l'industrie de la France et à tous les développements nouveaux dont peuvent être susceptibles ce travail et cette industrie. Ils agissent sur la prospérité publique indépendamment de l'action propre et particulière au corps social, dont ils augmentent d'ailleurs la richesse par une plus nombreuse circulation de capitaux », ajoute l'auteur dans le style emphatique de l'époque. De son côté, la France importait dans ses colonies pour 120.621.000 livres de marchandises le même année, et « dans ces exportations vers les colonies, les bénéfices commerciaux de la France n'ont eu pour nature que le monopole qu'elle exerce sur ces contrées » (Page, *op. cit.*, p. 131). Cette circulation était due aux seules colonies d'Amérique ; les possessions au delà du cap de Bonne-Espérance donnèrent 54.832.000 francs de mouvement commercial en importation et exportation.

ses colonies sont évalués à plus de 700 millions de livres.

En résumé, comme le dit fort bien en quelques mots M. Pauliat, dans la préface de son livre sur la « Politique coloniale de l'ancien régime », « en matière coloniale, ce qui caractérisa l'ancien régime, ce furent deux préoccupations dont il ne paraît jamais avec été abandonné : la première que les colonies ne fussent en aucun cas une charge quelconque pour la mère-patrie; et la seconde que celle-ci eût toujours, au contraire, dans ses possessions exotiques, autant de sources d'avantages et de revenus. » De là, l'établissement de deux moyens appropriés à ces deux fins : la création de nombreuses compagnies de commerce à privilèges et monopoles, et la mise en vigueur d'un système exclusiviste de l'étranger comme l'était le pacte colonial.

* * *

Survint la Révolution, avec sa floraison extraordinaire d'idées de liberté, sa soif inextinguible d'indépendance pour l'individu. Pour les réformateurs de cette époque, aux désirs féconds, la liberté économique devait être nécessairement l'une des premières conquêtes; la réaction contre la législation douanière antérieure était inévitable et dans l'ordre naturel des choses. Les idées de monopole avaient

été jusque-là, pour les négociants de France, une sorte de panacée : le commerce avec les colonies était toujours menacé, d'après eux, d'une ruine imminente, et il ne fallait pas y porter atteinte ; il était indispensable d'en écarter les étrangers, les voisins surtout qui ont tant de facilités pour l'approvisionnement. Les idées économiques sur ce sujet, qui dominaient en France à la veille de la Révolution, se résument, dit M. Léon Deschamps, en quelques affirmations contradictoires : « Le commerce colonial enrichit : le commerce de l'Inde ruine. Tout monopole est condamnable : l'exclusif métropolitain est nécessaire. L'échange doit être libre, toute concurrence étrangère et coloniale doit être écartée... Les droits de l'homme et la liberté économique sont assurément en germe dans les cahiers ; mais il faudra la serre chaude de la Constituante pour les faire épanouir (1). »

L'établissement du régime douanier fut alors basé sur les idées de Turgot et d'Adam Smith, qui préconisaient la liberté des échanges coloniaux. Deux courants d'opinion divisaient l'Assemblée constituante. Un parti désirait la suppression des droits d'entrée en France sur tous les produits, à l'exception des cafés, des sucres terrés et des tafias ; un autre parti, qui avait

1. Léon Deschamps, *Les Colonies pendant la Révolution*, p. 49.

à sa tête les députés coloniaux, luttait pour que les produits d'outre-mer ne jouissent, en arrivant dans la métropole, d'aucune faveur spéciale. Par une fausse conception de la répercussion de l'impôt, ils estimaient que les taxes sur les « denrées des îles » restaient sans influence sur la production et qu'elles retombaient seulement sur le consommateur métropolitain.

Les discussions coloniales furent longues, savantes, et occupèrent un grand nombre de séances pendant les années 1790 et 1791, surtout à propos des deux questions de l'esclavage et du régime politique, administratif et économique.

L'accord se fit néanmoins et plusieurs textes législatifs sortirent du travail de l'assemblée.

Les colonies sont considérées comme égales à la métropole ; elles ne s'en différencient pas ; ce sont deux parties d'un même groupement ; c'est le même territoire : le tout est la Nation (1). Sur la question particulière des relations économiques, tous les partis sont unanimes ; il n'y a aucune divergence de vues, aucune séparation d'opinions. Une phrase de Roussillon, prononcée au cours des débats, résume le principe sur lequel la législation sera fondée :

1. Au *Moniteur*, séance du 28 juin 1790, décrets des 4 juillet-22 septembre 1789, du 8 mars 1790, des 27 juillet et 19 septembre 1790.

« Le commerce des colonies est un commerce entre frères, de la nation avec une partie de la nation (1). »

Le principe de la protection due à la production nationale ne subit aucune atteinte. La Constituante disait, dans les instructions annexées à ses décrets des 29 mars et 9 avril 1791, que « la France à qui les lois de commerce doivent assurer, avec avantage, le dédommagement des frais qu'elle est obligée de soutenir pour les protéger, ne recherche point dans leur possession une ressource fiscale ». C'était le pacte colonial adouci (2).

La réforme commerciale, une fois amorcée, fut faite par une série de décrets (3). Avec l'Acte de navigation du 22 septembre 1791, tous les ports furent ouverts à l'armement, et les navires furent autorisés à décharger leurs marchandises en un point quelconque du littoral, au lieu d'être tenus de retourner à leur port d'armement. L'article 3 du décret exempta

1. Séance du 15 juillet 1790. Discussion sur le commerce de l'Inde, et aussi discussion sur le régime de la marine de commerce, au *Moniteur universel* du 13 mai 1791.

2. On trouve, dans la législation de cette époque, un principe qui se perpétuera longtemps : celui des avantages particuliers attribués aux produits des pays les plus éloignés ; encouragement à la navigation lointaine.

3. Décrets du 3 avril et du 19 juillet 1790 sur le commerce de l'Inde ; décrets des 5 novembre 1790, 30 janvier, 2, 18 et 29 mars, 9 avril et 10 juillet 1791 sur les tarifs douaniers ; décrets des 22 juin et 17 juillet 1791 sur l'armement ; enfin l'Acte de navigation du 22 septembre 1791.

des droits de sortie les produits français exportés aux colonies. Les marchandises étrangères ayant la même destination et placées en entrepôt dans la métropole bénéficiaient de la même faveur, les mutations d'entrepôt à entrepôt étant libres. Afin de faciliter l'approvisionnement des colonies, la Constituante permit d'y importer en franchise certaines denrées, même venant de l'étranger. Les produits des colonies pouvaient être envoyés dans tous les ports français, s'ils venaient d'Amérique, et seulement à Lorient et Toulon, s'ils provenaient d'au delà du Cap ; ils étaient soumis à des taxes d'importations atténuées et simplifiées, et ceux qui servaient à l'industrie nationale (coton, sucre...) entraient en franchise ; ils circulaient à l'intérieur et pouvaient être réexportés à volonté. Dans le commerce avec l'étranger, le système protectionniste prévalait ; les taxes d'entrée s'élevaient, aux colonies, en proportion de la concurrence faite aux produits nationaux, et certaines prohibitions étaient prononcées. Des primes étaient données au commerce et à l'industrie, et un acte de navigation protégeait la marine marchande. Cet Acte de navigation terminait dignement l'œuvre de la Constituante.

Vivant sous cette bienveillante tutelle, le commerce et l'industrie pouvaient se développer libre-

ment entre la France et les colonies (1). M. Léon Deschamps affirme que « si l'on peut reprocher à la Constituante d'être restée asservie à la doctrine étroite du protectionnisme, -- et ce reproche contredit celui qu'on lui fait ordinairement, -- au moins doit-on reconnaître qu'elle l'a appliquée avec modération, et atténuée, autant que possible, en simplifiant la perception des droits (2). »

En dépit du défaut de statistique, et si l'on se rend au témoignage des rapporteurs successifs à l'assemblée de cette époque, bien placés pour être renseignés, on peut affirmer que ni le commerce national, ni le commerce maritime et colonial n'ont été affectés par la réforme et ses suites,

Sous la pression des événements, la Convention appliqua le principe posé par l'Assemblée constituante. Elle alla même plus loin ; deux textes spéciaux, par faveur, ouvrirent les ports des colonies françaises aux navires de certains pays étrangers : le décret du 19 février 1793 pour les États-Unis d'Amérique, et le décret du 26 mars suivant (art. 1^{er})

1. La réforme économique devait être mise en vigueur dès le 15 avril 1791. Elle ne le fut, en réalité, que le 20 juin pour l'Inde, le 22 pour les colonies, le 29 juillet pour le Levant et le 1^{er} août pour Marseille (Rapport de Lafond-Ladebat à l'Assemblée, séance du 30 décembre 1791. *Moniteur* de 1792, n° 1).

2. Léon Deschamps, *Les Colonies pendant la Révolution*, p. 148.

pour tous les États avec lesquels la France n'était pas en guerre.

Postérieurement, un décret du 11 septembre 1793, reprenant la formule adoptée par Roussillon trois ans auparavant, la transforma en texte législatif ; peu après, un nouvel acte de navigation, proposé par Barère au nom du Comité de Salut public posa une règle générale, qui n'abrogea pas les exceptions précédentes. Ce décret du 21 septembre 1793 réalisa une innovation considérable dans la législation douanière coloniale, en abolissant les douanes, exigeant seulement que tout le commerce se fit sous pavillon français ; il exempta de tout droit les denrées venant des îles françaises d'Amérique et justifiées de leur crû et sol ; leurs produits n'étaient soumis aux droits qu'à leur exportation à l'étranger par terre ou par bâtiments non nationaux.

La Constitution du 5 fructidor an III qui créa le Directoire, réalisa l'assimilation des colonies à la métropole (titre I, art. 6 et 7). La liberté commerciale fut alors complète ; les mesures législatives antérieures subsistèrent pour les relations avec l'étranger.

Puis, la Constitution du 24 frimaire an VIII, établissant le Consulat posa le principe essentiel de la spécialité des lois coloniales (art. 91). De là, par réaction sur l'œuvre de la Constituante et de la Convention, un décret du 19 avril 1801 fit revivre le régime

politique et administratif existant sous l'ancienne monarchie; un arrêté consulaire du 16 juin 1802 (4 messidor an X) remit en vigueur les règles temporairement supprimées du pacte colonial suivant l'arrêt du conseil du 30 août 1784; des droits de douane furent rétablis.

Après la signature de la paix d'Amiens, Bonaparte, croyant nuire à l'Angleterre ou la vexer, résolut de l'écarter du commerce colonial français. C'était une mesure assez inopportune, puisque l'Angleterre allait s'emparer des colonies de la France et les garder jusqu'en 1814.

Tous les produits coloniaux (sucre, café, cacao) étaient considérés comme produits étrangers; et en les frappant de droits élevés (ces droits pouvaient être considérés comme très élevés, mais l'État avait alors besoin de grandes ressources) c'était le commerce anglais qu'on entendait atteindre. Le sucre et les autres denrées coloniales étaient devenus, par le fait du blocus continental, des aliments exclusivement réservés aux riches, donc une matière essentiellement imposable.

Il n'y avait plus à se préoccuper du système colonial, ni du privilège promis aux colonies en échange du monopole qui leur était imposé, puisqu'il

n'existait plus de colonies françaises ; par là même, l'ancien système colonial subissait de profonds changements, à raison de l'impossibilité d'application.

CHAPITRE II

La Restauration en reprenant les colonies, au premier traité de Paris de 1814, les trouva dans un état déplorable ; voulant reprendre, là comme partout, les institutions du passé, et remédier à cette situation, elle trouva bon de rétablir dans son intégrité le pacte colonial : obligation pour les colonies d'envoyer tous leurs produits dans la métropole, et, sur leurs marchés, monopole en faveur de la production métropolitaine (Ordon. du 23 avril 1814). Ces mesures se rattachaient à l'ancienne conception de l'assujettissement.

Cependant, il paraissait rationnellement impossible d'admettre que le gouvernement de Louis XVIII fût moins libéral que celui de son frère trente ans auparavant. Aussi la loi du 17 décembre 1814 intervint-elle pour renouveler les dispositions de l'arrêt du 30 août 1784, qui limitaient le nombre des marchandises étrangères admises dans les entrepôts coloniaux. La navigation entre la France et les colonies était réservée au pavillon français. Les

marchandises françaises destinées aux colonies n'acquittaient aucun droit de sortie ; les expéditions des colonies sur la France, si elles étaient faites en droiture sur un port français, bénéficiaient du régime de faveur du « privilège colonial ». Les marchandises étrangères payaient, en entrant aux colonies, les droits du tarif métropolitain.

L'action du législateur, par la suite, s'est portée surtout sur la réglementation du régime des sucres, et sur l'organisation du régime douanier algérien.

Il est cependant nécessaire de noter quelques adoucissements apportés à la rigueur du système sous les gouvernements successifs. D'après une convention, en date du 26 janvier 1826, conclue entre la France et l'Angleterre, les colonies purent, dans certains cas, accorder les mêmes faveurs aux navires anglais qu'aux bâtiments français. Presque immédiatement ensuite, une ordonnance du 5 février de la même année élaborait la liste des marchandises étrangères que les Antilles pouvaient admettre librement sous tous les pavillons. Une loi du 26 août 1833 autorisa, dans les établissements français de la côte occidentale d'Afrique, l'importation en franchise des fers et aciers étrangers ; pour tous les autres articles, au Sénégal — si on excepte le port de Gorée ouvert aux navires étrangers depuis 1822 — seuls les produits métropolitains devaient être importés. La prohibition restait donc la règle géné-

rale, quoique le pacte colonial s'atténuaît peu à peu dans les relations de la France et des Antilles, ses colonies les plus avancées.

Tandis que l'ordonnance du 10 octobre 1835 autorisait la Martinique et la Guadeloupe à percevoir des droits sur certains produits métropolitains, la liste des marchandises qu'elles pouvaient recevoir était allongée. En 1845, on leur accorda la liberté de transporter, par navires étrangers, certains de leurs produits destinés à d'autres pays que la France (1).

*
* *

Pour le sucre, la denrée coloniale essentielle de cette époque, la législation fut sans cesse modifiée, transformée, compliquée, et les tarifs douaniers furent l'objet de variations fréquemment répétées.

Déjà sous le premier Empire, la loi du 30 avril 1806 et le décret du 5 août 1810 tranchèrent la question.

Puis, au début de la Restauration, ces textes furent modifiés par la loi de finances du 28 avril 1816, basée sur le principe protecteur, qui frappait

1. A ce moment, le commerce des colonies avec la métropole atteignit un degré de prospérité remarquable. Il était en 1846 de 57 millions pour l'importation en France, et de 56 millions pour l'exportation aux Antilles et à la Réunion.

d'une surtaxe de plus de 33 o/o les sucres étrangers importés en France (1). Les lois du 21 avril 1818, 7 juin 1820 et 27 juillet 1822 ayant accru cette surtaxe, l'importation étrangère diminua de moitié, au bénéfice des sucres coloniaux. L'ordonnance du 15 janvier 1823 réglementa le fonctionnement de la surtaxe. Après la Convention franco-anglaise de 1826, une loi du 17 mai régit les sucres de l'Inde. La situation ne paraissait pas satisfaisante, avec un mode de perception des taxes imparfait ; une enquête fut prescrite en 1828. Après bien des vicissitudes en une époque troublée, elle aboutit à la loi du 26 avril 1833 qui différençia les taxes suivant la valeur saccharimétrique du sucre frappé ; elle prit comme critérium d'appréciation le système des nuances. Une loi qui suivit, le 18 juillet 1837, dans le désir d'accroître la prospérité des Antilles, réalisa un dégrèvement des sucres coloniaux en établissant un impôt sur le sucre indigène de 10 francs, puis de 15 à partir du 1^{er} juillet 1839.

En 1839, les gouverneurs des colonies, à cause d'une crise de surproduction aux Antilles, permirent l'exportation des sucres par tous navires et ouvrirent les ports au commerce étranger. L'ordonnance du

1. Les colonies y envoyèrent, pendant l'année 1819, 34 millions de kilogrammes de ce produit contre 5 millions seulement provenant de l'étranger.

21 août, appliquant avec quelque extension les principes de la loi du 17 décembre 1814, régularisa leur conduite. La même ordonnance abaissait aussi de 13 fr. 20 par quintal la taxe d'entrée des sucres coloniaux. La loi du 3 juillet 1840 remania l'impôt sur les sucres indigènes en prenant comme assiette une taxe graduée d'après le système des types.

Les colonies continuèrent à se plaindre, demandant que le législateur les protégeât, non seulement contre le sucre étranger, mais encore contre le sucre indigène, ou qu'il leur permit de recourir aux marchés étrangers tant pour leurs importations que pour leurs exportations. Mais, bien que le système colonial fût, depuis quelque temps déjà, fortement battu en brèche par les économistes, les pouvoirs métropolitains n'étaient pas encore disposés à renoncer aux avantages qu'ils croyaient y trouver. Alors, une loi du 2 juillet 1843 égalisa l'impôt pour le sucre colonial et indigène. Après la Révolution de 1848, une loi allant plus loin encore détaxa partiellement et provisoirement le sucre colonial (loi du 13 juin 1851).

Le décret présidentiel du 27 mars 1852, et la loi du 28 janvier 1856 prorogent la détaxe temporaire. Outre cela, la loi du 23 mai 1860 établit un autre dégrèvement spécial par une taxe différentielle de provenance. Des décrets du 16 janvier et 24 juin 1861 l'organisèrent pour les colonies d'après leur

éloignement. Et en dernier lieu, une loi du 7 mai 1864 changea encore une fois le principe de la tarification en empruntant à la Hollande son système des types d'après leur richesse saccharimétrique connue par l'analyse chimique ; cette loi prorogea également la détaxe des sucres coloniaux jusqu'au 1^{er} septembre 1870. Ce n'était pas la fin des altérations successives que dût subir la législation ouvrière au xix^e siècle.

* * *

En ce qui concerne la législation douanière de l'Algérie elle a été soumise, elle aussi, à bien des modifications de fond et de détail.

Elle consista tout d'abord dans des mesures de pure circonstance : des arrêtés des commandants en chef, puis des gouverneurs généraux. La métropole soumit tous les produits originaires de l'Afrique du nord importés en France au tarif applicable aux produits étrangers.

Le gouvernement de la monarchie de Juillet prit bientôt une mesure générale dans l'ordonnance du 11 novembre 1835. Les transports entre la France et l'Algérie et le cabotage des côtes algériennes furent réservés aux navires français. Tous les produits français, à l'exception des sucres et les pro-

duits étrangers nationalisés en France par le paiement des droits, étaient admis en franchise dans les possessions françaises du nord de l'Afrique. La même franchise existait pour un certain nombre de marchandises provenant de l'étranger, telles que denrées alimentaires, matériaux à bâtir, etc. Les autres produits de cette origine acquittaient des taxes égales à un cinquième ou un quart des droits inscrits au tarif général de la France, suivant qu'elles étaient importées d'un port de la métropole ou de l'étranger. De plus, les nombreuses prohibitions que contenait alors le tarif français étaient remplacées par des droits variant entre 12 et 15 o/o de la valeur du produit.

Une modification unique, mais essentielle, fut apportée à ce régime par l'ordonnance du 27 février 1837, qui ouvrit au pavillon étranger l'intercourse avec la France et le cabotage entre les ports algériens, sous le simple paiement du droit de tonnage de 2 francs. L'ordonnance du 7 décembre 1841 rétablit au profit du pavillon national le privilège des transports entre la France et l'Algérie.

Le 16 décembre 1843, une ordonnance renforça le privilège du pavillon par un droit de tonnage de 4 francs, et le tarif fut élevé au tiers du tarif métropolitain, et toute importation par terre fut prohibée. Quant à l'exportation en France, elle fut soumise, pour quelques produits, à la moitié du tarif ordi-

naire, pour les autres, au même tarif que pour l'étranger.

La loi du 11 janvier 1851 eut un caractère plus libéral. Elle posa le principe de l'admission en franchise de droits dans les ports français de tous produits naturels de l'Algérie et étendit cette faveur à un grand nombre de produits de l'industrie indigène. En échange de ces avantages, le législateur restreignit quelques-unes des franchises accordées précédemment à l'importation étrangère dans l'intérêt de la colonisation. Des droits réduits furent appliqués aux articles ainsi imposés et à quelques autres ; mais, dans l'ensemble, c'est le tarif métropolitain qui devint la base de la législation douanière de la colonie. Pour ce qui est des expéditions à l'étranger, la loi ne maintint les taxes de sortie que pour un petit nombre d'articles. La prohibition générale d'importation par les frontières de terre, édictée par l'ordonnance de 1843, fut maintenue. Toutefois, en vue de régulariser les rapports commerciaux avec le Maroc et la Tunisie, un décret, en date du 11 août 1853, remplaça cette prohibition par des droits très modérés pour les produits du sol et de l'industrie de ces deux pays. Quelques années plus tard, la mesure prise par le décret de 1853 à l'égard des produits tunisiens et marocains fut complétée par la levée de la prohibition pour les provenances du Sahara et du Soudan. La loi du 17 juillet 1867 édicta

cette exemption à titre général. La liberté des échanges entre la France et l'Algérie était ainsi définitivement consacrée. Le régime sous lequel la loi de 1867 plaça ou maintint les rapports entre la colonie et la métropole était la franchise réciproque et absolue. Quant aux marchandises d'importation étrangère, elles étaient rangées dans trois catégories. Cette loi n'était pas le dernier stade, le but final de cette évolution législative ; une grande mesure de principe devait intervenir postérieurement.

CHAPITRE III

Pendant la durée du second Empire, une réforme de tout premier ordre, on pourrait même dire un bouleversement, se fit dans la législation douanière coloniale.

Le pacte colonial fondé sur des idées vieilles de plus de deux siècles ne pouvait désormais résister à l'examen des économistes ; il n'était plus en rien conforme aux doctrines qui prenaient une si grande force au milieu du xix^e siècle. Déjà fort critiqué pendant la période révolutionnaire, il tombait de plus en plus en désuétude et véritablement finissait par crouler sous le mépris des écrivains politiques et par soulever l'indignation universelle. Le grand courant libre-échangiste devait fatalement l'entraîner.

Toutefois, pour ne pas être injuste envers une théorie économique qui, après tout, a inspiré la politique de plusieurs grands pays pendant près de trois cents ans, il faut reconnaître qu'elle a eu parfois de bons effets.

De même que les compagnies à monopole ont eu

leur heure de nécessité et ont pu contribuer à la prospérité économique, le pacte colonial par le monopole du commerce et de l'intercourse coloniaux eut une part assez grande dans le développement de la marine des États colonisateurs et il procura à leur industrie des débouchés assurés. Surtout, la France n'eut jamais sur ce point réglementation tracassière et abusive.

Cependant il fut formé presque uniquement dans l'intérêt des métropoles, et les économistes de toutes les écoles ne lui ménagent pas de sévères appréciations. Il ne serait même peut-être pas trop téméraire, et irrévérencieux pour leurs auteurs, de les qualifier d'excessives et imméritées dans une certaine mesure (1). Ce pacte colonial fut bien une atteinte à la liberté du travail par l'interdiction des

1. M. Paul Leroy-Beaulieu dit que les avantages tout naturels de la colonisation « n'ont pas suffi aux métropoles, elles ont cherché à s'en assurer d'artificiels au moyen de lois et de règlements ; elles ont eu la prétention de monopoliser le commerce de leurs colonies ; mais comme, à l'honneur du genre humain, si égoïste que soit un peuple, il ne commet guère d'injustice sans la pallier par une compensation au moins apparente, en échange des privilèges que les mères-patries prenaient de vive force dans leurs rapports avec leurs colonies, elles ont consenti, au profit de celles-ci, à se charger également de chaînes et à s'imposer de réels et importants sacrifices ». Il termine en disant que ce « système de restrictions réciproques » qui porte le nom de pacte colonial se retrouve à chaque page de l'histoire de la colonisation

manufactures ; mais ce reproche ne porte pas pour la France, qui ne l'a jamais imposée à ses colonies. On l'accuse encore, d'autre part, d'avoir été une atteinte à la liberté du commerce pour l'interdiction

(P. Leroy-Beaulieu, *De la Colonisation chez les peuples modernes*, 5^e éd., t. II, p. 525).

M. Cauwès, dans son *Économie politique* (3^e éd., 1893, t. II, p. 626), écrit aussi que « le pacte colonial, c'était en réalité l'exploitation des colonies par la métropole. Il faisait peser sur elles une véritable tyrannie... L'effet du pacte colonial fut de restreindre la production, d'entraver le développement économique des colonies ».

M. Perreau, appréciant le pacte colonial, s'exprime ainsi : « On a dit beaucoup de mal du pacte colonial. En fait, il fut pour les colonies un régime d'oppression. Et cependant, l'idée qui lui servait de base n'a rien d'injuste en elle-même. Il semble tout naturel qu'une métropole cherche, en se réservant les avantages qui résultent du commerce avec ses colonies, à rentrer indirectement dans une partie des frais d'établissement et d'entretien qu'elles lui ont coûté. C'est une compensation très juste aux sacrifices que la métropole a dû s'imposer pour leur mise en valeur... Ce qui entraîna le discrédit et la chute du système colonial, c'est que, dans son ensemble, il ne maintenait pas la balance égale entre la métropole et les colonies. A la première, il semblait réserver tous les avantages ; aux colonies toutes les charges. Il entraînait le développement de la production coloniale et faussait son orientation, sans servir efficacement l'intérêt métropolitain... C'était un tel encouragement à la contrebande que, pour la prévenir, l'autorité publique dut édicter des pénalités excessives. Mais de toutes les règles du pacte colonial, la plus choquante et la plus odieuse aux colons était certainement celle qui leur interdisait de transformer industriellement, de manufacturer leurs propres produits » (Perreau,

des relations avec l'étranger ; mais ce ne fut pas longtemps une prohibition et cela ne devint bientôt

Le Régime commercial des colonies françaises, 1903, p. 10).

M. J. Normand dit que « le pacte colonial avait pour but d'imprimer un brillant essor à l'industrie et à la marine métropolitaines : aussi, dans la mesure où ses restrictions furent efficaces, elles profitèrent surtout à une classe particulière de la nation, celle des trafiquants et des industriels. Toute cette population mercantile s'enrichissait non seulement aux dépens des colonies, mais aux dépens de la masse des consommateurs nationaux, sur lesquels retombait une des conséquences du pacte, à savoir la cherté des produits exotiques sur le marché métropolitain. Quant aux colonies, leur rôle dans le système fut un rôle de victimes... L'on eut parfois ce singulier spectacle de voir ravagées par la famine les plaines les plus fertiles du monde... L'oppression du monopole étouffa leur épanouissement ; elles furent les victimes de l'étroitesse du débouché offert à leur production et de la cherté des marchandises européennes. Qu'en advint-il pour la métropole ? C'est qu'elle sentit à son tour les conséquences néfastes du régime d'exploitation, établi par elle. C'est qu'elle tua la poule aux œufs d'or, et que son commerce avec des contrées appauvries par une législation tyrannique fut beaucoup moins profitable que celui qu'elle aurait pu entretenir avec des pays plus libres, mais plus prospères. La métropole ne retira qu'un avantage médiocre du système qui lui créa d'autre part bien des difficultés... C'est ainsi que, dans le pacte colonial, les avantages réciproques étaient en réalité des dommages réciproques » (J. Normand, *Le Pacte colonial*. Thèse, p. 50, 51 et 52).

M. R. Bourbon dit, en parlant du pacte colonial, qu' « en renchérissant d'ailleurs le prix des produits d'Europe aux colonies, et le prix des denrées exotiques en France, il rendit à tous la vie plus difficile et plus coûteuse. Les colonies plus pauvres consommaient moins de produits européens.

qu'une simple restriction. Ce « pacte léonin », comme le qualifie M. Cauwès, n'eut pas que des conséquences désastreuses s'il en eut parfois de fâcheuses et regrettables, et il n'empêcha pas absolument et systématiquement tout commerce extérieur des colonies. Qu'on veuille bien se rappeler la prospérité de la pêche et du commerce des fourrures pour le Canada, et celle des Antilles françaises au xviii^e siècle (1), et l'on en aura une preuve suffisante. M. Paul Leroy-Beaulieu écrit que « la tyrannie politique n'est perçue que par les classes élevées qu'elle rabaisse et dégrade ; mais la tyrannie commerciale et administrative se fait sentir à tous les rangs par des vexations continuelles et incessantes : elle fomente ainsi dans tous les cœurs des haines et des rancunes qui n'attendent qu'une occasion pour renverser les institutions les plus anciennes et en

Elles produisaient moins aussi, n'ayant qu'un débouché limité. Une direction artificielle était donnée à la production dans les colonies et aux capitaux dans la métropole, au détriment des cultures et des industries négligées. Le système colonial ne développait pas le mouvement du commerce extérieur. Il se bornait à le déplacer. Il augmentait la distance entre le producteur et le consommateur, obligeant à des voyages plus longs ou à des circuits déraisonnables, et finalement surexcitait la contrebande » (R. Bourbon, *Des Rapports douaniers de la France avec ses colonies*. Thèse, p 31 et 32).

1. Mais là le pacte colonial n'était pas bien strict, ni rigoureusement appliqué.

apparence les plus solides » (1). L'éminent auteur pense ici aux sécessions des colonies espagnoles et anglaises d'Amérique : cependant le pacte colonial ne fut qu'une des causes de ces sécessions.

Quoi qu'il en soit, ce régime reposait sur une erreur comme le système mercantile lui-même : la pensée que l'exclusion des étrangers était nécessaire pour la conservation des colonies. C'était une idée de mesquine jalousie de la part des nations colonisatrices ; elle n'était plus de mise au milieu du xix^e siècle. Ce pacte colonial a été rompu par l'Angleterre en 1850 ; la France, devant les réclamations des commerçants et des colons et après avoir passé les fameux traités de « libre-échange », l'abolit aussi pour ses colonies. L'empire libéral apparaissait déjà en faisant passer dans la législation douanière les principes élaborés par la ligue de Manchester et mis en œuvre par Cobden et Michel Chevalier.

La loi du 3 juillet 1861 opéra ce changement radical dans la politique économique coloniale. Le régime nouveau qu'elle institua était spécialement applicable à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion. Prenant le contrepied des idées de prohibition du système exclusif, la loi donnait aux colonies le droit d'exporter librement leurs produits à l'étranger.

1. Paul Leroy-Beaulieu, *De la Colonisation chez les peuples modernes*, 4^e éd., p. 35.

Puis, l'admission en franchise des denrées coloniales autres que le sucre (les mélasses non destinées à être converties en alcool, les confitures et fruits confits, le café et le cacao) était reconnue, si elles étaient importées en France par navires français. Les transports néanmoins pouvaient être effectués par bâtiments de toutes nationalités, sous réserve d'une surtaxe de pavillon, protectrice de la marine marchande nationale, qui était de 20 francs par tonneau pour les Antilles, et de 30 francs pour la Réunion. Seules, les relations de colonie à colonie, dans les limites du petit cabotage, restaient confiées à la navigation française. Les marchandises étrangères pouvaient être importées aux colonies à la condition d'acquitter les droits de douane qui leur étaient imposés en France. Dans le but de maintenir intégralement aux produits nationaux expédiés dans nos établissements d'outre-mer le niveau de protection qui leur était octroyé dans la métropole, on augmentait les taxes douanières perçues sur l'étranger du montant des droits payés par les produits similaires français. La métropole acquérait enfin le droit de recevoir les denrées exotiques de toute provenance.

C'était presque entièrement abandonner les anciennes préventions contre l'infiltration du commerce étranger dans les colonies, quoique certaines mesures de protection fussent encore édictées en faveur de la marine et de l'industrie métropolitaines.

« Cette législation de 1861, écrit M. Paul Leroy-Beaulieu, constituait pour les colonies un progrès immense (1), mais ce n'était pas le terme des concessions légitimes que la métropole devait leur faire (2). »

Deux décrets du 24 décembre 1864 étendirent à deux colonies ces principes larges : la Guyane eut le bénéfice de la suppression des droits de douane, et le Sénégal put introduire des marchandises étrangères.

Une autre grande réforme dans cette matière allait suivre de bien près. Un sénatus-consulte fondamental pour l'histoire des rapports commerciaux entre la France et ses colonies, celui du 4 juillet 1866, accorda aux trois vieilles îles sucrières l'autonomie douanière. Leurs conseils généraux eurent le droit de voter les tarifs de douane sur les produits étran-

1. M. Drouhet, au Sénat, pendant la discussion de la révision douanière, à la séance du 11 décembre 1891, exprimait une opinion diamétralement opposée. « La loi du 23 mai 1860, disait il, qui a fait tant de mal aux colonies, a été suivie de la loi du 3 juillet 1861 abolissant le pacte colonial. On a aboli le pacte colonial et on a ruiné les colonies... , on les a ruinées, à cette époque, par la loi qu'on a faite sur les sucres... Il est si équitable de protéger le sucre des colonies françaises, qui est lui aussi un sucre national... Si la navigation est ruinée, c'est bien un peu parce qu'on a ruiné les colonies... » (*Jour. off. Sénat, in extenso*, 1891. Session extraordinaire, p. 1201 et 1202).

2. P. Leroy-Beaulieu, *De la Colonisation*, 4^e édit., p. 240.

gers naturels ou fabriqués importés dans la colonie, avec une seule restriction : ces tarifs devaient être homologués par décret de l'empereur, le Conseil d'État entendu. Puis les assemblées locales purent aussi fixer les « tarifs d'octroi de mer sur les objets de toute provenance ».

Les raisons invoquées comme arguments à l'appui de cette décentralisation considérable étaient d'ordres divers, sans qu'elles aient été toutes désintéressées. Le gouvernement entendit faire payer aux colonies la liberté qu'il leur conférait de la sorte.

« Le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, dit l'exposé des motifs qui le précède, a pour but d'accorder aux conseils généraux des colonies des attributions importantes, de les appeler à se prononcer sur des matières qui étaient réservées à la décision d'autorités supérieures... Le gouvernement considère ces modifications comme nécessaires tout à la fois pour donner satisfaction au désir de nos possessions d'outre-mer, de régler, suivant leurs besoins légitimes, leurs affaires locales et, en même temps, pour affranchir le budget de l'État des charges qu'il ne lui paraît pas juste de faire toujours supporter par la métropole. » Les colonies devaient « satisfaire à leurs dépenses et ne laisser à la charge de la métropole que le contingent qui, dérivant du principe même de la souveraineté, constitue essentiellement une dette de l'État ».

Ces pouvoirs, ainsi conférés, étaient trop étendus ; les conseils généraux ne manquèrent pas d'abuser aussitôt de leur indépendance. « C'était un tort, écrit M. Perreau (*Le Régime commercial des colonies françaises*), de donner aux assemblées locales des pouvoirs sensiblement égaux en ce qui concerne l'octroi de mer et les tarifs de douane. » Avec ce système, on allait ainsi « permettre aux colonies de s'affranchir de tout esprit de solidarité dans leurs rapports avec la métropole ».

Quelques mois seulement avant la promulgation de ce sénatus-consulte, une loi du 19 mai 1866 avait mis sur un pied absolu d'égalité les navires français et les navires étrangers par la suppression des surtaxes de pavillon. Un peu plus tard, un décret du 9 juillet 1869 faisait disparaître ce qui pouvait encore subsister de l'intercourse coloniale.

La marine anglaise supplanta alors les chargeurs français dans les transports coloniaux. Le même décret posait, dans son article premier, le principe de la liberté complète du commerce des colonies en ces termes : « Les produits de toute nature et de toute provenance peuvent être importés par tout pavillon dans les divers établissements français d'outre-mer où l'acte de navigation du 21 septembre 1793 est encore en vigueur. Les produits chargés dans ces mêmes établissements peuvent être acceptés pour toute destination et par tout pavillon. »

Il ne restait plus alors aucun attachement économique, législatif des colonies à la métropole. Il ne subsistait qu'une communauté morale entre la métropole et ses colonies. Ces dernières n'étaient plus tenues envers la première que par une égalité de civilisation, une similitude de mœurs, une identité de besoins, et une pure habitude d'échanges fondée sur une affection mutuelle et réciproque (1).

1. Cette situation fut diversement appréciée par les économistes : tantôt exaltée comme un idéal, tantôt dénigrée comme une absurdité. Toujours est-il qu'elle a donné de piètres résultats et qu'elle ne s'est pas prolongée très longtemps.

M. Paul Leroy-Beaulieu est navré de voir que cet état, qu'il a si brillamment et si souvent prôné, n'a pas eu les conséquences merveilleuses qu'il attend toujours du libre-échange intégral. « Les colonies, écrit-il, ont reçu le pouvoir de régler elles-mêmes leurs tarifs de douane... Elles ont donc été mises à même de jouir de la presque liberté absolue du commerce, liberté qu'elles avaient revendiquée avec tant d'ardeur pendant vingt ans... Elles eussent dû trouver, dans ces facilités plus grandes de production et de débit, de précieuses ressources pour se relever et regagner leur vieille prospérité, si ébranlée depuis quarante ans » (Paul Leroy-Beaulieu, *De la Colonisation*, 4^e éd., p. 240).

De son côté, M. Cauwès estime que, dans ses colonies, « la métropole ne conservait aucun avantage pour ses exportations ; elle était traitée comme les nations étrangères. Ceci n'eût été supportable que si les colonies avaient cessé de compter sur le budget de la France : en 1866, on avait pensé que l'affranchissement économique emporterait cette conséquence que les colonies devraient se suffire à l'aide de leurs ressources. En fait, elles continuèrent à peser sur le budget. A tous égards, le sénatus-consulte de 1866 eut des consé-

quences funestes. La marine anglaise se substitua à la nôtre dans l'intercourse coloniale. Les étrangers ont pris en grande partie notre place dans le commerce avec nos colonies... La France reste donc pour ses colonies le plus grand marché d'exportation, mais notre production a cessé d'être pour elles la principale source d'approvisionnement » (Cauwès, *Économie politique*, 3^e éd., 1893, t. II, p. 628).

PREMIÈRE PARTIE

Le fait de la colonisation n'échappe pas à la loi générale des phénomènes ; il est déterminé dans le temps et l'espace ; par lui certains besoins conscients ou non s'affirment, se manifestent et se satisfont.

Des causes politiques, gouvernementales et stratégiques ont amené l'organisation des colonies militaires ; des causes sociales, le trop-plein d'hommes ou leur mésintelligence (1) ont donné naissance aux colonies d'essaimage ; des causes économiques, surabondance de capitaux et surproduction, ont provoqué la création de comptoirs commerciaux. Au xvi^e siècle, les colonies d'exploitation furent le début d'une ère nouvelle ; aussitôt, toutes les nations

1. Luites entre le parti démocratique et le parti aristocratique dans l'ancienne Grèce.

Guerres de religion et persécutions en Angleterre produisant l'émigration en Amérique des catholiques et des dissidents protestants. De même en France après la révocation de l'Édit de Nantes (du 13 avril 1598), le 15 avril 1698.

se précipitent à la curée. « Toutefois, dans cette course à la richesse, il y eut des sages et des fous, des modérés et des fiévreux, des prudents et des insoucians (1). »

Puis au XIX^e siècle, les colonies de conquête, d'expansion et de partage territorial du globe surgissent.

Cette soif d'extension, de domination, telle est la forme que revêt l'esprit colonial moderne.

Les marines de guerre se sont transformées, elles aussi. Devenues plus puissantes, elles ont, en revanche, plus besoin que jamais, dans les parages où elles évoluent, de points d'appui, où elles puissent se réfugier à tout moment, procéder aux réparations les plus urgentes et se ravitailler en vivres et combustibles et en munitions. Cette question du « point d'appui de la flotte » fut, au XIX^e siècle, une véritable obsession chez toutes les puissances maritimes. Mais c'est aussi une colonisation capitaliste et strictement commerciale que la colonisation contemporaine ; elle découle du régime économique. Alors que les générations antérieures recherchaient l'or ou les marchandises coûteuses, notre génération se préoccupe principalement d'élargir le marché de son industrie, de parer à la surproduction chronique qui l'accable. La grande expansion coloniale du dernier

1. Edgard Denancy, *Philosophie de la colonisation*, p. 76.

quart de siècle a suivi, pas à pas, la poussée de la grande industrie ; ce n'est qu'une opération de capitaux.

Malgré tous ces buts et ces formes divers de colonisation qui nous sont donnés par l'histoire, il n'y a pas de classification coloniale absolue.

Telle colonie de pure souveraineté peut devenir rapidement, par suite de circonstances favorables, une excellente colonie d'exploitation et même de peuplement (1).

Presque toutes les colonies débutent par le commerce, la colonisation ne vient que plus tard. Les nôtres n'ont pas échappé à la règle ; on les a conquises à cause des débouchés qu'elles offraient (2). Et il est permis de dire que toutes les fois qu'on a voulu, dans cette période première, juger de la pros-

1. Aussi, M. Marcel Dubois a-t-il pu écrire : « Il n'est en ces matières ni théorie d'économie politique, ni exemple du passé, ni même succès actuel qui vaille pour tous les cas, et il n'y a ni méthode, ni systèmes coloniaux, mais seulement des procédés » (*Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*, p. 9).

2. « Quand on nous posera cette question à quoi servent les colonies ? nous n'irons pas nous perdre dans des calculs destinés à établir qu'elles rapportent plus ou moins d'argent à l'État ou aux particuliers. La chose est possible, mais elle n'est point certaine ; c'est une spéculation qui peut donner ses profits comme elle peut aussi se solder en perte » (Ch. Gide, *A quoi servent les colonies ? Revue de géographie*, n° de janvier et février 1886, p. 147).

périté d'une colonie, on a, partisans et adversaires de la colonisation, mis en avant les statistiques du commerce (1).

Il ne suffit pas de « prendre possession » d'un territoire et de le notifier au monde pour qu'il y ait une colonie. La colonisation n'est pas la conquête, ni même seulement la direction politique et administrative d'un pays neuf; elle est sa mise en valeur, son exploitation. L'État qui colonise doit faire cultiver et fructifier cette terre nouvelle, lui donner tous les moyens de développement économique et l'amener à la prospérité. L'État doit user de tout son pouvoir pour que les conditions dans lesquelles la colonie doit grandir soient les meilleures et les plus favorables possibles, pour que la législation soit appropriée aux circonstances et adaptée à la situation spéciale dans laquelle cette colonie se trouve par rapport au reste du monde.

Ce problème, qui vise surtout les relations commerciales que la colonie devra entretenir avec la

1. « Pendant longtemps, dit M. Paul Louis, on a cru que le commerce devait suivre le pavillon, qu'il suffirait de conquérir une contrée pour obtenir ensuite, par la seule persuasion, le monopole de son marché... En plantant un drapeau, on n'acquiert pas nécessairement un marché... Ce qui détermine une communauté, encore jeune ou déjà mûre, à donner sa préférence à tels commerçants, c'est le prix et la qualité du produit, c'est aussi la facilité et la rapidité du transport » (Paul Louis, *Bibliothèque socialiste. Colonialisme*, p. 76).

métropole et les autres nations, est parfois bien ardu et compliqué ; il a été résolu par les différentes puissances colonisatrices et dans tous les temps de bien des manières. En France, depuis les origines jusqu'au sénatus-consulte de 1860, la réglementation a beaucoup varié, soit en se modifiant dans les limites du même principe directeur, pour le rendre plus large ou plus étroit, soit en changeant de principe pour en adopter un autre tout à fait dissemblable, parfois opposé (1).

Cependant, à travers toutes ces mesures diverses, on aperçoit un seul but voulu, qui préside à leur établissement : le plus grand bien des colonies et celui de la métropole.

1. La France, en cette matière comme dans une foule d'autres, a fait l'expérience de tous les systèmes, les a tous successivement essayés et pratiqués.

TITRE PREMIER

C'est en raison de cette variabilité dans nos modes d'action, de ces revirements de politique qu'on a prétendu que « les Français ne savent pas coloniser » (1).

Ces reproches d'inconstance, d'incapacité d'effort

1. M. Paul Leroy-Beaulieu a dit quelque part, avec une pointe d'amertume à l'adresse de ses compatriotes, que « le monde n'appartient pas aux curieux qui le parcourent et qui l'explorent : c'est aux patients seuls et aux travailleurs qu'il finit par rester » (Paul Leroy-Beaulieu, *De la Colonisation*, 4^e édit., p. 154).

A ce sujet, Jules Simon déclarait, à la tribune du Sénat, le 20 novembre 1891, au moment de la discussion du tarif des douanes : « Au fond, nous sommes aussi colonisateurs que les autres peuples ; la défaite de nos colonies tient à nos défaites générales. » (*Jour off.* Sénat, *in extenso*, 1891. Session extraordinaire. Séance du 20 novembre 1891, p. 810.)

M. J. Chailley-Bert a écrit dans son livre : *Dix années de politique coloniale* (p. 100) : « Le régime commercial des nations et des colonies n'est pas une chose qu'on puisse changer à tout moment : il y faut du temps et des ménagements. Peut-être même peut-on dire que le meilleur régime commercial ne vaut rien s'il survient à contretemps. »

soutenu sont-ils mérités et justes ? Il semble qu'on ne doive pas les accepter ainsi à la légère, ils n'ont rien de fondé, ce ne sont pas des boutades superficielles.

« Rien ne rend faible, impuissant, comme l'habitude de raisonner perpétuellement le droit sans considérer le fait, comme celle de se dénigrer avec complaisance (2). »

Si l'on ne se borne pas à une appréciation aussi vague, à un aperçu rapide et fugitif de la législation commerciale des colonies françaises, on peut remarquer que toutes ses dispositions, de quelque façon qu'elles se nomment ou sous quelque forme qu'elles se présentent, portent en elles une marque commune, une même empreinte. Une conception unique les inspira et elles furent dirigées par une pensée intangible et ferme, indice d'une volonté inébranlable : considérer la France et ses colonies comme un ensemble indivisible, un grand corps dont les parties sont inséparables et les mouvements identiques et synchrones.

2. Marcel Dubois, *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*, p. 244.

CHAPITRE PREMIER

La politique française à l'égard du commerce des colonies qui paraît si instable, si difficile à dégager de la profusion des textes, tient à autre chose qu'à une idée d'opportunité et d'à-propos ; elle a un fondement encore plus solide dans la race qui l'a élaborée (1). C'est parce que nous sommes une nation latine, héritière fidèle du génie assimilateur de Rome ; c'est le latinisme classique, cette tendance à l'uniformité, à la simplicité, à la symétrie, qui nous pousse et nous guide dans notre marche, sans qu'il nous ait amené à substituer les principes à l'expérience, la théorie à la pratique, la fiction au sens de la réalité.

La question de savoir quels sont les rapports politiques et économiques qu'il convient d'établir entre les colonies et la mère-patrie, constitue le pro-

1. « C'est de la constitution mentale des races qu'il découle leur conception du monde et de la vie, par conséquent leur conduite » (L. de Saussure, *Psychologie de la colonisation française*, p. 48).

blème fondamental dominant toute la législation coloniale (1).

Les Français n'ont pas voulu faire une œuvre éphémère de gens affamés, mais créer des sociétés nouvelles, aussi semblables que possible, politiquement et moralement à la leur, unies plus tard d'étroite amitié avec elle, qui soient à la patrie un accroissement de forces économiques et longtemps une partie d'elle-même. Il leur faut donc, non l'amour du gain, mais, avec beaucoup de science, l'art de faire doucement une éducation d'idées, de sentiments et d'actes dont ils bénéficieront les premiers (2).

1. « C'est qu'en effet, écrit M. A Girault, il est illusoire d'essayer de se soustraire à une discussion théorique qui s'impose, malgré tout... Sur chaque question particulière, il faut toujours remonter aux principes, car ce sont toujours les mêmes conceptions théoriques irréductibles qui sont en jeu » (A. Girault, *Le Problème colonial*, p. 469. (*Revue du droit public et de la science politique*, 1894, t. I^{er}, n^o de mai juin).

M. C. Guy pense différemment. D'après lui, « telle doit être l'œuvre d'une bonne législation coloniale; prenons à chaque système ce qu'il contient de juste et de bon au lieu de nous attarder dans des querelles d'école et d'établir des dogmes intangibles. Étudier et résoudre les questions non en bloc, mais par espèces, telle doit être la formule, mais n'attendons pas qu'il soit trop tard ! » (C. Guy, *Les Colonies françaises. La Mise en valeur de notre domaine colonial. Exposition de 1900*, p. 47).

2. « Nous avons toujours pu, après nos désastres, renouer avec le passé, parce que nous possédions des titres, laisser en beaucoup d'endroits le souvenir de maîtres bien accueillis

Il y a dans la création des colonies, trois périodes bien distinctes : celle de l'occupation, celle de l'organisation politique et économique ou de la mise en valeur, et celle de l'assimilation. L'idéal français n'est pas la séparation, mais tout au contraire une union de plus en plus intime entre le territoire colonial et le territoire métropolitain. Il n'y a donc, théoriquement, aucun motif de distinguer et refuser aux colonies le bénéfice de la législation jugée bonne pour la métropole. Étant donné la solidarité qui, en dépit de leur opposition apparente, les unit, il faut donc adopter un régime douanier qui concilie leurs intérêts, c'est-à-dire qui favorise suffisamment les uns sans sacrifier les autres. Le problème se trouve alors compliqué par la nécessité de tenir compte de deux ordres de faits distincts : le premier est l'avantage de la mère-patrie, le second la prospérité coloniale.

En somme, quel résultat attend-on des entreprises coloniales ? Désire-t-on à tout prix, sans songer aucunement aux intérêts légitimes de la mère-patrie, la formation de domaines riches et prospères ? Veut-on réserver aux industries métropolitaines des débouchés privilégiés, soustraits à la concurrence internationale ? Si c'est le but final, la question du

pour n'avoir pas cherché que leur profit.» (Marcel Dubois, *op. cit.*, p. 250.)

régime douanier touche le plus directement les deux parties. Mais l'une et l'autre de ces deux solutions doit être écartée à cause même de la part d'exagération et d'erreur qu'elles renferment. Il ne semble ni rationnel, ni concevable, que l'on sacrifie la métropole aux colonies ou, inversement, les colonies à la métropole (1).

Notre législation française a toujours eu des visées tout autres, considérant la communauté métropolitaine et coloniale, à l'encontre d'un système radical et particulariste. Elle a toujours reconnu au pouvoir législatif général le droit de régler la situation économique des colonies et de la métropole dans un but d'entente et d'accord (2). Et cela n'est-il pas mieux ainsi ? Pourquoi ne pas les tenir pour parties intégrantes d'un même organisme, et ne pas souhaiter donner aux unes comme à l'autre un développement simultané, un essor égal et harmonieux ? « Il faut de plus en plus nous habituer à considérer nos colonies comme des prolongements de la mère-patrie, comme

1. « Il n'y a pas, dit M. Arthur Girault, de société concrète qui puisse se plier ainsi à réaliser une conception simple de l'esprit. Les besoins, les passions, les habitudes et les intérêts des hommes ne consentent jamais à s'immoler sur l'autel de la logique pure pour l'amour de la symétrie » (A. Girault, article précité, *Revue*, p. 50).

2. Règlement du 16 juin 1670. — Décret des 24-28 septembre 1791. — Loi du 24 avril 1833. — Sénatus-consulte du 3 mai 1854. — Lois du 7 mai 1881 et du 11 janvier 1892.

des morceaux de la France flottant sur les mers lointaines, jouissant des mêmes droits et soumises aux mêmes obligations que la métropole elle-même. L'union entre la France et ses colonies sera d'autant plus forte qu'elles auront davantage besoin l'une de l'autre, et qu'elles pourront échanger, au meilleur prix possible, leurs produits naturels sans se faire concurrence sur les marchés (1). »

L'assimilation douanière se propose de rendre cette union plus intime, plus cohésive. Elle se base sur l'idée de l'unité du territoire national pour faire disparaître toutes les taxes douanières entre ses différentes parties. Sans cela on aboutit à perpétuer la situation qui existait sous l'ancien régime à l'intérieur même de la France : le bloc compact des « cinq grosses fermes », en face des « provinces réputées étrangères ». Situation fâcheuse entre toutes, par les difficultés qu'elle offre à la circulation des denrées et marchandises, qui se produit lorsque le régime douanier varie avec chaque colonie et dans chacune d'elles suivant l'intérêt du moment. L'assimilation est un régime plus stable et mieux défini ; il se résume logiquement dans deux règles très simples :

1^{re} Les produits étrangers paient les mêmes droits de douane, quelle que soit la partie du territoire

1. C. Guy, *Les Colonies françaises. La Mise en valeur de notre domaine colonial*. Paris, 1900. *Exposition universelle*, p. 45 et 46.

métropolitain ou colonial sur laquelle ils pénètrent ;

2° Entre la métropole et ses colonies, ou entre les différentes colonies, tous les produits circulent en franchise, dans un sens comme dans l'autre.

Il y a donc là une construction légale dans laquelle le territoire de la colonie est envisagé comme l'annexe de celui de la métropole, de telle sorte que l'un et l'autre se trouvent sous l'empire de lois douanières uniformes. On y applique les mêmes tarifs, les mêmes prohibitions, les mêmes surtaxes, les mêmes restrictions d'entrée, de sortie et de tonnage, les mêmes régimes exceptionnels. Enfin tous les traités de commerce intervenus entre la métropole et l'étranger sont pleinement exécutoires dans la colonie.

L'assimilation entraîne plusieurs conséquences. D'abord les marchandises qui vont et viennent entre la métropole et les colonies ou d'une de ces dernières à une autre, n'acquittent aucune taxe, puisqu'elles sont censées n'avoir point changé de territoire. Réciproquement, et pour la même raison, les marchandises étrangères qui ont été nationalisées, par l'acquittement d'un droit d'entrée dans l'un des territoires assimilés, peuvent pénétrer sur l'autre sans être passibles de nouveaux droits. D'autre part, les objets ou matières premières reçus en admission temporaire ou en entrepôt dans la métropole doivent être regardés comme livrés à la consommation lorsqu'ils sont

réexportés dans une colonie. Enfin, le cabotage doit être étendu aux deux territoires assimilés.

Voilà ce qu'on peut déduire à la lettre du principe posé. La liberté des échanges doit être, dans ce système, aussi complète que possible. En effet, s'il n'y a pas de douanes intérieures entre les départements continentaux, il ne doit pas non plus en exister soit entre eux et les départements coloniaux, soit entre les différents départements coloniaux. Mais cette dernière déduction, pour logique et strictement équitable qu'elle soit, n'a guère été, en général, du goût de la mère-patrie, qu'elle privait d'un revenu important. M. Cauwès dans son *Économie politique* (3^e éd., t. II, p. 629), dit à ce sujet que l'assimilation douanière « peut n'être que partielle : la métropole peut avoir intérêt à maintenir sur les produits coloniaux certains droits d'accise, mais elle les taxera moins que les produits similaires provenant des colonies ou des contrées étrangères ; par contre, les colonies peuvent avoir un immense intérêt à laisser entrer, à des droits moindres que ceux du tarif général de la métropole, des produits qu'elles peuvent se procurer plus à proximité et à moindres frais, soit des animaux vivants, des viandes salées. On conçoit donc l'opportunité de régimes variés qui tous, inspirés par l'assimilation, admettraient des tempéraments selon les besoins des colonies, leur situation géographique, etc. »

L'assimilation, dégagée de la sorte de toute ambiguïté, ne cherche pas à subordonner les colonies à la métropole, ni même à faire un empire fermé, hostile à toute pénétration étrangère ; elles restent toutes placées dans leur milieu mondial. Il est facile, en relevant certaines fautes ou certaines erreurs et en les grossissant, de déclarer que cette politique a un autre nom : manie de l'uniformité particulièrement déplorable en cette matière. Nos colonies ne se ressemblent point, et aucune d'elles n'est semblable à la métropole. Une assimilation sage et bien comprise n'empêche nullement de tenir compte de la différence des situations et de la variété des besoins.

Cette assimilation, affranchie des principes *a priori* comme des considérations empiriques, érigée en un système coordonné à la fois logique et contingent, aboutit à faire de la métropole et des colonies « une association de groupes humains dans lesquels, à l'abri de la paix maintenue par nos soins, nous trouverons des carrières ouvertes à l'activité française, des points d'appui, et si l'on peut ainsi dire, des accumulateurs pour le rayonnement de l'influence française dans les différentes parties du monde » (1).

1. H. Lorin, *La France, puissance coloniale*, p. 484.

CHAPITRE II

Chaque nation ne disposant pour l'écoulement de ses produits que d'un marché fort restreint, le sien propre, se trouve actuellement portée à étendre ce marché le plus possible, en y incorporant les colonies qu'elle possède, et au besoin en s'en créant de nouvelles.

Toutefois, cette décision pour produire des effets importants, et même pour être prise, nécessite des conditions particulières qui la légitimeront et assureront à l'idée un plein succès, une entière justification.

Il faut que la colonie et la métropole ne soient pas en opposition d'intérêt économique, soit qu'elles aient besoin l'une de l'autre pour échanger des produits, soit qu'elles doivent s'aider l'une l'autre pour lutter contre les productions de l'étranger ou qu'elles lui demandent toutes deux les mêmes choses.

Alors, cette réciprocité et cette similitude des besoins, cette égalité dans la production pourront faire naître une identité de législation douanière.

Quoiqu'il faille, en dépit de cette remarque, se baser sur la cause occasionnelle, le fait générateur du commerce international : la différence dans le coût de production d'un même objet entre deux pays ; c'est-à-dire, en l'occurrence, tenir compte de l'intérêt que peut avoir une colonie à s'approvisionner d'une marchandise étrangère, plutôt que d'une similaire métropolitaine, en considération de ce coût de production et du renchérissement dû au transport ; et tenir compte aussi de la situation inverse, dans laquelle la métropole aurait intérêt à se fournir à l'étranger et non dans sa propre colonie. Il est indispensable, en outre, d'exécuter scrupuleusement les traités internationaux sur la liberté du commerce, qui imposent certaines restrictions à l'indépendance des puissances colonisatrices en matière douanière (1). Mais, malgré ces exceptions, relativement peu nombreuses et qui ne doivent pas emporter la règle plus générale, l'assimilation peut être établie et pratiquée ; les dérogations n'interviennent que pour adapter la règle aux circonstances, pour assouplir le principe et le plier à la réalité des faits, le mettre au niveau des nécessités de la vie des peuples, sans cesse variables.

Il peut n'y avoir entre la métropole et la colonie

1. Acte général de Berlin du 26 février 1885, à l'issue de la Conférence africaine, sur la liberté de navigation et de commerce dans le continent africain. Conventions de la France avec l'Allemagne, l'Angleterre et d'autres pays coloniaux

ni rivalité agricole, ni rivalité industrielle, par conséquent aucun antagonisme commercial, dans plusieurs cas et pour plusieurs raisons :

La métropole et la colonie n'ont pas les mêmes productions.

Ou l'une produit insuffisamment pour sa consommation, tandis que l'autre a, au contraire, un excédent de production.

Ou, à la fois, elles surproduisent ou ont une production déficitaire des mêmes objets.

Dans tous ces cas, l'*association économique* est possible.

Si l'on va au fond des choses, si l'on examine la question sous toutes ses faces, on peut dire que les différences ou l'antinomie qui existent entre la métropole et une colonie ou entre deux colonies sont de même nature que celles qui existent entre deux régions d'un même pays continental (en prenant l'hypothèse de la France qui n'a que des colonies séparées d'elle-même en Europe). Les côtes et le centre, le nord et le midi, l'est et l'ouest, n'ont pas la même constitution géologique, les mêmes conditions climatériques, la même horographie et hydrographie ; leurs productions sont très dissemblables. Il y a là, tout près, des pays d'industries, de mines, de forêts, d'élevage, d'agriculture ; et que de distinctions à faire encore dans toutes ces branches de l'activité humaine !

Cependant, on ne songe nullement à faire un régime douanier spécial à chaque contrée, à chaque production du territoire. On nie qu'il n'y ait que des intérêts régionaux ou locaux, on place en dehors d'eux l'intérêt de tous, de la grande communauté que forment les habitants. On fait planer au-dessus de l'intérêt individuel, étroit en soi, l'intérêt plus fort de tous les individus pris collectivement, envisagés dans ce bloc immense qu'on appelle la nation.

Tous demandent à tous de leur procurer ce dont ils manquent, et si le pays ne peut le leur donner, on s'adresse à l'étranger pour l'obtenir, en échange de ce qu'on a créé soi-même en abondance et qui est inutile ou superflu. Quoi de plus naturel que, dans ce mouvement interne et national, on comprenne les colonies qui sont, elles aussi, des fractions de la nation (1) ?

Cependant, à l'assimilation douanière complète, absolue, il faut faire quelques restrictions qui tiennent à des considérations de géographie économique des colonies. Un grand nombre de colonies, fort éloignées de la métropole, sont situées près de grands centres de production qui sont pour elles des centres

1. « Il n'est pas de contradictions qui ne puissent se résoudre en une unité bienfaisante. La vie n'est que la résultante harmonieuse du jeu de forces opposées » (Cario et Régismanset, *La Concurrence des colonies à la métropole*, p. 230).

d'attraction et avec lesquels le commerce doit être soumis à des conditions particulières de facilité. Obliger les colons à aller au loin et à payer très cher les marchandises qu'ils pourraient se procurer tout auprès et à bon marché, c'est faire naître chez eux des sentiments d'irritation contre la métropole ; c'est méconnaître également les conditions essentielles de l'avenir et de la prospérité de nos colonies. Il existe donc une certaine catégorie de produits qui sont nécessairement réservés à l'étranger, indépendamment de ce que la France ne fournit pas : ce sont les objets qui supporteraient difficilement le voyage, ceux dont le prix de transport serait trop considérable par rapport à leur valeur, ceux dont l'élévation des prix produirait un trop fâcheux résultat parce qu'ils sont de consommation populaire courante, enfin ceux que la métropole produit en quantité insuffisante pour sa propre consommation. Il y a là une question de sentiment d'humanité devant lequel doivent s'incliner les quelques intérêts commerciaux engagés. Cette question de la cherté de l'existence entre en ligne de compte pour les marchandises énumérées, particulièrement celles de prix spécifique très faible et les produits alimentaires.

CHAPITRE III

Cette doctrine et cette politique de l'assimilation ont toujours reçu un accueil assez hostile de la part des publicistes, pour deux causes principales. Les uns en sont profondément outrés et accusent l'assimilation de n'être qu'une nouvelle désignation cachant l'asservissement excessif du pacte colonial, qui a déchaîné tant de haines et soulevé tant de tempêtes protestataires ; les autres, ralliés au libre-échange quand même, voient en elle une idée dérivée du protectionnisme, et la condamnent sans jugement, bien vite et avec horreur (1) ; les derniers enfin, craignant les rigueurs de la logique et évitant avec soin les solutions nettes et franches, se contentent d'une assimilation incomplète et bâtarde, d'un

1. C'est, écrit M. Marcel Dubois, « une théorie dans laquelle certains économistes et à leur suite les historiens disent : tout peuple qui se refuse à la pratique du libre-échange est à la fois assuré et digne de décadence. En matière générale, cette façon dogmatique de juger est mauvaise... Si les mesures ont échoué d'une part et réussi de l'autre, il y aurait

système hybride et mal construit qui ne peut fonctionner que cahin-caha, en raison de son imperfection native. Souvent ils s'accordent pour traiter l'assimilation avec désinvolture, la qualifiant de pensée *a priori*, d'idéologie sentimentale ou de rêverie utopique, si ce n'est d'élucubration de la « raison pure ».

Il est toujours regrettable de voir juger les choses de parti pris, suivant une idée fixe, avant tout examen, alors que la question mérite par elle-même plus d'attention.

La doctrine de l'assimilation ne s'impose pas à sa simple énonciation, mais encore, peut-elle supporter une discussion approfondie qui en fasse ressortir les avantages et les inconvénients.

D'ailleurs, en présence de faits si contradictoires, de résultats aussi inattendus qu'on a vus si souvent produits par la législation douanière coloniale, devant tant d'espoirs déçus, peut-on encore soutenir un principe absolu comme irréfutable ?

d'autres causes à rechercher... Il n'y a pas de théorie d'économie politique qui tienne devant ces faits... Les sécessions furent des phénomènes nécessaires, non des marques de décadence... On peut dire que les États-Unis auront bientôt le même intérêt vital à rechercher le trafic universel que la Grande-Bretagne, et l'on verra alors, en dépit des amateurs de catégories, deux métropoles dont l'une est protectionniste, l'autre donnée comme libre-échangiste, coloniser pour le même but et par les mêmes moyens » (*Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*, p. 53, 54, 67, 68 et 197).

En général, on fait à l'assimilation trois ordres de critiques :

1° C'est un système irrationnel (il est inadmissible que l'on compare et que l'on réunisse sous une même loi douanière deux pays aussi distincts et séparés que le sont une métropole et une colonie) (1).

2° L'assimilation est une faute inutile (elle ne bénéficie en rien à la métropole), elle est une faute impardonnable, une duperie inqualifiable pour les colonies (leur nuisant beaucoup et faisant échec à leur prospérité) ;

3° Enfin (critique qui se rattache plus spécialement à la législation française du 11 janvier 1892), l'assimilation est une injustice envers les colonies, soumettant leurs produits à des droits d'entrée en faveur de la seule métropole.

Si l'on excepte ce dernier point, ces critiques ne sont guère que de pures affirmations. On a bien essayé,

1. M. de Saussure, dans son livre *Psychologie de la colonisation française*, écrit, en parlant de l'assimilation générale : « La politique d'assimilation nie l'évolution psychologique, ou tout au moins elle s'en fait une singulière idée ; elle nie la relation intime qui unit les éléments moraux d'une civilisation à la race qui les a élaborés (p. 295, *op. cit.*)... En matière de colonisation, nous en sommes toujours à la *philosophie naturelle*, définition de l'homme entité complète et unique (p. 299).

... Administrer cent races humaines en niant, au nom d'un dogme, la nature de la race, c'est se condamner à accumuler faute sur faute » (p. 305).

parfois, de les corroborer par des exemples, on a mis en avant des statistiques du commerce ; mais cela n'est réellement pas convaincant, ce ne sont pas des arguments impartiaux. Les exemples sont choisis arbitrairement, maladroitement, et pour les besoins de la cause, ils ne nous montrent que des cas spéciaux, et encore combien douteux ! Les statistiques n'ont aucune portée et aucune signification, ce sont des chiffres dépourvus de vie et de tangibilité ; il y a dans le fait du stationnement ou de la décroissance du commerce d'une colonie, bien d'autres causes que la législation douanière, qui n'a, en définitive, qu'une part très minime dans ces fluctuations et qu'une place bien effacée et médiocre dans la liste de ses causes.

Cependant, il est nécessaire de prendre une connaissance plus directe et plus détaillée, plus précise et plus minutieuse de ces critiques qui ont parfois tant impressionné les esprits.

La colonisation se propose comme but essentiel le progrès économique du pays colonisé ; c'est là une vérité qu'il importe de ne jamais perdre de vue. C'est pour ce motif que l'on reproche à l'assimilation de ne pas s'inquiéter assez du développement colonial ; cette « conception radicalement erronée pèse, dès le principe, sur toute notre conduite » (1). « L'idée

1. J. Chailley-Bert, *Politique coloniale de la France*, p. 12.

dominante en France, aussi bien parmi les commerçants, les industriels et le grand public, que parmi les membres du Parlement et du gouvernement, est que les colonies doivent être, avant tout, des lieux de consommation pour les produits métropolitains (1). » Ces pays renferment tel nombre d'habitants : ces habitants ont des besoins que, par tête, on peut estimer chaque année à telle somme ; c'est donc telle quantité de produits que la France pourra drainer vers eux. De là, on admet comme conséquence, généralement, que le régime douanier doit être établi pour les colonies par la métropole et réglé, par elle, de telle façon que ses produits jouissent d'une faveur absolue, tandis que les produits étrangers sont frappés de droits assez élevés pour que leur pénétration soit interdite autant que possible. Il y a là une erreur ; cette conception, d'un bas et étroit matérialisme, ne sert nullement à fonder la doctrine de l'assimilation, qui part d'un point de vue bien supérieur à celui qui forme le pivot de cette théorie de « commis-voyageur » que l'on présente, avec perfidie, comme étant l'essence de la doctrine.

L'assimilation n'a rien de semblable avec ce que l'on a appelé, d'un mot fameux, une « politique de boutiquiers ».

1. De Lanessan, *Principes de colonisation*, 1897, p. 187.

Quant à l'idée que la réglementation douanière est faite par la métropole pour ses colonies, il y a un principe qui la justifie : c'est notre conception du pouvoir législatif reposant sur la souveraineté nationale, une et indivisible. Enfin, quant à dire que la métropole institue ce régime à son seul avantage et pour son seul profit, la fausseté de ce dire est si évidente, qu'il suffit pour le réfuter d'un argument : avec un législateur intègre et scrupuleux il en serait autrement. Donc, si parfois la loi coloniale a pu présenter ce défaut, il faut s'en prendre aux hommes qui l'ont édictée, avec leurs faiblesses, leurs vices, leur incurable égoïsme, et non au principe qu'ils ont si mal appliqué, jusqu'à le dénaturer complètement.

Ce raisonnement, ajoute-t-on en poursuivant l'idée première, a pesé lourdement sur notre politique économique ; il a entraîné, c'était fatal, l'application à nos colonies du tarif général métropolitain. Du moment qu'on les avait conquises pour notre commerce et notre industrie, il fallait bien les leur réserver et pour cela, en fermer l'entrée aux produits de nos concurrents. Aussi a-t-on, par des droits très onéreux sur ces produits, forcé les indigènes et les colons ou bien à acheter les produits français, qui — c'est la prétention même de nos industriels — coûtent plus cher, ou bien à réduire leurs besoins. Si on l'examine de près, cette critique ne vise pas l'assimilation douanière entre les colonies et la métropole ; elle

s'applique à une doctrine sur le commerce international en général : le protectionnisme. Dès lors, il est abusif, sinon peu correct dans la discussion, de faire retomber sur l'idée d'assimilation — qui n'en a cure — les fautes d'un protectionnisme que l'on juge outrancier et fou (1). Cela faisant, on confond deux choses qui ont pu se trouver assemblées, à certains moments, dans le monde des faits, mais qui dans leur principe sont nettement séparées et qui n'ont

1. « Les protectionnistes sentent bien qu'il est difficile de faire admettre que le monde civilisé tout entier déraisonne, et ils se mettent en quête de moyens de faire tourner la politique coloniale à l'avantage des infortunés agriculteurs et industriels français. Ces moyens sont d'ingénieux tarifs protecteurs, frappant les produits étrangers à leur entrée dans nos colonies et, quand cela est nécessaire, les produits de nos colonies à leur entrée en France. J'avoue que je ne m'explique pas la tendance qui consiste à représenter la colonisation et le commerce colonial comme les enfants gâtés du régime protectionniste » (J. Charles-Roux, *Les Colonies françaises*, 1900. *Le Commerce de la France avec ses colonies. Le régime douanier de 1892*, p. 161).

« S'il est logique et légitime de réserver à la nation les marchés que ses sacrifices lui ont ouverts, il convient cependant que cette conception n'aille pas jusqu'à enchaîner les colonies à un régime auquel répugnent leur situation géographique, leurs coutumes, leurs besoins » (Lhoste, *Le Régime douanier des colonies françaises*. Thèse, p. 92).

« Les mêmes raisons qui s'opposent à l'unification douanière entre la métropole et ses possessions empêchent également toute soumission de ces dernières à un régime commun : car leurs différences entre elles ne sont guères moins profondes qu'avec la mère-patrie » (A. Billiard, *Politique et organisation coloniales*. Thèse, p. 256 et 257).

pas toujours coexisté. Les errements imputables à l'une ne peuvent être reprochés à l'autre.

Beaucoup d'auteurs se demandent s'il est opportun, dans l'état actuel du développement des colonies, d'appliquer le système de l'assimilation avec la législation douanière de la métropole. Le plus souvent, ils font une réponse double, envisageant successivement l'intérêt de l'une et des autres.

L'intérêt de la métropole, ou plutôt des métropolitains qui restent en France et ne risquent pas leurs capitaux aux colonies, est d'augmenter les exportations coloniales et de limiter les importations aux colonies de produits étrangers ; il convient toutefois d'ajouter qu'il ne faut pas que la modification d'un de ces deux termes ait sur l'autre une influence excessive, et dont l'effet vienne contrarier l'augmentation de capacité d'achat en France que l'on espérait.

Si l'on cherche à remplacer les importations étrangères par des importations françaises, il faut voir si les exportations ne diminueraient pas de quantités égales ou supérieures, car, dans ce cas, même au point de vue strictement métropolitain, on aurait fait une très mauvaise opération.

La France trouverait à l'application intégrale et sincère de l'assimilation douanière certains inconvénients. D'abord, admettant en franchise les produits coloniaux, elle perdrait le bénéfice des

droits perçus sur eux jusqu'ici, perte il est vrai très minime et très accessoire, relativement au chiffre total de nos recettes douanières.

D'autre part, elle pourrait craindre de faciliter l'arrivée, sur ses marchés, de produits coloniaux similiaires aux siens. Mais, en fait, les colonies n'importent aujourd'hui que des fruits, des graines, des bois, des substances que l'on ne rencontre point dans la zone tempérée. Tout au plus relève-t-on dans la liste des produits coloniaux importés en France quelques animaux vivants qui ne sont ni en qualité, ni en quantité suffisantes, pour faire, quant à présent, une concurrence nuisible à notre bétail.

Ces inconvénients, qui n'ont aucune portée, sont du reste largement compensés par les bénéfices que retireraient de ce nouveau régime notre commerce, notre marine marchande et le consommateur français. Ainsi, si l'on s'en tenait à l'intérêt de la France, il faudrait raisonnablement établir l'assimilation douanière. En est-il de même lorsqu'on envisage l'intérêt des colonies ? Faut-il réserver à la métropole leur marché, sauf exceptions ?

C'est une question de fait et de pratique, qu'il est difficile de résoudre théoriquement ; cependant, on peut, tout au moins, l'indiquer.

En appliquant l'assimilation douanière aux colonies, on augmente la proportion de produits français importés, mais on peut diminuer la totalité des

importations : on a un tant pour cent plus fort d'une quantité plus faible. Cela diminue certainement la capacité totale d'achat des colonies, mais peut augmenter leur capacité d'achat en France. Des intérêts sont en présence dans les deux cas : restreindre l'importation de produits étrangers aux colonies peut augmenter le bénéfice de certains Français (ceux qui restent en France), mais diminue certainement le bénéfice de certains autres Français (ceux qui vont aux colonies). On a un chassé-croisé de charges que s'imposent mutuellement et alternativement la métropole et les colonies. Mais, elles aussi, sans doute, trouveraient dans ce régime une source de débouchés plus faciles. Elles aussi, sans avoir à redouter la concurrence des produits français pourraient s'approvisionner à meilleur marché. « Il est curieux, en effet, dit M. Arthur Girault, d'observer que le droit de douane colonial produit la conséquence inverse du droit de douane métropolitain. L'effet normal du droit protecteur est de forcer indirectement les habitants à consommer les produits nationaux de préférence aux produits étrangers et, par suite, de substituer un marché plus rapproché à un marché plus éloigné (1). »

Il serait impossible et absurde de vouloir forcer les

1. A. Girault, *Le Nouveau régime douanier des colonies et ses résultats*, p. 869 (*Revue d'Économie politique*, n° de novembre 1894).

colonies à consommer uniquement les produits métropolitains (1). Cela serait une cause de grande gêne pour les colonies et d'entrave dans leur développement. Le régime économique d'un pays neuf doit être assez large pour permettre à la culture, à l'industrie et par suite au commerce de prospérer, et nos colonies, à quelques exceptions près, sont encore toutes des « pays neufs ». Il ne faut pas que les subsistances et objets de première nécessité, ainsi que les instruments de travail soient d'un prix très élevé, pour ne pas rendre impossible l'installation et la vie matérielle du petit colon et de l'indigène et parvenir à décourager l'émigration aux colonies. Ce sont des considérations qu'il ne faut pas omettre quand il s'agit de déterminer les rapports entre la métropole et les colonies et de fixer, en quelque sorte, les moyens d'existence de ces dernières.

Somme toute, il faut être très prudent, si la colonisation a un but social et économique, dans l'éta-

1. « Aucun régime douanier, dit à ce sujet M. F. Sémars, ne peut empêcher les colonies d'avoir des relations commerciales naturelles très importantes avec les pays voisins. Nos Antilles sont dans la sphère économique des États-Unis comme l'Océanie est dans le champ d'action commerciale de l'Australie. La plus grande partie du commerce indochinois se fait avec l'Extrême-Orient. Et comment empêcher cela ? Il est puéril de prétendre que la métropole puisse remplacer les pays étrangers dans leurs importations » (F. Sémars, *Relations économiques des colonies avec la métropole*. Thèse, p. 207).

blissement de la législation douanière. Sous prétexte d'écouler une surproduction, de porter remède à une crise ou de se débarrasser du paupérisme et protéger le commerce et l'industrie nationaux, il ne faut pas faire tomber les colonies en décadence. Une telle opération législative, faite trop hâtivement, pourrait bien n'aboutir qu'à grever un pays de trop lourdes charges ou transporter inutilement la misère d'une contrée dans une autre, sans apporter pour cela à celle qui en est soulagée une plus grande richesse.

Pour le moment, un bon nombre de nos colonies sont encore dans l'enfance ou sont de trop petites îles, et le commerce et l'industrie métropolitaines n'ont pas grand'chose à espérer d'une clientèle aussi restreinte. Il ne fait aucun doute, pour quiconque a étudié l'histoire des colonies des diverses nations, que les colonies ont besoin de beaucoup de liberté et de produits à bon marché : c'est la condition pour elles des grands succès et des grandes affaires avec la métropole. Les exportations de la France pour les colonies ne peuvent augmenter qu'avec la population et la richesse de ces établissements. La vérité est d'envisager avant tout le progrès des colonies en lui-même ; lorsqu'elles seront prospères, le commerce et l'industrie de la métropole y trouveront leur compte.

On peut donc conclure, quoi qu'en aient dit certains auteurs, que l'assimilation est une doctrine

assez large et assez souple pour qu'elle puisse se plier à toutes les circonstances, et dire avec M. de Lanessan (1) que « pour que le commerce d'un pays quelconque prospère, il faut d'abord, en effet, que ce pays produise des marchandises exportables, seul moyen d'acquérir au dehors les produits qu'il est susceptible de consommer... Il est indispensable que la métropole trouve dans ses colonies un écoulement pour ses produits, mais n'est-il pas équitable aussi que nos colonies trouvent dans les tarifs métropolitains un encouragement au progrès de leur agriculture et de leur commerce » et il faut ajouter de leur industrie.

1. M. de Lanessan, *La Colonisation française en Indochine*, 1895, p. 205 et 347.

TITRE II

Toute théorie que l'on ne fait qu'exposer conserve une apparence vague et un peu de l'obscurité qui est l'apanage des abstractions. On semble, si l'on se borne là, ne rechercher qu'une pure satisfaction intellectuelle, et énoncer une idée, bâtir un raisonnement, qui ne seront jamais qu'une idée et qu'un raisonnement, un simple jeu de l'esprit, sans valeur et sans portée parce qu'il sera toujours sans réalité et sans vie.

La doctrine de l'assimilation douanière dégagée et défendue dans son principe paraît froide et inerte, si l'on n'essaie pas de la replacer dans son cadre normal en la faisant manœuvrer dans son milieu réel. Pour cela, il faut la mettre en face de théories différentes qui ont eu leur temps d'application ou qui s'appliquent encore, et en étudier les détails par lesquels elles contrastent afin d'en faire ressortir les éléments connexes. C'est cette comparaison des théories, cette analyse rigoureuse des éléments dont elles se composent, ce sont ces rapprochements parfois impromp-

tus qui seuls peuvent montrer d'une manière voisine de l'évidence que l'apparente diversité des doctrines n'est bien souvent que de surface. Dans leur application, dans leur frottement constant avec les nécessités tangibles, elles arrivent à s'affiner, à prendre comme des contours plus mous, des formes moins précises, elles se patinent par le temps, les antithèses finissent par se fondre et n'être plus que deux choses analogues qui se distinguent seulement par de légères variantes devenant, à la longue, de moins en moins sensibles. Bien des théories économiques donnent ainsi les mêmes résultats, se rejoignent au même point à force de concessions et d'exceptions dictées par l'expérience, qui étaient parties de vues opposées, de deux idées parfois antinomiques.

Cette sorte de confrontation des doctrines, pour parvenir à les rendre vivantes, par la perception de leurs discordances et de leurs contacts, est de nature à rendre plus claire et plus nette l'opinion que l'on a pu se former sur chacune d'elles. Elle rend aussi plus sensibles leurs conséquences bonnes ou mauvaises. L'appréciation devient plus facile en mettant côte à côte les éléments, en les classant, pour ainsi dire, par catégories et par valeurs. Le choix pour l'une ou l'autre des doctrines est plus simple, plus circonstancié, et l'antipathie inconsciente que l'on pouvait ressentir à l'égard d'une doctrine adverse s'atténue ou disparaît.

Aussi, l'assimilation douanière doit-elle être rapprochée des divers systèmes que l'on a édifiés pour résoudre la question des rapports économiques entre le métropole et les colonies, qu'ils soient restrictifs ou larges, que ce soit le pacte colonial ou le libre-échange, ou encore cette théorie récente de l'union douanière.

CHAPITRE PREMIER

On a bien souvent dit, alors que l'on critiquait l'assimilation et que l'on voulait l'écarter, « l'assimilation, c'est le pacte colonial ». Ce sont de ces formules, véritables anathèmes peu réfléchis, que l'on emploie comme des axiomes pour servir de base à tout un raisonnement, une discussion ; elles auraient besoin d'être démontrées, car leur inexactitude fait tout crouler comme un château de cartes, emporte à vau-l'eau la logique déployée, tant et si bien qu'il ne subsiste rien des efforts que l'on a faits pour combattre une théorie, si ce n'est cette théorie elle-même. Tout au plus cet aphorisme identifiant l'assimilation au pacte colonial pourrait-il servir de conclusion à une critique, et encore serait-ce commettre une impardonnable confusion.

Le pacte colonial et l'assimilation sont loin de poser les mêmes règles. Le premier dit que les colonies ne recevront que des produits métropolitains, qu'elles devront envoyer les leurs directement dans la métropole, mais que cette dernière s'approvision-

nera de denrées exotiques uniquement dans ses colonies, que la marine nationale aura le monopole de tous ces transports, et enfin que les colonies ne pourront pas avoir de manufactures. La seconde dit simplement que le territoire colonial est assimilé au territoire métropolitain quant au régime douanier qui sera identique pour l'un et l'autre.

Voilà deux situations bien dissemblables, franchement et catégoriquement tranchées. Aucune des prescriptions du pacte colonial ne se retrouve dans l'assimilation et quelques-unes de ces prescriptions excluent toute idée d'assimilation.

Il n'y a pas d'assimilation si les colonies ne peuvent importer que des produits métropolitains, si elles ne peuvent exporter que dans la métropole, si elles doivent emprunter uniquement la marine nationale et si la transformation industrielle de matières premières leur est interdite (1).

Il ne pourrait y avoir dans ce cas d'assimilation que s'il y avait dans la métropole prohibition à l'entrée de toutes les marchandises étrangères, interdiction d'exportation à l'étranger, défense absolue aux navires étrangers d'aborder aux ports nationaux et

1. Comme le dit M. Perreau, « la prohibition dans les colonies des cultures vivrières serait la négation même du principe de l'assimilation » (*Le Régime commercial des colonies françaises*, 1903, p. 46).

interdiction des entreprises industrielles, ce qui est une hypothèse invraisemblable. Aussi, l'assimilation ne supprime-t-elle pas la liberté pour les colonies de créer sur leur sol toutes les industries qui peuvent s'y acclimater, et d'exporter les produits où elles veulent, mais elle crée pour les colonies et la métropole un régime de faveur en harmonie avec les liens politiques et les institutions qui les unissent.

Cependant, les choses n'en restent pas toujours à ce point et il se peut faire que les deux principes législatifs aboutissent aux mêmes conséquences. C'est pour ce motif que M. Girault (1) a pu écrire à propos de la loi de 1892 qu'« il n'est pas difficile de voir qu'entre l'assimilation douanière ainsi comprise et l'ancien pacte colonial, il n'y a que la distance qui sépare la protection de la prohibition » (2).

Le système du pacte colonial est aujourd'hui presque unanimement condamné, et, bien que beaucoup d'esprits ne soient pas encore parvenus à extirper les idées qui l'avaient inspiré, on peut le considérer comme n'appartenant plus qu'à l'histoire.

1. Girault, *Le Nouveau régime douanier des colonies et ses résultats* (*Revue d'Economie politique*, n° de novembre 1894, p. 857).

2. Cependant, une politique d'assujettissement modérée n'allant pas jusqu'à une exploitation injuste et abusive, peut avoir, dans certaines circonstances, sa raison d'être : c'est d'abord la seule qui convienne à certaines colonies de formation récente.

La France a toujours appliqué, autrefois, le pacte colonial dans un esprit de modération. L'interdiction de l'industrie était inconnue dans les colonies françaises, et on leur permettait dans certains cas et sous certaines conditions de commercer avec l'étranger pour leurs importations et exportations. Avec l'assimilation, si le tarif métropolitain est assez rigoureux, on obtient les mêmes résultats. Dans un cas comme dans l'autre, pacte colonial adouci, ou assimilation douanière avec tarif protectionniste, la part du commerce étranger est réduite : dans le premier, l'admission de l'étranger est une exception, une faveur, dans le second elle est la règle, mais le tarif est combiné de façon telle que l'intervention de l'étranger ne se fera que dans quelques hypothèses limitées, et pour certains produits spécialement visés.

La ressemblance entre les deux régimes ainsi modifiés sera plus frappante encore, si comme le désirent certains économistes très protectionnistes, le législateur convient de restreindre la production des colonies aux seules industries qui ne peuvent, en aucune façon, concurrencer les industries similaires de la France.

Toutefois, pour que ce régime prohibitif fût acceptable pour les colonies, il faudrait d'abord que la métropole produisît elle-même, en quantité et diversité suffisantes, tout ce qui est nécessaire à leurs

besoins. Il faudrait en outre que la métropole fût toujours apte à consommer l'intégralité de la production coloniale. Sous le régime prohibitif, les colonies quelles qu'elles soient restent donc relativement pauvres, par conséquent infécondes pour la métropole, heureux encore quand le mécontentement produit par une compression stérile n'éclate pas en insurrections. Mais ce que recherche avant tout le protectionnisme, c'est le développement des industries métropolitaines ; les colonies, pour lui, ne sont pas autre chose que des débouchés et leur activité économique doit s'orienter simplement vers une production complémentaire de la production métropolitaine, toutes idées qui constituent le tréfonds du pacte colonial. Le mot d'Adam Smith pourrait s'appliquer à la politique nouvelle ; elle convient parfaitement à un gouvernement qui est sous l'influence des boutiquiers (1). C'est en songeant à cette politique d'un matérialisme assez grossier, que M. Fallot a dit que le système du pacte colonial, « ruineux pour les colonies,

1. La même idée se trouve d'ailleurs exprimée dans la *Revue d'Économie politique*, sous la signature de M. Truchy : « Il est de fait que la politique de protectionnisme égoïste et à courte vue, que nous suivons à l'égard de notre domaine colonial, n'est pas pour en hâter la mise en valeur ; nous le considérons toujours, ainsi qu'au temps du Pacte colonial, comme une sorte de *chasse gardée à l'usage des industries de la métropole*. »

(En note dans Louis Cario, *La Concurrence des colonies à la métropole*. Thèse, p. 34).

avait au moins l'avantage d'être logique. Celui que la France lui a substitué n'est guère meilleur, et il n'est qu'un tissu d'incohérences » (1).

Il est curieux d'observer et de noter qu'une politique, si fortement battue en brèche durant tout le cours du siècle dernier, qu'un système aboli presque solennellement comme injuste et inefficace, revienne à la vie avec un autre aspect et sous un autre nom, et que d'une manière différente soit rétablie cette organisation de monopoles et de privilèges qui ne voyait dans la colonie que la possession à exploiter. Cette suppression de l'exclusivisme colonial est donc beaucoup plus apparente que réelle (2).

1. Fallot, *Avenir colonial de la France*, p. 123.

2. MM. Louis Cario et Charles Régismanset, dans leur livre *La Concurrence des colonies à la métropole*, protestent énergiquement contre cet état de choses : « Vraiment, disent-ils, ne pourrait-on pas concevoir dans un jour plus libéral, sous un angle moins despotique, les rapports entre la métropole et les colonies ? A cette perpétuelle contrainte, à ce prétendu libre accord frelaté, ne pourrait-on pas substituer un vrai régime de liberté ? Et ce régime de liberté n'est-il pas à tous points de vue, nécessaire et logique ? La question vaut d'être posée. Aussi bien le cerveau humain ne vaut que par le nombre de questions posées, que par le nombre sans cesse croissant des points d'interrogation placés devant l'inconnu, même l'inconnaissable. Dans notre monde de relativités factices, un régime de liberté absolue est peut-être inconcevable, mais l'effort fait pour le réaliser n'est pas une inutilité. C'est une vibration, une impulsion donnée, qui peut, un jour plus ou moins lointain, provoquer d'utiles méta-

morphoses (p. 204 et 205)... Il n'est pas insensé de prédire que l'empire colonial de la France deviendrait une puissance de premier ordre, le jour où chacune des colonies qui le composent jouirait d'une autonomie financière et d'une liberté économique complètes uniquement limitées par la prospérité générale de tout l'empire » (p. 231).

« La vieille conception survit, écrit M. Jacques Gazeau, au fond de l'esprit public, comme une de ces idées qu'on ne s'avoue pas, mais qui continuent à déterminer notre conduite. Elle perpétue sournoisement jusque dans le présent son influence néfaste, en viciant dans leur source bon nombre de principes directeurs dans les questions coloniales. La persistance, dans le langage courant de tous les peuples, de l'expression « possession coloniale », est un signe caractéristique de la persistance de l'idée. Mais un jour viendra, proche peut-être, où les colonies fabriqueront elles-mêmes les objets nécessaires à leur consommation. Peu à peu, les colonies passeront de l'âge agricole à l'âge manufacturier ; il y a là une évolution irrésistible, contre laquelle ne pourront rien les tarifs et les règlements. Ce jour-là les colonies ne seront plus les débouchés de la métropole, et il n'y aura plus de pacte colonial » (Jacques Gazeau, *L'Impérialisme anglais*, p. 121).

CHAPITRE II

On a tellement l'habitude de considérer l'assimilation douanière comme une politique dérivée du protectionnisme que le plus souvent on joint la seconde idée à la première, et que ce n'est qu'avec peine qu'on parvient à les détacher. Cependant, si l'on fouille un peu ces deux idées on peut, avec aisance, les séparer, car elles sont l'une et l'autre très différentes.

La doctrine protectionniste dit : taxes assez élevées à l'entrée d'un territoire, qui empêcheront les produits étrangers de venir concurrencer et primer les produits indigènes. La doctrine de l'assimilation dit : identité des taxes douanières à l'entrée des produits étrangers dans la colonie et dans la métropole. Ce sont là choses bien distinctes et qu'il est nécessaire de distinguer. Il y a pour le faire un très gros intérêt, c'est qu'on peut concevoir qu'il y ait assimilation douanière sans qu'il y ait protection ; cela, surtout si l'on songe aux appréciations divergentes qui existent au sujet d'une même taxe que certains

estimèrent forte et d'autres minime. On peut donc se trouver en présence d'un régime à caractère mixte, difficilement déterminable, de nature imparfaite, de libre-échange relatif avec des tarifs surtout fiscaux, ou faiblement protecteur avec des tarifs très modérés.

L'assimilation douanière peut être concomitante à un semblable régime ; il peut être même très avantageux pour les colonies. Le métropole peut l'accepter lorsqu'elle se trouve dans des conditions économiques favorables, si elle jouit déjà d'une incontestable supériorité industrielle et commerciale.

Cette situation de la métropole et de la colonie peut se retrouver dans le fait, si elle n'existe pas dans le droit ; lorsque toutes deux pratiquent dans la plus large mesure le libre-échange et n'ont que des taxes peu élevées sur les produits de toute provenance.

D'après certains auteurs, ce serait la situation idéale (1).

1. « La liberté commerciale, écrit M. Félicien Gattier, est seule capable d'assurer la mise en valeur intégrale des richesses d'un pays. Seule l'initiative privée possède la souplesse et l'énergie qui sont nécessaires pour assurer le développement normal de toutes les ressources d'une colonie... Elle incite à plus d'activité dans tous les domaines ; elle a plus de flexibilité, plus de puissance d'adaptation aux circonstances locales et à la psychologie indigène. Ses progrès

On peut concevoir un régime libéral sans qu'il soit le résultat de l'abstention ou de l'indifférence législative. Et même, les principes pour être respectés n'exigent pas d'être appliqués avec une intransigeance absolue : l'état économique de la métropole, celui des colonies ont leurs exigences dont il faut tenir compte.

En général, les auteurs n'admettent que deux systèmes en présence en matière de douanes coloniales : celui du monopole et celui de la liberté. Dans le premier, les colonies sont obligées d'assurer un traitement privilégié aux marchandises métropolitaines et, en revanche, la métropole accorde un régime de faveur aux produits coloniaux. C'est le système dérivé du pacte colonial.

Ce monopole, d'après ces auteurs, loin de favoriser le développement du pays colonisé, l'arrête et le compromet définitivement. Sous ce régime, on n'accorde d'attention qu'à certains produits susceptibles de donner immédiatement de gros bénéfices, sans qu'il soit besoin d'ingéniosité, d'effort soutenu, de patience, d'initiative.

sont parfois plus lents, mais ils sont plus réguliers et plus certains (F. Cattier, *Étude sur la situation de l'État indépendant du Congo*, p. 83). En matière de douanes coloniales, un tel système s'est rarement vu énoncé, avec cette considération du développement harmonique des forces productives de la population et du territoire à mettre en valeur.

Dans le second système, au contraire, les colonies sont libres de s'approvisionner où il leur plaît, elles n'assurent aucune protection aux marchandises métropolitaines, et par contre, la mère-patrie ne doit à leurs produits aucun régime de faveur. C'est encore le système anglais, et la France l'a expérimenté. Mais ce régime peut être amené par l'assimilation, si elle se trouve être dans un moment de libre-échange général ou particulier au pays colonisateur.

Beaucoup pensent que pour une colonie, surtout une colonie nouvelle, il faut un régime libéral : le régime de la « porte ouverte » selon les expressions diplomatiques récentes. « Au début, dit M. L. Collas, l'indigène doit être encouragé au travail et non surchargé de droits, il faut qu'il soit attiré à notre civilisation par les avantages qu'elle lui procure. Quand il aura apprécié nos méthodes, quand il aura reconnu leur supériorité, il aura foi en nous, le goût lui sera venu de nos produits, alors nous pourrons relever nos tarifs, peu à peu puiser à la métropole, faire profiter notre production française de nouveaux débouchés qui, pour être un peu plus tardifs, n'en seront que plus sûrs, plus durables et partant plus rémunérateurs... L'amélioration de la condition matérielle, économique de l'indigène ainsi réalisée, a cet avantage incontestable qu'elle est aussi profitable à nos intérêts économiques français que

conforme à la justice et à nos doctrines humanitaires (1). »

Mais, malgré tous ses avantages, même comme régime de transition, cette doctrine de l'assimilation légale ou de pur fait en temps de liberté économique fut assez rare.

1. L. Collas, *Le Régime douanier de la Tunisie*. Thèse, p. 177.

CHAPITRE III

Comparer l'assimilation douanière au pacte colonial ou au libre-échange ne présente pas un intérêt actuel ou immédiat (d'aucuns diraient que c'est un travail purement scolastique), mais il y a une doctrine pour régler les relations commerciales entre la métropole et ses colonies qui est toute nouvelle, toute contemporaine, et qui mérite quelque attention : c'est la théorie de l'union douanière de la métropole et des colonies, que les Anglais ont qualifié du nom pompeux et emphatique d' « impérialisme économique ».

Cette doctrine s'est créée et développée en Angleterre, et cela s'explique : pour qu'il soit question d' « union » — surtout douanière — il faut qu'il y ait contrat, donc accord de volontés, qui suppose le libre consentement des parties ne pouvant s'exercer que si elles sont autonomes et indépendantes. Il y a dans l'union un traité de puissance à puissance, d'égal à égal ; comme il s'agit d'union entre une métropole et ses colonies, il faut supposer

des colonies à *self-government* qui jouissent d'une complète liberté politique, administrative et législative. L'Angleterre seule a des colonies dans cette situation et c'est seulement en Angleterre qu'a pu germer cette idée de fédération commerciale.

L'Angleterre, au début du xix^e siècle, était encore sous le coup de la sécession des treize colonies de l'Amérique du Nord. Elle en vit la cause dans l'oppression politique et économique surtout. Cette séparation des colonies lui apparut comme une fatalité, une nécessité, la destinée du pays colonisé. La sécession des colonies espagnoles et du Brésil corrobora cette pensée. Aussitôt, par un revirement brusque — reproduit chaque fois qu'il s'agit de ses intérêts matériels — elle modifia sa politique, et dès qu'elle le put, donna à ses colonies des institutions libérales et l'autonomie (1) ; de cette façon elle retarderait la perte violente des colonies et la rendrait moins sensible.

En outre, après l'abolition de l'acte de Navigation en 1849, l'Angleterre appliqua à ses colonies la doctrine libre-échangiste avec autant de largeur qu'elle

1 : M. Edgard Denancy écrit, dans sa *Philosophie de la colonisation*, à propos des colonies grecques de l'Asie Mineure (p. 36) : « C'est l'autonomie initiale de ces colonies, leur détachement égoïste de la métropole, qui contribua le plus à leur prospérité. Il y a là un enseignement colonial qui a sa valeur et qui mérite d'être médité, par le temps d'« impérialisme » qui court.

avait eu d'étroitesse dans l'application du pacte colonial (1).

Forte de sa prospérité commerciale et industrielle, et sûre de son hégémonie maritime, elle pouvait affronter les industries et les marines du monde entier, sans redouter en rien leur concurrence. Sa supériorité incontestable pouvait se maintenir longtemps intacte, sans qu'elle souffrit en rien de la politique nouvelle : au contraire, elle allait y trouver un immense profit, augmenter sa flotte marchande et faire croître son commerce.

Cela devait durer ainsi pendant un quart de siècle (2).

1. M. Marcel Dubois estime que : « Les procédés anglais de colonisation n'entrent rigoureusement dans aucun cadre théorique. Ils ne sont pas d'invention anglaise, et ils ne présentent pas un caractère distinctif de libéralisme. Un seul principe les explique, et met de l'unité dans cette œuvre si complexe, la nécessité commerciale, manifestée par des besoins variables suivant les époques, satisfaite par des moyens divers selon les pays. Quant à l'œuvre même, elle est bonne, puisqu'elle atteint la fin de toute vraie expansion, la création d'êtres nouveaux, capables de se suffire quand leur développement sera achevé » (*Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*, p. 145).

2. Lord John Russell, dans une séance à la Chambre des communes (8 février 1850), exposait comme il suit les nouveaux principes qui allaient désormais diriger la conduite de la Grande-Bretagne à l'égard de ses colonies : « En ce qui concerne notre politique commerciale, le système entier du monopole n'est plus. La seule précaution que nous ayons à prendre, c'est que nos colonies n'accordent aucun privilège

Bien que ces principes soient encore directeurs de la politique coloniale anglaise, ils ne sont plus indiscutés comme à cette époque, et ils ne se sont tirés qu'avec peine des rudes assauts qu'ils ont eus à subir. Le principe du libre-échange était alors considéré comme une vérité absolue et immuable — ainsi que toutes les autres vérités des hommes, relatives et passagères — mais les temps sont changés, les idées ont accompli une volte-face. Ce libre-échange que l'on avait tant exalté est rentré dans l'ombre, et après une longue éclipse, le protectionnisme a repris la place d'honneur qu'il avait si longtemps su garder.

à une nation aux dépens d'une autre, et qu'elles n'imposent pas des droits assez élevés à nos produits pour équivaloir à une prohibition. Je crois que nous sommes fondés à leur faire cette demande en retour de la sécurité que nous leur procurons... Nous sommes décidés à ne pas revenir sur cette résolution que désormais votre commerce avec les colonies est fondé sur ce principe : *Vous êtes libres de recevoir les produits de tous les pays qui peuvent vous les fournir à meilleur marché et de meilleure qualité que les colonies, et, d'un autre côté, les colonies sont libres de commercer avec toutes les parties du globe, de la manière qu'elles jugent la plus avantageuse à leurs intérêts.* C'est là qu'est pour l'avenir le point cardinal de notre politique... Non seulement je crois que ces principes sont ceux qui doivent vous diriger, sans aucun danger pour le présent, mais j'estime encore qu'ils serviront à résoudre dans l'avenir de graves questions, sans nous exposer à une collision aussi malheureuse que celle qui marque la fin du siècle dernier. (Cité par Louis Cario et Charles Régismanset, *La Concurrence des colonies à la métropole*, p. 62 et 64.)

Cette idée impériale est essentiellement moderne, actuelle même ; elle n'a commencé à germer que depuis un quart de siècle sur le sol de la Grande-Bretagne. Elle était incompatible avec l'ancien système colonial, qui, tout en concédant parfois aux colonies d'assez grandes libertés intérieures, laissait la métropole maîtresse de régler à son gré et à son avantage les relations commerciales (1).

Le réveil du protectionnisme atteint la Grande-

1. « Commercialement, matériellement, dit M. Démaret, le libre-échange sort victorieux de toute discussion. Sans aucune barrière pour arrêter les produits, une division du travail rationnelle se ferait naturellement dans le monde : les régions les plus riches ou les mieux adaptées fourniraient tout ce qui est nécessaire aux besoins des peuples avec le minimum d'efforts. Tant pis pour les contrées les moins favorisées : pour elles, ce serait la ruine avec l'émigration ou l'extinction lente de la population » (Démaret, *Organisation coloniale et fédération*. Thèse, p. 145).

Mais quel peuple voudrait ainsi disparaître ? car il y a là un véritable suicide, et les plus vieux tiennent encore à la vie et ne veulent pas périr ! Donc, si le libre-échange est la vérité commerciale, matérielle, ce n'est pas la vérité idéale et sociale. — « Il n'est permis aujourd'hui d'être libre-échangiste que pour toute l'étendue d'un même territoire douanier. ... Tous les États veulent favoriser la production nationale et lutter ensuite sur les marchés ouverts des contrées nouvelles ou des nations affaiblies. La lutte dans la vie des peuples se manifeste moins qu'autrefois par la force des baïonnettes ou la puissance des canons : elle devient surtout une lutte commerciale ; les armes sont surtout les outils, le but est d'éteindre le feu des forges concurrentes et de ruiner les industries rivales » (Démaret, *op. cit.* p. 152).

Bretagne en elle-même. L'idée du *fair trade*, c'est-à-dire du commerce équitable, juste, de la réciprocité en somme, gagne du terrain et bat en brèche celle du *free trade*, du commerce libre. Le fait que le libre-échange est descendu de son piédestal pour tomber dans le domaine des choses que l'on discute est patent et significatif.

L'avance que l'Angleterre avait sur les autres États, en 1850 et même en 1870, elle l'a perdue depuis. D'autres plus jeunes, suivant son exemple et profitant de leurs richesses minières et agricoles ont marché sur ses brisées ; on peut prévoir qu'ils la dépasseront et le commerce anglais ne sera plus alors qu'une parcelle du commerce du monde entier, sa production sera submergée, et elle craint déjà de perdre son marché colonial et même son marché intérieur. L'Angleterre est d'autant plus atteinte qu'elle est le type de la puissance coloniale contemporaine ; nulle autre n'a érigé à ce point le colonialisme en système. Or, le tarif métropolitain, et ceci est essentiel, n'est applicable à l'importation d'aucune colonie britannique. Celles à gouvernement responsable ont même toute latitude pour établir leurs tarifs à leur guise, de sorte qu'ils diffèrent sensiblement les uns des autres. « S'il est entre elles, à cet égard, un point de ressemblance, dit M. Pierre Ma, c'est que, contrairement à la métropole, elles sont toutes protectionnistes, non pas qu'elles protègent les articles

britanniques contre ceux de l'étranger, mais parce qu'elles accordent une protection efficace à leurs marchandises locales contre les importations du dehors. La métropole veille simplement à ce que ses possessions autonomes lui réservent le traitement de la nation la plus favorisée (1). »

En outre, aucun avantage particulier n'est accordé à l'entrée en Angleterre des produits coloniaux, qui sont d'ailleurs pour la plupart exempts, sauf le sucre et les denrées exotiques, soumis aux mêmes droits peu élevés que les articles étrangers similaires.

De cet état de choses vient tout le mouvement impérialiste qui a été très intense, surtout dans les dernières années du dernier siècle. Rester libre-échangiste vis-à-vis de l'étranger protectionniste, n'est-ce pas, pour l'Angleterre, un marché de dupe ? Et n'est-ce pas, pour elle, tolérer et favoriser ce détes-

1. Pierre Ma, *Les Droits de douanes dans les colonies anglaises. Questions diplomatiques et coloniales*, n° du 1^{er} avril 1908, p. 496.

Dans *La Colonisation chez les peuples modernes*, M. Paul Leroy-Beaulieu écrit (p. 639, 5^e éd.) que dans les colonies anglaises « il n'y a aucun tarif différentiel à l'encontre des rivaux de l'Angleterre ; mais la suprématie de l'Angleterre sur ses marchés coloniaux est due entièrement à l'association naturelle avec la mère-patrie, et au fait que l'Angleterre peut fournir ses articles à meilleur compte.

» C'est là le régime idéal ; tous les peuples, sans doute, ne peuvent pas l'appliquer intégralement, mais ils doivent l'avoir devant les yeux et s'en écarter le moins possible ».

table système de la protection, l'encourager, et de la plus folle manière qui soit, sous la forme d'une protection contre ses propres industries ?

Le but de ces efforts est évident et n'a rien de libéral. Il s'agit d'organiser définitivement l'exploitation, de drainer tout le commerce au profit de l'Angleterre, lui préparer en même temps un vaste débouché industriel (1).

C'est toujours la vitale question d'argent qui est en jeu.

C'est ainsi que la gêne de l'industrie a donné naissance à l'impérialisme. Il ne faut pas chercher ailleurs que dans le libre-échange, pratiqué en Angleterre pendant un demi-siècle, opposé au protectionnisme du monde entier, la cause de la crise actuelle. En effet, alors que la Grande-Bretagne ouvrait généreusement ses marchés à la concurrence universelle, les autres nations, au contraire, fermaient peu à peu les leurs, et entouraient de barrières plus ou moins élevées d'immenses régions dans lesquelles les négociants anglais s'imaginaient pouvoir libre-

1. « Resserrer les liens qui unissent entre elles toutes les parties de l'empire, écrit M. Pierre Leroy-Beaulieu, en commençant par s'occuper des questions commerciales et militaires, telle est la conception de l'impérialisme britannique, dont l'idéal, le but, éloigné, mais qu'on espère atteindre un jour, est la fédération du Royaume-Uni et de ses colonies » (Pierre Leroy-Beaulieu, *Les Nouvelles sociétés anglo-saxonnes*, p. 445).

ment trafiquer. Puisque de jour en jour, les marchés anciens devenaient plus inaccessibles aux produits anglais, il était nécessaire de trouver le plus promptement possible de nouveaux débouchés.

Les arguments invoqués pour appuyer la thèse impérialiste, sont donc trouvés dans les faits et dans les statistiques. L'impérialisme de M. Chamberlain est d'ordre économique ; les considérations politiques d'amour-propre national et de chauvinisme y tiennent sans doute une large part — c'est une conséquence — mais la *prospérité plus grande qu'il convient de donner aux affaires*, voilà le grand moteur (1).

1. « Il est une question qui domine toutes les autres : l'établissement d'une union commerciale ne serait pas seulement la première étape, mais l'étape principale, l'étape décisive dans le sens de la réalisation de la plus géniale idée qui soit entrée jamais dans l'esprit d'un homme d'État anglais » (Discours prononcé à Londres, le 9 juin 1896, au Congrès des Chambres de commerce de l'empire. Cité par Cario et Régismanset, *op.cit.*, p. 68).

M. Paul Leroy-Beaulieu (*De la Colonisation chez les peuples modernes*, 5^e édit., p. 421) apprécie d'une tout autre manière la nouvelle doctrine, de même qu'il traite M. Chamberlain avec une sévérité et une violence peut-être excessives à l'égard d'un homme encore vivant : « La théorie nouvelle qui s'est formée sous le nom d'impérialisme et qui prétend constituer en une sorte de fédération étroite tous les établissements de la Grande-Bretagne dans le monde, qui, en outre, veut y asservir, sinon en proscrire, les éléments étrangers, est beaucoup plus faite pour ébranler que pour fortifier le système colonial britannique. Ce système colonial s'était fondé et développé, on l'a vu, par la liberté, liberté politique, économique, égalité de toutes les races enro-

Les débouchés réclamés par l'industrie et le commerce anglais peuvent exister dans les immenses possessions de l'empire colonial de l'Angleterre. Les auteurs du grand plan de fédération douanière proposent à la fois de sauvegarder l'unité de la domination anglo-saxonne, et de restituer à la Grande-Bretagne un marché de plusieurs milliards qu'elle trouve légitime de reconquérir. Contre l'établissement d'une ligne de douane qui envelopperait la métropole et

péennes et de leurs langues. On considérerait le simple ascendant intellectuel et moral de la Grand-Bretagne, sa prépondérance économique, l'essaimage de ses capitaux et de ses capacités techniques, comme les liens les plus sûrs entre la mère-patrie et ses dépendances.

» Il a surgi une école étourdie, brutale et ambitieuse, à laquelle cette libre harmonie ne suffit pas. Elle veut des liens matériels, grossiers et tangibles. Il est à craindre qu'elle n'aboutisse aux difficultés les plus nombreuses et les plus intenses, aux déceptions les plus profondes. Un vent de folie a soufflé sur le gouvernement et le peuple anglais depuis 1895...

» Quand une nation remet ses destinées aux mains d'un homme comme M. Chamberlain, elle risque de perdre, en peu de temps, le fruit de plusieurs siècles de sagesse; l'ancien commerçant de Birmingham, politicien étroit, simple manœuvrier électoral habile, sans préparation intellectuelle, est l'un des hommes qui, par la disproportion entre leurs facultés médiocres et leur ambition déréglée, sont destinés à perdre les empires. Espérons que la Grande-Bretagne vomira bientôt ces hommes de sang, dépourvus de cerveau, et qu'elle reviendra aux traditions libérales grâce auxquelles se sont épanouies ses colonies; ce sera le seul moyen de les conserver et de leur assurer, ainsi qu'à la mère-patrie, la prospérité. »

tous ses territoires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Australie ; contre une participation effective de ces territoires aux dépenses de l'armée et de la marine, on leur assurerait la clientèle exclusive de l'Angleterre. Celle-ci ne demanderait plus de céréales à la Russie, ni de beurre au Danemark, ni de vin à la France, ni de viande à l'Argentine ; mais l'Inde, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Canada deviendraient ses uniques fournisseurs. Ils deviendraient en échange des clients plus fidèles, et se fourniraient de coutellerie, de cotonnade, de verrerie et de houilles, à Sheffield, à Manchester et à Newcastle (1).

Les produits anglais bénéficieraient d'un traitement de faveur, au moyen d'un tarif différentiel, les produits étrangers étant écartés par des taxes protectrices (2).

1. « En organisant avec les colonies, dit M. Jacques Gazeau, un immense empire commercial, où seuls les produits « britons » circuleraient et s'échangeraient librement, l'Angleterre élargirait à la fois l'aire du libre-échange, et s'armait contre l'étranger hostile ou récalcitrant : celui-ci se verrait contraint, désormais, de traiter avec elle sur une base de réciprocité » (J. Gazeau, *L'Impérialisme anglais*. Thèse, p. 183).

2. M. Chamberlain a dit : « Les colonies anglaises ont droit à notre préférence sur les nations étrangères ; d'autre part, la métropole doit faire tout son possible pour que les produits de la métropole soient préférés sur le marché de l'empire » (Cité par Ch. Augier, *La France et les traités de commerce*, p. 183). Et encore : « Si les pionniers du libre-échange vivaient de nos jours, ils n'hésiteraient pas à conclure des

« Il faut, écrivent MM. Cario et Régismanset, que l'empire britannique se dresse comme une nation *libre et une* en face du monde entier, et ne s'éparpille pas en États séparés, cherchant égoïstement leurs intérêts particuliers et perdant les avantages que l'unité seule peut donner (1). »

La fédération s'élabore, et le Royaume-Uni et toutes ses colonies forment un marché homogène ceinturé d'une même ligne de douanes.

Malgré tous les efforts faits en vue de l'aboutissement de ces projets, ils n'ont pas encore été réalisés.

Une partie de l'Angleterre industrielle considère comme de bonne augure des propositions qui conduiraient à l'établissement d'une union douanière de l'empire, ou tout au moins à la réduction en sa faveur des tarifs des colonies ; et celles-ci, menacées de voir leurs produits bruts exclus des grands marchés du continent européen, se tournent vers la mère-patrie, pour lui demander de leur assurer un traitement privilégié.

Des deux côtés, de la part de la métropole comme

traités de privilège ou de réciprocité avec les propres enfants de l'Angleterre. Je me charge de trouver des arrangements qui, une fois débattus entre la mère-patrie et les colonies, contenteront tout le monde » (Cités par Cario et Régismanset, *op. cit.*, p. 72 et 73).

1. Cario et Régismanset, *La Concurrence des colonies à la métropole*, p. 71.

de la part des colonies, l'établissement d'une union douanière de l'empire britannique ou d'un régime s'en rapprochant, implique l'abandon de coutumes à demi séculaires et un revirement économique fort sérieux. Sans doute, le protectionnisme à outrance perd un peu de terrain aux colonies ; les idées de réforme fiscale, d'augmentation des impôts directs qui tendent à prévaloir en Australasie, faciliteraient l'abaissement des droits de douanes ; d'autre part, le libre-échange n'est plus pour les Anglais l'article de foi d'il y a vingt ans. Mais on est loin de s'entendre encore, et cette union commerciale, qui doit être la préface d'une union politique plus intime, ne se réalisera pas sans doute avant bien des années.

La grande difficulté est de faire le rapprochement indispensable entre les colonies et l'Angleterre. Il y a, à ce propos, une nuance de paradoxe dans les idées de M. Chamberlain ; sa transformation serait, en dépit de ses arguments, un bouleversement du régime actuel et pour les colonies un retour à un régime qui leur rappelle un peu trop le pacte colonial. Cet *imperial zollverein*, si désirable qu'il soit au point de vue anglais, s'est toujours heurté, de la part des colonies, à un antagonisme violent. Pendant la troisième réunion de la Conférence coloniale de 1897, l'idée de M. Chamberlain de fonder un Conseil colonial a été rejetée, les ministres coloniaux trouvant les relations avec la métropole satisfai-

santes, et, partant de là, toute innovation inutile. La conférence de l'année 1902 n'a donné aucun résultat. La Nouvelle-Zélande seule accueille assez favorablement les vues impérialistes ; le Parlement australien, par contre, y est hostile, et il est probable qu'il ne consentira à traiter avec la métropole que s'il y trouve un sérieux avantage. Aux Indes et au Canada, l'empressement n'est pas plus grand.

La résistance des colonies anglaises se comprend aisément, pour deux raisons : l'une d'intérêt moral, l'autre d'intérêt matériel. Les colonies jouissent d'une liberté presque absolue : elles sentent combien le régime nouveau y apporterait d'entraves, et elles sont jalouses au plus haut point de leur autonomie ; il faudra donc que l'Angleterre s'incline devant la volonté manifeste de ses colonies de garder intacte leur indépendance économique.

Puis le régime à instituer les obligerait à faire venir à grands frais, de la métropole, des marchandises que l'étranger leur fournit à meilleur compte, et il en résulterait pour elles de lourdes charges qu'elles ne tiennent pas à assumer.

De plus, dans toute cette doctrine, l'idée impériale au point de vue politique n'a pas grande place, et cette union politique n'exige pas toujours pour corollaire une union économique. Il n'y a donc comme principe directeur de tout ce mouvement que l'intérêt des manufacturiers de la Grande-Bretagne,

à qui il faut procurer absolument de nouveaux débouchés.

Et en admettant même que les colonies soient animées de la meilleure volonté, la combinaison n'en serait pas rendue plus facile ; on ne compte pas moins, dans les colonies anglaises, de quarante tarifs douaniers différents, et le Canada seul possède un tarif « préférentiel » pour la métropole. L'étendue de l'empire britannique, les océans qui séparent ses colonies, les intérêts contradictoires des parties qui le forment, seront toujours autant d'obstacles presque infranchissables à la réalisation de ce grand idéal protectionniste. Pour établir l'équilibre complet dans le nouveau *zollverein*, il y aurait un grand déplacement de marchés à produire.

La politique de M. Chamberlain, dans la métropole même, ne réunit pas tous les suffrages ; les partis sont loin d'être unanimes sur cette grave question (1).

1. « Nous ne saurions que nous faire du tort à nous-mêmes, dit le duc de Devonshire, si en plus des tarifs hostiles que nous opposent les autres pays, nous construisions autour de nous une muraille pour arrêter à l'entrée les marchandises étrangères que nous achetons, parce que nous y trouvons avantage et qu'elles nous sont nécessaires, et nullement parce que l'étranger trouve avantage à nous les vendre. L'adoption des projets de M. Chamberlain correspondrait pour l'Angleterre à la perte immédiate d'avantages matériels considérables, perte qui ne peut être mise en balance avec l'espoir de profits douteux et incertains... La vraie politique

Depuis quelques années, d'ailleurs, elle reste comme en suspens, on n'en parle plus qu'à mots couverts ; on s'occupe plus volontiers de la défense militaire et navale de l'empire. Les idées d'impérialisme économique semblent avoir reculé en Angleterre. Sa donnée fondamentale est tirée d'un fait universel, la surproduction, toutes les puissances économiques en subissent la fatalité. Dans son livre, *Français et Anglais* (p. 152), M. Jean Finot écrit que « le commerce international n'est qu'une guerre permanente ». Les colonies anglaises produisent beaucoup et dans des conditions sensiblement analogues à celles de la métropole (ses grandes colonies autonomes, le Canada, l'Afrique australe, l'Australasie sont toutes situées dans la zone tempérée, chaude ou froide), aussi métropole et colonies sont des concurrents sur les marchés économiques du monde. Convient-il, en outre, de changer les relations existantes ? La situation actuelle de l'Angleterre dans ses colonies est-elle si déplorable (1).

de l'Angleterre, avec ses millions d'habitants dont le nombre augmente sans cesse, est certainement dans une direction opposée, la liberté du commerce a enrichi le pays et aide tous les jours à son développement. C'est la seule bonne et légitime » (Discours prononcé à la *Freefood league*. Cité par Cario et Régismanset, *op. cit.*, p. 76 et 78).

1. C'est au Canada, qui pourtant seul a un tarif préférentiel pour la métropole, que les importations anglaises sont les moins nombreuses. Cela s'explique assez par la conti-

La victoire du parti libéral aux élections parlementaires de 1906 a mis pour quelque temps les « unionistes » en déroute, et leur doctrine a perdu du terrain. Toutefois, les colonies, depuis quelques années, sont entrées, avec une grande réserve et timidité, dans la voie des tarifs de faveur vis-à-vis des marchandises originaires de la Grande-Bretagne ou

guité de l'énorme foyer de production que sont les États-Unis. M. Pierre Rain, dans un article publié par les *Annales des sciences politiques* (n° du 15 mars 1909, II), intitulé : *La Conférence coloniale de Londres* (avril-mai 1907), trace le tableau comparatif suivant des importations dans les colonies anglaises à *self government*.

Valeur des importations en 1905

	Du Royaume-Uni		Des possessions anglaises		Des pays étrangers		Sommes totales
	Sommes en livres	o/o	Sommes en livres	o/o	Sommes en livres	o/o	
Au Canada	14.223.000	24	3.003.000	5	42.459.000	71	59.685.000
Dans l'Afrique du Sud (Cap et Natal).	18.253.000	62	4.553.000	15	6.649.000	23	29.455.000
En Nouvelle Zélande	7.784.000	62	2.578.000	21	2.119.000	17	12.481.000
En Australie . . .	23.021.000	63	3.894.000	11	9.887.000	26	36.802.000

On peut voir par là que le changement radical proposé dans les relations économiques entre ces colonies et leur métropole ne ferait pas beaucoup varier leurs relations commerciales réelles ; il semble que les importations britanniques (d'Angleterre et des colonies) soient à leur maximum, étant de 77 o/o en Afrique australe, de 83 o/o en Nouvelle-Zélande et de 74 o/o en Australie. Il n'y a que le Canada qui fasse 29 o/o, mais il peut être mis à part en raison de sa situation.

de ses colonies ; la généralisation des tarifs préférentiels institués par le Canada a été mise à l'étude par diverses conférences intercoloniales ; mais les satisfactions ainsi données à la thèse de l'impérialisme économique sont plus théoriques qu'effectives. L'état actuel des relations promet donc de se maintenir encore longtemps (1).

Les paroles que lord Amphill, ancien vice-roi des Indes par intérim, prononçait à Paris, à la conférence du 27 novembre 1907 de la Ligue coloniale française, ne sont qu'une bien pâle réminiscence de l'impérialisme : « Les colonies anglaises, affirmait-il, disent à leur métropole : si vous voulez faire de notre association commerciale quelque chose de fort et de réel, accordez-nous des conditions meilleures qui n'appartiennent pas à la raison sociale « John Bull and Co ». Abaissez en notre faveur vos tarifs douaniers ; nous avons réduit ceux de nos tarifs qui frappaient nos produits ; nous sommes des nations jeunes, ayant à développer nos ressources afin de soutenir la concurrence des nations européennes établies depuis longtemps ; aidez-nous dans la lutte et vous trouverez d'immenses avantages, dans l'accroissement de nos richesses, dans le développement de nos ressources. »

1. M. Pierre Leroy-Beaulieu, dans les *Nouvelles sociétés anglo-saxonnes*, écrit (p. 484) : « C'est un fil ténu, disait M. Chamberlain en novembre 1895, qui unit les colonies à

Le projet de M. Chamberlain a fait grand bruit dans certains milieux, il eût été pour le protectionnisme, en général, un bel argument. Mais l'idée d'une immense union douanière « impériale » tendant à englober la métropole et les colonies dans un grandiose *zollverein* n'est pas encore mûre ; le régime de la liberté demeurera sauf.

L'échec de ce projet cependant ne peut avoir qu'une portée nationale, peut-être même accidentelle, en raison de la condition particulière dans laquelle se trouve le domaine colonial anglais, si peu « colonial » dans le sens spécial et étroit du mot, formé de parties que l'on peut comparer à des États vassaux, ayant leur vie propre, indépendante de l'État suzerain et une extrême latitude dans leur gouvernement.

Cet échec ne peut être donné en exemple, car l'Angleterre, loin de s'être rattaché ses colonies, les a toujours différenciées et séparées d'elle-même.

M. Paul Leroy-Beaulieu déclare que « le fédéralisme entre la métropole et les colonies peut donc

l'Angleterre ; mais je me souviens d'avoir visité des usines électriques où, à travers un fil ténu, passait un courant capable de faire mouvoir les machines les plus puissantes. » « Sans doute, termine l'auteur, mais il y a des limites pourtant au courant que peut transmettre un fil, et si ces limites sont dépassées, le fil rougit et se brise. Peut-être serait-ce cette rupture qu'on amènerait en voulant rendre trop intimes les relations de la Grande-Bretagne et de ses colonies, et la forme actuelle de l'empire britannique, qui a permis son développement, est-elle plus propre qu'aucune autre à assurer sa durée. »

être une solution intermédiaire ; elle ménage l'amour-propre de celle-là et sert effectivement celles-ci ; mais elle est d'une organisation délicate et d'un fonctionnement peut-être précaire, notamment au point de vue des droits de douane et des taxes différentielles pour leurs produits respectifs que réclament, en ce cas, tant les colonies adultes que la métropole ». (*De la Colonisation*, 5^e éd., p. 500.)

Pour lui, ce n'est donc qu'une mesure de transition entre l'assujettissement complet et l'entière indépendance, mais ce ne peut pas être une théorie générale applicable à tous les cas, quoique modelée pour chacun d'eux.

Ce qui fait l'intérêt de cette doctrine, c'est son rapport étroit avec l'assimilation douanière (1). L'impérialisme et l'assimilation sont des théories identiques ; leur différence est simplement dans leur

1. Beaucoup d'auteurs expriment la même idée. M. Cauwès, dans son *Économie politique* (3^e édit., t. II, p. 629), écrit que « le système de l'union douanière n'est autre que celui de l'assimilation des colonies au territoire métropolitain ».

M. J. Normand, dans sa thèse, *le Pacte colonial* (p. 174), dit : « Bref, les trois grandes nations industrielles de notre époque (Angleterre, États-Unis, Allemagne), recherchent avant tout des débouchés et le besoin des débouchés les conduit à l'impérialisme. Or, l'impérialisme n'est pas autre chose que l'assimilation, et nous savons que celle-ci est encore le pacte colonial, mais atténué, modernisé. »

M. F. Sémars, dans sa thèse, *Relations économiques des colonies avec la métropole* (p. 217), dit : « L'activité économique des pays anciens cherche au loin des débouchés qu'elle

lieu d'origine, la première étant une doctrine anglaise, tandis que l'autre est une doctrine française.

Si on les compare au point de vue économique, elles ont le même fondement, elles sont nées d'une même cause et répondent à un même besoin : l'idée que la nation doit comprendre non seulement la métropole, mais encore les colonies, et qu'il y a entre elles une unité d'intérêts ; la cause qui est la surproduction industrielle contemporaine ; le besoin d'écouler cette surproduction et de se procurer instantanément de vastes débouchés.

Les mêmes arguments ont été invoqués en faveur ou à l'encontre de l'assimilation et de l'impérialisme ou union douanière ; les mêmes objections ont été soulevées, les mêmes critiques ont été présentées.

Pour toutes deux, on a soutenu qu'il ne saurait être question d'une communion absolue d'intérêts entre la mère-patrie et les colonies, et qu'on ne pourrait guère songer qu'à des arrangements préférentiels. On a fait observer qu'il y aura toujours entre elles une barrière naturelle qui nécessitera le maintien de deux tarifs, cette barrière étant la mer ; que l'idée de l'union par la mer au point de vue commer-

ne trouve plus sur le continent. Ce besoin d'expansion a conduit les métropoles vers l'impérialisme. Et l'impérialisme n'est que l'union de la métropole et des colonies formant un État immense, à qui la grandeur et la richesse rendent la lutte plus facile. L'impérialisme, c'est l'assimilation modernisée, c'est la création d'une union douanière entre la métropole et les colonies. »

cial était inexacte, quand il s'agit d'appliquer à deux pays distants l'un de l'autre le même régime douanier.

On a voulu apporter aux deux doctrines les mêmes tempéraments, en disant qu'à défaut de *zollverein* véritable, on pouvait parler d'une union douanière imparfaite. Puisqu'elle ne peut être parfaite, cette union pourra au moins revêtir la forme d'une alliance économique réalisée au moyen de tarifs différentiels, car cette dernière forme affectée par le lien juridique est très souple, pouvant se mouler suivant les cas spéciaux et d'une application facile (1).

Cette union de la métropole et des colonies qui est si forte déjà, peut nous induire à accentuer ce qui n'est encore qu'ébauché, resserrer les liens qui les rattachent, et faire de ce vaste domaine une France nouvelle, forte, pleine de sève et de jeunesse, qui puisse affronter avec succès la lutte économique mondiale.

1. « L'union douanière coloniale, écrit M. L. Bosc, serait beaucoup plus aisément réalisable pour la France que pour l'Angleterre. C'est qu'en effet ces deux puissances, après avoir connu le régime du pacte colonial, ont aiguillé leur politique douanière dans des voies opposées. L'Angleterre inclinait vers le système de l'autonomie douanière et a toujours persévéré depuis dans cette voie, tandis que la France s'attache de plus en plus au régime de l'assimilation. Il en résulte que l'union douanière coloniale existe déjà en germe pour la France et qu'il suffirait d'améliorer et de parfaire ce qui existe déjà, tandis qu'il s'agirait, au contraire, pour l'Angleterre, de rompre avec une politique douanière qu'elle a suivie depuis longtemps, ce qui est toujours plus difficile. » (L. Bosc, *Unions douanières et projets d'unions douanières*, pp. 320 et 321).

TITRE III

L'assimilation des colonies à la métropole, avec ses caractères spécifiques, qui la distinguent de toutes les autres politiques coloniales, est une doctrine essentiellement française. Nulle part ailleurs on ne la rencontre ; nul autre pays ne l'a professée, ni mise en œuvre dans ses rapports avec les colonies ; ils ont toujours admis des conceptions différentes ; résumées par les mots d'assujettissement et d'autonomie. Avec l'assimilation, ces trois formules ne sont ni creuses, ni stériles ; chacune d'elles renferme une théorie très précise et très tranchée.

CHAPITRE PREMIER

L'assimilation prit naissance en France et s'affirma dès la Révolution. Avec l'éclosion des idées philosophiques de liberté, d'égalité et de fraternité, la politique française tout entière prendra une direction nouvelle, se transformera subitement, rêvant la concorde, la paix, l'union entre tous.

Tout de suite, l'Assemblée constituante adopta une conduite conforme à ses doctrines. Dès le 28 juin 1790, elle fixait le principe général suivant, qui devait être énoncé et développé à maintes reprises postérieurement : « Le commerce colonial doit être considéré comme une affaire de famille et comme s'il était fait entre deux régions d'un même pays. » Ce principe était alors considéré comme essentiellement juste et favorable à tous les intérêts en jeu ; loin de le mépriser, on le jugeait capable d'assurer la prospérité des colonies qu'il régirait (1).

1. « La politique d'assimilation, dit M. Arthur Girault, a été grandement favorisée chez nous par le triomphe des idées républicaines : elle a suivi la même évolution, l'emportant avec elles et succombant en même temps. Elle est en effet

La Convention alla plus loin que la Constituante dans la voie de l'assimilation. Tout le territoire fut considéré, réellement, comme étant la France et comme devant être, par conséquent, soumis à un même régime. Pour atteindre ce résultat, le décret du 11 septembre 1793 supprima, tant à l'entrée qu'à la sortie, les droits de douane et de consommation applicables aux produits importés des colonies en France ou de France aux colonies. Il y avait bien, à ce point de vue, égalité de traitement complète et absolue. « L'Assemblée Constituante, dit Barère, a ordonné la chute des barrières. Dès lors, vous avez vu que cette suppression de tous les droits dans l'intérieur a porté un grand avantage au commerce et à la perception des douanes extérieures qui ont acquis plus de force et de consistance. La législation commerciale et fiscale des colonies doit être basée sur le même point. Les colons sont aussi Français. Ils ont le droit de vous dire : « Pourquoi existe-t-il dans l'océan une grande barrière et des douanes entre la métropole et nous ? Pourquoi toutes les

dans la logique révolutionnaire... La politique d'assimilation présente d'ailleurs un caractère d'uniformité et de simplicité logique qui devait inévitablement séduire *l'esprit classique* des Jacobins. Celle-ci nous apparaît ainsi comme la politique traditionnelle et constante de la France républicaine » (A. Girault, *Le Problème colonial. Revue du droit public et de la science politique*, n° des mois de mai-juin 1894, p. 492 et 493).

parties de la République ne sont-elles pas également traitées ? » C'est cette grande barrière que vos comités vous proposent de détruire. L'intérêt de cette suppression est évident ; le motif en est le même que celui de la destruction de toutes les autres barrières. » Le territoire colonial était ainsi le prolongement de celui de la mère-patrie. Néanmoins, dans leurs rapports avec les pays étrangers, les colonies demeuraient soumises au Pacte colonial, malgré le décret du 22 juin-17 juillet 1791 qui, par dérogation aux règles antérieures, leur avait permis d'importer en franchise certaines denrées alimentaires provenant de l'étranger.

Sous l'empire de la constitution de l'an III, le même régime subsiste (tit. I^{er}, art. 6 et 7). Les colonies font alors « partie intégrante » du territoire de la République. C'est l'assimilation pure et sans mélange, et l'acte de Navigation s'applique à la métropole comme aux colonies. Celles-ci sont des réunions de Français, qui activent une population décuple de la leur, augmentent au profit de la France la masse des producteurs et des consommateurs, non seulement en raison de leur nombre, mais encore en raison de la richesse comparative de leurs productions sur les productions de la métropole. Aussi, à plus forte raison, l'agriculture et l'industrie de la métropole prospéreront-elles par leurs rapports avec les colonies qui, considérées à leur vrai point

de vue, entrent absolument dans le cadre du commerce intérieur (1).

Le gouvernement autoritaire qui va suivre, s'écartera cependant de cette ligne toute tracée. Le Consulat et l'Empire opéreront un retour en arrière. Le système de l'assimilation est abandonné, et en 1802, les anciennes règles du pacte colonial, laissées de côté depuis le début de la Révolution reprennent leur place. On renonce à la suppression des droits de douane, et les produits coloniaux sont frappés de taxes à leur entrée dans la métropole. L'assimilation n'avait eu qu'une durée éphémère; régime idéal, elle était abolie pour des raisons de pure pratique, de politique internationale et parce qu'elle avait perdu aussi tout intérêt, la France n'ayant plus de colonies.

1. Page, en l'an IX, dans son *Traité d'économie politique et de commerce des colonies* (p. 285-286 et 297) écrit, en rendant bien la pensée prépondérante de l'époque : « Nous voudrions pouvoir appliquer à notre système de colonisation la théorie large et libérale du Dr Smith sur le commerce; mais lui-même n'a pu se dissimuler les difficultés qu'elle présente... Le commerce entre deux nations, entre une colonie et sa métropole, ne doit être que ce qu'il est entre deux individus de la même cité, de la même famille, un échange libre d'une chose superflue contre une autre chose dont ils ont besoin. La France est dans cette heureuse situation, qui fournit la plus grande quantité de choses à l'étranger... Ces diverses considérations nous ont donné l'idée d'un plan mixte qui ne sera pas le monopole. Il ne peut être la franchise du commerce, mais il la préparera. »

CHAPITRE II

Après une éclipse de plus d'un demi-siècle, la doctrine de l'assimilation douanière dans les rapports de la France et de ses colonies fit une seconde apparition, bien brève celle-là, puisqu'elle ne dura que cinq années. C'était sous le second Empire, à l'aurore de l'Empire libéral. Depuis la tourmente révolutionnaire et les guerres incessantes du Consulat et du premier Empire, la situation coloniale de la France s'était bien améliorée, elle était devenue même florissante. Ayant vécu déjà huit années, le gouvernement impérial avait maté l'opposition, réduit en silence tous ses adversaires ; la dynastie paraissait fermement établie, inébranlable. Aussi l'empereur songeait à adoucir le rude régime qu'il avait institué par l'octroi de quelques libertés politiques et économiques. A ce dernier point de vue, la doctrine du « libre-échange » consacrée officiellement par des traités avait un retentissement universel. Elle allait porter son action non seulement

dans les rapports internationaux des métropoles, mais aussi des colonies (1).

Le pacte colonial, qui se maintenait encore jusqu'à là, bien qu'avec de nombreuses exceptions, est soudain déchiré ; le régime de la liberté est substitué au régime de l'exclusif, et c'est une révolution. Elle était amenée par la force des événements, la propagation des idées libérales, et réclamée par les colonies depuis longtemps. Ces réclamations des conseils généraux des colonies furent nombreuses et souvent renouvelées. Et ce qui paraît être une réforme rapide et subite, n'est que l'aboutissement d'une longue campagne, le couronnement d'efforts répétés à maintes reprises. « En un mot, et pour résumer l'esprit de ces vœux, dit Le Pelletier de Saint-Rémy, ce que les colonies réclament, c'est que la France veuille bien les *nationaliser* économiquement comme elles les a nationalisées politiquement ; qu'au lieu de les considérer *comme des pays étrangers bénéficiant de certaines faveurs de tarifs*, elle les considère

1. A ce sujet, M. Marcel Dubois dit qu' « en réalité les privilèges nationaux, qu'on les appelle prohibitions, protections, procédés mercantiles ou de balance de commerce, ne furent pratiquement combattus pour la première fois qu'entre les années 1850 et 1860. Et il faut bien remarquer que les changements survenus eurent pour théâtre l'Europe, accessoirement les empires coloniaux, que la France s'associa à l'Angleterre dans cette œuvre » (*Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*, p. 122).

comme des pays français soumis à quelques exceptions douanières. Qu'on frappe de cette formule le vieil édifice de leur législation économique, et on verra aussitôt tomber les ais vermoulus : la prohibition, cette barbarie des temps civilisés, sera renversée pour elles comme pour la mère-patrie ; les traités de commerce leur deviendront applicables comme à l'Algérie ; le *tarif général de France* cessera de réputer étranger le produit de la Martinique ou de la Réunion non inscrit dans ses nomenclatures, et la douane de la Martinique cessera de réputer étrangère la provenance de la Guadeloupe, (1).

La réforme considérable ainsi demandée allait s'effectuer bientôt. Les colonies allaient pouvoir bénéficier du « libre-échange » admis pour la métropole. Cela se fit par la loi du 3 juillet 1861, sur le régime des douanes aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, dont le rapporteur au Sénat fut Michel Chevalier lui-même (2).

Ce fait caractéristique montre bien que l'esprit de cette loi était d'étendre la doctrine libre-échangiste aux relations commerciales des colonies (3), et pour

1. Extrait du *Journal des Économistes*, n° de juin 1860. R. Le Pelletier de Saint-Rémy, *Le Libre-échange colonial*, p. 13.

2. Délibération du Sénat du 28 juin 1861, au *Moniteur* du 29, p. 995, 3^e colonne.

3. D'après l'avis de MM. L. Cario et Régismanset (*La Concurrence des colonies à la métropole*, p. 97 et 98), cette

le faire, on prenait le moyen de l'assimilation de ces colonies à la métropole.

Toutes les marchandises étrangères qui peuvent être importées en France peuvent l'être également aux Antilles et à la Réunion (art. 1^{er}). Elles paient à l'entrée les mêmes droits de douane qu'à leur importation en France, sauf possibilité de convertir les droits *ad valorem* en droits spécifiques (art. 2). Cette importation peut avoir lieu par navire étranger sauf l'acquittement d'une surtaxe de pavillon (art. 3). Toutefois, la situation des marchandises antérieurement admises moyennant un droit moindre reste réglée par les tarifs existants (art. 4). Les droits de douanes applicables aux produits étrangers sont majorés du montant de ceux payés par les produits similaires français à leur entrée dans la colonie (art. 5).

Les produits coloniaux peuvent être exportés sous tout pavillon à destination de l'étranger, de France ou d'une autre colonie française non comprise dans

réforme n'était pas encore assez libérale, et les colonies ne devaient en tirer qu'un médiocre profit. « Le régime inauguré en 1861, disent-ils, constituait un progrès évident sur les idées admises antérieurement. Il nuisait cependant au développement de nos colonies, en soumettant les marchandises étrangères, importées chez elles, aux mêmes droits qu'elles eussent payés à leur entrée en France. C'était les priver d'échanges avantageux avec les produits étrangers que ces tarifs étaient susceptibles d'éloigner. »

les limites du cabotage, et sauf l'application de la surtaxe de pavillon (art. 6 et 7). Ils entrent en franchise en France, sauf le sucre, les mélasses, les confitures et fruits confits, le café et le cacao (art. 8) (1).

Cette loi avait donc incliné vers l'assimilation douanière, en soumettant les colonies au même régime que la métropole ; mais son effet fut de courte durée. L'autonomie douanière accordée aux trois vieilles colonies par le sénatus-consulte de 1866 fit disparaître ce régime. Elles mirent autant d'empressement à le détruire, qu'elles avaient mis d'insistance à le réclamer.

1. Cf. A. Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniale*, t. II, p. 519.

CHAPITRE III

Dans un intervalle d'à peine trente années, la pratique du libre-échange, que l'on avait accueillie avec tant d'enthousiasme, tomba au rang des institutions néfastes, fut maltraitée comme un principe absurde et superflu, une doctrine encombrante et vaine. Les puissances économiques croissaient effroyablement à l'abri d'un protectionnisme ferme et fortement conçu (1). Les États-Unis et l'Allemagne rivalisaient d'efforts pour acquérir le premier rang parmi les nations industrielles. Les producteurs français furent affolés et implorèrent la doctrine protectionniste comme un nouveau sauveur pour leur

1. M. Bourbon (*Des Rapports douaniers de la France avec ses colonies*. Thèse, p. 119) écrit à ce sujet : « Du moment où des mesures protectrices en faveur de leur industrie et de leur agriculture étaient adoptées par certains États, il était très difficile aux autres de ne pas y avoir recours sans exposer à de très grands risques les intérêts de leurs producteurs. Seule, l'Angleterre, à raison de la puissance économique exceptionnelle qu'elle avait acquise, a pu jusqu'ici rester fidèle, au moins en principe, au système du libre-échange. »

faire éviter la ruine. Ces producteurs croyaient leur exportation arrêtée à l'étranger par des barrières douanières, et n'y pouvant rien, impuissants à empêcher le jeu des lois économiques et des forces naturelles, ils se tournèrent du côté du législateur pour lui demander de leur réserver le marché national et colonial. Ce fut l'origine de la loi du 11 janvier 1892, dans ses dispositions relatives aux colonies ; elle supprime l'autonomie douanière et la remplace par l'assimilation. La France avait alors dans le monde un empire colonial aussi vaste que celui qu'elle possédait au milieu du XVIII^e siècle ; elle devait, dans les circonstances économiques présentes, être amenée à donner à l'ensemble de ses possessions d'outre-mer, un régime douanier propre à réserver leur marché aux produits métropolitains. C'est qu'en effet, les industries métropolitaines faisaient remarquer que l'ouverture de nouveaux débouchés pour leurs produits avaient été un des motifs les plus hautement invoqués à l'appui des entreprises coloniales, et que cependant, certaines colonies faisaient plus d'affaires avec l'étranger qu'avec la mère-patrie. Elles demandèrent, en conséquence, d'étendre au marché colonial la protection dont elles jouissaient sur le marché métropolitain, et prirent pour mot d'ordre l'assimilation douanière, l'application du tarif général à tous les établissements français d'outre-mer.

Ces données servirent à l'établissement du nou-

veau régime douanier des colonies : régime établi pour favoriser certains intérêts, pure législation d'opportunité (1).

On a voulu qu'il n'y eut pas de douanes partout où c'était la France. Le libre-échange, dans toute l'étendue d'un État, est le moyen le plus propre à favoriser la prospérité nationale et à resserrer les liens des habitants entre eux. Mais on a voulu aussi qu'aux frontières d'Europe, d'Asie ou d'Afrique il y eût des douanes protectrices et non pas seulement fiscales.

La protection n'est pas la prohibition. C'est le commerce raisonné, c'est l'ensemble des relations voulues d'un peuple avec les autres peuples qui lui paraissent les moins dangereux ou les plus sympathiques. Ce n'est plus l'isolement ; c'est l'alliance

1. « La convention, dit M. A. Girault, en parlant de l'assimilation, l'avait autrefois proclamée, mais elle avait un idéal bien différent de celui qui devait animer les Chambres françaises un siècle plus tard... L'assimilation a été considérée non comme un but, mais simplement comme un moyen de développer les exportations de la métropole. L'intérêt de l'industrie métropolitaine a été la considération dominante. On a simplement cherché à la protéger contre la concurrence étrangère sur le marché colonial comme sur le marché métropolitain, et dans ce but on a demandé aux colonies l'extension de notre tarif général des douanes » (A. Girault. *Le Nouveau régime douanier des colonies et ses résultats, Revue d'Économie politique*, n° de novembre 1894, p. 856 et 857).

partielle avec qui l'on veut et pour ce que l'on veut. Ce n'est plus un marché de dupes, l'avance faite emporte avec elle la garantie. Mais les principes qui règlent actuellement les rapports économiques de la métropole avec ses colonies manquent de cohésion et d'unité. Ils ont, pour la plupart, le caractère d'expédients, de concessions tardives faites aux nécessités modernes et se ressentent trop de l'influence du passé.

Cette assimilation est un peu trop spéciale et entendue d'une manière un peu trop particulière pour qu'on lui donne une entière adhésion. Le rapporteur au Sénat, M. Trarieux, déclarait, pendant la discussion de la loi devant cette assemblée : « Qui devrait avoir le dernier mot ?... Une décision est à prendre ; par qui donc doit-elle être prise ?... N'y a-t-il donc pas en face (des colonies) la France, puissante souveraine après tout, sous la domination et en même temps sous la protection de laquelle les intérêts coloniaux sont placés ?... Nous nous sommes inclinés devant la juridiction qui nous était imposée par la logique, par la raison, en même temps que par le respect de la constitution elle-même... Nous voulons garantir l'exportation des produits essentiels de notre industrie sur notre territoire colonial. Nous n'avons pas d'autre ambition. Pour tout le reste, nous accorderons les réductions, les exemptions les

plus larges pour tout ce dont la France ne peut pas être exportatrice.

» Non ! ce n'est pas un retour au pacte colonial ; non ce n'est pas un acte de spoliation ni d'exploitation de nos colonies que nous venons proposer au Sénat. C'est la solidarité des intérêts économiques qui doivent relier nos colonies à la métropole que nous l'invitons à proclamer. C'est l'affirmation de la politique coloniale qu'entend suivre la France que nous attendons de sa sagesse, de cette politique qui ne serait qu'une duperie pure si, en compensation de tous les sacrifices que nous nous sommes imposés pour nous constituer un domaine colonial, elle ne consistait qu'à ouvrir des marchés qui seraient accaparés par nos puissants rivaux d'outre-Manche » (1).

Malgré tout, ces conceptions renferment trop d'étroitesse et sont guidées par une pensée trop particulariste ; elles sont loin d'atteindre la perfection. Après bien des tâtonnements et des hésitations, une nouvelle réforme sera encore nécessaire.

1. *Journ. off.*, Sénat, *in extenso*, 1891. Session extraordinaire. Séance du 16 décembre 1891, p. 1228 et 1229.

DEUXIÈME PARTIE

Après la grande modification du sénatus-consulte du 4 juillet 1866, la législation douanière coloniale resta environ vingt-cinq ans sans être révisée dans son ensemble. Malgré cela, ce n'est pas à dire que les idées, pendant ce quart de siècle, fussent stabilisées et les doctrines établies inébranlables.

Des discussions s'entamèrent bientôt et les excès du régime institué soulevèrent des protestations de la part des intéressés lésés ou qui croyaient l'être, jusqu'à ce qu'une loi nouvelle, posant des principes diamétralement opposés à ceux de l'ancienne législation, vint trancher le débat.

Durant cet espace de temps les situations politique et économique avaient tellement changé, qu'une transformation radicale et complète dans les lois commerciales des colonies paraissait s'imposer.

TITRE PREMIER

Lorsque fut fait le sénatus-consulte de 1866, on était dominé par une pensée : étendre le domaine du libre-échange. L'autonomie douanière des colonies était le moyen libéral de parvenir à ce résultat. Il y avait encore un autre but à cette mesure : diminuer les dépenses de l'État en en mettant une grande part au compte des colonies, et enfin, un dernier objet : pousser au développement de la prospérité coloniale, en invitant les colonies à donner plus d'extension, suivant leurs besoins, à leur commerce avec les pays étrangers, surtout avec ceux qui se trouvent placés dans leur voisinage.

CHAPITRE PREMIER

Le sénatus-consulte (art. 2) donnait aux conseils généraux des colonies la faculté de voter les tarifs de douane sur les produits étrangers ; ils les supprimèrent.

Le 30 novembre 1866, la Martinique abolit en bloc tous les tarifs de douane existant alors, et cette décision fut rendue exécutoire par un décret impérial du 6 novembre 1867. Puis un autre décret du 25 avril 1868 rendait aussi exécutoire une délibération du Conseil général de la Guadeloupe en date du 11 décembre 1866, portant suppression des droits perçus sur les marchandises étrangères autres que le sucre, le tafia, le coton, le café, le cacao, la vanille et le tabac.

Un peu plus tard, enfin, ce fut le tour de la Réunion qui, le 5 juillet 1871, raya de son budget de recettes les droits perçus sur les marchandises importées, à l'exclusion seulement du tabac ; ce vote fut approuvé par un décret du Président de la République, rendu en forme de règlement d'administration publique, à la date du 4 juillet 1873.

Ayant ainsi renoncé à la presque totalité de leurs droits de douane, les colonies ne possédaient plus, pour équilibrer leur budget, que le seul octroi de mer. Voici comment les conseils généraux de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion profitèrent de l'initiative et de la latitude qui leur avaient été laissées en matière de législation douanière. Entièrement libres en ce qui concernait l'établissement de l'octroi de mer (1), ils en augmentèrent considérable-

1. La différence entre les tarifs de douane et d'octroi de mer est longuement donnée dans les conclusions de M. le Procureur général Beaudoin, devant la Cour de cassation, à l'audience du 10 mars 1885, dans le pourvoi contre vingt-six arrêts de la Cour de la Réunion : « Les droits de douane exercent une influence économique ; ils affectent le régime commercial de la nation et les relations internationales, en créant des droits protecteurs et différentiels ; ils distinguent la provenance des produits, favorisent les uns, chargent les autres, suivant les intérêts engagés, suivant les dangers de la concurrence, suivant les besoins de réciprocité. Les droits d'octroi n'exercent à aucun degré une action économique sur le régime commercial ou les relations nationales ; c'est un droit purement fiscal, le même pour tous ; il n'est en rien ni protecteur, ni différentiel.

» La douane se place entre deux ou plusieurs productions, et elle en détruit l'équilibre ; l'octroi se place entre le producteur et le consommateur.

» Les droits de douane intéressent essentiellement le respect des traités et sont fixés à l'aide des tarifs spéciaux, conventionnels. Les droits d'octroi ne peuvent donner lieu à aucune difficulté avec l'étranger ; ils ne peuvent faire naître de sa part ni plaintes, ni représailles ; quand ils figurent

ment la quotité, atteignant ainsi non seulement les marchandises étrangères, mais encore les produits français, et les frappant dans la même mesure (1).

dans les traités, c'est uniquement pour assurer aux étrangers les mêmes conditions qu'aux nationaux.

» L'assiette des droits de douane est la production extérieure à l'importation ; l'extranéité des produits en est la condition, c'est un impôt général qui frappe toutes les espèces de marchandises étrangères de droits plus ou moins élevés, parfois même de prohibitions, suivant les nations, suivant les provenances. Les droits d'octroi ne frappent que des catégories plus ou moins étendues ; ils les frappent sans distinction de provenance, français comme étrangers, qu'ils proviennent du dehors, ou même qu'ils soient produits dans la localité assujettie, jamais ils ne procèdent par prohibition.

» Les droits de douane pèsent avant tout sur le producteur étranger ; les droits d'octroi portent sur les objets de consommation locale ; ce sont les habitants de la localité, les consommateurs qui les supportent.

» Les tarifs de douane énumèrent les choses dont l'importation est permise ; l'assujettissement est la règle ; l'extension par assimilation est le principe. Les tarifs d'octroi déterminent les choses qui paient le droit ; ils ne frappent que des catégories : l'assujettissement est l'exception ; l'assimilation est interdite.

» Les droits de douane sont souvent fort élevés et très divers, et généralement tiennent compte des différences de valeur, afin de mieux assurer la protection ; les droits d'octroi sont toujours modérés, les mêmes pour tous, sur objets spécifiés, sans différence à raison de la qualité ». (Cité par Ed. Petit, *Organisation des colonies françaises et des pays de protectorat*, 1895, t. II, p. 578 et 579).

1. Les tarifs d'octroi de mer ont été établis à la Martinique par des votes du Conseil général des 7 février

L'antagonisme existant entre la métropole et les trois vieilles colonies se traduisit par une lutte de tarifs, surtout que tous les droits de douanes étant supprimés, les produits français cessaient d'avoir, dans ces colonies, la protection que leur assurait la loi de 1861.

Les autres colonies offraient un régime commercial variant de l'une à l'autre. Dans certaines d'entre elles, aucun avantage n'était réservé aux exportations métropolitaines, dans d'autres, au contraire, les produits étrangers étaient frappés de surtaxes.

Les colonies visées par le sénatus-consulte de 1866 étaient les plus vieilles des colonies françaises, celles qui, conquises et conservées par l'ancienne royauté, avaient tant bien que mal traversé l'époque troublée de la Révolution et du premier Empire, et avaient été restituées au gouvernement de la Restauration au moment du Congrès de Vienne de 1815.

Sous l'ancien régime, elles étaient, les Antilles surtout, le modèle des îles à sucre et leur commerce était très prospère. Mais cette situation ne devait pas se prolonger indéfiniment. Le sucre de betterave porta une grave atteinte à cette prospérité en venant

1868, 20 décembre 1869, 7 et 9 mars 1871, 20 décembre 1871 et 12 novembre 1872; à la Guadeloupe par des votes des 9 et 15 décembre 1874; à la Réunion par des arrêtés des 9 août 1873, 5 décembre 1873 et 18 juillet 1876 (Cf. de Lanessan, *L'Expansion coloniale de la France*, 1886, p. 965).

faire une terrible concurrence au sucre de canne. La monoculture eut pour ces îles, à ce point de vue, de bien funestes résultats ; elles semblent depuis fort longtemps déjà arrêtées dans leur développement et n'ont qu'un chiffre de commerce à lentes et faibles oscillations, et même à tendance décroissante.

Au moment où l'Empire libéral établissait le libre-échange relatif, on avait une foi absolue dans son efficacité, quant au développement économique du pays qui le pratiquait. En l'appliquant aux colonies des Antilles et de la Réunion, on croyait galvaniser leur production et augmenter leur commerce. Ce fut un leurre ; le chiffre des affaires ne grossit pas autant qu'on l'avait espéré. Même au point de vue purement français, il diminua plutôt, en raison de la politique adoptée par les colonies qui firent immédiatement usage de leur autonomie pour se détacher de la métropole.

Les importations de France dans ces colonies diminuèrent très sensiblement dans l'espace de vingt-ans (1).

	1865	1880
Importations françaises :		
Martinique	17.334.908	14.037.000
Guadeloupe	12.890.732	11.631.849
Réunion	14.431.133	9.198.643
TOTAL	44.656.773	34.867.492

1. Chiffre tirés du rapport de M. Thomson à la Chambre.

Au contraire, dans le même laps de temps, les importations d'origine étrangère s'étaient accrues dans une proportion aussi considérable.

	1865	1880
Importations étrangères :		
Martinique	9.963.492	17.327.405
Guadeloupe.....	3.819.161	13.624.629
Réunion.....	12.010.051	24.755.078
TOTAL.....	25.792.704	55.707.112

Cette situation est considérée par quelques auteurs comme tout à fait normale, et même nécessaire (1).

Cependant, pour le commerce français dans les colonies françaises, elle était toute nouvelle et semblait exactement correspondre au revirement dans la politique commerciale des colonies qui s'était produit en 1866. Avant et depuis 1827, il y avait eu une progression constante des échanges entre les colonies et la métropole, et les exportations de cette

Séance du 21 mars 1891. Annexe n° 1372. Session ordinaire, 1891, p. 878.

1. M. Paul Leroy Beaulieu écrit que l'idéal d'une colonie, en effet, n'est nullement qu'elle ne fasse de commerce qu'avec la mère-patrie ; il est très utile à son développement et à son rayonnement quelle ait la moitié de son commerce, sinon davantage avec le reste du monde » (P. Leroy-Beaulieu, *De la Colonisation chez les peuples modernes*, 5^e éd., t. II, p. 83).

dernière n'avaient jamais cessé de dépasser de beaucoup les importations qu'elle recevait.

Moyennes annuelles	Commerce des colonies	Valeur du chiffre supérieur	
		Export. de la métropole	Imp. dans la métropole
1827-1836	121 millions	2 millions	»
1837-1846	180 »	3 »	»
1847-1856	233 »	31 »	»
1857-1866	368 »	42 »	»
1867-1876	390 »	» »	19 millions
1877-1886	496 »	» »	22 »
1887-1888	» »	» »	52 »

Après 1866, le phénomène inverse se constate : ce ne sont plus les importations de la métropole aux colonies qui sont les plus fortes, mais les exportations des colonies en France (V. tableau *ci-dessus*). Le fait est remarquable pendant la période 1884-1889 (1).

Importation en France des produits des colonies
(en millions)

Colonies	1884	1885	1886	1887	1888	1889
Martinique	19,3	27,1	18,1	21,7	23,0	22,8
Guadeloupe	15,8	21,6	16,0	21,2	23,2	22,5
Réunion	10,1	17,5	14,7	13,7	15,9	12,1
TOTAL	45,2	66,2	48,8	56,6	62,1	57,4

1. Cependant, à partir de 1884, il y avait eu une certaine protection des produits français aux colonies.

Exportation de France aux colonies (en millions)

Martinique	10,7	9,9	10,0	14,2	11,4	12,6
Guadeloupe.....	11,7	9,5	9,1	9,8	12,4	13,1
Réunion..	6,8	6,7	6,3	4,9	6,7	6,6
<u>TOTAL.....</u>	<u>29,2</u>	<u>26,1</u>	<u>25,4</u>	<u>28,9</u>	<u>30,5</u>	<u>32,3</u>

En comparaison avec ces chiffres des relations commerciales de la France avec ces colonies, on peut mettre ceux de l'étranger avec les mêmes îles en 1888.

1888	Imp. des produits étrangers	Export. à l'étranger
Martinique.....	14.293.102	1.099.809
Guadeloupe.....	12.597.012	437 965
Réunion.....	12.876.437	3.883.072
<u>TOTAL.....</u>	<u>39.766.551</u>	<u>5.420.846</u>

Les pays étrangers bénéficiaient de plus de la moitié des importations aux colonies françaises, et la France recevait la presque totalité des exportations coloniales (1).

On pouvait donc constater que le sénatus-con-

1. La situation générale du commerce des colonies (sauf l'Algérie) était la suivante en 1889.

	Avec l'étranger	Avec la France
Imp. aux colonies...	129.603	73.308
Exp. des colonies...	91.393	141.700
<u>TOTAL.....</u>	<u>220.996</u>	<u>215.008</u>

(Rapport Thomson, p. 880, précitée).

sulte de 1866 avait porté à la métropole un préjudice des plus graves, qu'il avait diminué d'une façon notable l'exportation de ses produits à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion (1).

Certains membres du Parlement, cependant, au moment de la discussion sur le tarif général des douanes furent d'un avis opposé à celui de la commission et de son rapporteur, et interprétaient différemment les chiffres que l'on mettait sous leurs yeux.

Au Sénat, M. Isaac disait (2): « Le commerce français avec les colonies a-t-il diminué dans des proportions inquiétantes?... Il suffit de jeter les yeux sur les statistiques actuelles, pour constater que ce commerce, après avoir subi quelques fluctuations, est resté en définitive ce qu'il avait été de tout temps. A la Réunion seulement, il a diminué d'une façon appréciable ; mais cela tient à des causes générales, surtout à des raisons climatiques auxquelles le tarif général ne portera aucun remède... Il ne faut

1. M. Louis Vignon, dans son livre *L'Exploitation de notre empire colonial* (1900, p. 277), se place à un point de vue différent : « Les statistiques, dit-il, permettent de constater que, sous le régime de la liberté, les importations de la métropole ont diminué au bénéfice de celles de l'étranger. Les colonies sont loin de souffrir de cet état de choses ; bien au contraire, la vie est moins chère chez elles et le commerce en progrès. »

2. Séance du 17 décembre 1891. *Journ. off. Sénat, in extenso*, 1891, p. 1222.

pas voir dans les droits de douane un remède à tous les maux!... Une grande partie des marchandises introduites aux colonies sont importées par des navires français, ou même proviennent des entrepôts de France. »

A l'appui de cette idée, il citait les chiffres suivants :

En 1888 : importations étrangères en Martinique, Guadeloupe et Réunion.	39.766 551 fr.
Là-dessus : importés par navires français.	16.613.486 fr.
Provenant d'entrepôts français.. . . .	4.592.489 fr.

Il faisait valoir aussi, comme argument, la petite différence qui, en 1889, marquait les valeurs de marchandises françaises et étrangères importées dans les trois îles.

1889 : importations françaises.	32.304.509 fr.
— importations étrangères.	38.098.050 fr.

Avant lui, M. Félix Faure, dans un discours prononcé à la Chambre des députés (1), avait exprimé une idée analogue : « La situation des colonies n'est pas telle que vous deviez prendre à leur égard une mesure de rigueur. Si l'on veut se rendre un compte exact de leurs ressources et de leurs besoins, si l'on veut apprécier les résultats de notre administration,

1. *Journ. off.*, Chambre, *in extenso*, 1891. Session ordinaire. Séance du 17 juillet 1891, p. 1846 et 1847.

il faut les comparer aux colonies étrangères voisines. Maurice importe seulement 23 o/o de produits métropolitains. La Réunion en importe 59 o/o. Si vous comparez la Martinique et la Guadeloupe aux colonies britanniques voisines, vous voyez que nos deux colonies des Antilles importent des produits métropolitains dans la proportion de 42,91 o/o, tandis que la Jamaïque, les Barbades et la Trinidad n'en importent que 33,84 o/o, et dans les Antilles espagnoles, Cuba pour 35 o/o et Porto-Rico pour 17 o/o. »

Ces observations n'ont pas eu, malgré tout, sur l'opinion du Parlement, une force assez considérable pour arrêter la réforme qui devait abolir le sénatus-consulte de 1866, et emporter avec lui l'autonomie douanière des colonies.

CHAPITRE II

Le dernier quart du xix^e siècle fut une époque durant laquelle la production économique, dans l'Europe et le Nouveau-Monde, subit un colossal accroissement. L'unification politique de certains États, des découvertes de mines, les progrès scientifiques et le développement général matériel de la société civilisée aboutirent à une intense surproduction.

De là est venue la nécessité de se protéger contre la concurrence étrangère, et de se procurer à l'extérieur des consommateurs nombreux pour les produits établis.

Ces besoins économiques, liés à des exigences politiques (contrecarrer les désirs d'extension immodérés de certains peuples jeunes) ont amené, peu à peu, à l'état actuel, la situation économique et politique. Il s'est produit un réveil subit de l'idée coloniale chez tous les grands peuples européens, que l'on a vus se disputer avec acharnement tous les territoires vacants d'Afrique et d'Océanie (1).

1. Au point de vue français, M. Louis Vignon dit que « la

La façon dont était appliquée le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 et les résultats auxquels il aboutissait, suscitèrent des réclamations de la part des commerçants et industriels français. Ces plaintes incessantes, le tableau du commerce des colonies françaises en 1890, la grande extension prise par notre expansion coloniale (que l'on pouvait considérer comme terminée à cette date), le grand courant protectionniste du Parlement (expliqué par des considérations fiscales, par la surproduction industrielle de l'Angleterre et par l'accaparement des anciens marchés européens par les produits agricoles des États-Unis), devaient amener la refonte du régime douanier de nos colonies.

La position respective de la métropole et des colonies était mauvaise, peu conforme à maintenir entre elles une véritable union ; cet état de choses était également préjudiciable aux intérêts des deux parties ; aussi le besoin d'une entente se faisait vivement sentir. Une transaction intervint ; la métropole, sous forme de décrets et de primes, accorda des dégrèvements aux sucres coloniaux ; d'autre part les colonies rétablirent des droits de douane sur les

politique nationale est, en Europe, le « recueillement » et la dignité ; hors d'Europe, la mise en valeur de notre domaine colonial, la défense de notre commerce et de notre légitime autorité morale contre la concurrence universelle des peuples » (Louis Vignon, *La France, puissance coloniale*, 1892, p. 10).

marchandises étrangères. La refonte de tout le régime douanier était préparée par des réformes précédentes (1) et par le mouvement de l'opinion publique.

En 1875, le Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie était saisi, par le ministre de l'Agriculture et du Commerce d'alors, des questions ayant trait au régime douanier colonial. Un rapport fut présenté par M. Teisserenc de Bort au nom d'une sous-commission chargée de l'examen de ces questions. Il expliquait que la sous-commission ne proposait pas de rétablir l'assimilation, au point de vue commercial, des colonies à la mère-patrie, parce qu'il ne paraissait pas possible de restituer aux colonies le privilège des détaxes pour l'importation de leurs produits et de reporter au compte du budget métropolitain un certain nombre de dépenses.

Quelques années après, en 1883, l'Association de l'Industrie française commençait une énergique campagne en faveur de l'assimilation complète, au point de vue douanier, des colonies et de l'Algérie à la métropole (2).

1. Loi du 31 janvier 1872, assujettissant les marchandises étrangères, autres que celles des colonies françaises, importées par navires étrangers, à une surtaxe de pavillon et des droits de tonnage comme avant 1866. Tarif du 7 mai 1881, droits *ad valorem* remplaçant les droits spécifiques.

2 En 1886, M. de Lanessan, dans *L'Expansion coloniale de la France*, après avoir examiné le régime douanier des colonies de cette époque, écrivait (p. 1002) : « On peut har-

Au Congrès colonial national de 1890, M. Isaac, sénateur de la Guadeloupe, avait proposé d'émettre le vœu « que le régime colonial de la France *reste*

diment conclure de tout ce qui précède : 1° qu'en laissant ses colonies traiter les produits étrangers de la même façon que les produits métropolitains, le gouvernement français n'imité l'exemple d'aucune nation, pas même celui de l'Angleterre, puisque toutes, y compris l'Angleterre, frappent, directement ou indirectement, les produits français pénétrant dans leurs colonies de droits supérieurs à ceux qui sont appliqués aux produits métropolitains ; 2° que la France n'a pas à redouter pour son commerce les conséquences d'un système protecteur qu'elle appliquerait à ses colonies, puisque ses importations dans les colonies européennes non françaises n'ont qu'une valeur relativement peu considérable, et puisque les produits qu'elle y importe sont fabriqués par la France seule ou presque seule ; 3° qu'il y aurait par conséquent avantage pour la France à introduire dans toutes ses colonies le système de la protection des produits de fabrication française. »

Et, en terminant, l'auteur fait une réserve en ces termes : « Il est bien entendu qu'il faut avoir soin d'introduire, dans l'application de ce système de protection, la mesure nécessaire pour qu'il ne trouble pas l'économie générale des colonies dans lesquelles il est mis en œuvre. »

En 1888, M. Dislère, dans ses *Notes sur l'organisation des colonies*, exprimait une idée analogue (p. 118) : « Tout en considérant comme indispensable l'extension d'un régime douanier suffisamment protecteur à toutes les colonies, nous ne voudrions pas pour cela que cette extension s'étendit au tarif lui-même. Dans bien des cas, ce tarif serait inapplicable, non seulement dans ses chiffres, mais même dans son mode de calcul. C'est ainsi que des taxes spécifiques, excellentes dans la métropole, peuvent être indispensables dans certaines colonies et complètement inapplicables dans d'autres ».

fondé sur le principe de l'assimilation », demandant ainsi au congrès de choisir entre les deux tendances vers l'autonomie ou vers l'assimilation. La première section du congrès, écartant les vœux qui lui étaient proposés, vota une résolution qui était acceptable pour tous, parce qu'elle n'engageait à rien. La section, « considérant que les diverses colonies françaises sont placées dans des conditions géographiques, politiques, économiques profondément différentes ; qu'il est par suite impossible de leur appliquer un régime uniforme », émit le vœu : *qu'à chaque colonie ou groupe de colonies soit appliqué un régime spécial établi en vue des intérêts généraux de la France et des intérêts particuliers de la colonie*. Malheureusement, il ne résolvait rien. Les partisans et les adversaires de l'assimilation, n'ayant pu remporter, ni les uns ni les autres, une victoire générale dès le début, durent ensuite livrer bataille sur chaque point particulier.

Enfin, en 1891, M. Méline pouvait écrire : « On demande de toutes parts que nos colonies, qui sont si attachées de cœur à la mère-patrie, soient considérées comme des provinces françaises et traitées comme telles au point de vue économique, par conséquent qu'elles aient le même tarif que la métropole. Les produits étrangers doivent être des produits étrangers dans nos colonies comme chez nous, et soumis aux mêmes droits. Il faut que nos colonies

offrent aux produits français des débouchés de plus en plus larges ; sans cela la politique coloniale serait radicalement condamnée. Il n'y a aujourd'hui qu'une voix en France sur la nécessité d'apporter un esprit de plus en plus positif et pratique dans la direction de nos affaires coloniales (1 et 2). »

C'était supprimer radicalement toute idée d'autonomie pour les colonies et donner entière satisfaction au désir de protection tant de fois exprimé par les commerçants français (3).

1. *Jour. off.* Annexes. Chambre, 1891. Session ordinaire. Séance du 3 mars 1891. Rapport général fait au nom de la Commission des douanes chargée d'examiner le projet de la loi relatif à l'établissement du tarif général des douanes, par M. Méline, député, p. 9.

2. M. Etienne, alors sous-secrétaire d'État, s'était exprimé au Sénat presque dans les mêmes termes, glorifiant aussi cette conception exclusivement utilitariste des colonies : « En 1865, disait-il, l'étranger expédiait aux colonies pour 25 millions de produits, en 1880, sous le régime du sénatus-consulte de 1866, il en expédiait pour 55 millions... L'émotion, qui s'est emparée du monde commercial et industriel en France, était née de ce fait brutal. Aussi, quand on a vu que nos colonies avaient une tendance marquée à ne s'approvisionner qu'à l'étranger, on s'est demandé s'il ne fallait pas en finir avec un régime qui entraînait des conséquences aussi désastreuses pour la métropole... Il est bon, il est juste que notre domaine colonial soit réservé à la production française. S'il ne devait pas en être ainsi, si nous n'avions des colonies que pour y exporter, chaque année, des millions et des soldats, la cause coloniale serait rapidement compromise » (Cité par Ch. Augier. *La France et les traités de commerce*, p. 46).

3. A ce sujet, M. Paul Leroy-Beaulieu écrit (*De la Colonisa-*

chez les peuples modernes, 4^e édit., p. 241 et 242): « Il est regrettable que dans ces derniers temps la législation qui règle les rapports commerciaux de la métropole avec ses colonies, ait de nouveau une tendance à s'inspirer d'idées rétrogrades et protectionnistes... Le relèvement des tarifs douaniers dans la plupart des nations depuis quinze ans est, à notre sens, l'une des causes principales de la crise industrielle et commerciale dont souffre le monde entier. Chaque pays veut tout produire, vendre le plus possible à l'étranger et ne rien lui acheter. A la protection des produits manufacturés se joignent les subventions aux marines marchandes, puis les primes soit ostensibles, soit occultes à l'exportation de certaines denrées... De ces mesures artificielles il résulte l'encombrement en quelque sorte permanent du marché de la plupart des objets manufacturés, l'avalissement des prix, l'instabilité croissante de la production... Ce ne sont pas des droits protecteurs qui peuvent changer cette situation ; ils ne peuvent qu'ajouter à l'inertie des manufacturiers et des commerçants métropolitains. »

CHAPITRE III

C'est surtout à partir de 1880 que ces commerçants français commencèrent à se plaindre de la situation qui leur était faite par les conseils généraux des vieilles colonies, à récriminer contre cette situation et à faire porter leurs doléances au gouvernement par leurs représentants au Parlement.

Ces exportateurs, avides de trouver à placer leurs produits, ne voulurent pas lutter avec les étrangers pour que ces produits rivalisent avec d'autres et s'imposent au consommateur ; il leur sembla plus facile d'écarter le produit concurrent par un droit de douane établi à leur profit. Ils pensaient ainsi sauvegarder leur intérêt et faire accepter la réforme aisément par le gouvernement, en raison de l'accroissement des recettes qui bénéficierait directement au Trésor.

C'est alors qu'ils brandirent l'argument statistique et firent miroiter aux yeux du public les chiffres et leur précieux enseignement (1).

1. Le commerce extérieur des colonies, dit M. E. Lhoste, est un phénomène complexe, dont seule l'étude des statis-

C'est ainsi que les statistiques du commerce colonial, sommairement présentées et incomplètement analysées, eurent vite fait de tourner l'opinion dans le sens désiré par les commerçants (1). D'ailleurs, des

tiques permet d'apprécier l'importance, l'étendue, la valeur. Mais, présentée sous cette forme, cette vérité risque, pour ainsi dire, de perdre toute signification. On peut tout déduire des indications des statistiques et, dans un problème, prendre tour à tour quelques-unes de leurs données pour soutenir et prouver le pour et le contre» (E. Lhoste, *Le Régime douanier des colonies françaises*. Thèse, p. 9). Et M. Louis Vignon exprime cette idée d'une manière plus saisissante encore en disant : « Il ne faut point seulement, il nous semble, interroger les statistiques. A côté de « ce que l'on voit » est, suivant le mot de Bastiat, « ce que l'on ne voit pas » — ou mieux « ce que l'on ne veut pas voir » (Louis Vignon, *L'Exploitation de notre empire colonial*, 1900, p. 285).

1. Cf. Arthur Girault. (*Le Nouveau régime douanier des colonies et ses résultats*, p. 868 et 869. *Revue d'Économie politique*, n° de novembre 1894): « On peut trouver étonnant, dit-il, que la réforme de 1892 n'ait pas produit un effet plus considérable. A notre avis, il y en a une raison fort simple. Les exportations de la métropole à destination des îles françaises avant 1892, étaient ce qu'elles pouvaient être, étant donné la situation économique et géographique de ces pays. On s'est exagéré, dans la discussion de la loi de 1892 les effets de la concurrence anglaise et allemande en raisonnant sur les chiffres des statistiques coloniales. Celles-ci fournissaient, effectivement, un argument spécieux.

En 1890 :

Importations	(	70.903.905 de France.
aux colonies : 210.792.120	)	3.293.791 des colonies.
	)	136.594.424 de l'étranger.
Exportations	(	100.845.774 en France.
des colonies : 191.987.716	)	3.538.127 aux colonies.
	)	87.603.815 à l'étranger.

intérêts si puissants et si bien défendus ne pouvaient manquer d'éclipser d'autres intérêts plus éloignés et partant moins pressants.

Le gouvernement fit ce qu'on lui demandait si instamment, il se fit l'interprète des doléances qu'il

Il aurait fallu comparer, en effet, les importations françaises avec les importations étrangères de *provenance européenne*, quant aux importations provenant des pays avoisinants, il serait maladroit de s'en plaindre : outre qu'elles ont souvent pour contre-partie des marchandises françaises amenées dans nos colonies (les produits s'échangent contre les produits), elles consistent ordinairement en objets qui n'ont point de similaires chez nous, ou que la France, à cause de l'éloignement, ne pourrait pas fournir assez rapidement et à assez bon compte. Ces pays rendent ainsi à nos colonies des services qu'elles ne peuvent pas attendre de nous. Il n'y a donc aucun avantage pour l'industrie métropolitaine à contrarier un courant commercial aussi naturel. Or, les importations de ce genre constituent la très grosse partie des produits étrangers qui entrent dans nos colonies.

En déduisant toutes les denrées et marchandises d'origine américaine, africaine, asiatique ou australienne, il était facile de voir que c'est la France qui fournit la très grosse part des importations de provenance européenne ; si ce n'étaient la houille et les cotonnades anglaises, elle en fournirait presque la totalité. Les alarmes inspirées à première vue par les statistiques douanières étaient donc excessives. La concurrence étrangère européenne n'est vraiment redoutable que là où notre influence est encore récente, sur les côtes du continent africain ou en Extrême Orient... L'effet négatif de la réforme de 1892 prouve simplement qu'ils (les habitants des colonies) n'avaient pas attendu l'application de notre tarif général des douanes pour acheter à la mère-patrie tout ce qu'elle pouvait leur fournir. Il est dès lors facile de s'expliquer son insuccès. »

avait reçues et essaya d'agir sur les colonies. En 1884, une pression énergique fut exercée sur les colonies de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique, dans le but de les entraîner dans la voie de la protection de la métropole.

Le sous-secrétaire d'État aux colonies, M. Félix Faure, demanda à titre gracieux, aux conseils généraux coloniaux, de faire dans leurs tarifs de douane ou d'octroi de mer, une différence entre les produits étrangers et les produits français. Dans une lettre, adressée le 24 janvier 1884 aux présidents de ces conseils, figurent les observations suivantes : « Depuis longtemps déjà, l'industrie métropolitaine réclame contre la situation qui est faite, à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion, aux produits français, naturels ou fabriqués, qui y sont importés. Elle se plaint que les conseils généraux de ces grandes colonies, usant trop rigoureusement des droits qui leur sont attribués par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, ont supprimé les droits de douane et frappé, par leurs taxes d'octroi de mer, les produits français dans la même mesure que les produits étrangers. Le gouvernement de la République ne songe pas évidemment à contester aux conseils généraux des colonies les prérogatives qui, à plusieurs reprises, ont été consacrées d'une façon formelle. Mais il me semble indispensable que, tenant compte des sacrifices que l'État s'impose pour ses posses-

sions coloniales et des conditions économiques où se trouve l'industrie métropolitaine par suite des lourdes charges qui l'ont frappée après les événements de 1870-1871, les conseils généraux se préoccupent de la concurrence sérieuse que, pour certaines branches de fabrication, les industriels étrangers font à l'industrie nationale dans les colonies. Il est, sans conteste, de l'intérêt de celles-ci d'accueillir, le plus tôt possible, les réclamations que certaines industries formulent avec vivacité, et non sans fondement, il convient de le reconnaître, et qui parfois même ont été portées à la tribune du Parlement. Les mesures que les conseils généraux consentiraient à prendre à l'effet d'assurer à ces industries le traitement qu'elles sollicitent seraient accueillies en France avec une satisfaction réelle, et elles ne pourraient, il est de mon devoir d'insister sur cette considération, que resserrer les liens étroits qui unissent les colonies à la métropole...

» Je viens donc, Monsieur le Président, vous demander d'appeler l'assemblée que vous présidez à délibérer sur la question de savoir si, à côté des droits d'octroi de mer qui frappent tous les articles, il ne conviendrait pas d'établir des droits de douane. Tous les produits, d'ailleurs, ne devraient pas être soumis aux taxes douanières, car j'estime qu'il serait difficile d'élever sensiblement les droits d'entrée con-

cernant les objets d'alimentation, les matières premières et les outils (1). »

Les sollicitations et les menaces du gouvernement, destinées à faire voter par les conseils généraux des droits protectionnistes en faveur de l'industrie métropolitaine, furent suivies d'effet ; tour à tour les conseils généraux y consentirent, mais en demandant, comme compensation, ainsi qu'il fallait s'y attendre, une protection pour leurs produits sur le marché de la métropole. Les taxes à créer devaient porter sur une liste d'objets tels que les tissus de coton, de laine, de soie, de lin, de chanvre, les vêtements ouverts, les peaux préparées et façonnées, les chapeaux de feutre, les boutons, etc.

C'est ainsi que le Conseil général de la Réunion, par exemple, a adopté, au printemps de 1884, sur l'initiative du directeur de l'Intérieur, dans une session extraordinaire, les conclusions d'un rapport qui lui proposait :

1^o De voter l'établissement des droits de douane à l'importation d'après le tarif métropolitain, sur les trente-deux articles de produits étrangers mentionnés dans le rapport ;

2^o De réclamer à titre de compensation :

a) Le traitement d'égalité et de parité à l'entrée

1. Cité par de Lanessan, *L'Expansion coloniale de la France*, 1886, p. 965 et 966.

en France pour tous les produits coloniaux ayant des similaires dans la métropole ;

b) Un dégrèvement de 5 o/o des droits, comme traitement différentiel à l'égard de leurs concurrents étrangers, en faveur des produits coloniaux n'ayant pas de similaires en France ;

3° De décider que le produit de la recette des douanes serait employé d'abord en dégrèvements, et aussi en primes d'encouragement accordées aux cultures et industries locales.

La Réunion, alors, dans un vote sanctionné par un décret du 19 janvier 1885, rétablit les droits de douane en les empruntant au tarif général métropolitain.

Les deux autres colonies de la Martinique et de la Guadeloupe se contentèrent de voter des droits de 3, 5, 8, 10 et 15 o/o sur la valeur des marchandises étrangères importées.

Ce grand mouvement d'opinions, jalonné par les mesures partielles qui devaient aboutir à la loi de 1892, était donc parfaitement visible et net longtemps avant cette date. L'assimilation douanière de la France et de ses colonies, avant de devenir une règle très générale, fut une règle spéciale indiquée dans deux lois du budget à quelques années d'intervalle.

L'article 10 de la loi de finances du 29 décembre 1884 appliqua à l'Algérie le régime douanier de la

métropole. Cette mesure était parfaitement compréhensible, en raison de l'assimilation politique et administrative existant déjà, et à cause de la proximité des deux pays ; elle produisit d'heureux effets.

Un peu plus tard, l'article 47 de la loi de finances du 26 février 1887, résultat d'un amendement proposé à la Chambre par les députés protectionnistes de la Seine-Inférieure, l'étendit à l'Indochine. Cette tentative était quelque peu hasardeuse ; en 1889 il fallut abaisser, par décret, les taxes trop lourdes sur un certain nombre de marchandises. Cependant, cette expérience malheureuse dans ses résultats fut impuissante à arrêter un courant protectionniste devenu trop fort pour pouvoir être enrayé.

Au moment de la discussion du tarif général des douanes au Parlement, toutes les questions relatives aux colonies furent traitées. La réforme fut précédée d'une vaste enquête sous la direction du Conseil supérieur du commerce et de l'industrie, qui rédigea un questionnaire en huit articles répandu dans toute la France.

La sixième de ces questions était la suivante : « Quel serait le régime douanier qu'il conviendrait d'appliquer aux colonies ? »

Les réponses parvinrent fort nombreuses : 51 chambres de commerce, 33 chambres consultatives des arts et manufactures, 135 chambres syndicales firent connaître leur opinion. A une majorité considérable,

elles demandaient l'assimilation des colonies à la métropole.

Dans son exposé général des résultats de l'enquête, le ministre du Commerce s'exprime ainsi : « Le Conseil supérieur avait compris dans l'étude des questions que peut embrasser la revision de nos lois de douanes, l'examen des vœux du pays en ce qui concerne les bases du régime douanier qu'il convient d'appliquer à nos colonies. Une impression très nette se dégage de la consultation provoquée sur ce point par le questionnaire : la France qui s'est imposée des sacrifices considérables pour ses colonies est en droit d'en chercher la compensation dans l'établissement d'un régime destiné à lui assurer plus complètement qu'on ne l'a fait jusqu'ici le bénéfice des échanges avec les différentes parties de son domaine extérieur. S'inspirant de cette idée, une forte majorité s'est formée pour recommander l'assimilation des colonies à la métropole, c'est-à-dire *l'importation en franchise des marchandises françaises dans les colonies, avec la réciprocité pour les produits coloniaux à l'entrée en France, et l'application du tarif général métropolitain aux marchandises étrangères pénétrant dans nos possessions.* »

Toutes les réponses se basent sur cette même idée, qu'il est juste que la France se réserve les débouchés de ses colonies, car elle ne peut guère s'en créer ailleurs. Le but véritable de tout établisse-

ment colonial est de développer entre les colonies et la métropole des relations commerciales ; les deux parties doivent être traitées sur le même pied d'égalité, car les colonies font partie intégrante du sol national.

Les assemblées consultées désirent voir mettre un terme à ce qu'elles appellent « l'état de choses lamentable », « le régime très fâcheux » institué par le sénatus-consulte de 1866 et toute la réglementation postérieure, obscure, indécise, incohérente et arbitraire, qui vit de décrets et d'arrêtés, sans sauvegarder suffisamment les droits de la souveraineté nationale.

Dans toutes ces réponses, les mots de réciprocité et d'assimilation reviennent à chaque instant. Ces industriels et ces commerçants se targuent de connaître, mieux que les théoriciens, l'influence des droits de douane, puisque ce sont eux qui les supportent : ils en demandent la suppression, en même temps que de la législation douanière coloniale éparpillée et bizarre, sans profit pour le Trésor comme pour les particuliers.

La réclamation de l'assimilation des colonies par l'application du tarif douanier métropolitain était donc générale. Cette manière de voir avait d'abord rallié le suffrage des représentants des colonies, mais, pendant le cours des débats, sous l'influence de protestations venues de leurs circonscriptions, ils se

montrèrent en grande partie hostiles au projet, ou firent des réserves.

D'autre part, les Chambres de commerce de Bordeaux, de Limoges, de Marseille, etc., et plusieurs syndicats commerciaux et industriels demandèrent que les produits des colonies jouissent à leur entrée en France d'un traitement de faveur, que les droits sur leurs denrées soient abaissés.

Ces taxes, disaient-ils, nuisent au développement de la consommation sans être une ressource importante pour le Trésor ; elles ne protègent en aucune manière l'agriculture nationale, puisqu'elles ne sont perçues que sur des denrées que notre climat ne permet pas de produire, comme les cafés, les cacaos, les thés et les épices de toute nature (1).

1. Un passage du rapport de M. Trarieux au Sénat, sur le régime douanier des colonies, nous montre d'une façon bien frappante les conceptions du Parlement de cette époque. « Le projet du gouvernement, dit-il, que s'est approprié la Chambre inaugure un régime nouveau pour les relations de douane de la métropole avec les colonies. La liberté douanière est enlevée aux colonies, et, en échange, il leur est accordé un dégrèvement d'environ 800.000 francs sur leurs importations en France... Tout en admettant, en effet, l'idée de resserrer par des liens étroits les rapports d'intérêts qui existent avec nos possessions coloniales, il nous a paru juste d'offrir à ces dernières un dédommagement aux sacrifices que pourra leur causer, comme règle générale, l'application de notre tarif douanier » (*Journ. off.* Sénat. Annexes, 1891. Session extraordinaire, 1891. Séance du 13 novembre. Annexe n° 65. Rapport fait au nom de la commission générale des douanes, par M. Trarieux, sénateur).

La médiocrité de l'avantage qui leur était concédé, *en échange* de leur liberté douanière perdue, parut une duperie aux colonies, qui ne voulurent plus accepter une assimilation faite seulement pour servir quelques intérêts métropolitains. Le Conseil général de la Guadeloupe vota une motion dans laquelle il « demande que la détermination du régime douanier soit renvoyée à une loi ultérieure, qui portera en même temps la revision des deux sénatus-consultes de 1854 et de 1866, et l'organisation de l'assimilation, dans la mesure où elle peut être réalisée ; une loi de douanes spéciale aux colonies, et qui serait la conséquence de cet acte organique, établirait le tarif douanier qui convient aux colonies ».

Lors de la discussion de la loi au Sénat, M. Isaac, alors sénateur de la Guadeloupe, avait déposé un amendement conçu en ces termes : « Le régime douanier applicable dans les colonies sera déterminé par une loi spéciale ».

Dans la même séance, M. Buffet faisait une demande semblable pour les colonies, disant que « vouloir leur appliquer sans discernement le régime douanier français, c'est agir contrairement à la justice, au bon sens, et j'ajoute aux vrais intérêts de la France... Vous ne saurez pas, en réalité, quel sera le régime douanier des colonies puisque vous aurez délégué au Conseil d'État la prérogative de faire ce qu'il voudra ; vous avez donc l'air de faire législati-

vement quelque chose et en réalité vous ne faites rien... On pourra, dans cette loi (loi douanière spéciale aux colonies), poser des règles applicables à toutes nos colonies et aussi des règles particulières à chacune d'elles » (1).

Déjà, devant la Chambre, une proposition identique avait été faite par MM. Félix Faure et Deproge. Les colonies, disait le premier, ont pris les mesures qui leur avaient été réclamées par le Parlement, en vertu des pouvoirs qui leur avaient été délégués « sans rien leur retirer de leurs attributions. Elles ont eu dans la métropole la même confiance que la métropole devrait avoir en elles; plutôt que de revenir d'une façon aussi hâtive sur le régime économique adopté, on ferait mieux, je crois, de laisser à une loi spéciale le soin de résoudre toutes ces questions ». Le second ajoutait ensuite : « Ce à quoi nous nous bornons, c'est à vous demander d'envisager notre situation en elle-même, de la considérer dans ses rapports avec l'état général de la France, de faire ce qu'on a toujours fait : une loi spéciale pour établir la régime économique et commercial de la France d'outre-mer... Vous voulez que ce soient des règlements d'administration publique qui le fassent. Ainsi vous reconnaissez qu'un régime unique

1. *Journ. off. Sénat, in extenso*, 1891. Séance du 17 décembre 1891, p. 1218 et 1227.

est impossible, et c'est là un aveu précieux. Mais tout en justifiant nos réclamations, vous les rejetez en définitive, car vous voulez obtenir que la Chambre proclame ce principe, que la même loi qui s'appliquera à la métropole sera appliquée aux colonies (1). »

Mais ces réclamations d'une loi spéciale aux colonies n'ont pas eu de suite, et leur régime économique fut voté en même temps que celui de la métropole, comme si l'on avait eu quelque hâte d'en finir au plus tôt. Et pourtant certains membres du Parlement avaient énergiquement protesté d'abord contre la protection, et ensuite contre le régime protectionniste que, par assimilation, on allait appliquer aux colonies.

M. Challemel-Lacour avait dit au Sénat : « La protection ne saurait embrasser et n'embrassera jamais tout le monde, on protège les forts et les riches; les autres ne sont protégés qu'en paroles (2) ! »

D'autres questions de principe s'étaient posées devant l'une ou l'autre assemblée ou se posèrent par la suite, résolues sans de bien longs débats, puisqu'il s'agissait d'intérêts capitalistes sans doute fort puissants. Comme l'exprimait M. Deproge, en combat-

1. *Journ. off.* Chambre, *in-extenso*, 1891. Session ordinaire. Séance du 17 juillet 1891, p. 1846 et 1851.

2. *Journ. off.* Sénat, *in extenso*, 1891. Séance du 19 décembre 1891, p. 794.

tant l'idée d'assimilation, avec un peu d'inexactitude et d'emphase, « ce que vous voulez, c'est inaugurer une politique nouvelle, et je ne vous combats que pour soutenir les traditions nationales de la France, le seul pays qui, quoi qu'on en dise, ait su vraiment faire de la politique coloniale... Cette politique, vous pouvez la caractériser d'un mot : elle a toujours subordonné le côté mercantile au côté moral... Vous voulez faire de la politique d'intérêt... » (1).

Cette politique, en faveur de quelques intérêts particuliers, était, par ailleurs, trop évidente pour que le même député ait eu besoin de compléter sa pensée par ces mots : « Nous avons la liberté commerciale, dites-vous, et elle ne nous a pas été donnée uniquement par amour de la liberté, mais en vertu d'un pacte qui nous impose des obligations réciproques. Or, vous nous reprenez la liberté, et vous nous laissez les charges. Ce n'est ni logique, ni juste, ni loyal... Ne dites pas que c'est l'intérêt colonial qui vous fait agir, reconnaissez que c'est un autre intérêt (2) ».

Cet autre intérêt, l'intérêt métropolitain, fit aboutir la réforme, et l'on ne tint guère compte des vœux coloniaux radicalement opposés au projet du

1. *Journ. off.* Chambre, *in extenso*, 1891. Séance du 17 juillet 1891, précitée. p. 1850.

2. *Journ. off.*, même séance, p. 1852.

gouvernement. Hors de la Guadeloupe, qui demande une loi spéciale pour régler les conditions de fonctionnement et l'organisation de l'assimilation, le Conseil général de la Martinique « repousse l'application du tarif douanier présenté et demande le maintien du *statu quo* ». La Chambre de commerce de Fort-de-France exprime le même avis : « Elle proteste énergiquement contre des mesures qui ne peuvent avoir qu'un effet désastreux pour la prospérité générale de la France et de ses colonies, et est d'avis de rester dans le *statu quo*, jusqu'à ce que le gouvernement de la France accorde aux colonies une assimilation complète, avec réciprocité de charges et d'avantages. » Celle de Saint-Pierre dit : « Essentiellement agricole, le pays ne produit rien pour sa consommation et tire tout de l'extérieur, tant pour ses besoins d'existence que pour son outillage industriel... Ce nouveau régime aurait pour conséquence d'affamer la population par l'élévation forcée du prix des marchandises de première nécessité, et d'entraîner une augmentation considérable des salaires, et ce, au moment où notre principale denrée souffre de l'avalisement des cours sur le marché métropolitain ». Le Conseil général de la Guyane proteste également : « Quelle compensation, dit-il, donne-t-on aux colonies, en échange de l'une des attributions les plus nécessaires de leurs conseils élus ? Aucune. Au contraire, nous nous

trouvons placés sous un régime qui peut entraîner leur ruine, ou tout au moins enrayer leur prospérité déjà compromise. » La colonie de Saint-Pierre et Miquelon fait les mêmes observations ; elle accepte cependant le tarif métropolitain, mais en indiquant une série d'exceptions nécessaires, qui comprennent presque tous les objets d'importation locale (1).

Ces arguments, venus de la population coloniale et de nature à faire impression, n'émurent pas le moins du monde les Chambres législatives, qui apprécièrent mieux les raisons fiscales que donnait le gouvernement, et que reprirent à sa suite les rapporteurs de la commission des douanes à la Chambre et au Sénat.

A la Chambre, M. Méline reconnaît que les colonies ne peuvent « faire seules les frais d'une réforme qui va retirer de leur budget une source de recettes importantes. Elles réclament comme compensation une détaxe sur les produits de leur sol envoyés en France, tels que café, cacao, cannelle, vanille, piment, etc. Ces produits sont frappés en France de droits très élevés ; mais il est juste de remarquer que ce sont des droits fiscaux plutôt que des droits de douane. Aussi, nos colonies, comprenant bien

1. Renseignements donnés par M. Isaac à la tribune du Sénat. *Journ. off. Sénat, in extenso*, 1891. Séance du 17 décembre 1891, p. 1221.

qu'il serait excessif d'en demander la suppression totale (1), ont-elles déclaré elles-mêmes qu'elles se tiendraient pour satisfaites avec une réduction de moitié du droit ». Et le rapporteur termine avec une charmante ingénuité : « Votre commission a été d'avis de la leur accorder. Le sacrifice ne dépassera pas un million et demi, et *il aura cet avantage de profiter au consommateur français* » (2).

Durant la discussion, il fut répété à plusieurs reprises que l'élévation des tarifs de douane sur les produits coloniaux et leur rendement important empêchaient que l'on pût songer à une diminution notable de leur taux. Aussi, maintint-on purement et simplement, en leur donnant un caractère exclusivement fiscal, les droits sur ces produits.

Cependant, dans le projet de loi primitif adopté par la Chambre des députés, l'article 5 disposait : « Les produits originaires d'une colonie française ne seront soumis à aucun droit de douane... » Ce texte vague pouvait donner lieu de croire qu'il s'agissait des produits importés en France ; mais le Sénat rectifia l'imprécision des termes, alléguant que ce pas-

1. Près de 123 millions de droits ont été perçus sur les denrées coloniales pendant l'année 1889.

2. *Journ. off.* Chambre. Annexes, 1891. Session ordinaire. Séance du 3 mars 1891. Rapport général par M. Méline, p. 9.

sage de la loi visait les produits circulant entre deux colonies françaises (1).

Les colonies n'eurent donc à bénéficier pour leurs importations en France que d'un dégrèvement partiel, et encore dans quelle mesure, en raison de l'incidence de la détaxe ? Le consommateur métropolitain en aura une part ; le commerçant intermédiaire une autre : il restera bien peu pour le producteur colonial. D'autre part, les charges du tarif nouveau avaient été évaluées pour les colonies à un chiffre considérable. A la Martinique, la Chambre de commerce de Saint-Pierre l'estimait à 3.100.000 francs. A la Guadeloupe on l'avait évaluée à plus de 2 millions. M. Drouhet donnait pour la Réunion le chiffre de 1.500.000 à 1.600.000 francs.

Ainsi donc ces charges, mises en regard de ce que pouvait donner la détaxe admise, restaient encore prépondérantes. Le dégrèvement n'était donc pas une mesure de compensation, puisque les colonies ne devaient pas en retirer, pour ainsi dire, de profit.

En prévision de cette objection, M. Gerville-Réache avait dit à la Chambre : « Les colonies sont maîtresses de leur budget ; elles ont le pouvoir de créer leurs ressources ; elles votent les impôts qui sont perçus sur leur territoire. De l'application du tarif

1. Cf. *Journ. off. Sénat. Annexes*, 1891. Séance du 9 novembre 1891. Annexe n° 50. Rapport général, fait au nom de la commission des douanes, par M. Dauphin, sénateur.

douanier que vous avez voté et que vous leur appliquerez, il résultera une augmentation de recettes qui leur permettra de réduire leurs autres impôts. Il s'établira ainsi une véritable compensation entre l'augmentation des charges résultant de l'application du tarif et la réduction des charges provenant des dégrèvements introduits dans les budgets locaux » (1).

Ce fut cet argument qui eut le plus de poids et qui obtint l'assentiment de la majorité.

M. Thomson, rapporteur à la Chambre de l'article 3 du projet de loi, synthétisait la réforme demandée par ces mots : « La France reste le grand marché de nos colonies, elles y vendent leurs produits, je m'en félicite ; mais ce que je ne voudrais pas, c'est que les colonies qui viennent vendre leurs produits en France aillent acheter à l'étranger les marchandises dont elles ont besoin... Nous accordons aux colonies, non seulement, bien entendu, le maintien des faveurs dont elles jouissent actuellement, mais aussi la demi-taxe sur toutes les denrées coloniales : cafés, cacaos, poivres, piments, muscades vanille, etc. etc. Quant aux charges que l'application du régime nouveau va faire peser sur les colonies, il ne faut pas s'en exagérer l'importance. Il ne s'agit pas de prendre l'ensemble de notre tarif et

1. *Journ. off. Chambre, in extenso*, 1891. Session ordinaire. Séance du 17 juillet 1891, p. 1855.

d'en évaluer le poids ; il faut examiner les tarifs qui s'appliquent aux articles spéciaux que reçoivent les colonies et voir si, sur tels ou tels articles, il y a de notables augmentations... Ce ne sont pas des mesures fiscales que nous proposons... Ce que nous voulons, c'est protéger les produits français (1). »

Soutenant la même idée, le rapporteur au Sénat, M. Trarieux affirmait : « Nous avons accordé tout ce qu'il nous a paru possible d'accorder dans le sens de la justice, de l'équité, des ménagements et de la garantie des droits réciproques, pour que nos colonies n'aient pas le droit de se plaindre (2). »

L'allégation des impossibilités financières, des besoins du budget avait été décisive pour que l'on n'admit pas la franchise complète des produits coloniaux dans la métropole. Selon la loi de nature, on avait appliqué la raison du plus fort, et établi sur les bases de l'intérêt métropolitain une assimilation bâtarde, mal venue, viciée dans son principe et même incertaine quant à son organisation.

Cependant, Jules Ferry écrivait à ce propos : « Il n'est jamais entré dans la pensée d'un être raisonnable de transporter en bloc les tarifs de la métropole dans les colonies françaises, sans tenir compte

1. *Journ. off.* Chambre, *in extenso*, 1891. Séance précitée, p. 1848 et 1849.

2. *Jour. off.* Sénat, *in extenso*, 1891. Séance précitée, p. 1228.

ni des distances, ni des climats, ni de l'infinie variété de ce lointain domaine dispersé dans toutes les parties du monde, sous toutes les latitudes habitables. Cette conception étroite, absolue, radicale, n'a point été celle du Parlement ; c'est la caricature du régime nouveau, ce n'en est point la saine et loyale application. Par le quatrième paragraphe de l'article 3 (1) la porte est toute grande ouverte aux concessions nécessaires. En somme, chaque colonie aura son régime spécial. »

Il semble bien, en prenant connaissance des débats parlementaires sur le tarif douanier, que l'admission du nouveau régime ne souffrit pas grande difficulté. Chacun avait en soi son opinion faite et malgré des protestations aussi ardentes que rares, le gouvernement tenait fermement en main la majorité. La loi nouvelle fut votée, ses dispositions paraissaient, *a priori*, les plus conformes aux intérêts de la mère-patrie et de ses possessions. Jules Ferry entraîna le Parlement, dans la péroration de son discours au Sénat en décembre 1891 : « Chassons de nos esprits de vaines et funestes illusions, disait-il, ne croyons pas que nous ramènerons à nous les sympathies du monde en sacrifiant nos intérêts. Non,

1. Paragraphe qui donne au Président de la République le droit de statuer, par décrets rendus en forme de règlements d'administration publique, sur les exceptions à apporter au tarif général.

soyons forts ; pour être forts, soyons producteurs ; soyons riches en agriculture, soyons riches en industrie. On n'est jamais isolé politiquement dans le monde quand on est fort ; on n'est jamais isolé économiquement quand on est riche (1). »

1. Cité par Ch. Augier, *La France et les traités de commerce*, p. 44.

TITRE II

La doctrine protectionniste avait inspiré la révision du tarif général des douanes, elle inspira aussi au Parlement le régime douanier à appliquer aux colonies.

L'industrie française avait besoin de protection, il fallait lui en donner le plus possible, en France d'abord, ensuite partout où on pourrait l'imposer dans les colonies.

Il eût été bien difficile et bien long de rechercher jusqu'à quel point on pouvait protéger le commerce français dans chacune des colonies, et il parut plus simple d'appliquer en bloc les tarifs douaniers de la métropole à toutes les colonies. Ce fut alors l'assimilation douanière. La loi du 11 janvier 1892, dans sa partie relative au régime douanier colonial, abroge implicitement le sénatus-consulte du 4 juillet 1866. Elle enlève aux trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion le droit de voter les tarifs de douane. En ce sens, elle est une restriction à leur liberté commerciale absolue ; mais la législa-

tion douanière coloniale reste dominée par ce principe que les possessions françaises d'outre-mer sont libres de commercer avec l'étranger, que leur commerce peut employer le pavillon national ou le pavillon étranger. Mais ce commerce sera soumis aux mêmes conditions que le commerce extérieur de la France. C'est la satisfaction complète accordée au parti protectionniste ; le Parlement, après le gouvernement, avait cédé aux instances des commerçants et industriels français. Ce régime de l'assimilation, si opposé aux idées d'autonomie douanière, n'est pas le retour au « pacte colonial », au système de l'« exclusif », au « privilège pour le pavillon national », mais c'est presque exactement le retour à la loi de 1861 qui portait : franchise pour les produits métropolitains, — tarif général pour les produits étrangers, — liberté de pavillon. Sur ce point, toutefois, le législateur s'est montré plus libéral en 1892 qu'en 1861 (1). Après avoir posé en principe l'appli-

1. M. Vignon, dans son livre sur l'« Exploitation de notre empire colonial » (1900, p. 283 et 284) exprime un avis diamétralement opposé : « La furie protectionniste » n'a pas connu de mesure... Aux colonies comme en France, la politique protectionniste a coalisé les intérêts particuliers contre l'intérêt général... Le bénéfice est nul pour le commerce français, puisque l'application intégrale du tarif douanier lui-même ne suffit pas pour arrêter les ventes étrangères dans la colonie (Indochine), mais cette taxe de transit constitue une vexation, qui est de nature à inciter les négociants importateurs à emprunter les voies rivales. »

cabilité du tarif maximum aux marchandises étrangères dans les colonies, il a admis que des décrets rendus au Conseil d'État détermineraient les marchandises qui, par exception au principe, pourraient bénéficier d'une tarification spéciale (1).

La tendance évidente du législateur de 1892 était de soumettre au même régime commercial que la métropole l'ensemble de l'empire colonial français ; si le principe est commun, la législation est loin d'être uniforme. Le régime institué, malgré ses prétentions à donner à toutes les colonies un statut unique, copié sur la législation métropolitaine, est un régime disparate et confus. Distinguant entre deux grands groupes de colonies, les unes assimilées, les autres non assimilées, il laisse subsister une législation antérieure et depuis des lois complémentaires sont intervenues pour faire rentrer dans les cadres de la loi de 1892 des colonies nouvelles. Chacune des

1. « En proclamant, dit Girault, l'assimilation douanière, la Convention avait eu un autre idéal, elle avait considéré l'assimilation, non comme un moyen, mais comme un but élevé, digne d'être poursuivi en lui-même ; elle voulait que la fraternité qui doit unir tous les Français fût plus forte que la distance, aussi établit-elle la liberté absolue des échanges entre toutes les parties du territoire. Les auteurs de la loi de 1892 ont préféré étendre aux colonies le régime douanier de la métropole. Cette seconde manière de comprendre l'assimilation est loin de valoir la première » (Cité par Sémars. *Relations économiques des colonies avec la métropole*. Thèse, p. 210).

colonies a été l'objet d'une moyenne de sept ou huit décrets d'exception au tarif général qui rendent illusoire l'effort tenté vers l'identification de leur régime douanier et de celui de la métropole. De là résulte une série de régimes, à la fois analogues sur certains points et distincts sur d'autres, et qui, dans l'ensemble, sont médiocrement adaptés.

CHAPITRE PREMIER

L'article 3 de la loi du 11 janvier 1892 forme le fondement de la législation douanière coloniale actuelle. C'est lui qui institue l'assimilation avec la métropole pour certaines colonies. Ces colonies sont :

Saint-Pierre et Miquelon, la Martinique, la Guadeloupe et leurs dépendances, la Guyane, le Gabon, la Réunion, Mayotte et les Comores, Madagascar et ses dépendances, la Nouvelle-Calédonie, l'Indochine (1). A leur importation dans ces colonies assimilées, les produits étrangers « sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France ».

C'est le tarif maximum ou minimum qui s'applique, suivant que le pays étranger importateur se trouve

1. La loi ne modifie en rien le régime établi en Indochine en 1887 ; elle se borne à déclarer que le « tarif général » supprimé y sera remplacé par le « tarif maximum ». A la suite de l'annexion de Madagascar, après un décret de 23 mai 1896, une loi du 16 avril 1897 a soumis la nouvelle colonie, ainsi que ses dépendances, à l'application du tarif métropolitain.

régi par l'un ou l'autre de ces deux tarifs (1) ; car, par l'effet de la loi, ces colonies ont perdu la faculté d'accorder aux pays étrangers le traitement qui leur convenait. C'est par là qu'il comporte une faveur marquée pour les produits métropolitains : ils entrent dans les colonies assimilées en franchise de tout droit de douane. Il y a donc bien à ce point de vue une union douanière. Mais ce qui existe pour les importations aux colonies n'existe plus lorsqu'il s'agit de leurs exportations dans la métropole. Le principe

1. M. Perreau, dans ses leçons sur « le Régime commercial des colonies françaises » (1903, p. 34 et 35), dit que « l'écart entre les deux tarifs était de nature à engager les pays étrangers à négocier pour obtenir le bénéfice du tarif minimum. Afin d'encourager ces négociations, et pour ne pas modifier trop brusquement la situation faite antérieurement aux États avec laquelle la France était en rapports d'affaires, l'article 5 de la loi du 24 février 1900 donna au gouvernement la faculté de concéder par décret, pendant deux ans, l'application provisoire du tarif minimum aux pays antérieurement soumis au tarif général. Ce délai de deux ans expirait le 23 février 1902 ; à cette date il fut prorogé pour une nouvelle année, à l'expiration de laquelle une loi, votée le 19 février 1903, a autorisé le gouvernement à concéder provisoirement l'application du tarif minimum aux pays avec lesquels la France aurait déjà conclu des accords non encore ratifiés. De plus, le bénéfice de l'application du tarif minimum fut concédé provisoirement à un certain nombre d'États, comme la Chine, l'Éthiopie, le Siam, avec lesquels il n'avait pas paru nécessaire ou possible de négocier, soit à raison de l'état de leurs relations diplomatiques avec l'Europe, soit parce qu'ils accordent aux produits français un traitement très favorable ».

de l'assimilation n'est pas respecté et subit un grave échec. Il semblerait logique, étant donné les règles établies, d'assimiler les colonies à la France continentale et de recevoir leurs produits dans les ports de la métropole en franchise complète. Mais, cette exemption totale leur a été refusée pour quelques-uns des articles les plus importants. Les textes en vigueur établissent une démarcation bien tranchée entre les diverses marchandises.

D'une part, le cacao, le beurre de cacao, le chocolat, café, thé, poivre, piment, girofle, cannelle, *casia lignea*, amomes et cardamomes, muscades, macis, vanille, en un mot, les denrées coloniales autres que le sucre et ses dérivés, ne sont admises qu'à une détaxe de 50 o/o, prévue par le tableau E de la loi du 11 janvier 1892, à la condition d'être importées directement et sur la production des justifications d'origine réglementaires.

D'autre part, le reste des marchandises est classé dans une seconde catégorie. Ces marchandises sont admissibles en franchise, sous les mêmes conditions que les premières : transport en droiture et justification de provenance. En sont exceptés, cependant, les produits similaires des produits étrangers, prohibés dans la métropole, dans un intérêt d'ordre public ou comme conséquence de monopoles. A l'égard de ces produits non spécifiés, l'assimilation est réelle, mais ils ne sont que d'un médiocre intérêt

pour les pays dont il s'agit ; en pratique, le principe inscrit dans la loi ne joue pas et l'assimilation bien que textuelle n'est que fictive.

Cette détaxe partielle ou totale a été donnée aux colonies comme compensation des obligations résultant pour elles du régime de l'assimilation.

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies pourra faire rendre des décrets, en forme de règlement d'administration publique, après avis des conseils généraux ou conseils d'administration des colonies, décrets qui détermineront les produits spécialement taxés, par exception au tarif métropolitain (art. 3 § 4). De leur côté, ces conseils pourront prendre des délibérations pour demander des exceptions à ce tarif ; elles seront soumises au Conseil d'État, et il sera statué sur elles comme dans le premier cas (art. 4 de la loi).

Les produits étrangers importés d'une colonie française dans une autre colonie française ne sont assujettis dans cette dernière qu'au paiement de la différence entre les droits du tarif local, et ceux de la colonie d'exportation (art. 5 § 2). Cette clause ne joue que si les deux colonies ne sont pas assimilées à la métropole, ou si la première seule ne l'est pas ou si elle jouit d'une exception au tarif métropolitain pour le produit étranger qui circule. Sans cela les produits sont, en effet, présumés avoir acquitté les droits du tarif métropolitain lors de leur entrée dans

la première colonie. De même, les marchandises étrangères importées dans une colonie après passage dans la métropole ne paient aucun droit si elles ont subi l'application du tarif à leur entrée en France.

Enfin, les produits qui sont envoyés d'une colonie à l'autre, pour le transit ou la consommation, ne sont soumis à aucun droit de douane (art. 5 § 1).

C'est un mécanisme législatif assez simple, en somme, quoiqu'il paraisse relativement compliqué au premier abord. Son fonctionnement en serait aisé s'il conservait rigoureusement ces grandes lignes, et si ce n'était les exceptions au tarif variant avec chaque colonie d'après sa situation et ses besoins propres.

Le tarif global métropolitain, amendé par les décrets d'exceptions, forme à chacune de ces colonies un régime particulier destiné à protéger la production française (1). Celle-ci, nous l'avons vu, n'acquitte à l'entrée aucun droit de douane, mais est soumise, comme toutes les autres, aux taxes non différentielles d'importation, de consommation ou d'octroi de mer qui existent dans certaines possessions, droits purement fiscaux, dont le seul objet est de procurer des ressources aux budgets locaux ou municipaux.

1. Pour l'Indochine, en particulier, ce sont des décrets du 29 novembre 1892, 29 décembre 1898, 26 août 1904 et 16 octobre 1904 qui fixent les exceptions au tarif général des douanes.

CHAPITRE II

La loi de 1892 n'assimile pas toutes les colonies à la métropole. L'article 3 fait à ce sujet une distinction fondamentale, et certaines colonies échappent à l'assimilation pour des raisons spéciales à chacune d'elles. On trouva pratiquement impossible d'étendre le tarif métropolitain à des territoires épars comme les établissements français de l'Océanie et de l'Inde ; quant aux établissements de l'ouest de l'Afrique, leur situation en 1892 ne permettait pas cette extension : elle leur eut porté un grave préjudice ; en outre, des accords diplomatiques empêchaient que l'on agît librement pour favoriser certains produits à l'encontre des produits étrangers.

Les colonies comprises par la loi dans ce second groupe, faisant exception à la règle générale de l'assimilation, sont nombreuses et vastes relativement à l'ensemble du domaine colonial français ; ce sont : l'Afrique occidentale française (Sénégal, Guinée française, Côte d'Ivoire, Haut-Sénégal et Niger, territoire civil de Mauritanie), le Congo (sauf le Gabon :

bassin conventionnel), la côte des Somalis, les établissements français de l'Inde, ceux de l'Océanie (Tahiti et dépendances. Marquises, Gambier, Touamotou, Toubouaï, île Rapa) et les Nouvelles-Hébrides (1).

Ces colonies sont libres relativement : leurs tarifs douaniers, établis administrativement, peuvent ou non protéger les importations françaises à leur entrée dans la colonie qu'ils régissent ; mais cette liberté, elles doivent la payer : leurs exportations vers la France ne bénéficient d'aucune faveur générale, elles doivent subir les droits inscrits au « tarif minimum », au lieu de profiter de la franchise ou du régime du tableau E comme les colonies assimilées (2).

N'étant pas comprises dans la loi de 1892, ces colonies sont soumises à la législation antérieure. Conformément à la loi du 7 mai 1881, leurs tarifs

1. Diégo-Suarez, Nossi-Bé, et Sainte-Marie de Madagascar, indiqués dans la loi du 11 janvier 1892, ont été réunis à Madagascar au point de vue douanier lors de l'annexion de la grande île et suivent le même régime qu'elle (loi du 16 avril 1897, précitée).

2. Les « guinées » de l'Inde d'origine française, provenant des établissements français de l'Inde, sont seules, d'après une disposition formelle de la loi, exemptes de droits (art. 3 § 2).

Des décrets en Conseil d'État pourront accorder, pour ces colonies, des exemptions ou détaxes, pour certains de leurs produits naturels ou fabriqués, suivant une nomenclature qui sera fixée pour chacun de ces établissements par un règlement d'administration publique.

douaniers sont établis par décrets, le Conseil d'État entendu. Ces colonies ont donc des tarifs spéciaux entièrement indépendants du régime des douanes de la métropole. Des décrets de cette sorte n'ont été pris qu'en Afrique occidentale et à Tahiti, établissant au profit des importations métropolitaines des tarifs légèrement différentiels (décrets du 19 octobre 1904 et 14 avril 1905 (1) et décret du 12 novembre 1901). Il existe, en effet, aucun droit de douane à la Côte des Somalis (2) et dans l'Inde, ni dans le bassin conventionnel du Congo. Cepen-

1. Le décret du 14 avril 1905 institua le tarif des droits d'entrée et de sortie pour l'Afrique occidentale, en combinant et modifiant les tarifs en vigueur à cette date.

Jusque-là chacune des colonies dont se compose le gouvernement général avait sa tarification spéciale appropriée à ses convenances et à ses intérêts particuliers. Ce décret maintient les bases des tarifications existantes, et il unifie ces tarifications dans la mesure où les conventions internationales le permettent. Toutefois, ce n'est pas seulement une pensée d'uniformité, de simplification et un désir de symétrie qui ont inspiré l'élaboration de ce régime. Cette refonte des douanes était destinée à procurer au budget général le supplément de ressources nécessaires pour assurer le service des arrérages de l'emprunt prévenu pour 1906. A cet effet, le décret relève légèrement les droits spécifiques sur un petit nombre de produits : en particulier le tabac, l'alcool et les armes.

2. Pour la côte française des Somalis : arrangement du 7 juillet 1906 entre la France, l'Angleterre et l'Italie... Les trois puissances signataires doivent jouir, pour les questions de commerce et de transit, de l'égalité de traitement dans le port de Djibouti et sur le chemin de fer.

dant, en règle générale, dans les colonies dont certains produits bénéficient à l'entrée en France d'un régime de faveur, les denrées de même nature importées de l'étranger sont, pour éviter la fraude, frappées d'un droit de douane correspondant à l'avantage accordé dans la métropole. Ce principe n'est pas toutefois sans exception, car il est possible que ce droit de douane ne puisse être établi en vertu d'une convention (Nouvelles-Hébrides, en vertu de l'acte établissant le condominium anglo-français).

Parmi ces colonies non assimilées, deux surtout méritent l'attention pour leur importance et en raison de l'impossibilité d'y établir des droits de douane différentiels, conséquence de conventions diplomatiques : le bassin conventionnel du Congo et l'Afrique occidentale.

La Conférence africaine de Berlin de 1884-1885, s'occupa surtout de la question de la liberté du commerce de l'Afrique dans les régions nouvelles pour toutes les puissances désireuses d'y porter leur action économique. En même temps qu'elle statuait sur l'organisation de la liberté de navigation des fleuves Congo et Niger et de leurs affluents, la conférence voulut que leurs bassins fussent « ouverts au trafic de toutes les nations ». Tel est, résumé en un mot, l'acte final de Berlin du 26 février 1885 (1). La

1. Voici les passages de cet acte qui établissent le régime commercial du bassin conventionnel :

France est soumise à cet acte qui interdit l'établissement de tout droit de douane différentiel pour une

Chapitre premier. — Déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo, ses embouchures et pays circonvoisins, et dispositions connexes.

Article premier. — Le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté.

1^o Dans tous les territoires constituant le bassin du Congo et de ses affluents ;

2^o Dans la zone maritime s'étendant sur l'océan Atlantique depuis le parallèle situé par 2 degrés 30' de latitude sud jusqu'à l'embouchure de la Logé. La limite septentrionale suivra le parallèle situé par 2 degrés 30', depuis la côte jusqu'au point où il rencontre le bassin géographique du Congo, en évitant le bassin de l'Ogowé, auquel ne s'appliquent pas les stipulations du présent acte.

Art. 2. — Tous les pavillons, sans distinction de nationalité, auront libre accès à tout le littoral des territoires énumérés ci-dessus, aux rivières qui s'y déversent dans la mer, à toutes les eaux du Congo et de ses affluents, y compris les lacs, à tous les ports situés sur les bords de ces eaux, ainsi qu'à tous les canaux qui pourraient être creusés à l'avenir dans le but de relier entre eux les cours d'eau ou les lacs compris dans toute l'étendue des territoires décrits à l'article premier. Ils pourront entreprendre toute espèce de transport et exercer le cabotage maritime et fluviale, ainsi que la batellerie sur le même pied que les nationaux.

Art. 3. — Les marchandises de toute provenance importées dans ces territoires, sous quelque pavillon que ce soit, par la voie maritime ou fluviale ou par celle de terre, n'auront à acquitter d'autres taxes que celles qui pourraient être perçues comme une équitable compensation de dépenses utiles pour le commerce et qui, à ce titre, devront être également supportées par les nationaux et par les étrangers de toute nationalité. Tout traitement différentiel est interdit à l'égard des navires comme des marchandises.

durée d'au moins vingt ans (1). Elle est parvenue à sauvegarder l'indépendance douanière de sa colonie du Gabon, mais pour le bassin conventionnel du Congo qui comprend tout le reste de la colonie, elle est tenue de respecter l'acte qu'elle a signé.

Art. 4. — Les marchandises importées dans ces territoires resteront aflanchies de droit d'entrée et de transit.

Les Puissances se réservent de décider, au terme d'une période de vingt années, si la franchise d'entrée sera ou non maintenue.

Art. 5. — Toute puissance qui exerce ou exercera des droits de souveraineté dans les territoires susvisés, ne pourra y concéder ni monopole ni privilège d'aucune espèce en matière commerciale...

1. Le baron de Lambermont, dans son rapport annexé au quatrième protocole de la conférence, écrit : « Il s'agit exclusivement du trafic, de la faculté illimitée pour chacun de vendre et d'acheter, d'importer et d'exporter des produits et objets manufacturés. Aucune situation privilégiée ne peut être créée sous ce rapport; la carrière reste ouverte sans restriction à la libre concurrence sur le terrain du commerce, mais les obligations des gouvernements locaux ne vont pas au delà » (Cité par Cabasse, *Les Compagnies de colonisation déléguées du pouvoir souverain dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e*. Thèse, p. 149).

M. Ed. Engelhard, ministre plénipotentiaire, délégué à Berlin, dans son rapport sur les travaux de la Conférence africaine adressé au ministre des Affaires étrangères le 7 mars 1885, estimait que « l'immunité douanière qui serait assurée à l'importation produirait, à n'en pas douter, un grand mouvement d'affaires dans toute la région du Congo. En contribuant au développement des ressources locales, cette immunité deviendrait à la longue, même au point de vue fiscal, plus rémunératrice que l'impôt dont on aurait fait l'abandon... La France, on le reconnaîtra sans doute, a tout

Cependant, cette clause d'exonération de tout droit d'entrée pour tous les pays importateurs apparut bientôt très lourde aux États souverains qui rompirent leur engagement avant le terme fixé. Afin de pallier à une situation financière embarrassée, après la déclaration de Bruxelles de 1890, l'État indépendant du Congo, la France et le Portugal signèrent un arrangement à Lisbonne (Protocole du 8 avril 1892). Une convention du 10 mai 1902 en a prorogé la durée jusqu'au 2 juillet 1905; depuis, ces accords se prolongent d'année en année, sauf la faculté, pour chaque puissance contractante, de les dénoncer trois mois à l'avance. Des droits minimes d'entrée (1) et de sortie furent établis sur un certain nombre d'articles limitativement énumérés. Ces droits vinrent s'ajouter aux divers droits déjà existants dans l'intérêt général de la navigation pour couvrir les dépenses techniques et administratives de riverains (taxes de ports, de quais, de magasins,

lieu de se montrer satisfaite... Son autonomie fiscale dans la région du Congo n'est limitée qu'en ce qui concerne les droits d'entrée, et cela pour une période de vingt ans... Sa renonciation temporaire consacre en réalité un régime que les circonstances lui auraient imposé pour longtemps, même dans les conditions d'une indépendance douanière absolue. » (De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. XIV, 1883 à 1885. Conférence africaine, p. 465 et suiv.).

1. Le tarif est de 6 o/o *ad valorem* sur tous les produits, sauf les armes, les munitions, la poudre et le sel qui sont frappés d'un droit de 10 o/o.

droits de pilotage, de phare, de fanal, de balisage). Ces taxes douanières n'offrent aucune protection aux produits métropolitains, elles frappent les produits sans distinction de nationalité; elles ont uniquement un caractère fiscal, un intérêt budgétaire pour la colonie qui les perçoit. Le régime douanier du Congo français est donc absolument libre-échangiste, c'est la « porte ouverte ».

En Afrique occidentale, la situation sensiblement analogue présente cependant un côté un peu différent. Elle découle d'accords spéciaux conclus par la France avec les pays limitrophes et de décrets particuliers à chaque colonie. « Les tarifs douaniers du Sénégal, de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire du Dahomey apparaissent sous un aspect très variable. Remaniés sans cesse, soit dans l'intérêt de la métropole, soit le plus souvent dans l'intérêt de la colonie, servant tantôt à satisfaire des nécessités budgétaires, tantôt à détruire l'importance commerciale des possessions anglaises ou allemandes, ils ne peuvent être groupés méthodiquement sous une idée générale » (1).

On connaît le régime du Sénégal (décret du 14 avril 1905) : la Guinée suit à peu près le même ; quant à la Côte d'Ivoire et au Dahomey, des dispo-

1. Duché de Bricourt, *L'Évolution de la question douanière au Sénégal et dans ses anciennes dépendances*. Thèse, p. 107).

sitions conventionnelles réglementent leur situation douanière. Ces trois dernières colonies n'ont que des taxes de consommation et des droits à l'importation frappant les marchandises de toute provenance.

Pour le Dahomey, un accord datant de 1887 établissant l'union douanière entre le Dahomey et le Togo allemand a été dénoncé en 1893, et la convention de délimitation franco-allemande du 23 juillet 1897, laisse à la France et à l'Allemagne leur liberté d'action au point de vue commercial, dans leurs possessions respectives. Mais l'identité de leurs conditions naturelles et les facilités de fraude empêchent l'établissement de tout tarif restrictif et préférentiel.

Une autre convention est d'un intérêt plus considérable : c'est la convention franco-anglaise du 14 juin 1898, complétée par la déclaration additionnelle du 21 mars 1899. Elle a pour but la délimitation des possessions anglaises et françaises à l'ouest et à l'est du Niger, dans une zone où se trouve comprise la Côte d'Ivoire, qui englobe également le Dahomey et les régions allant jusqu'au Tchad et de là vers le Nil, situées entre les parallèles 5 degrés et 14 degrés 20'. D'après l'article 9 de cette convention ratifiée après autorisation des Chambres par décret du 27 juin 1899, dans les zones indiquées, l'égalité de traitement la plus complète doit être maintenue

au point de vue commercial entre les nationaux français et anglais. Bien que cette disposition ne lie directement la France qu'à l'égard du gouvernement britannique, elle entrave aussi par voie de conséquence son indépendance absolue envers toutes les puissances auxquelles elle a accordé, sur toute l'étendue du territoire national, la clause de la nation la plus favorisée. Dans ces zones, en d'autres termes, il faut considérer aujourd'hui comme impossible, pendant trente ans que doivent durer les stipulations de la convention, l'établissement de tout tarif de douane différentiel proprement dit.

CHAPITRE III

Deux possessions françaises sont laissées par la loi du 11 janvier 1892, hors de son application : l'Algérie et la Tunisie. Cette loi ne modifie en rien leur législation, n'y introduit aucune innovation.

Pour la première, l'article 7 de la loi se borne à formuler que « les dispositions de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1884, relatives à l'Algérie, sont maintenues en vigueur ». Cette dernière loi rendait applicable à l'Algérie le tarif métropolitain (1), sauf les exceptions relatives aux denrées coloniales et aux produits du Maroc, de la Tunisie et du sud de la colonie importés par voie de terre. Depuis lors

1. M. Paul Leroy-Beaulieu, dans son livre *De la Colonisation chez les peuples modernes* (4^e édit., p. 399), écrivait : « Depuis quelques années, le mouvement protectionniste s'étant accentué en France comme partout, les fabricants français ont demandé que l'on établît en Algérie le tarif douanier qui règle les importations en France, en exemptant toutefois, de tous droits les produits français. Nous espérons que l'on ne prendra pas une mesure aussi extravagante. Avec un peu d'ingéniosité, d'équité et quelques efforts, les fabricants français pourraient, dans les circonstances actuelles, se rendre facilement maîtres du marché algérien. »

— (le régime de l'union douanière existait depuis la loi du 17 juillet 1867, qui consacra un régime de franchise absolue entre la France et sa colonie, en même temps qu'elle édictait un régime très libéral pour les produits étrangers) — en exécution de ces dispositions législatives, l'assimilation est complète entre la France et l'Algérie. Les principes qui règlent leurs échanges peuvent se résumer brièvement.

Les marchandises d'origine française ou algérienne, ou nationalisées en France ou en Algérie, sont admissibles en franchise de droits de douane à leur importation directe de l'une dans l'autre.

Les marchandises étrangères sont soumises, en Algérie, aux conditions du tarif métropolitain, sauf :

1° Certaines denrées coloniales (loi du 28 décembre 1895, art. 11 et loi du 24 février 1900) ;

2° Les marchandises originaires de la Tunisie, du Maroc ou du sud de la colonie, importées par terre ;

3° Les produits qui ne peuvent être introduits en France que pour le compte des monopoles.

Cependant, les produits français comme les autres restent assujettis aux taxes d'octroi de mer en Algérie (1).

1. M. Paul Leroy-Beaulieu inscrit en note de la 4^e édition de son ouvrage sur la « Colonisation » (p. 399) : « Depuis 1884, certaines commissions du Parlement français et certains ministres, dominés par des idées protectionnistes, ont voulu complètement changer le caractère de l'octroi de mer

Pour la seconde, la Tunisie, elle n'est pas même mentionnée par la loi de 1892, et elle ne pouvait guère rentrer à cette époque dans le vocable de colonie ou possession française, et la loi ne citait que les pays de protectorat de l'Indochine.

Il semblerait que la Tunisie, identique en tous points à l'Algérie, dût être soumise au même régime douanier. Mais cela n'est pas ; des difficultés spéciales ont empêché jusqu'ici la réalisation d'une union intégrale avec la France ; les réformes successives ont toujours été orientées dans le sens de l'assimilation, et on peut prévoir que dans un avenir prochain, elle sera réalisée, bien qu'il n'y ait encore qu'un système de concessions réciproques.

En Tunisie, la France s'est trouvée en présence de conventions de commerce signées par le Bey avec des États étrangers, traités dont l'expiration ne devait venir qu'en 1898 ; la France pendant quinze ans fut forcée de les respecter.

algérien. On tend à assimiler celui-ci à nos octrois municipaux, qui ne frappent pas les objets manufacturés, de sorte que les produits des manufactures françaises soient exempts de cette taxe. D'autre part, on relève les droits de douane sur les produits étrangers. D'autres veulent supprimer complètement l'octroi de mer et le remplacer par une participation des communes et des départements de l'Algérie dans les recettes de la douane algérienne. Le but de tous ces changements proposés est de grever lourdement les produits étrangers en exemptant de taxe les produits métropolitains. Ce serait une politique contraire aux intérêts de la colonie.»

Cependant, par une loi du 19 juillet 1890, elle favorisa l'importation en France de produits tunisiens, pensant que, par contre, ces mesures favoriseraient les exportations de France en Tunisie, ce qui eut lieu. Postérieurement, une loi française du 19 juillet 1904 a accordé la franchise complète aux céréales importées de Tunisie (1). En 1892, il fut impossible d'étendre à la régence la loi douanière française. Mais en 1898, l'échéance des conventions permit au gouvernement du Bey de rendre deux décrets admettant en franchise un grand nombre de produits français, et frappant de taxes douanières les importations étrangères. C'est un premier décret du 2 mai 1898, qui fixe actuellement le tarif général des douanes tunisiennes.

Ce tarif est applicable à tous les pays qui n'ont pas traité avec la régence; toutefois, ce tarif est modifié d'abord en faveur de certains produits français par le deuxième décret du même jour, puis en faveur de certains objets, quelle qu'en soit la provenance, par le décret beylical du 28 janvier 1898. D'autre part, en ce qui concerne les produits des États étrangers signataires des conventions de 1896

1. En effet, les céréales étant soumises, depuis 1898, à leur entrée sur le territoire de la régence aux mêmes droits qu'à leur entrée dans la métropole, il n'y a pas à craindre que les céréales étrangères n'esquivent les droits du tarif français par l'intermédiaire de la Tunisie. L'union douanière est donc réalisée à cet égard.

et 1897, les droits de ce tarif général doivent se tenir dans la limite du tarif minimum français fixé par la loi douanière du 11 janvier 1892, et si, dans ces limites, les droits sont réduits en faveur d'un de ces États, cette réduction doit être appliquée aux autres; cette double restriction ne s'applique pas aux États qui n'ont pas de convention avec la régence, et n'ont pas le traitement de la nation la plus favorisée.

Ce double régime, comparable au régime français, fut institué dans le but de favoriser la production du pays protecteur, en la faisant bénéficier d'une franchise presque complète, lui permettant ainsi de lutter avantageusement contre ses concurrents étrangers.

Là, encore, comme partout, l'assimilation se manifeste comme une politique ferme et constante.

APPENDICE

Il est nécessaire de consacrer une étude spéciale au régime douanier des sucres et des principales denrées coloniales. Ce sont des produits spécialement intéressants pour les colonies et qui, étant la base de leur commerce d'exportation, doivent être l'objet d'une attention toute particulière ; ils proviennent presque exclusivement des colonies du premier groupe.

La législation française des sucres au ^{xix}e siècle a été extrêmement complexe et elle a été nombre de fois modifiée, à cause de la lutte très vive entre le sucre colonial et le sucre industriel.

La loi du 11 janvier 1892 fixa à 60 francs les 100 kilos net de sucre raffiné, le droit sur les sucres en poudre des colonies françaises et au même chiffre plus 7 francs sur le poids effectif, le droit sur les sucres étrangers. D'autre part, la loi du 27 janvier 1903, ayant autorisé la ratification de la Convention de Bruxelles du 5 mars 1902, relative au régime des sucres, une loi du 28 janvier 1903 a abaissé le droit de consommation sur les sucres à 25 francs les

100 kilos net de sucre raffiné. C'est ce droit que paient les sucres coloniaux, comme les sucres métropolitains. Les sucres importés de l'étranger acquittent, en outre, à leur importation, une surtaxe de 5 fr. 50 ou 6 francs les 100 kilos de poids effectif. La même loi a supprimé les primes à l'exportation des sucres indigènes et coloniaux, et stipulé que ces derniers continueraient à bénéficier de la détaxe de distance qui leur avait été accordée par la loi du 7 avril 1897, mais que dorénavant elle leur serait allouée à raison du montant effectif des frais de transport dont il sera justifié, sans que toutefois son taux puisse dépasser 2 fr. 25 par 100 kilos de sucre raffiné pour les colonies de l'Atlantique et 2 fr. 50 pour les autres.

L'importation du sucre dans les colonies françaises a été soumise à une nouvelle réglementation depuis la Convention de Bruxelles du 5 mars 1902, promulguée en France par un décret du 28 mai 1903, rendu lui-même applicable aux colonies par un décret du 21 août suivant.

Les colonies du premier groupe sont réparties à cet égard en deux catégories :

a) Celles où le tarif douanier métropolitain sur les sucres n'avait pas été remplacé, antérieurement à la convention par un tarif spécial, et où il a suffi de promulguer la loi du 28 janvier 1903, abaissant les surtaxes à l'importation (Gabon, Mayotte, Réunion, Guadeloupe, Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, Nou-

velle-Calédonie); dans cette dernière colonie, toutefois, le tarif spécial de 2 fr. 50 les 100 kilos sur les sucres en poudre qui n'est pas contraire à la convention est resté en vigueur;

b) Celles où le tarif douanier métropolitain sur les sucres avait été modifié antérieurement à la convention par un tarif spécial, et où de nouveaux décrets du 19 octobre 1903 sont intervenus depuis : savoir, l'Indochine et la Martinique, où les sucres originaires des pays soumis aux droits de 5 fr. 50 et 6 fr. les 100 kilos, et où les autres sucres sont prohibés, sauf le sucre noir, dit « galette chinoise », importé en Indochine, qui paie 17 francs les 100 kilos.

Quant aux colonies du deuxième groupe, où il existe des droits de douane, l'Afrique occidentale frappe tous les sucres étrangers, importés par le Sénégal et la Guinée, d'une surtaxe de 5 fr. 50 les 100 kilos qui s'ajoute au droit d'importation de 5 francs indépendamment de la surtaxe d'importation indirecte de 3 fr. 60 les 100 kilos sur les sucres de toute origine importés en Guinée, après avoir transité par un pays du continent africain autre qu'une colonie française; et Tahiti perçoit, sur les sucres des pays soumis à la convention, des droits de 6 francs et 5 fr. 50, et sur ceux provenant des pays qui accordent des primes, des droits de 56 francs et 55 fr. 50.

D'autre part, un décret du 6 octobre 1905 a fixé la quotité des droits compensateurs à percevoir en

France, en Algérie et dans les colonies françaises, sur les sucres originaires des pays qui accordent des primes à la production ou à l'exportation.

La législation douanière des denrées coloniales de consommation n'est pas moins touffue, car ici il faut établir la distinction fondamentale entre les colonies des deux groupes : celles qui sont assimilées et celles qui ne le sont pas. Dans les premières, soumises au régime de faveur du tableau E, les denrées coloniales ne supportent que la moitié des droits du tarif métropolitain à leur entrée en France. Les autres sont placées par la loi hors de ce régime, et sauf exceptions ou détaxes, le tarif minimum leur est applicable.

Une loi du 24 février 1900 créa un tarif général et un tarif minimum à l'importation en France des denrées coloniales de consommation, afin de pouvoir user, au besoin, de représailles contre les pays qui augmenteraient les droits de douane sur les produits français (comme le Brésil). Une loi du 17 juillet suivant la modifia pour abaisser les droits sur les cafés.

Les poivres, ont, comme les cafés d'ailleurs, un régime spécial. Ils proviennent presque entièrement de l'Indochine ; aussi pour éviter des importations frauduleuses en vue de bénéficier de la détaxe du tableau E, la loi de finances du 30 mars 1902 limita à 1.000 tonnes pour la Cochinchine et 1.000 autres pour le Cambodge les quantités de poivre indochi-

nois admises annuellement à profiter du dégrèvement ; puis, le 12 juillet 1902, une autre loi décida que ces quantités seraient fixées tous les ans par décret. Une autre loi du 29 mars 1903 vint modifier à nouveau ce régime ; on renonça à cette réglementation, qui faisait perdre chaque année au Trésor plus de 2 millions de francs et au système des crédits limitatifs ; on prit le parti de modifier le tarif et la détaxe fut accordée aux poivres coloniaux sans limitation.

Le régime douanier des denrées coloniales est alors le suivant (1) :

PRODUITS*	Loi en vigueur	Unité	Tarif général	Tarif minimum	Tarif applicable aux colonies du 1 ^{er} groupe	Tarif applicable aux colonies du 2 ^e groupe (d)
		kgr	fr.	fr.	fr.	fr.
Café en fèves.	17 juill. 1900	100	300	136	58	(a) 136
Cacao en fèves	24 fév. 1900	»	104	»	52	(b) 104
Thé	»	»	400	208	104	208
Poivre	29 mars 1903	»	450	312	208	312
Cannelle	24 fév. 1900	»	400	208	104	208
Vanille	»	»	800	416	208	(c) 416

(a) Le café de l'Afrique occidentale française ne paye que le droit du tarif minimum diminué de 78 francs, soit 58 francs (décret du 25 août 1900) et celui du Congo français (bassin conventionnel), $136 - 12 = 124$ francs (décret du 22 avril 1899).

(b) Le cacao du Congo français (bassin conventionnel) ne paye que $104 - 9 = 95$ francs (décret du 22 avril 1899 précité).

(c) La vanille de Tahiti ne paye que la moitié des droits du tarif métropolitain, soit 208 francs (décret du 30 juin 1892).

(d) Des décrets fixent annuellement les quantités admises à bénéficier des détaxes a, b et c.

1. Tableau extrait du rapport de M. Marcel Saint-Germain au Sénat, dans la séance du 19 décembre 1907, au nom de la Commission des finances, sur le budget des dépenses du ministère de Colonies.

Journ. off. Sénat. Session extraordinaire, 1907. Annexes. Documents parlementaires. Annexe n° 343, p. 368 et suiv.

TITRE III

Il est particulièrement difficile d'essayer de juger impartialement les résultats de la loi de 1892. Elle peut être considérée de bien des manières et à divers points de vue. Soit que l'on s'attaque au régime qu'elle institue ou qu'on s'en montre partisan ; soit qu'on envisage le taux des droits de douane quant à leur efficacité protectrice ou fiscale ; soit qu'on se borne à étudier la situation des colonies assimilées ou non, et parmi les premières, la situation de telle ou telle. Ce sont autant de critères qui peuvent faire apprécier différemment les faits et leur donner une signification particulière.

Surtout si l'on tient compte de l'élément historique, on ne peut manquer de voir que de 1892 à nos jours, l'état économique des colonies françaises (1) et l'état économique général du monde se

1. « Notre domaine extérieur a tellement changé, comme étendue, organisation, production et tendances, que l'on peut dire qu'il n'y a plus aucun rapport entre l'ensemble de nos possessions de 1892 et celui de 1906 » (Adrien Artaud, *La*

sont assez sensiblement modifiés. Cette variation du marché met les pays producteurs dans des rapports différents avec les pays consommateurs. La vie sociale a des exigences nouvelles ; les besoins nouveaux des peuples civilisés ont amené des changements dans la technique du commerce et de l'industrie. La mise en culture et l'exploitation des richesses minières ou forestières des pays neufs ont contribué à provoquer un déplacement des marchés et la naissance de certaines contrées à la vie économique.

A cette date de 1892, la France venait de constituer l'Indochine, et réunissait à peine ses colonies d'Afrique en un bloc d'un seul tenant par l'adjonction à l'Algérie de la Tunisie, des colonies de la côte occidentale d'Afrique et du Congo ; ce n'est que peu après qu'elle s'installa à Madagascar et s'étendit sur la Côte des Somalis.

C'étaient là des territoires pour ainsi dire vierges, où les organes politiques et administratifs n'étaient pas encore fermement établis, qui allaient être mis en œuvre pour fournir leur apport de produits aux sociétés plus avancées et augmenter ainsi d'une quantité sans cesse grandissante le stock des échanges.

loi du 11 janvier 1892 et le régime douanier des Colonies.
Extrait du rapport général présenté au Congrès colonial de Marseille, septembre 1906, p. 5).

Cette accession des populations jeunes à l'activité cosmopolite qu'est le commerce contemporain, sera l'élément essentiel que la loi relative à l'établissement du tarif général des douanes du 11 janvier 1892 se proposera de régir en ce qui concerne les colonies françaises.

Des relations commerciales existaient déjà pour les colonies françaises avec la France et l'étranger qui avaient donné lieu à l'établissement de divers régimes douaniers. Antérieurement, les colonies existantes avaient dû commercer : exporter les produits de leur sol et de leur industrie et importer les denrées et objets qu'elles ne trouvaient pas chez elles.

Les colonies offraient à la mère-patrie ou à l'étranger des denrées tropicales, des épices, des bois d'essences diverses, quelques objets de luxe exotique et des métaux précieux, d'autre part la France et l'étranger leur procuraient des objets de consommation, des étoffes, des objets fabriqués.

Ces éléments d'échange n'ont guère varié ; ils ne le peuvent. Les pays neufs qui commencent à produire ont toujours, à leurs débuts, une phase agricole ou minière assez longue. Ils n'ont qu'une industrie rudimentaire, celle tout à fait indispensable à fournir les produits d'usage courant ou d'établissement facile. Ils manquent de matières premières, de machines, de main-d'œuvre et de capitaux pour créer

· tout de suite la grande industrie telle que la société contemporaine la conçoit. Leurs premières ressources sont employées à la création d'un outillage général nécessaire à la pénétration et à la circulation dans la région.

Mais à un moment donné, un groupe d'Européens s'étant fixé fait appel aux relations avec le dehors pour avoir ce dont il manque en échange de ce qu'il peut donner ; ce noyau forme un centre qui commerce et qui étend le cercle de son action progressivement.

Il en résulte que le commerce des colonies avec l'extérieur est, eu égard à la population et aux ressources des habitants, beaucoup plus considérable que celui de la métropole avec l'étranger.

Le colon, en échange des produits naturels du sol où il vit, demande au métropolitain les produits dont il ne peut se passer. Plus spécialement, selon la nature des pays, leur latitude, leur climat, leurs conditions géologiques, leur flore et leur faune, les produits ont une nature déterminée. Ces produits, d'après les besoins de la consommation individuelle ou industrielle, trouveront un débouché restreint ou vaste. De même les importations coloniales seront conditionnées par les ressources du pays, les besoins de sa population, et l'étendue de ses facultés d'acquisition. Un pays, en somme, n'exporte que ce qui lui est superflu et n'importe que ce qui lui manque. Ce sont ces données générales qui ont présidé aux

relations commerciales entre la France et ses colonies.

Tandis que ces dernières importaient en France leurs productions agricoles et dérivées (1), la France y exportait des produits d'alimentation, vins et alcools, des tissus et vêtements, et des produits d'industrie (2).

1. Sucres et tafias, mélasses, rhums et produits sucrés, denrées coloniales de consommation provenant des cultures riches, fruits et amandes, graines oléagineuses, riz et sorgo; bois et produits forestiers : écorces, liège, caoutchouc; animaux et produits d'animaux : peaux et cuirs, plumes, corne et ivoire ; produits de la pêche : poissons et crustacés, éponges, coraux, perles ; or en pépites ou en poudre et quelques métaux ; puis enfin quelques étoffes et quelques produits d'industrie indigène : ébénisterie, objets laqués et nacrés à ou incrustations diverses.

2. Fers et aciers, matériaux de construction, machines de toutes sortes, et presque tous les articles ouvrés et façonnés.

CHAPITRE PREMIER

Les relations commerciales de la France avec ses colonies ont crû pour trois raisons principales : avec l'extension incessante du domaine colonial, à cause du développement normal des pays colonisés (1), et en vertu de la protection accordée aux produits français dans les colonies à l'encontre des produits étrangers. Cependant, cette augmentation des échanges n'a pas été la même pour toutes les colonies, parce qu'il y a entre elles des différences de situation topographique, par conséquent leur approvisionnement se fait dans des conditions naturellement particulières à chacune d'elles, et qu'il y a entre elles des différences de ressources et de développement : les unes ayant d'immenses réserves non encore exploitées, et les autres ne bénéficiant que d'un territoire restreint d'une mise en valeur déjà ancienne.

1. « L'exploitation de plus en plus grande, la mise en valeur de plus en plus féconde et rationnelle de nos possessions, entrent pour une large part dans cet accroissement » (Georges Froment, *La Liberté douanière des colonies*. Rapport, p. 10).

Si utile qu'il soit de se rendre compte des particularités et même des disparités qui se rencontrent entre les colonies, il ne faut pas perdre de vue les phénomènes d'ensemble et de groupe. Il faut rattacher les résultats entre eux en une coordination générale.

A) Un premier groupement intéressant est celui formé par l'Algérie et la Tunisie, la première colonie assimilée depuis 1884, tandis que le pays de protectorat n'est soumis à une loi de réciprocité que depuis 1890.

De la proximité de la France et de l'Algérie, il résulte que le commerce extérieur le plus important se fait entre elles, et que l'application du tarif douanier métropolitain à cette colonie n'est pas une entrave à son progrès économique. Les rapports commerciaux augmentent sans cesse entre elles, d'année en année.

Commerce de l'Algérie avec la France (milliers de francs)

Années	Importations	Exportations	Total
—	—	—	—
1895-1899	225.409	242.386	467.795
1900-1904	276.763	218.691	495.454
1905	326.453	161.247	487.700
1906	355.414	243.705	599.119
1907	384.502	250.146	634.648
1908	390.965	233.420	624.385
1909	385.783	241.152	626.935

Pourcentage du commerce de l'Algérie avec la France

Années	Importations	Exportations	Total
—	—	—	—
1895-1899	78	83,5	81
1900-1904	81	80,5	82,5
1905	83	67,5	80
1906	89	90	87
1907	86,5	73,5	80
1908	86	71	79,5
1909	85,7	73,2	80,3

Le tableau montre cet accroissement continu, très remarquable surtout en ce qui concerne les importations françaises en Algérie, en particulier dans les quatre dernières années ; le chiffre des exportations algériennes en France présente seul quelques fluctuations, avec un fléchissement très accentué. Cela tient à la nature de ces exportations, composées des ressources minières en fer, plomb et zinc et des extractions de phosphates naturels, et aussi en produits de l'élevage et de l'agriculture, moutons, chevaux, vins, céréales, alpha ; au point de vue agricole, l'année 1905 fut marquée par une récolte très pauvre. L'ensemble de ces transactions présente, somme toute, un mouvement d'ascension très marqué.

Les mêmes constatations peuvent être faites pour la Tunisie, quoique dans une mesure différente, le

pourcentage étant moins élevé: il y a ici plus de place pour le commerce avec l'étranger.

Commerce de la Tunisie avec la France (milliers de francs)

Années	Importations	Exportations	Total
1892-1894	21.814	18.787	40.601
1895-1899	28.543	24.500	53 043
1905	47.903	24.633	72.536
1906	69.399	55.927	125.326
1908	68.788	42.143	110.931
1909	69.380	50.280	119.660

Pourcentage du commerce de la Tunisie avec la France

Années	Importations	Exportations	Total
1892-1894	56	53	51
1895-1899	57	60	58
1905	48	43	48,5
1906	77	70	72
1908	53	44	51
1909	58	55,5	55

Il s'est produit là un progrès analogue: le stationnement que semble indiquer le tableau dans la valeur des transactions des dernières années, doit être quelque peu atténué par la considération des chiffres pour 1905 et 1906. Il y eut d'une année à l'autre un saut trop brusque pour qu'on puisse le considérer comme normal et on ne peut être surpris de voir un ralentissement se produire pour liquider la situation; le mouvement ne peut manquer de reprendre à bref délai. Hors de ces

chiffres, il faut tenir compte du commerce de la Tunisie avec les colonies, particulièrement l'Algérie. En 1908, la Tunisie importa ainsi pour une somme de 16.414.238 francs et expédia pour 4.643.353 francs, en tout 21.057.591 francs ; en 1909, ce trafic fut seulement de 14.043.580 francs, dont 9.364.680 aux importations et 4. 678.900 aux exportations.

B. — En Afrique occidentale, le tarif général n'a pu être appliqué ; elle possède un régime douanier autonome organisé par décrets des 14 avril 1905-20 mars 1906 et 31 juillet 1907, lesquels ont, bien entendu, respecté les conventions diplomatiques concernant la Côte d'Ivoire et le Dahomey. Les produits de l'Afrique occidentale sont assujettis à leur entrée en France aux droits du tarif minimum ; en sont exemptés les caoutchoucs, gommes et arachides, les huiles de palme, de touloucouna, d'illippé et de palmiste, les bois du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, sans limitation ; les bananes de la Guinée pour une quantité fixée annuellement. En outre, les cafés de la Côte d'Ivoire et de la Guinée bénéficient d'une détaxe de 78 francs par 100 kilogrammes sur le tarif minimum, les cacaos du Dahomey d'une réduction de moitié des droits (quantités fixées annuellement).

Les affaires avec la France, qui en 1895 accusaient 37.837.531 francs, arrivent en 1907 à 94.589.026 fr. et en 1909 à 122.340.321 francs ; la part de la métro-

pole a suivi une marche plus rapidement ascendante que le mouvement général des transactions ; l'importation des produits français a constamment augmenté, soit comme coefficient, soit d'une façon absolue, même en cas de crise passagère du pays.

Les tarifs différentiels ont été suffisamment protecteurs, et l'augmentation du commerce français s'est produite malgré l'absence de tout tarif protecteur dans deux colonies. A l'importation, le pourcentage est passé de 46,6 o/o en 1904 à 46,9 o/o en 1905, 47,5 o/o en 1906 et 49,5 o/o en 1909 ; à l'exportation, de 46,5 o/o en 1904, à 48,2 o/o en 1905, 53,8 o/o en 1906 et 60 o/o en 1909. De sorte que dans le commerce total, la progression est la suivante : 46,5 o/o en 1904, 47,6 o/o en 1905, 50,7 o/o en 1906, 53,8 o/o en 1907 et 54,5 o/o en 1909 pour la France, contre 53,5 o/o en 1904, 52,4 o/o en 1905, 49,3 o/o en 1906, 46,2 o/o en 1907, 45,5 o/o en 1909 pour l'étranger. Le commerce avec la France a augmenté dans la proportion où baissaient les transactions avec l'étranger. Les importations consistent surtout en tissus, alcools, armes et munitions, machines, matériaux de constructions et les principaux produits d'exportation sont constitués par une partie des cultures : en arachides, caoutchouc, amandes et huile de palme, la gomme copale, le coprah, les sésames, l'acajou, le coton. Il faut leur ajouter certaines richesses

naturelles ou animales telles que la poudre d'or, l'ivoire, les plumes, etc. (1).

Commerce de la France et des colonies avec l'Afrique occidentale française (milliers de francs)

	FRANCE			COLONIES			TOTAUX
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
Moyennes :							
1898-1901	25.800	25.293	51.093	2.993	249	3.242	54.335
1902-1905	36.408	30.586	66.994	3.036	301	3.337	70.331
1908	58.014	46.723	104.737	3.269	266	3.535	108.272
1909	57.559	64.781	122.340	3.302	373	3.675	126.015

Si l'on passe de l'examen des statistiques générales de l'Afrique occidentale à l'étude de celles relatives à chacune des colonies du groupe, on peut constater des situations très sensiblement voisines à celles de l'ensemble du groupe.

Au Sénégal, les droits de douane sont très légers : les marchandises françaises qui sont soumises à des droits, mais jouissent fort légitimement d'un tarif

1. La part de chacun des articles d'exportation en tant pour cent est la suivante : arachides, 35 ; caoutchouc, 26 : amandes de palme 15 ; huile de palme 10 ; gomme 3 ; animaux vivants 1,5 ; produits et dépouilles d'animaux 1 ; pêches 1 0/0. — Quant à la part des divers articles d'importation, elle peut être déterminée comme suit : tissus 33 0/0 ; ouvrages en métaux 8 ; machines et mécaniques 7 ; colas 5,2 ; tabacs 5,2 ; riz 4,5 ; alcools 3 ; armes et munitions 2,7 ; matériaux de construction 2,5 ; sucres 2,3 ; vins 2,3 0/0.

modérément différentiel, paient en général 5 o/o *ad valorem*, avec quelques rares exceptions ; le tabac en feuilles 10 o/o ; les armes et munitions de guerre 10 o/o ; les toiles de coton dites guinées, ofr.025 par mètre ; l'hectolitre d'alcool pur 140 francs. On y ajoute, pour les produits étrangers, 7 o/o de la valeur en général, sauf sur les suivants, pour lesquels la sur taxe est de 0 fr. 06 par mètre de guinée et 0 fr.50 par kilogramme de goureaus, dit colas.

Là le commerce avec la France progresse rapidement ; de 16 millions 1/2 en 1878, il passait en 1887 à 24, à 48 en 1899, 71 en 1908 et 80 en 1909. L'importation de France ou des colonies françaises passe de 1896 à 1903 de 13 millions à 28 millions 1/2. Le pourcentage de la France était au total de 65,60/o en 1906 et 68,1 o/o en 1907 ; pour l'importation, 57,7 o/o en 1906 et 61 o/o en 1907, et pour l'exportation, respectivement 73 et 75,2 o/o.

Commerce de la France et des colonies avec le Sénégal
(milliers de francs)

	FRANCE			COLONIES			TOTAUX
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1899	30.703	17.927	48 630	3.727	321	4.408	53.038
1905	26.679	17.043	43.722	3.784	236	4.020	47.742
1908	39.635	31.591	71.226	2.927	51	2.978	74.204
1909	37.370	43.039	80.409	2.805	358	3.163	83.572

L'arrière-pays du Sénégal, autrefois le Soudan, avait en 1898 un commerce assez important.

<i>Importations :</i>	De France	5.078.359	} 7.452.762
	Des colonies	135.192	
	De l'étranger.....	2.221.211	
<i>Exportations :</i>	Vers les colonies voisines.....	2.769.386	} 2.901.923
	Vers les pays étrangers limitrophes..	132.537	
	Commerce total.....	10.354.685	

Mais ce pays fut démembré en 1896 pour former les territoires de Sénégambie-Niger et plus tard devint la colonie du Haut-Sénégal et Niger.

Commerce du Haut-Sénégal et Niger en 1908 et 1909
(milliers de francs)

	FRANCE			COLONIES			ÉTRANGER			TOTAUX		
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total
1908	1.272	484	1.756	195	»	195	839	»	839	2.307	484	2.790
1909	980	3.160	5.140	»	»	»	362	»	362	2.342	3.160	5.502

Dans la Guinée française la part du commerce français était au total de 34,6 o/o en 1906 et 37 o/o en 1907 ; à l'importation, la proportion était de 33, 8 o/o et 38,7 o/o et à l'exportation, de 35,3 et de 35,4 o/o.

L'importation nationale passe de 512.750 francs à 5.919.226 francs de 1896 à 1903, et le coefficient s'élève

vait de 11 à 32,8 o/o, après être passé par 47. L'évolution est nettement établie par le tableau suivant :

Commerce de la France et des colonies avec la Guinée française (milliers de francs)

	FRANCE			COLONIES			TOTAUX
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1898	1.453	421	1.874	32	134	166	2.040
1899	3.980	747	4.727	146	214	360	5.087
1900	4.283	1.013	5.296	55	231	286	5.582
1905	7.626	4.812	15.438	30	44	77	15.515
1908	8.371	5.469	13.840	73	180	253	14.093
1909	10.876	8.531	19.407	487	»	487	19.894

A la Côte d'Ivoire, où le commerce français n'est aucunement protégé, on peut constater des résultats analogues. La progression des importations françaises est de 1.033.926 francs en 1898, à 2.068.959 en 1903 et à 6.915.271 francs en 1904, année d'importation du matériel et des matériaux pour les travaux du chemin de fer et du port. La part de la France dans le commerce total fut de 31 o/o en 1906, 32, 80/o en 1907, 44 o/o en 1908 et 43 o/o en 1909 ; dans les importations, de 29,1 en 1906, 29,5 en 1907, 42 en 1908 et 43,5 en 1909, et dans les exportations de 32,8, 36,1, 46 et 43 pour ces quatre années.

Commerce de la France et des colonies avec la Côte d'Ivoire
(milliers de francs)

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1898	1.045	1.935	2.980	9	»	9	2.989
1899	1.510	2.697	4.207	111	31	142	4.349
1905	4.815	2.105	6.920	32	2	34	6.954
1908	6.136	4.988	11.124	72	6	78	11.202
1909	4.974	5.216	10.190	8	»	8	10.198

Au Dahomey, la proportion des importations françaises s'est à peu près maintenue, de 1902 à 1903, malgré une forte réduction des importations (22 o/o en 1902 par rapport à 1901 et 21 o/o en 1903 par rapport à 1902). Le fléchissement du pourcentage s'est poursuivi jusqu'en 1909 ; la part du commerce français était en 1906 au total de 34,9 o/o, en 1907, de 34,2 o/o, de 27 en 1908, et de 24 en 1909 ; dans les importations, cette part était de 35,9 en 1906, 27,4 en 1907, 22,5 en 1908 et 17 en 1909 et dans les exportations de 33,9, puis 40,7, puis 32 et enfin 29 o/o. En chiffres absolus, ce commerce entre la France et le Dahomey ne diminue pas, il augmente même, mais beaucoup moins rapidement que le commerce étranger dans la colonie.

*Commerce de la France et des colonies avec le Dahomey
(milliers de francs)*

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1898	1.924	2.178	4.102	»	9	9	4.111
1899	1.793	3.434	5.226	»	8	8	5.234
1905	2.461	2.709	5.170	»	17	17	5.187
1908	2.599	4.192	6.791	»	29	30	6.821
1909	2.359	4.834	7.193	1	15	16	7.209

C. — Dans le commerce de l'Afrique équatoriale française, dont une partie seulement, le Gabon, est assimilée, la place du commerce français tend à se faire aussi de plus en plus importante. La part de la France était, sur le total des transactions, en 1906 de 38,3 o/o, en 1907 de 45,8 o/o et en 1908 et en 1909 de 46 o/o ; dans le montant des importations, cette part était en 1906 de 42,1 o/o, en 1907 de 44,5 o/o, en 1908 de 42 o/o et en 1909 de 40 o/o, et dans les exportations, enfin de 34,5 en 1906, 47,1 en 1907, 44 en 1908 et 49 en 1909.

Le commerce de la France et des colonies avec la région congolaise présente alors le tableau suivant :

France et colonies (milliers de francs)

		Imp.	Exp.	Total
		—	—	—
Moyennes :	1898-1902	3.044	2.104	5.148
	1903-1907	5.060	5.286	10.346
	1908	4.207	7.420	11.627
	1909	4.466	8.532	12.818

Si l'on veut se rendre compte de façon plus analytique de la différence qui existe entre la partie assimilée, le Gabon et l'autre partie celle du bassin conventionnel : Moyen-Congo et Oubanghi-Chari-Tchad, soumise pour les droits de douanes au protocole de Lisbonne du 8 avril 1892 (en exécution de l'article 99 de l'acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890, signé par les représentants de la France, du Portugal et de l'État indépendant du Congo), on peut prendre pour exemple les chiffres de l'année 1909. Sur le commerce total du Gabon la France intervient pour 50,5 o/o et sur celui du Moyen-Congo et Oubanghi-Chari, pour 43 o/o ; pour les importations, les chiffres respectifs sont 52,5 o/o et 33,5 o/o, et pour les exportations 49 et 48 o/o.

*Commerce de la France et de ses colonies
avec l'Afrique équatoriale en 1909 (milliers de francs)*

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
Gabon	2.395	2.272	4.667	64	2	66	4.733
Moyen- Congo et Oubanghi Chari	2.070	6.080	8.150	3	»	3	8.153

Ce tableau montre une différence assez notable dans la pourcentage du commerce de la France avec ces deux parties d'une même colonie non soumises

au même régime douanier, différence qui est de 6,5 o/o sur le commerce total, de 19 o/o sur les importations, tandis qu'elle n'est que de 1 o/o en ce qui concerne les exportations.

D. — La côte française des Somalis, où il n'existe aucun droit de douane a pu se développer normalement sous un régime de liberté. Son commerce général a crû très rapidement, car cette colonie renferme une voie de pénétration vers l'Éthiopie ; le chemin de fer de Djibouti à Addis-Ababa a contribué à favoriser cet essor.

Cependant, le commerce français est encore faible ici. En 1906, il était au total de 11,1 o/o, et en 1907 de 12 o/o, en 1908 de 11,4 o/o et en 1909 de 10,25 o/o.

La part de la France dans les importations s'élevait en 1906 à 14 o/o, en 1907 à 23,5 o/o, en 1908 à 17 o/o et en 1909 à 18 o/o ; dans les exportations, elle était respectivement de 8,2 o/o en 1906 et 1907, puis 7,9 en 1908 et 8 o/o en 1909.

*Commerce de la France et des colonies
avec la Côte des Somalis (milliers de francs)*

Années	Importations	Exportations	Total
1899	1.710	137	1.847
1905	1.921	1.558	3.479
1907	3.957	2.442	6.399
1908	2.272	2.053	4.325
1909	2.688	2.537	5.225

*Pourcentages du commerce de la France et des colonies
avec la Côte des Somalis*

Années	Importations	Exportations	Total
—	—	—	—
1899	43,4	6	19,1
1905	16,1	10	11,8
1907	24,7	23,8	16,6
1908	17,1	10,4	10
1909	17,4	10	12,5

E. — Le commerce de Madagascar a repris avec une vigueur nouvelle dans les deux dernières années, après un affaissement passager en 1907, à cause de deux éléments défavorables à l'île : la hausse de cotons et la baisse des caoutchoucs en Europe. La part de la France dans l'ensemble de ce commerce fut en 1906 de 79,9 o/o, en 1907 de 78,9 o/o, en 1908 de 81 o/o et en 1909 de 76,5 o/o ; dans les importations, cette part fut de 87,4 o/o en 1906, 85,4 en 1907, 87,7 en 1908 et 84,5 en 1909, et dans les exportations, de 72,3, puis 72,4, puis 72 et enfin 67,2 o/o en 1909. C'est donc pour la France une forte proportion des transactions, surtout si l'on tient compte de la part des colonies voisines, Réunion, Mayotte et Comores, qui s'ajoute à celle de la Métropole.

Commerce de la France et des colonies avec Madagascar
(milliers de francs)

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1898	16.122	2.291	18.413	»	»	»	18.413
1899	24.223	5.445	29.668	»	»	»	29.668
1905-1907	27.113	17.952	45.065	1.139	704	1.843	46.908
1908	26.270	16.248	42.518	906	882	1.788	44.306
1909	28.560	22.410	51.372	1.561	937	2.498	53.870

Les importations de France consistent, surtout en tissus de coton, ouvrages en métaux, vins et boissons alcooliques ; les exportations de la colonie se composent en grande partie de peaux brutes et de caoutchouc, ainsi que d'or (9.446.000 fr. en 1908).

Les importations de France et des colonies en 1907 peuvent se répartir ainsi :

Matières principales importées de France et des colonies
à Madagascar en 1907 (milliers de francs)

Produits	France	Colonies	Total
Produits et dépouilles d'animaux.	560	3	563
Pêches	148	1	149
Farineux alimentaires.	853	7	860
Denrées coloniales de consommation	703	209	912
Huiles et sucres végétaux	238	0,6	239
Produits et déchets divers	159	12	171
Boissons	3.149	185	3.334
Marbres, pierres, terres, etc.	812	1	813
Métaux	556	»	556

Produits chimiques	358	»	358
Compositions diverses.	523	»	523
Verres et cristaux	157	»	157
Fils	189	4	193
Tissus	9.462	316	9.778
Papier et ses applications.	374	»	374
Peaux et pelleteries ouvrées.	257	0,6	258
Ouvrages en métaux	1.952	»	1.952
Ouvrages de sparterie et vannerie.	128	6	134
Ouvrages en matières diverses.	736	3	739
Monnaies	»	141	141
TOTAL.	21.835	889	22.724

Pour Mayotte et les îles Comores, la part de la France dans le commerce total de l'archipel était de 92,3 0/0 en 1906, 88 0/0 en 1907 ; dans l'importation, de 86,5 et 79,2 0/0 et dans l'exportation de 97,9 et 96,9 en 1907.

*Commerce de la France et des colonies avec Mayotte
et les Comores (milliers de francs)*

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1905	240	2.650	2.890	186	261	447	3.337
1908	539	1.914	2.453	488	340	878	3.331
1909	386	2.252	2.638	474	271	746	3.384

F. — Le commerce de la France et de ses colonies avec les Établissements français de l'Inde est d'une nature assez spéciale, car l'Inde française exporte environ trois ou quatre fois plus qu'elle n'importe de

produits. La part de la France était en 1905, au total de 42 0/0, 26,1 0/0 en 1906, 54 0/0 en 1907, 46 0/0 en 1908 et 49,7 0/0 en 1909. A l'importation, elle était de 9,5 0/0 en 1905, puis en 1906, 25,1 0/0, en 1907 21 0/0, en 1908 22,2 0/0, et en 1909 de 0,25 0/0 ; à l'exportation, le pourcentage de la France se montait à 49,3 0/0 en 1905, à 37 0/0 en 1906, à 63 0/0 en 1907, à 54,4 0/0 en 1908 et à 62,9 0/0 en 1909.

Commerce de la France et des colonies avec l'Inde française (milliers de francs)

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1898	822	3.590	4.412	»	»	»	4.412
1905	664	13.369	14.033	19	2.191	2.210	16.243
1907*	1.417	16.578	17.995	»	»	»	17.995
1908	2.033	14.678	16.711	56	2.959	3.015	19.726
1909	242	18.878	19.120	39	3.691	3.730	22.850

* Les chiffres des colonies pour 1907 sont compris dans ceux de la France.

G. — Le commerce de la Réunion est resté stationnaire depuis 1892, avec une tendance plutôt à la baisse à diverses reprises ; en somme, s'il n'a pas augmenté, il s'est maintenu. De même en ce qui concerne le commerce de la France avec l'île. Les importations françaises étaient en 1891 de 9,2 millions et en 1899 de 12,8 ; elles ont oscillé depuis entre ces deux chiffres, étant rarement inférieures ou supé-

rieures. La part de la France était, sur le commerce total en 1906 de 86,1 0/0, en 1907 de 91,9 0/0, en 1908, de 80,5 0/0 et en 1909 de 82 0/0 ; à l'importation le pourcentage était de 75,5 0/0 en 1906, 86,6 en 1907, 60,7 en 1908 et 65,2 en 1909 ; à l'exportation, les chiffres respectifs étaient de 96,7 puis 96,9 puis 94 et 95,3 0/0 (1).

*Commerce de la France et des colonies avec la Réunion
(milliers de francs)*

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1905	10.854	8.216	19.070	1.659	389	2.048	21.118
1907*	12.562	13.535	26.097	»	»	»	26.097
1908	6.973	14.123	21.096	3.307	334	3.641	24.737
1909	8.740	15.621	24.361	2.731	285	3.016	27.377

* Les chiffres des colonies pour 1907 sont compris dans ceux de la France.

H.— Parmi les anciennes colonies, celles des Antilles ont pour la France un très grand intérêt, et en établissant le régime de 1892, c'est surtout à elles que l'on pensait, comme l'a montré la discussion qui eut lieu au Parlement à cette époque.

1. « La colonie tend de plus en plus à ne s'approvisionner que sur les marchés de la métropole et dans nos autres colonies. La répercussion est directe sur les droits de douane perçus pendant l'année, qui de 303.848 francs en 1906 sont tombés à 255.900 en 1907. Le commerce de l'île avec les colonies françaises et principalement avec Madagascar et l'Indochine aquadruplé. On ne peut tirer que les meilleures conséquences de ce rapprochement des terres françaises » (Rapport sur le mouvement du commerce pendant l'année 1907. Réunion. *Bulletin de l'Office coloniale*, 14 février 1909, p. 41).

La part de la France dans le commerce de la Martinique n'a pas sensiblement varié depuis 1892; elle a suivi les mouvements du commerce général de l'île avec une baisse assez sensible dès 1902 qui tend d'ailleurs à disparaître depuis plusieurs années. Les importations françaises qui étaient de 10,7 millions en 1891, 12,9 en 1892, 14 en 1893, 12,7 en 1899 étaient de 7,56 en 1905, de 9,2 en 1907, et 8,9 millions en 1909; les exportations vers la France tendent, au contraire, à augmenter depuis que les désastres causés par l'éruption de la montagne Pelée sont réparés. La proportion du commerce français sur la totalité des échanges était de 74 0/0 en 1905, de 74,6 0/0 en 1906, de 77 0/0 en 1907, 76,5 0/0 en 1908 et 77 en 1909; dans les importations, cette part était de 51 0/0 en 1905, de 56,4 en 1906, de 58,5 en 1907, de 52 en 1908 et de 55 en 1909; dans les exportations, 90,5 en 1905, puis 94,6 en 1906, 92,5 en 1907 et en 1908 et 93,5 en 1909.

Commerce de la France et des colonies avec la Martinique (milliers de francs)

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1905	7.567	16.318	23.885	452	503	955	24.840
1907*	9.269	17.988	27.257	»	»	»	27.257
1908	8.079	19.034	27.113	579	891	1.470	28.583
1909	8.930	20.614	29.544	560	781	1.341	30.885

* Les chiffres de 1907 indiquent le commerce réuni de la France et des colonies.

A la Guadeloupe, la situation est différente et le commerce est dans une passe critique depuis trente ans environ. Ici encore, le commerce français dans l'île est resté dans un état analogue à ce qu'il était avant 1892. Les importations de la métropole qui étaient de 7,8 millions en 1891, de 11,8 en 1892 et 1893, furent de 8,8 millions en 1899, de 6,9 en 1905, de 8,35 en 1907 de 9,65 en 1908 et de 8,6 en 1909. La part de la France fut dans l'ensemble de 75 o/o en 1905, de 81,6 en 1906, de 82 o/o en 1907, de 80 o/o en 1908 et de 76 o/o en 1909; pour les importations, la part fut de 52 o/o en 1905, 64,3 en 1906, 62,2 en 1907, 64,4 en 1908 et 60 en 1909; pour les exportations, successivement 96,2, puis 98,8, puis 99, puis 95 et enfin 94 o/o en 1909.

*Commerce de la France et des colonies avec la Guadeloupe
(milliers de francs)*

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1905	6.900	15.035	21.935	333	360	693	22.628
1907*	8.353	16.101	24.534	»	»	»	24.534
1908	9.661	16.522	26.183	462	569	1.031	27.214
1909	8.621	10.932	19.553	730	487	1.217	20.770

* Le commerce des colonies en 1907 est compris dans celui de la France.

Les denrées de la colonie sont exportées presque en totalité à destination de la France; ce courant

d'affaires est dû aux dispositions de la loi du 11 janvier 1892 qui accorde aux denrées des colonies françaises le bénéfice de la détaxe de 50 o/o des droits de douane. Cependant, la mélasse est achetée par la Martinique et sert à la fabrication du rhum dit « Martinique » ; il est vendu sur le marché français 8 à 10 francs de plus par hectolitre, que le rhum de la Guadeloupe qui provient de la même matière première. Les colonies importent peu de marchandises à la Guadeloupe. La Martinique seule y trouve le placement de quelques produits d'importations à certains moments où le marché local en est dépourvu. Ses propres produits n'y ont pas d'écoulement, sauf les biscuits de mer fabriqués avec des farines bénéficiant de l'admission temporaire.

C'est donc la France qui approvisionne la Guadeloupe pour plus des deux tiers. Les principales marchandises que la métropole vend à la colonie sont : la morue, les pâtes alimentaires, l'avoine en grains, les poissons salés et parfumés, les légumes secs, les pommes de terre, le sucre raffiné, l'huile d'olive, les vins, la presque totalité des machines et mécaniques, les savons, les bougies, les produits chimiques, les tissus de toutes sortes, les engrais chimiques, etc.

I. — Dans la petite colonie de Saint-Pierre et Miquelon, la loi de 1892 a aussi appliqué le régime douanier français dans son ensemble. Cette colonie végète et n'entretient qu'un commerce de plus en

plus faible. La part de la France était sur le total, en 1905 de 69,5 0/0, en 1906 de 70,6 0/0, en 1907 de 74 0/0, en 1908 de 69 0/0 et en 1909 de 67,8; sur les importations cette part fut de 48 0/0 en 1905, de 49,2 en 1906, de 49 en 1907, de 48,4 en 1908 et de 44,5 en 1909; sur le montant des exportations, elle fut de 84,8 0/0 en 1905, puis 93,8, puis 87, puis 81, puis 82 en 1909. La France qui importe donc à peine la moitié des marchandises à destination des deux îlots reçoit donc à l'inverse plus des 4/5 des exportations.

*Commerce de la France et des colonies avec Saint-Pierr
et Miquelon (milliers de francs)*

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1899*	7.490	11.869	19.359	»	»	»	19.359
1905	2.617	6.073	8.690	39	232	271	8.961
1907*	2.463	6.590	9.054	»	»	»	9.054
1908	2.539	5.607	8.146	27	282	309	8.455
1909	2.299	7.140	9.439	18	474	493	9.912

* Les chiffres des colonies pour 1899 et 1907 sont compris dans ceux de la métropole.

J. — Une autre colonie encore peu avancée est la Guyane, également soumise au régime de l'assimilation. Le commerce de la France avec cette colonie présente un pourcentage assez important, variant selon les cas, des 3/4 aux 4/5. Si l'on prend d'abord

le commerce général, la part de la métropole a été de 77 o/o en 1905, 80,4 en 1906, 73,6 en 1907, 67,2 1908 et de 63 o/o en 1909 ; dans les importations, de 70 o/o en 1905, 79,8 en 1906, 73,9 en 1907, 61,6 en 1908 et 63,2 en 1909 ; dans les exportations, enfin, de 86,8, 81, 78,6, 70,5, 61,3 de 1905 à 1909.

*Commerce de la France et des colonies avec la Guyane
(milliers de francs)*

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1905	7.811	8.634	16.445	514	15	529	16.974
1907*	10.351	9.674	19.425	»	»	»	19.425
1908	7.734	9.067	16.801	492	15	507,5	17.308,5
1909	7.943	7.129	15.072	318	13	331	15.403

* Les chiffres des colonies pour 1907 sont réunis à ceux de la France.

K. — Dans une autre partie du monde, une colonie à commerce quasi-stationnaire est la Nouvelle-Calédonie. Les importations de la France qui étaient de 4,9 millions en 1891 furent de 5.754.000 francs en 1892, 5.268.000 en 1893 et 6.645.000 en 1899 ; depuis, le chiffre n'a guère varié. La proportion du commerce français était en 1905, sur le total, de 38,4 o/o, de 44 en 1906, de 43,5 en 1907, de 43,7 en 1908 et de 44,8 en 1909 ; sur les importations, elle était de 54,1 en 1905, 59 en 1906, 55,5 en 1907, 55,8 en 1908 et 56,9 en 1909 et sur les exportations,

de 25,7 en 1905, 29 en 1906, 30,6 en 1907, 31 en 1908 et 37,8 o/o en 1909.

Commerce de la France et des colonies avec la Nouvelle-Calédonie et dépendances (milliers de francs)

	FRANCE			COLONIES			Totaux
	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total	
1905	5.762	2.820	8.582	173	19	192	8.774
1907*	5.253	2.634	7.887	»	»	»	7.887
1908	5.137	3.106	8.243	301	7	308	8.551
1909	5.387	2.843	8.231	3	2	5	8.236

* Le commerce des colonies pour 1907 est compris avec celui de la France.

L. — Avec les îlots éparpillés dans l'Océanie, soumis à la France, la métropole, en raison de leur éloignement et de leur exiguïté ne fait qu'un faible commerce, dont le pourcentage était dans le total, en 1905 de 19 o/o, de 12,8 en 1906, de 12,3 en 1907, de 10,8 en 1908 et 9,1 en 1909 ; dans l'importation seule de 19,6 o/o en 1905, de 13,6 en 1906, de 12,1 en 1907, de 15,9 en 1908 et de 16,6 en 1909 ; dans les exportations, 19,6 en 1905, 12 en 1906, 12,5 en 1907, 4,7 en 1908 et 2,3 o/o en 1909.

Commerce de la France avec les établissements français d'Océanie (milliers de francs)

	Imp.	Exp.	Total
1905	589	590	1.179
1907	404	457	861,6
1908	615	142	757
1909	796	115	912

M. — L'union indochinoise, qui vit sous le régime de l'assimilation depuis 1887 est une des colonies qui fait le plus d'affaires avec la métropole et le développement de ces échanges fut très rapide ayant plus que quintuplé en l'espace de vingt années. Par courtes étapes, le commerce global de l'Indochine avec la France passa de 22,8 millions en 1890 à 30,4 en 1893, puis à 40,8 en 1895 et 51,8 en 1897, puis en 1899, 78,7 millions, en 1900 108,8, en 1902 148,5, en 1907, 149,6 et enfin en 1909, 157,8. L'accroissement fut aussi grand dans les importations que dans les exportations ; les premières parties de 20,5 millions en 1890 montaient à 30,5 en 1896, puis 35,7 en 1897 et 44,4 en 1898, ensuite 55,2 en 1899, 74 en 1900 et 100 millions en 1901, en 1902, 108 et le maximum fut de 111,95 en 1905 ; il y eut depuis, un léger affaïssement à 107 en 1906, 92 et 93 millions en 1908 et en 1909 ; les secondes débutèrent très bas, à 2,3 millions en 1890, 5,8 en 1891, 9,7 en 1892, 12,5 en 1895, de là, elles montèrent à 29 millions en 1898, 39,6 et 40,3 en 1901 et 1902, puis 41,2 en 1904, 42,7 en 1907, 44 en 1908 et enfin 64,4 en 1909 (1).

1. M. Paul Beau, dans son Rapport sur la situation de l'Indochine de 1902 à 1907, dit que « comparées à celles de la période précédente, les statistiques accusent pendant les cinq dernières années une augmentation de 29 0/0 sur le commerce intérieur et de 38 0/0 sur le commerce général. Les exportations sur France ont augmenté de près d'un tiers et elles se développeraient plus rapidement encore si, comme

Ce sont là des indices de grande activité et de très réelle prospérité, et cette hausse toujours soutenue ne peut que continuer. Les reculs qui se sont produits de temps à autre n'ont eu qu'une courte durée et ont fait place bientôt à une avance nouvelle ; c'est le développement normal d'une grande et riche contrée.

Commerce de la France avec l'Indochine
(milliers de francs)

Moyennes quinquennales	Imp.	Exp.	Total
1890-1894	19.972	8.194	28.166
1895-1899	53.661	18.306	71.967
1900-1904	93.264	35.170	128.434
1905-1909	97.429	44.186	141.615

Pourcentages du commerce de la France avec l'Indochine

Moyennes quinquennales	Imp.	Exp.	Total
1890-1894	31,5	10	19,3
1895-1899	46,6	16,5	31,9
1900-1904	46,6	28,1	34,2
1905-1909	39	20,2	30,3

je l'ai demandé, un régime douanier plus favorable était appliqué, à leur entrée en France à nos thés, à nos poivres et à nos cafés. Quant aux importations françaises, elles ont fait de remarquables progrès, surtout en ce qui concerne les produits servant à l'industrie et à l'alimentation. Leur chiffre s'est élevé de 62 à 98 millions, accusant une augmentation de 59 0/0, alors que le chiffre des importations étrangères ne s'élevait que d'un tiers » (Rapport, p. 93).

Dans cette période, l'industrie et le commerce français ont profité des avantages que leur assurait la loi de 1892. Le tissage français des cotonnades a bénéficié des droits de 20 à 25 0/0 sur les cotonnades anglaises. Celles-ci ont été progressivement écartées du marché indochinois. L'importation française, d'insignifiante qu'elle était avant 1892, passe à 3.500.000 kilogrammes dans la période de 1892 à 1897 ; pour l'ensemble de ces articles et pour la même période, la France importe environ 26 millions. Après 1897 avec la période des travaux publics, les chiffres d'importation sont grossis par l'afflux considérable de métaux, d'ouvrages en métaux, de matériel destinés aux chemins de fer et aux ports. Après la métallurgie, les articles qui ont le plus bénéficié du tarif sont : les vins, les sucres, la bière, les armes, la bonneterie, les bougies, les savons, les parapluies et parasols français (1).

Depuis 1892, en somme, le commerce de la France avec ses colonies a plus que doublé en quantité et en valeur tant pour les importations que pour les exportations. De 180 millions qu'il était en 1891, il

1. M. Gaisman estime que « en onze années, l'importation française courante a doublé, passant de 26 à 50 millions. C'est quelque chose ; mais, à l'abri d'un tarif draconien, comme celui de 1892, le résultat n'est pas aussi considérable que ces chiffres sembleraient l'indiquer » (*Le Régime douanier de l'Indo-Chine française*. Extrait du rapport présenté au Congrès colonial de Marseille, septembre 1906, p. 5).

montait en 1909 à 478 millions augmentant ainsi de 265 o/o, les importations passant de 79 à 230, 4 millions et les exportations de 100,5 à 247,5 millions, ce qui donne un accroissement de 288 o/o pour les unes et de 247 o/o pour les autres.

Commerce de la France et des colonies entre elles
(milliers de francs)

Moyennes quinquennales	Imp. de France aux colonies	Ex. de France aux colonies	Total
1890-1894	86 582	110.440	197.022
1895-1899	122.155	124.979	247.134
1901	245.199	171.747	416.946
1902	236.618	175.301	411.919
1905-1909	231.638	200.985	432.623

Pourcentages du commerce de la France et des colonies entre elles

Moyennes quinquennales	Imp. aux col.	Exp. des col.	Total
1890-1894	38,8	49	43,5
1895-1899	43,8	47	45,4
1901	51,5	47,2	51,6
1902	50	35	49
1905-1909	46,3	40	43,2

CHAPITRE II

Dans leurs rapports avec l'étranger, les colonies offrent autant de variété que dans leurs relations avec la métropole. Selon leur situation et leur importance territoriale, l'état plus ou moins avancé de leur population, de leur agriculture et de leur industrie, elles ont à demander plus ou moins à l'étranger.

A. — Dans le groupe des colonies de l'Afrique du nord et particulièrement pour l'Algérie, l'intervention de l'étranger est environ le quart du commerce avec la France. Elle se produit surtout pour des articles que la métropole fournit difficilement par exemple des houilles anglaises, des pétroles russes et américains, des conserves d'Amérique, puis des machines ; de même elle exporte des vins, des phosphates, des blés, de l'alpha et aussi une grande quantité de primeurs en légumes et en fruits pour les pays septentrionaux de l'Europe dont l'Angleterre en première ligne.

Commerce de l'Algérie avec l'étranger (milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1895-1899	60.007	50.034	110.041
1900-1904	63.439	58.953	122.392
1905	57.434	67.516	124.950
1906	77.941	61.311	139.252
1907	63.717	88.342	152.059
1908	69.951	92.392	161.983
1909	65.039	88.150	153.289

Pourcentages du commerce de l'Algérie avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
1895-1899	22	16,5	19
1900-1904	19	19,5	17,5
1905	17	32,5	20
1906	11	10	13
1907	13,5	26,5	20
1908	14	29	20,5
1909	14,3	26,8	19,7

La répartition des objets importés de l'étranger et exportés à l'étranger s'est faite en 1909 dans la proportion suivante :

Désignation des articles	A l'importation	A l'exportation
	milliers de francs	
Matières animales..	9.839	9.151
Matières végétales..	25.057	38.737
Matières minérales.	13.210	29.873
Fabrications	16.933	30.389
Total	65.039	88.150

La situation du commerce étranger en Tunisie est assez différente ; elle y est plus importante qu'en Algérie, pour des raisons diplomatiques et aussi parce que l'influence française y est beaucoup plus récente ; la plus forte partie du commerce étranger y est faite par l'Angleterre et par l'Italie, ensuite viennent la Belgique, l'Allemagne et les États-Unis, puis l'Autriche, la Russie, la Hollande et l'Espagne, et enfin la Roumanie, l'Égypte et Malte, Tripoli et la Turquie, et en dernier lieu la Suisse. L'ensemble de ces échanges s'est fait de la façon suivante :

Commerce de la Tunisie avec les pays étrangers
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1892-1894	18.063	15.980	34.043
1895-1899	22.207	16.589	38.796
1905	52.052	33.644	85.696
1906	19.950	24.668	44.618
1908	37.825	47.369	85.194
1909	35.702	54.052	89.754

Pourcentages du commerce de la Tunisie avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
1892-1894	45	47	49
1895-1899	43	40	42
1905	52	57	51,5
1906	23	30	28
1908	47	56	49
1909	42	44,5	45

B. — Si les importations françaises augmentent de plus en plus en Afrique occidentale, il n'en est pas de même des exportations, et le commerce étranger avec les colonies du groupe est supérieur à celui de la France. Ce commerce offre le tableau ci-après :

Commerce de l'Afrique occidentale avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1898-1901	39.282	25.567	64.849
1902-1905	48.361	31.748	80.109
1908	47.308	37.511	84.819
1909	57.706	44.678	102.384

Pourcentages du commerce de l'Afrique occidentale avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
1898-1901	58	50	54
1902-1905	56,5	50	53,4
1908	44	44,4	44,2
1909	48,1	40,5	44,6

Ces chiffres présentent un accroissement qui n'est pas négligeable, puisque dans l'espace de dix ans, les affaires sont de 40 o/o supérieures à ce qu'elles étaient, mais le mouvement commercial de France

et des colonies avec l'Afrique occidentale s'est accru de 57,5 o/o pendant la même période (1).

Dans le groupe, c'est la colonie du Sénégal qui entretient le plus fort commerce avec l'étranger en valeur, et non en pourcentage.

Commerce du Sénégal avec l'étranger (milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1899	15.630	5.298	20.928
1905	22.850	7.284	30.134
1908	24.507	13.383	38.340
1909	27.737	15.767	43.504

Pourcentages du commerce du Sénégal avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
1899	31,2	22,7	26,3
1905	42,6	29,8	38
1908	36,7	29,5	34,4
1909	41,9	26,2	34,8

1. M. Georges Deherme trouve que « la part de l'étranger dans notre mouvement commercial colonial, qui est de moitié, pourrait être moindre... On peut prendre des précautions et favoriser nos intérêts politiques et économiques. Le nouveau régime douanier de l'Afrique occidentale... y a manqué peut-être... Le souci d'unifier a fait méconnaître les conditions spéciales de chaque pays... Des mesures subséquentes ont atténué ces fautes et calmé les véhémentes protestations des négociants ». (*Afrique occidentale française Action politique, économique et sociale*, p. 163 et 164).

En 1907, le commerce étranger se répartissait entre les puissances selon le tableau suivant :

Année 1907	Importation	Exportation	Commerce total
Angleterre.....	10.247.977	1.108.656	11.356.633
Colonies anglaises....	2.651.030	88.879	2.740.300
Hollande.....	399.906	3.675.590	4.075.496
Allemagne.....	1.112.791	2.039.270	3.152.061
États-Unis.....	1.090.456	»	1.090.456
Belgique.....	5.394	774.850	780.244
Colonies portugaises..	170.461	271.063	441.524
Suède et Norvège....	379.711	»	379.711
Danemark.....	»	324.800	324.800
Colonies espagnoles...	87.299	16 665	103.964
Divers.....	4.196.334	2.511.286	6.707.260

Comme la part de la France et des colonies était de 69 o/o en 1907, ce trafic de l'étranger formait donc les 31 o/o du commerce total, partagés assez inégalement entre les divers pays. Il faut noter, du reste, que les exportations ne forment guère que le 1/4 du total des exportations de la colonie et n'en ont jamais atteint le 1/3. Parmi les pays étrangers, la part de l'Angleterre est prépondérante, bien que ses achats au Sénégal soient assez faibles. En revanche, elle fournit à la colonie plus de 5 millions de francs de tissus et plus de 3 millions de charbon ; de la sorte, elle domine de beaucoup les autres puissances.

En Guinée, le commerce étranger est plus impor-

tant que le commerce français, ainsi que peuvent le montrer les pourcentages du tableau suivant :

Pourcentages du commerce de la Guinée française avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1898	83,8	92,5	88,8
1899	72,8	91	79,2
1900	69,4	87,3	75,7
1905	59,5	70,2	65,6
1908	41,7	64,2	52,6
1909	52,5	56,2	53,3

*Commerce de la Guinée française avec l'étranger
(milliers de francs)*

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1898	7.543	7.245	14.789
1899	11.319	8.499	19.818
1900	9.937	8.535	18.472
1905	11.267	11.516	22.783
1908	5.808	9.861	15.669
1909	11.557	10.837	22.394

Ces chiffres de valeurs indiquent bien que la tendance du commerce étranger est très soutenue, même en voie de progrès, mais que la colonie étend de plus en plus ses affaires avec la France dans une proportion plus grande et plus rapidement, ce qui cause la baisse constante des pourcentages du commerce étranger.

A la Côte d'Ivoire, le même phénomène se produit ; le commerce étranger qui jouit du même traitement que le commerce français, en vertu de conventions diplomatiques, progresse moins vite que ce dernier.

Commerce de la Côte d'Ivoire avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1898	4.545	3.111	7.656
1899	4.768	3.136	7.904
1905	9.048	5.527	14.575
1908	8.015	5.860	13.875
1909	6 210	6.571	12.781

Pourcentages du commerce de la Côte d'Ivoire
avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
1898	80,9	62,1	71,7
1899	74,6	53,4	64,8
1905	64,3	72,2	67,2
1908	56,5	54,4	55,5
1909	56,1	55,7	56,4

Au Dahomey encore, on rencontre un fait quelque peu différent à cause de l'union douanière avec le Togo allemand et des facilités de l'importation étrangère. Le commerce étranger y est prépondérant, représentant environ les $\frac{3}{4}$ du commerce total. L'augmentation était très sensible, il y a quelque dix

ans ; la prédominance de ce commerce étranger sur celui de la France tend à se ralentir un peu, depuis que l'ensemble des transactions est plus considérable.

Commerce du Dahomey avec l'étranger (millions de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1898	8.071	5.352	13.423
1899	10.556	9.277	19.883
1905	8.271	4.906	13.177
1908	8.138	7.958	16.096
1909	11.840	11.502	23.342

Pourcentages du commerce du Dahomey avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1898	80,8	70,5	76,7
1899	85,4	75,3	79,5
1905	88,7	77	72
1908	76,9	67,3	70,8
1909	82,9	70,7	76,6

C. — Il semble qu'en Afrique équatoriale on assiste aussi à une diminution du pourcentage du commerce étranger, surtout belge et allemand, en même temps que les transactions augmentent en valeur absolue ; la cause serait donc un accroissement plus rapide du commerce français, comme pour certaines colonies de l'Afrique occidentale.

Commerce de l'Afrique équatoriale avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1898-1902	4.022	4.998	9.020
1903-1907	5.859	9.126	14.985
1908	5.759	9.326	15.085
1909	6.382	8.926	15.308

Pourcentages du commerce de l'Afrique équatoriale
avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1898-1902	57,4	70,4	63,8
1903-1907	55,3	63	51,4
1908	57,6	55,9	56,4
1909	59,2	51,7	54,3

La décroissance du pourcentage de ce commerce paraît donc être une tendance générale sauf pour les importations dont le pourcentage a quelque peu augmenté dans la dernière période.

D. — La côte française des Somalis étant, avec Djibouti, le débouché et le port d'importation d'Abysinie, il est naturel que le commerce étranger y ait la première part, car il est surtout du commerce de transit. Ainsi, en 1907, sur 15.855.647 francs de marchandises ayant fait l'objet d'importations, 9.677.132 francs étaient pour l'empire du Négus, dont 2.049.000

en marchandises françaises et 7.628.130 en marchandises étrangères. Ces marchandises sont expédiées, soit directement après leur embarquement, soit après avoir été entreposées. Les importations d'Aden figurent au premier rang, quoique étant en diminution, à cause de l'extension des importations directes dans la colonie, Aden n'étant qu'un port d'entrepôt sur la route d'Extrême-Orient. Les principales marchandises ainsi importées sont les tissus de coton de toutes sortes, le riz, la farine de froment, le sucre, les vins, les alcools, les bois de sapin, les matériaux de construction. En 1906 et en 1907 on pouvait dresser le tableau suivant des principaux pays importateurs :

	1906	1907
France	2.797.434	4.493.326
Colonies françaises....	15.186	6.608
Angleterre.....	1.531.115	2.857.730
Allemagne.....	304.477	687.144
Égypte	134.398	166.590
Aden.....	8.388.588	6.530.034
Belgique.....	»	572.296
Autres pays.....	805.631	542.009
Total.....	13.976.829	15.855.647

L'ensemble des transactions de la colonie avec l'étranger peut se dresser comme suit :

Commerce de la Côte française des Somalis avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1899	2.243	2.108	4.351
1905	10.007	16.559	26.566
1907	11.899	20.649	32.548
1908	11.064	17.910	28.974
1909	12.833	23.128	35.961

Pourcentages du commerce de la Côte des Somalis
avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1899	56,6	94	70,9
1905	83,9	90	88,2
1907	75,3	76,2	83,4
1908	82,9	89,6	90
1909	82,6	90	87,5

E. — A Madagascar, la part de commerce français est d'environ les quatre cinquièmes du commerce total. Il ne reste donc plus pour l'étranger qu'une part qui, sans être une quantité négligeable, est bien inférieure à celle qu'il acquiert ou conserve dans d'autres colonies. Il est difficile de ne pas rattacher ce résultat au régime de l'assimilation douanière qui fut appliqué à l'île presque à son entrée dans la

domaine colonial français par la loi de 1897 (1). On peut dresser ainsi qu'il suit le tableau des pays de provenance et de destination des importations et des exportations réunies pour l'année 1907 :

Pays	Importations	Exportations	Totaux généraux
France	21.835.102	18 759.833	40.594.935
Colonies franç ^{es} ..	938.287	818.502	1.756.789
Angleterre.....	484.827	1.165.316	1.650.143
Colonies anglai ^{es}	636.100	741.006	1.377.106
Allemagne.....	388.435	4.973.599	5.362.034
Côte orientale d'Afrique.....	380.263	285.398	665.661
Suède et Norvège	149.931	»	149.931
Amérique.....	124.598	»	124.598
Égypte.....	6.249	»	6.249
Autres pays.....	379.466	526.470	905.936
Totaux	25.323.258	27.270.124	52.593.382

1. M. Paul Leroy-Beaulieu dit en parlant de Madagascar : « La métropole accapare la plus grande partie de ce trafic, cette répartition du commerce, surtout à l'importation, est tout à fait anormale et ne représente nullement un état de choses désirables : elle équivaut presque à l'exclusion de l'étranger, ce qui a nombre d'inconvénients et doit nuire à l'essor de la colonie... Madagascar est, en quelque sorte, une colonie séquestrée par la métropole... On sent, dans toute cette nomenclature, la part très grande de l'entretien du corps d'occupation. En parcourant cette répartition entre la France et l'étranger des importations à Madagascar, on ne peut s'empêcher de penser au commerce extérieur des anciennes colonies espagnoles. Ce n'est pas là un modèle à prendre » (*De la Colonisation...* 5^e éd. t. II, p. 226 et 227).

Depuis l'annexion de l'île à la France, les variations de commerce étranger furent les suivantes :

Commerce de Madagascar avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1898	5.506	2.683	8.199
1899	3.693	2.601	6.295
1905-1907	3.903	8.151	12.054
1908	2.990	5.234	8.314
1909	3.619	10.029	13.648

Pourcentages du commerce de Madagascar avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
1898	25,2	53,8	29,7
1899	13,4	32,2	17,5
1905-1907	12,7	31,1	21,2
1908	9,9	23,5	15,4
1909	10,6	30,1	20,2

La proportion du commerce étranger dans les échanges de l'archipel de Mayotte et des Comores est aussi très faible, variant au total de 8 à 12 o/o selon les années, un peu plus forte aux importations qu'aux exportations.

Commerce de Mayotte et des Comores avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1905	344	184	528
1908	276	124	400
1909	273	177	450

F. — Les établissements français de l'Inde sont trop enclavés dans les Indes anglaises pour ne pas faire une grande partie de leur commerce avec elles, et ce ne sont d'ailleurs que de simples bourgades dont l'existence économique serait bien précaire si elles n'étaient ainsi environnées. Cependant, depuis quelques années, ce commerce étranger est à peu près stationnaire en valeur absolue et diminue en proportion du commerce total qui augmente.

Commerce de l'Inde française avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1898	2.313	4.306	6.619
1905	5.671	11.624	17.295
1907	5.268	9.680	15.158
1908	6.847	9.411	16.258
1909	7.826	7.730	15.556

Pourcentages du commerce de l'Inde française avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
1898	80,1	54,6	60,3
1905	89,5	42,5	51,6
1907	79	37,3	46
1908	76,2	41,6	45
1909	96,8	25,6	40,2

G. — De même que le commerce français, le commerce étranger avec la Réunion s'est maintenu

depuis 1892, variant avec les variations des échanges, mais avec une légère tendance à la baisse dans les dernières années. Cette baisse correspond à une augmentation corrélative du commerce des colonies françaises avec l'île, en particulier Madagascar et les établissements de l'Inde.

Commerce de la Réunion avec l'étranger (milliers de francs

Années	Imp.	Exp.	Total
1905	5.670	1.102	6.772
1907	1.929	442	2.371
1908	1.533	722	2.255
1909	1.762	446	2.208

Pourcentages du commerce de la Réunion avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
1905	29,4	11,3	24,2
1907	13,4	3,1	8,1
1908	12,9	4,7	8,4
1909	13,3	2,7	7,5

H. — Aux Antilles et d'abord à la Martinique, la part de l'étranger dans le commerce de l'île est d'environ un quart du total ; ce commerce consiste pour la majeure partie en importations étrangères, approximativement, 85 o/o. Les exportations des Antilles à l'étranger sont très peu abondantes, surtout à la Guadeloupe, et en somme, les marchan-

disés importées de l'étranger sont payées avec des exportations vers la France, sans que le régime douanier soit en cause dans ce résultat, d'aucune façon. C'est une situation très spéciale aux Antilles qui existe aussi à la Réunion, quoique dans une mesure moindre.

Dans les relations des Antilles avec l'étranger, ce sont les États-Unis d'Amérique qui, en raison de leur proximité géographique, ont pris la part prépondérante. Ils fournissent les mulets, les viandes salées de porc et de bœuf, le saindoux, la farine de froment, le maïs, les biscuits de mer, les légumes secs, le tabac en feuilles, les huiles de coton et de pétrole, les bois communs, les voitures, etc. L'Angleterre expédie de la houille, des tissus de coton, des engrais naturels, des outils; de la Hollande viennent les fromages et les eaux-de-vie de genièvre; de la Belgique des allumettes; de l'Autriche des meubles; l'Allemagne enfin approvisionne de porcelaine, machines à coudre, instruments de musiques et « articles de Paris ». Par contre, l'étranger consomme les vanilles, dirigées surtout sur New-York, et une petite quantité de sucre et de tafia destinée à l'approvisionnement des navires.

On peut alors dresser du commerce des îles d'Amérique avec l'étranger, le tableau suivant :

Commerce de la Guadeloupe avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	6 204	242	6.446
1907	5.073	168	5.241
1908	4.953	270	5.223
1909	4 850	176	5.026

Pourcentages du commerce de la Guadeloupe
avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	46,2	1,6	22,5
1907	37,8	1	18
1908	23	0,9	15,1
1909	32,9	1	19,6

On aperçoit là une diminution lente de ce commerce en chiffres absolus, pour le total et celui des importations, sans qu'on puisse dire qu'il y a une réelle diminution dans les pourcentages, mais plutôt flottement ; cela n'indique qu'une réduction corrélatrice du commerce extérieur total de l'île.

Commerce de la Martinique avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	6.839	1.247	8.086
1907	6.671	1.009	7.680
1908	6.706	859	7.665
1909	6.670	717	7.387

*Pourcentages du commerce de la Martinique
avec l'étranger*

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	45,8	6,9	24,5
1907	41,5	7,5	23
1908	43,8	4,1	20,2
1909	41,5	4	19,4

Ici, la même diminution lente et progressive qu'à la Guadeloupe sur le commerce total avec l'étranger se constate, mais elle se présente dans d'autres conditions. Elle correspond à une augmentation du commerce général de l'île dans la dernière période, et elle est provoquée surtout par une diminution sensible des exportations à l'étranger, tandis que les importations restent presque au même chiffre. Pour ces raisons, le pourcentage du commerce étranger à la Martinique diminue, tant au total qu'aux importations et exportations.

I. — A Saint-Pierre et Miquelon, après avoir baissé beaucoup en même temps que le commerce général, le commerce étranger se maintient depuis plusieurs années, suivant là encore le mouvement de la totalité des échanges en stagnation depuis la crise de l'industrie des pêcheries et la Convention franco-anglaise du 18 avril 1904.

Commerce de Saint-Pierre avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1899	5.405	3.550	8.955
1905	2.782	813	3.595
1907	2.568	666	3.234
1908	2.676	705	3.381
1909	2.849	1.131	3.980

Pourcentages du commerce de Saint-Pierre et Miquelon
(avec l'étranger)

Années	Imp.	Exp.	Total
1899	41,7	23,1	31,6
1905	51,2	11,5	28,6
1907	51	13	26
1908	51,1	10,1	30,6
1909	57,3	13	24,7

Il y a ici une tendance à la diminution du pourcentage du commerce total de l'étranger, alors que le pourcentage des importations irait plutôt en augmentant ; les exportations de l'étranger sont assez variables en valeur et proportionnellement à la somme globale des exportations des deux îlots. Il est difficile de déterminer de façon précise quelle est la variation des divers éléments du commerce de Saint-Pierre et Miquelon : les faits sont flous et ne donnent aucune indication vraiment nette et décisive.

J. — A la Guyane, le commerce étranger a augmenté très sensiblement dans la dernière période quinquennale, puisqu'il est passé du simple au double, profitant de la décroissance parallèle du commerce français.

Commerce de la Guyane française avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	3.112	1.289	4.401
1907	3.662	2.628	6.290
1908	3.943	3.769	7.712
1909	3.963	4.481	8.445

Pourcentages du commerce de la Guyane
avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	27,2	13,6	20,6
1907	26,1	21,4	26,4
1908	32,4	29,9	30,8
1909	32,4	38	35,3

L'accroissement du commerce étranger est ici très en relief, car il est général en valeur et en pourcentage, au total, au chiffre des importations et à celui des exportations. La progression la plus forte est celle du chiffre des exportations, qui, peu élevé au début de la période où il était environ le tiers de celui des importations et le quart du commerce total,

a dépassé la somme des importations et forme plus de la moitié de celle du commerce total de la Guyane avec l'étranger.

K. — C'est un phénomène contraire, une diminution du commerce étranger qui apparaît dans les statistiques de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. Tandis que le commerce général reste au même point, le chiffre du commerce étranger baisse quelque peu au total, en suivant ainsi la baisse des importations de l'étranger dans la colonie et celle des exportations de la colonie à l'étranger.

Commerce de la Nouvelle-Calédonie avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	4.790	8.230	13.020
1907	4.157	5.870	10.027
1908	3.869	6.998	9.867
1909	4.028	4.870	8.898

Pourcentages du commerce de la Nouvelle-Calédonie avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	44,3	79,3	69,6
1907	44,5	69,4	56,5
1908	41,8	69,2	50,8
1909	43,2	66,6	54,8

L. — Le commerce de l'étranger avec les établis-

sements français de l'Océanie est un commerce croissant, qui croît même très vite à la fois en valeur absolue et proportionnellement au commerce général. Voici les chiffres de ce commerce dans les dernières années.

Commerce de l'Océanie française avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	2.438	2.472	4.910
1907	2.928	3.182	6.110
1908	3.253	3.003	6.256
1909	3.816	4.936	8.752

Pourcentages du commerce de l'Océanie française
avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	80,4	80,4	81
1907	87,9	87,5	87,7
1908	84,1	95,3	89,2
1909	83,4	97,7	90,9

La hausse du pourcentage du commerce total suit celle du pourcentage des exportations. Ce sont elles surtout qui augmentent le chiffre du commerce avec l'étranger ; les importations ne profitent pas d'une hausse aussi rapide et leur pourcentage même marque une baisse, ce qui indique simplement un afflux

très fort d'importations françaises, tandis que les exportations en France diminuent.

M. — En Indochine, l'intervention de l'étranger est très importante, car il y a là, dans la population indigène une très nombreuse clientèle absorbant des produits asiatiques. Ces produits d'Extrême-Orient peuvent être difficilement remplacés par d'autres (1). De même l'union indochinoise exporte une grande quantité de ses récoltes dans les pays voisins, surtout en Chine et au Japon, et ces exportations sont les marchandises d'échange d'importations correspondantes. On peut d'ailleurs dresser pour l'année 1905 l'état des relations avec les différents pays ainsi qu'il suit :

1. En 1905. *M.* Fetterer écrivait dans le *Bulletin économique de l'Indochine* (n° 40, p. 279) : « Le mouvement économique de l'indochine se subdivise comme suit :

» 1° Un peu moins de la moitié se traite avec la France et ses colonies ;

» 2° Une seconde part, presque égale à la première, se traite avec les pays d'Extrême-Orient, soit directement, soit par l'intermédiaire de Hong-Kong et de Singapour ;

» 3° Un solde relativement peu important se traite avec tous les pays, soit directement, soit par l'intermédiaire des mêmes ports de transit. »

*Importation des pays par ordre d'importance,
numéraire déduit*

France et colonies.....	111.953.862
Hong-Kong.....	46.423.349
Chine et Japon.....	23.443.155
Singapore.....	13.752.401
Birmanie et Siam.....	6.641.209
Autres pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Océanie.....	7.714.783
Angleterre.....	3.316.028
États-Unis d'Amérique.....	3.160.618
Russie.....	1.744.034
Allemagne.....	1.298.934
Marchandises étrangères importées des colonies françaises.....	948.884
Hollande.....	753.151
Suisse.....	721.094
Autriche-Hongrie.....	132.977
Belgique.....	66.569
Italie.....	65.906
Turquie.....	27.078
Espagne et Portugal.....	22.057
Danemark.....	5.881
Suède et Norvège.....	5.022
Total.....	223.944.159

Exportation vers les différents pays en 1905

En France.....	30.374.398
Dans les colonies françaises.....	1.888.493
Dans les autres pays d'Europe.....	751.242
En Angleterre.....	1.244.498
En Allemagne.....	446.082
En Chine et Japon.....	21.164.416
En Birmanie et au Siam.....	2.019.625
A Singapour.....	9.012.802
A Hong-Kong.....	44.173.010
Autres pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Océanie.....	21.192.875
Total.....	132.266.441
A déduire numéraire.....	10.257.185
Reste net.....	122.009.256

Les exportations de 1905 furent inférieures à ce qu'elles sont d'habitude pour les riz et ses dérivés ; la moins-value de ce chef fut de 28.030.447 francs en 1904. Cela tient à la mauvaise récolte occasionnée par les sauterelles en Cochinchine, un violent typhon en Annam et des inondations au Tonkin.

Voici d'ailleurs quelles furent les variations du commerce étranger en Indochine depuis 1890, par périodes quinquennales :

Commerce de l'Indochine avec l'étranger
(milliers de francs)

Moyennes quinquennales	Imp.	Exp.	Total
1890-1894	43.501	73.403	116.904
1895-1899	60.576	94.351	154.927
1900-1904	105.282	120.481	225.763
1905-1909	152.267	172.325	324.592

Pourcentages du commerce de l'Indochine avec l'étranger

Années	Imp.	Exp.	Total
1890-1894	68,5	90	80,7
1895-1899	53,4	83,5	68,1
1900-1904	53,4	71,9	65,8
1905-1909	61	79,8	69,7

En chiffres absolus pendant les vingt années envisagées, le commerce total et les importations et exportations de l'étranger ont beaucoup augmenté, et cependant, pendant les trois premiers quarts de

cette période, le pourcentage a diminué de façon générale et constante. Cela n'indiquait qu'un progrès plus rapide encore par ailleurs dans les importations de France et les exportations vers la métropole. Ce n'est que dans la dernière période quinquennale que l'on observe un rehaussement du pourcentage du commerce étranger qui se produit surtout d'ailleurs au chiffre des exportations de l'Indochine vers les pays circonvoisins, ce qui n'est qu'une manifestation de la force d'expansion de la colonie en Extrême-Orient.

Cette partie très importante du commerce extérieur des colonies qui est le commerce avec l'étranger a aussi beaucoup augmenté depuis la loi douanière de 1892. Ces relations, comme toutes les autres, ont suivi la marche du progrès économique des colonies dont quelques-unes, les plus grandes, ne faisaient qu'entrer dans le domaine colonial de la France à cette date.

Commerce des colonies françaises avec l'étranger
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1890-1894	132.252	114.813	247.065
1895-1899	153.308	140.639	293.947
1901	208.975	192.771	401.746
1902	208.100	221.503	429.503
1905-1909	270.176	298.421	568.597

*Pourcentages du commerce des colonies françaises
avec l'étranger*

Années	Imp.	Exp.	Total
1890-1894	61,2	51	56,5
1895-1899	56,2	53	54,6
1901	48,5	52,8	48,4
1902	50	65	51
1905-1909	53,7	60	56,8

Le fait de l'augmentation ininterrompue de chacun des éléments des échanges étant bien dégagé par ce tableau, l'appréciation des pourcentages semble montrer que le commerce étranger au total est parti d'un point déterminé, pour diminuer quelque peu (8 o/o environ) vers le milieu de la période de vingt ans et revenir ensuite à l'état dans lequel il se trouvait en débutant, traçant ainsi une courbe en sens inverse de celle donnée par les échanges de la France. La métropole, faisant au total en 1892 un peu moins de la moitié des échanges (43,5 o/o) laissait à l'étranger une part un peu supérieure à cette moitié (56,5 o/o) opérant un mouvement en sens contraire, ils se rejoignirent, s'équilibrèrent vers 1901-1902 pour s'écarter de nouveau et prendre leur situation respective première.

Toutefois dans cette courbe générale, il est bon de remarquer qu'aux importations, le pourcentage du dernier quart est inférieur à celui du premier (de

7,5 o/o), montrant ainsi un progrès certain des importations françaises, et aux exportations, après une faible baisse, une augmentation forte du pourcentage, laissant à l'étranger la plus grande part dans les exportations des colonies françaises avec une différence de 20 o/o au lieu de 2 o/o qui existait au début de la période. Ce sont des résultats intéressants à noter.

CHAPITRE III

Il ne suffit pas d'étudier séparément le commerce des colonies avec la métropole et avec l'étranger pour voir quelle a été la transformation du commerce sinon sous l'influence d'une loi, du moins durant le fonctionnement du régime qu'elle instituait.

Se contenter d'opposer les transactions faites avec la France à celles conclues avec l'étranger est voir la question de façon incomplète. L'intérêt n'est pas de vouloir que les importations ne viennent que de France tandis que les exportations iraient à l'étranger, ce qui est économiquement impossible ; il faut désirer un développement harmonieux des échanges et que l'augmentation du commerce général marque une plus grande prospérité coloniale

A. — Pour l'Algérie, voici ce que donne l'ensemble du commerce pendant les quinze dernières années :

Commerce de l'Algérie de 1895 à 1909
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1895-1899	285.196	292.588	577.784
1900-1904	340.203	277.634	617.837
1905	383.887	228.763	612.650
1906	401.652	280.294	681.946
1907	448.219	338.488	786.707
1908	460.556	325.812	786.368
1909	450.822	329.302	780.124

Ce qui frappe, ici en fin de compte, est le manque d'équilibre entre les importations et les exportations (1), qui s'explique en grande partie par les importations nécessaires à l'entretien du 19^e corps d'armée, et par celles relatives aux travaux publics qui se poursuivent sans cesse. La situation, en tout cas, n'a rien qui puisse inquiéter et s'efface devant l'augmentation du commerce total.

Pour la Tunisie, l'augmentation apparaît mieux, car le développement est plus récent et s'est fait avec des moyens plus puissants :

Commerce de la Tunisie de 1892 à 1909
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1892-1894	39.877	34.607	74.484
1895-1899	50.750	41.089	91.839
1905	99.955	58.276	158.231
1906	89.349	80.595	169.944
1907	102.860	103.361	206.221
1908	123.028	94.155	217.183
1909	114.447	109.011	223.458

1. M. J. Chailley-Bert dit à ce sujet (*Dix années de poli-*

La marche ascendante est ici plus soutenue et on ne peut remarquer aucune différence vraiment importante entre le chiffre des importations et celui des exportations. L'une et l'autre, dans leurs fluctuations, dépendent en partie des approvisionnements précédents et de la récolte courante, mais les arrêts ou les régressions ne sont que temporaires et la hausse reprend ensuite avec plus d'activité.

Le régime douanier basé sur la réciprocité de la Tunisie et de la France ne paraît donc pas sujet à critique et n'a gêné en rien le développement naturel du pays.

B. — Le groupement de l'Afrique occidentale présente, lui aussi, un beau développement dans les dix années qui viennent de s'écouler, et le décret de 1905 ne s'est aucunement fait sentir sur les mouvements du commerce.

Commerce de l'Afrique occidentale de 1898 à 1909
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1898-1901	68.075	51.109	119.184
1902-1905	87.805	62.635	150.440
1907	97.010	80.430	177.440
1908	108.590	84.501	194.091
1909	118.568	109.832	228.400

tique coloniale, p. 102) : « La plupart de nos colonies sont entravées par la manque d'exportation. Elles achètent beaucoup à l'Europe et n'ont rien à lui vendre. »

Ce commerce va toujours grossissant, de façon régulière, et l'accroissement des exportations prouve que l'Afrique occidentale possède une abondante contrepartie pour les importations qui sont faites. C'est le signe d'une activité maintenant en pleine force et dont la puissance s'augmente journellement.

Jusqu'en 1890, le commerce du Sénégal n'avait pas pris l'essor qu'il a pris depuis cette date.

Commerce extérieur du Sénégal (milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1863	18.644	14.473	33.117
1878	12.463	19.960	32.423
1881	19.724	25.462	45.186
1887	25.813	13.914	39.737

C'était un développement plutôt lent, puisque dans l'espace de vingt-cinq ans il ne s'était accru que de 19 0/0. Depuis, il a été plus rapide, puisque de 41 millions 1/2 en 1892, il arrive en 1909 à 127 millions dont 68 aux importations et 59 aux exportations.

*Commerce extérieur du Sénégal de 1899 à 1909
(milliers de francs)*

Années	Imp.	Exp.	Total
1899	50.060	23.546	73.606
1905	53.314	24.564	77.879
1907	54.696	43.859	98.555
1908	67.070	45.474	112.544
1909	67.912	59.165	127.077

Dans ces dix années, le commerce s'est augmenté de 72 o/o au total, de 35,8 o/o aux importations, et de 150 o/o aux exportations, ce qui montre la mise en valeur très accentuée des ressources agricoles du pays.

Les autres colonies de la côte d'Afrique occidentale paraissent donner des résultats un peu moins brillants.

Cependant, en Guinée, le commerce extérieur a plus que doublé, et les exportations ont toujours suivi de très près les importations.

Commerce extérieur de la Guinée de 1898 à 1909

Années	Imp.	Exp.	Total
1898	9.020	7.800	16.820
1899	15.442	9.461	24.903
1900	14.275	9.780	24.055
1905	18.924	16.373	35.298
1907	16.344	15.990	32.334
1908	14.253	15.510	29.763
1909	22.920	19.369	42.289

A la Côte d'Ivoire, c'est le même doublement du commerce total et aussi des importations et exportations qui marchent de pair :

Commerce extérieur de la Côte d'Ivoire de 1898 à 1909
(milliers de francs)¶

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1898	5.599	5.047	10.646
1899	6.390	5.863	12.253
1905	13.895	7.635	21.531
1907	14.314	10.911	25.225
1908	14.223	10.854	25.077
1909	11.192	11.788	22.980

Au Dahomey, l'augmentation est presque analogue, mais un peu plus indécise ; le commerce y a subi quelques fluctuations en hausse et en baisse, mais le résultat final est très concluant en faveur de la prospérité de la colonie.

Commerce extérieur du Dahomey de 1898 à 1909 .
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1898	9.996	7.539	17.535
1899	12.349	12.719	25.068
1905	10.732	7.634	18.366
1907	11.655	9.671	21.326
1908	10.737	12.180	22.917
1909	14.201	16.350	30.551

C. — Le Congo a aussi doublé son commerce avec le dehors dans les dix dernières années, après avoir longtemps végété péniblement. Cet essor est dû sans aucun doute à l'action des compagnies conces-

sionnaires qui ont commencé la mise en valeur effective de la colonie.

*Commerce extérieur de l'Afrique équatoriale (Congo)
de 1898 à 1909 (milliers de francs)*

Années	Imp.	Exp.	Total
1898-1902	7.066	7.102	14.168
1903-1907	10.919	14.412	25.331
1908	10.028	16.802	26.830
1909	10.916	17.280	28.196

D. — Pour la Côte des Somalis, le résultat des dix dernières années paraîtrait impossible, si elle n'avait été une colonie naissante à cette date. Le commerce de 1909 est environ sept fois égal à celui de 1899, et dans cette colonie, les exportations furent toujours supérieures aux importations ; la différence pour 1909 est de 40 0/0 en faveur des premières. Ces résultats ne sont pas attribuables à la colonie seule, car on sait qu'elle est surtout une colonie de passage pour le trafic de l'Éthiopie.

Commerce extérieur de la Côte des Somalis de 1899 à 1909

Années	Imp.	Exp.	Total
1899	3.953	2.245	6.198
1903	7.530	10.451	17.981
1904	10.625	10.059	25.684
1905	11.930	18.219	30.149
1906	13.977	20.273	34.250
1907	15.858	23.091	38.947
1908	13.336	19.964	33.300
1909	15.521	25.665	41.186

La diminution de 1908 s'explique par les fluctuations du thaler, la principale monnaie d'argent du pays, qui ont influencé le marché, en ralentissant les transactions commerciales, et par la mévente des peaux qui a eu comme conséquence de restreindre l'échange habituel de ce produit avec les tissus de coton écriu, le principal article d'importation en Abyssinie.

E. — Le commerce extérieur de Madagascar tend à être de plus en plus un commerce équilibré entre les importations et les exportations. Dans la période précédant 1900, qui fut celle de l'occupation militaire, les importations offraient un excédent considérable en raison de l'approvisionnement des troupes en denrées, vêtements, armes et munitions. Depuis, ces importations se sont ralenties, n'ont plus conservé la place prépondérante, même avec l'exécution des grands travaux publics, tandis que les exportations se sont développées très promptement.

Commerce extérieur de Madagascar de 1896 à 1909
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1896	13.988	3.606	17.594
1898	21.628	4.974	26.602
1899	27.917	8.046	35.963
1900	39.896	10.741	50.637
1905-1907	31.016	26.103	57.119
1908	30.167	22.454	52.721
1909	34.140	33.378	67.518

Ainsi, dans cette période de quinze ans, le commerce total a quadruplé, alors que les importations augmentaient de 250 0/0 ; quant aux exportations, elles sont en 1909 environ dix fois ce qu'elles étaient en 1896, à leur naissance. C'est dire avec quelle célérité les transactions ont parcouru la période des tâtonnements du début de la mise en valeur pour prendre un si vif essor.

Les relations commerciales de Mayotte, des Comores et dépendances n'ont pas varié depuis bien longtemps ; elles se tiennent presque toujours un peu au-dessous de 4 millions, dépassant rarement ce chiffre. Voici quelles elles furent dans les cinq dernières années :

*Commerce extérieur de Mayotte, des Comores
et dépendances (milliers de francs)*

Années	Imp.	Exp.	Total
1905	771	3.096	3.868
1907	1.312	3.033	4.345
1908	1.304	2.427	3.731
1909	1.333	2.701	3.834

F. — Le commerce général des établissements de l'Inde, après avoir subi une courte éclipse vers 1898, a repris de nouveau une assez grande importance. Il est d'ailleurs composé pour près des trois quarts d'exportations. Ces exportations consistent en tissus

de coton dits « guinées » expédiés dans les colonies françaises d'Afrique, et qui viennent du territoire anglais se faire nationaliser pour bénéficier d'exemptions aux tarifs. Ces tissus ont fait l'objet d'une réglementation spéciale dans ces colonies pour la protection des cotonnades françaises (1).

Commerce des établissements français de l'Inde
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1878	8.347	15.220	23.567
1887	5.946	21.413	27.369
1898 (1)	3.134	7.897	11.031
1905	6.356	27.185	33.542
1907	6.685	26.268	33.153
1908	8.936	27.048	35.984
1909	8.107	30.299	38.406

Il ressort malgré tout de ce tableau une tendance à l'accroissement du commerce de ces établissements, dans toutes les parties du trafic.

G. — La question la plus délicate de cette revue du commerce extérieur des colonies est celle qui

1. M. Paul Leroy-Beaulieu estime que « la cause de l'énorme recul de 1887 à 1898 dans le commerce de l'Inde, doit être le détournement du trafic par les ports britanniques, car le régime de douane dans nos établissements de l'Inde est relativement assez libéral » (*De la Colonisation*, 5^e éd., t. II, p. 242).

concerne les trois vieilles colonies : la Réunion, la Martinique et la Guadeloupe.

Il est bien évident que ces îles depuis longtemps traversent une crise. L'attribuer en entier et uniquement au régime douanier est une solution très simple et qui en général satisfait les économistes libéraux et les colons déçus de l'abolition du sénatus-consulte de 1866 dans ses points essentiels.

Il faudrait peut-être chercher plus loin des causes locales et générales autres : événements naturels et phénomènes économiques. Il est bien rare qu'une situation économique soit la conséquence d'un fait unique et on peut être plus près de la vérité en la faisant découler de circonstances multiples.

La condition économique actuelle des anciennes colonies est particulièrement pénible. Leur commerce général, loin de s'améliorer et de suivre la progression des colonies plus récentes mais plus vastes et aux ressources plus variées, a diminué depuis quelques années pour aboutir à un état de marasme accentué par la crise sucrière et dont elles ne sortent pas.

La crise sucrière survint en 1883 à la suite de la surproduction générale de la matière ; c'est précisément à cette date que le commerce de ces colonies s'effondra (1). Depuis, ces colonies n'ont pas changé

1. M. A. Artaud écrit cependant : « Tous ceux qui ont travaillé avec nos établissements lointains, de 1875 à 1890, ont

changé la culture qui n'était plus rémunératrice.

Puis ces colonies à l'étroit dans la limite de leurs côtes ont une population qui n'augmente plus ; les besoins restent par conséquent les mêmes. La colonie n'a rien de plus à offrir à l'exportation puisque la mise en valeur entreprise depuis bien longtemps ne réalise plus de progrès sinon très lents.

Et un autre phénomène presque insaisissable se produit qui est l'extension progressive des cultures vivrières, et l'accroissement corrélatif du commerce intérieur des îles.

Car le commerce extérieur n'est pas le seul critérium de la prospérité d'un pays, il n'en est qu'un des éléments. Surtout que le commerce extérieur de ces îles était relativement à leur étendue et population considérable et ne devait pas faire illusion. Plus un pays est petit, moins les produits du sol sont variés et plus il lui est difficile de se suffire à lui-même. Lorsqu'il est porté vers la monoculture, comme les Antilles et la Réunion, il arrive à exporter presque tout ce qu'il produit et à importer presque tout ce qu'il consomme ; son commerce extérieur est d'autant plus considérable que son commerce inté-

conservé le souvenir d'une prospérité qui n'a pas été égalée depuis pour les mêmes pays. » (Rapport au Congrès colonial de Marseille de 1906 sur le régime douanier des colonies p. 2.)

rien est plus faible, et si le second augmente, il est bien naturel que le premier diminue.

Si l'on ajoute à ces indications la crise de main-d'œuvre dont souffrent ces pays, l'organisation défectueuse des banques de crédit et enfin les calamités naturelles causées par les ouragans et les phénomènes sismiques fréquents dans ces régions, on pourra se rendre compte que le mal n'a pas été provoqué par le régime douanier à lui seul, et que malgré les défauts de ce régime on ne peut lui imputer ce qu'on a qualifié de « décadence et de ruine des vieilles colonies ».

Quoiqu'il en soit, le commerce total de la Réunion qui était de 59 millions en 1882 était descendu à 19 millions en 1893; il remonte en 1894 et 1896 à 39 millions et depuis il se maintient couramment près de 30 millions. Il offre, dans les dernières années le tableau suivant :

Commerce extérieur de la Réunion de 1905 à 1909
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1905	18.184	9.708	27.893
1907	14.491	13.977	28.468
1908	11.813	15.179	26.992
1909	13.233	16.352	29.585

H. — Quant à la Martinique, le point culminant

du chiffre de son commerce fut aussi 1882 où il atteignit 67 millions dont 39 millions à l'exportation. Mais il tomba brusquement en 1885 à 43 millions (c'était encore sous le régime de 1866) ; il reprit bientôt et atteignait 56 millions en 1891. De 1892 à 1894 il oscille autour de 50 millions, puis baisse de nouveau entre 40 et 45 millions de 1895 à 1898, remonte encore à 50 millions de 1899 à 1901. Avec l'éruption de la montagne Pelée il retombe à 35 millions en 1902 et 1903 et même à 27 en 1904 ; depuis il remonte peu à peu jusqu'à 38 millions en 1909. Il est important de remarquer que dans ces mouvements successifs, la baisse fut provoquée surtout par une diminution des exportations et la hausse par leur augmentation, les importations les suivirent comme de juste. Or, il est excessif d'incriminer un régime douanier qui vise l'entrée des produits étrangers d'une diminution des produits à la sortie : il est plus loyal de chercher une autre cause pour le moins concurrente.

*Commerce extérieur de la Martinique de 1905 à 1909
(milliers de francs)*

Années	Imp.	Exp.	Total
—	—	—	—
1905	14.859	18.101	32.960
1906	14.908	18.812	33.720
1907	15.940	18.997	34.937
1908	15.363	20.785	36.148
1909	16.161	22.112	38.273

La Guadeloupe paraît être à l'heure actuelle plus défavorisée encore que la Martinique, car elle a un commerce plus bas alors qu'antérieurement il était quelque peu supérieur. Son commerce atteignait 55 millions vers 1848, puis il baissa de plus de moitié; en 1855 il était de 39 millions, puis de 50 millions en 1860. Le libre-échange de 1860 et le sénatus-consulte de 1866 paraissent lui avoir été très favorables au bout d'un certain temps puisqu'en 1865 les échanges étaient de 37 millions, en 1870 de 46 millions, de 1875 à 1880 de 56 à 57 millions, et enfin de 68,5 millions en 1882, année durant laquelle les exportations furent de 42 millions contre 26,5 millions, d'importations. Ce sont d'ailleurs ici comme à la Martinique et à la Réunion les premières qui règlent les secondes. Brusquement, le commerce tomba à 60, 52, 37 puis 33,8 millions en 1886 avec l'effondrement des cours des sucres; il remonta à 50 millions en 1888 et 1889, revint à 43 millions de 1890 à 1894, baissa à 28,5 millions en 1895 une année où la sécheresse fut telle que la moitié des récoltes et des plantations mourut sur pied. En 1896, les échanges reprirent à 38 millions, oscillèrent entre 34 et 36 millions de 1897 à 1903, et entre 26 et 29 millions de 1903 à 1909. Le phénomène le plus important dans cette baisse totale du commerce est celle des valeurs exportées qui depuis 1882 fut constante

et au total de plus de moitié. Cependant les quantités exportées ont toutes doublé, sauf le sucre :

Exportations de la Guadeloupe en quantités (1)

Désignations	1893	1906	1907	Augmen- tations
Sucres (en kilos)	41.158 391	43.217.611	38.960.759	»
Rhums et tafias (litres).....	3.659.763	7.678.603	7.957.352	100 0/0
Cafés (kilos)...	476 972	773.821	1.047.503	100 0/0
Cacaos — ...	337.438	675.322	779.636	110 0/0
Vanilles — ...	1.488	7.653	15.361	800 0/0

Pourquoi cette augmentation considérable des quantités n'a-t-elle pas été suivie d'une hausse corrélatrice des valeurs exportées, mais qu'au contraire elle a correspondu avec un mouvement de baisse ?

1. M. Roger Huet qui nous présente ce tableau (Rapport adressé à M. Klotz, par les Chambres de commerce et d'agriculture de la Pointe-à-Pitre [Guadeloupe], p. 3) s'écrie aussitôt : « ... Que penser d'un tarif douanier qui abaisse de plus d'un cinquième le chiffre d'une contrée dont toutes les branches de production sont en pleine croissance ? » Évidemment, c'est inexplicable, c'est pour cela qu'il faut chercher ailleurs l'explication. Mais il est plus facile de conclure : « Aussi la colonie est fondée à se plaindre du système économique actuel et il semble que l'heure soit venue pour elle de réclamer à la métropole un régime moins funeste. »

Cela est insoluble si on veut y voir un effet du régime douanier : c'est confondre les choses.

Hors de la crise sucrière qui a tant fait écrire, n'a-t-on pas entendu maintes fois parler d'une mévente des alcools et de leurs sous-produits ? N'a-t-on pas enregistré l'effondrement des cours des cafés, et la baisse des cacao ? Le Parlement n'a-t-il pas eu à s'occuper à diverses reprises de la protection des vanilles coloniales ?

Toutes ces variations dans les prix du marché de ces denrées, ne sont-elles pas assez explicables par les causes purement économiques de surproduction, de concurrence, de découverte de produits nouveaux ou de succédanés sans vouloir y faire entrer de force un régime douanier qui n'en peut mais ?

Il faut attaquer ce régime par ses points vulnérables, ses erreurs, ses incohérences, mais non pas forger des griefs qui, en réalité, dérivent de causes étrangères à lui.

Le commerce de la Guadeloupe dans les cinq dernières années présente le tableau ci-après.

Commerce extérieur de la Guadeloupe de 1905 à 1909
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1905	13.348	15.637	29.075
1906	12.867	15.434	28.301
1907	13.426	16.269	29.695
1908	15.077	17.360	32.437
1909	14.201	11.595	25.796

I. — A Saint-Pierre et Miquelon le commerce intérieur est pour ainsi dire nul : tout vient du dehors, à cause de la stérilité du sol, et tout y va puisque tout se résume en produits de la pêche. Aussi le commerce avec le dehors y a-t-il une importance capitale. De fait, ce commerce a notablement diminué, et la loi de 1892 qui établit dans la colonie le régime douanier métropolitain y a apporté des entraves sérieuses. Le commerce total de 30 millions en 1892 n'était que de 16 en 1894, puis revenait à 28, 5 en 1899 pour pivoter par la suite autour de 12 millions ; le voici dans les dernières années.

Commerce extérieur de Saint-Pierre et Miquelon de 1905 à 1909 (milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1905	5.439	7.119	12.558
1907	5.032	7.256	12.288
1908	5.242	6.954	11.836
1909	5.167	8.745	13.912

J. — Le commerce de la Guyane n'a jamais varié depuis bien longtemps, se maintenant toujours dans un chiffre avoisinant 25 millions (il était de 26, 5 millions en 1894) avec un équilibre régulier entre les importations et les exportations. Parmi celles-ci à peine trouve-t-on 500.000 à 600.000 francs de denrées agricoles ; tout le reste est de l'or, il n'y a ni agriculture, ni industrie.

Commerce extérieur de la Guyane de 1905 à 1909
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1905	11.439	9.939	21.378
1907	14.013	12.302	26.315
1908	12.169	12.852	25.021
1909	12.224	11.623	23.847

K. — Un commerce qui va bien lentement lui aussi vers la voie du progrès est celui de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; longtemps arrêté par la colonisation pénale et l'éloignement de l'île de toute contrée civilisée, il n'a pas encore pris son essor parce que l'agriculture et l'industrie de la colonie végètent, faute de capitaux, faute d'hommes et aussi parce qu'on se trouve là en face de difficultés inattendues ayant fait avorter certaines tentatives.

Le commerce de la Nouvelle-Calédonie était en 1894 de 15 millions et de 20 en 1899 dont 11 à l'importation et 9 à l'exportation ; depuis il a varié autour de ce chiffre.

Commerce de la Nouvelle-Calédonie de 1905 à 1909
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1905	10.726	11.070	21.797
1907	9.411	8.504	17.915
1908	9.307	10.111	19.418
1909	9.419	7.715	17.134

L. — Les établissements français d'Océanie se développent lentement eux aussi. Ce sont de petites colonies dont l'avenir est nécessairement limité par leur exigüité même et par le petit nombre de leurs habitants, sauf la question de l'ouverture du canal de Panama. Leur commerce en 1887 était de 6,5 millions, de 5 à Tahiti en 1895, de 7 en 1901 ; il a un peu haussé depuis.

Commerce des établissements français de l'Océanie
(milliers de francs)

Années	Imp.	Exp.	Total
1905	3.028	3.062	6.090
1907	3.332	3.640	6.972
1908	3.868	3.145	7.013
1909	4.613	5.051	9.664

M. — Pour l'Indochine enfin, le commerce a eu depuis vingt ans une ascension inattendue, étant dans la dernière période, plus du triple de ce qu'il était dans la première. Cela annonce un développement économique du pays qui peut donner dans l'avenir toutes les espérances. Toutefois, dans ce mouvement, les exportations ne se sont pas accrues autant que les importations (moins de trois fois au lieu de quatre). Cela s'explique par les importations très abondantes faites depuis dix ans pour les matériaux de construction, les fers et aciers, en réalisation du grand plan de travaux publics inauguré par

M. Doumer et continué par MM. Beau et Klobukowski. Les fléchissements qui se sont produits de temps à autre n'ont rien qui puisse effrayer, puisqu'ils sont toujours suivis de hausses nouvelles et s'expliquent par des causes culturelles (1).

Commerce extérieur de l'Indochine de 1890 à 1909
(milliers de francs)

Années (moyennes)	Imp.	Exp.	Total
1890-1894	63.473	81.597	145.070
1895-1899	114.237	112.654	226.894
1900-1904	198.546	155.651	381.417
1905-1909	249.696	216.511	466.207

Pour résumer à grands traits la situation coloniale au point de vue des échanges, quelques mots suffisent. Malgré quelques colonies en stagnation ou dont le

1. M. Pierre Leroy-Beaulieu écrit qu'« en des pays purement agricoles ou à peu près, et l'Indochine est du nombre, les fluctuations des récoltes, conséquences des irrégularités atmosphériques, ont un contre-coup immédiat et important sur le mouvement des échanges, c'est pourquoi il est nécessaire de considérer toujours des séries de quelques années et non pas une année isolée » (*La Situation politique et financière de l'Indochine. Économiste français*, samedi 22 janvier 1910). — C'est pourquoi nous avons, aussi souvent qu'il nous a semblé nécessaire, présenté dans les tableaux statistiques des moyennes et non des années prises au hasard, présentant des chiffres de nature à tronquer la vérité, servant à démontrer une thèse plutôt qu'une autre.

commerce végété et diminue faute d'aliments peut-être, comme aussi à raison de certaines erreurs de la législation douanière, le commerce est en grand progrès surtout dans la dernière phase de vingt années. Pendant ce temps, il a plus que doublé, tandis que pendant les vingt ans qui s'écoulèrent de 1866 à 1885 il passa simplement de 500 à 700 millions.

Il faut tenir compte là des accroissements territoriaux et de la constitution de très grandes colonies à la fin du dernier siècle, comme l'Indochine, Madagascar, l'Afrique occidentale, le Congo. Antérieurement le xix^e siècle n'avait connu que des colonies plus modestes.

Toutes proportions gardées et toutes choses égales d'ailleurs, il n'est pas faux de dire que la prospérité coloniale est aussi grande maintenant qu'autrefois, sous le régime de la loi de 1892 que sous celui du sénatus-consulte de 1866 (1)

1. M. Paul Leroy-Baulieu dit que « nos possessions d'outre-mer, qui, il y a quinze ou seize ans, avant 1892, étaient à l'état d'enfance, ont, grâce à la paix, à l'apport des capitaux dont elles ont bénéficié, réalisé de très grands progrès... si au lieu de prendre l'année 1902 comme point de départ, on remontait à 1892, on aurait encore un essor beaucoup plus considérable. Disons que cet essor du commerce a reçu une impulsion particulière du chef des grands emprunts coloniaux conclus dans les récentes années, notamment pour des travaux de chemins de fer » (*L'Économiste français*, n° du 20 février 1909, p. 258. Le projet de révision du tarif des douanes).

Évidemment les relations ont été facilitées et simplifiées du fait de l'outillage et des lignes de navigation. Mais cela ne s'est pas fait avec rien, sans absorber des capitaux importants (1).

*Commerce total des colonies françaises de 1845 à 1909**
(millions de francs)

Moyennes quin- quennales	Colo- nies	Algé- rie	Total	Moyennes quin- quennales	Colo- nies	Algé- rie	Total
1846-1850..	160	97	257	1886-1890..	415	506	921
1851-1855..	201	134	335	1891-1895..	459	540	999
1856-1860..	269	191	460	1896-1900..	598	672	1.270
1861-1865..	259	226	485	1901-1905..	818	780	1.598
1866-1870..	240	263	503	1906....	875	852	1.727
1871-1875..	248	380	628	1907....	1.046	981	2.027
1876-1880..	266	388	654	1908....	1.030	1.039	2.069
1881-1885..	292	410	702	1909....	1.088	1.058	2.146

* Les colonies rentrent dans ce tableau chacune à leur date d'incorporation au domaine colonial français. Cependant l'Indochine n'est comptée dans les colonies que de 1886 et, à la même date, la Tunisie est comprise dans le chiffre de l'Algérie.

1. M. E. Fallot dans un article de la *Revue économique internationale* établit ainsi les emprunts contractés par les

colonies et les arrérages qu'elles doivent servir annuellement.

Emprunts contractés par les colonies et intérêts
(millions de francs)

Colonies	Capitaux	Arrérages
Algérie	225	15
Tunisie	313	7,8
Afrique occidentale	177	5
Madagascar	105	3,5
Indochine	280	10,7
Total	1.100	42

A ceux-là il suffit d'ajouter l'emprunt du Congo de 21 millions (*Revue économique internationale*, n° du 15-20. mars 1909.).

TROISIÈME PARTIE

Les accroissements du commerce colonial général et la situation économique spéciale des diverses colonies ont suscité des mouvements d'opinion et la création de partis opposés quant à la politique douanière coloniale de la France.

Souvent les intérêts spéciaux de telle ou telle branche de commerce ou industrie furent envisagés à part, ou l'intérêt spécial d'une colonie, ou l'intérêt métropolitain ; on s'est complu parfois à vouloir les opposer l'un à l'autre plutôt que de rechercher un moyen terme conciliateur ou une mesure pouvant satisfaire à la fois l'un et l'autre de ces intérêts. C'est ce faux départ, en quelque sorte, qui est la base de toutes les controverses et de tous les froissements.

TITRE PREMIER

Les attaques contre le régime de la loi de 1892 viennent avant tout des économistes libéraux et des colons.

Les premiers considèrent seulement l'échec au dogme libre-échangiste et les seconds la gêne qui découle pour eux des taxes d'importation. D'un autre côté, les protectionnistes et commerçants métropolitains vantent un régime qui satisfait leur doctrine ou leurs intérêts.

C'est pour chacun un a-priorisme érigé, pour ainsi dire en principe. On ne veut pas aborder l'examen des faits sans se débarrasser d'idées préconçues et d'opinions admises en bloc : avant de savoir, on a déjà jugé.

De ce pas, les théories vont vite et les affirmations se produisent en grand nombre et se contredisent aisément.

Toutefois, dans les rangs de l'opposition au système établi, il est facile de remarquer un mouvement général vers l'autonomie douanière des colonies.

C'est la contre-partie du mouvement qui s'était produit entre 1870 et 1892, taxant d'anarchique et de ruineux pour la métropole le régime du sénatus-consulte et demandant une faveur réelle pour le commerce métropolitain. Aussitôt après la réalisation de cette idée les adversaires crient à l'oppression et à la ruine des colonies et réclament un retour à la pratique ancienne. A qui donner raison, et en quel sens se prononcer ?

Ces divergences, en somme, proviennent de l'esprit de parti et d'un excès de doctrinarisme. Cela conduit à refuser toute concession à autrui qui pense différemment et fait rejeter les remarques et les observations les plus judicieuses pour garder malgré tout les inexactitudes qui flattent son propre sentiment.

Aussi faut-il écarter tout d'abord les principes et les systèmes, pour ne juger qu'à *posteriori* sur le vu de ce qui est, des phénomènes existants, et critiquer toutes les données avant de les admettre ou de les rejeter.

Parmi ces économistes qui tentent de réagir sur la politique douanière inaugurée par la loi de 1892, la plupart mettent la métropole et ses colonies en regard l'une des autres et veulent définir rigoureusement leurs droits et devoirs respectifs (1).

1. M. A. Billiard dit, de la métropole, que « le seul privilège »
L. Aubert

C'est en parlant de cette idée qu'ils estiment que le régime légal est un abus de la puissance souveraine de la métropole qui aboutit à immoler les colo-

lège qu'elle puisse légitimement revendiquer comme prix de ses sacrifices de première occupation et de protection militaire, c'est un *régime de faveur*, c'est-à-dire, soit une *entière franchise douanière*, soit le bénéfice de *tarifs sensiblement inférieurs* à ceux imposés à *tous concurrents*... Pour que le régime protectionniste produise ces heureux effets, une condition toutefois s'impose, c'est qu'il soit appliqué sincèrement, suivant la logique de son principe, qui est de conférer à la nation favorisée le moyen de *légèrement distancer la concurrence*, mais non de lui barrer invinciblement toutes les voies » (*Politique et organisation coloniales*, p. 253 et 254).

M. E. Fallot, écrit dans *l'Avenir colonial de la France* (p. 118 et 119) : « Comme il est arrivé trop souvent pour notre législation coloniale, on a voulu partir d'un type importé de France, dont on s'est contenté de rogner quelques angles trop accentués... A l'égard de sa colonie, une métropole est toute-puissante ; il ne s'ensuit pas qu'elle ait raison de lui imposer des fantaisies contraires au bon sens... Tout ce que la métropole a le droit d'exiger, au nom des sacrifices qu'elle a faits pour sa colonie, car c'est elle qui a payé tout au moins les dépenses de premier établissement, c'est que ses produits soient traités plus favorablement à l'entrée dans la colonie que les produits étrangers. Un tarif différentiel devrait donner satisfaction à toutes les susceptibilités de la métropole. »

M. E. Lhoste, dans sa thèse sur « le régime douanier des colonies françaises » écrit (p. 40) : « En résumé, nous sommes d'avis qu'un pays comme la France ne doit forcer ses colonies à consommer ses propres produits que s'il lui est absolument impossible de les consommer lui-même, parce qu'il en produit plus qu'il n'en peut consommer. Agir autrement

nies à sa fortune. Les partisans de l'autonomie douanière, selon la formule de M. Perreau, « reprochent à la loi de 1892 d'avoir injustement sacrifié l'intérêt colonial, et méconnu le rôle naturel des colonies, qui serait, non de servir de débouchés aux produits de la métropole, mais d'être pour celles-ci des intermédiaires, des entrepôts facilitant ses relations commerciales avec l'étranger » (1).

Les auteurs insistent volontiers, en songeant aux colonies d'Amérique, d'Asie et de l'Océanie sur ce rôle de commissionnaires et de courtiers des produits métropolitains que devraient jouer les colonies, plutôt que d'en faire des lieux de consommation. Elles ne sont pas assez avancées pour consommer les produits français, d'un prix trop élevé ; ces produits ne peuvent être achetés que par des pays en pleine prospérité et ayant acquis une grande richesse (2). C'est une erreur économique, dit-on,

serait perdre du travail, et par conséquent diminuer le rendement du travail français. » Un peu plus loin (p. 106) il ajoute : « En réalité, une réforme s'impose en matière de douanes coloniales, mais une telle réforme ne pourrait être réellement profitable que si elle constituait un acheminement vers la liberté commerciale. Car celle-ci, dans les pays neufs, est encore plus à désirer que dans notre vieille Europe, où il faut reprendre aux étrangers, si l'on veut vivre, notre propre marché national, lorsqu'ils nous expulsent de chez eux. »

1. Perreau, *Le Régime commercial des colonies françaises*, p. 42 et 43.

2. M. Louis Vignon, dans l'*Exploitation de notre empire*

que d'engager les industriels métropolitains, par l'octroi de droits protecteurs, à fabriquer des qualités inférieures, qu'ils n'ont pas l'habitude de produire; les faire s'organiser dans le but de pourvoir des marchés qu'ils ne pourront longtemps conserver, c'est les conduire à la déception, et même à la ruine.

On met encore en avant, enfin un autre argument qui est une critique générale contre le système de

colonial (p. 296 et 297) conclut : « Il serait donc sage, au lieu de poursuivre avec une persistance aveugle une politique dangereuse, de reconnaître très franchement la vérité, l'évidence : c'est que les destinées de notre pays sont autres, c'est que ses principaux marchés ne sont point en Afrique et en Asie... Nos produits exportés contiennent donc, avec le moins de matière possible, le plus de valeur. Ce que la France vend principalement au dehors, peut-on dire, c'est sa marque de fabrique, c'est l'empreinte de son génie; elle fait payer l'art de ses ouvriers... Ce sont les pays « civilisés », les classes riches ou aisées, qui consomment nos tissus de soie et de laine, nos vins, nos ouvrages en peaux, nos articles de Paris. »

D'autre part, M. Ernest Lavisse, dans une lettre à sir Charles Dilke, publiée par la *Revue de Paris* (n° du 1^{er} février 1899, p. 481) sous le titre *France et Angleterre* écrit, ne songeant nullement aux colonies : « Nos intérêts nous commandent la paix. Nous ne pouvons, nous Français, nous passer de votre clientèle pour nos produits agricoles de nos provinces de l'ouest, pour nos vins, pour nos articles de Franche-Comté, nos soieries lyonnaises, etc. Mais vous, de votre côté, vous savez bien que notre clientèle vous est plus nécessaire que jamais, depuis que l'industrie allemande est entrée en cette activité prodigieuse... Nous sommes vos meilleurs clients, et nos meilleurs clients, c'est vous... Les jeunes États semblent dédaigner nos vieilles mœurs; la politique nouvelle s'annonce très brutale. »

protection de l'industrie nationale. On le taxe de n'être pas du tout établi dans l'intérêt de toute la société, mais seulement dans le but de sauvegarder certains intérêts particuliers, voire même individuels à l'encontre de la collectivité (1). Mais cette idée,

1. M. E. Fallot, dans *l'Avenir colonial de la France* (p. 106), dit à ce sujet : « On a reproché, avec raison, au système protectionniste de sacrifier de parti pris le commerce extérieur aux intérêts apparents de l'industrie et de l'agriculture... Ce ne sont là que des avantages individuels qu'il faut payer par l'accroissement du prix de la vie, mal dont souffre la nation entière. En dernière analyse, le régime dit protecteur aboutit donc à cette conséquence inique de protéger les intérêts d'un petit nombre de citoyens au détriment de la masse de la nation ; de surcharger le pays d'impôts, afin d'augmenter les bénéfices de quelques riches propriétaires et industriels. »

M. E. Lhoste, dans sa thèse précitée (p. 111 et 130), s'exprime ainsi : « Les partisans de la loi de 1892 trouvent excellente la législation actuelle. Ils ont fait voter et ils s'appliquent à maintenir une loi, dont on peut dire sans doute qu'elle est éminemment conservatrice, puisque, à la fois, elle diminue des pertes et réduit des gains. Mais ce n'est pas là une politique de progrès, une politique capable de donner à notre France le maximum de prospérité... Nous préférierions même qu'on allât résolument vers une politique libérale ; malheureusement on est toujours ici hypnotisé par la crainte de ruiner telle ou telle industrie métropolitaine, comme si toute marche vers le progrès n'était pas accompagnée de ruines. Mais de ces ruines sortent de nouvelles activités, de nouvelles forces qui s'adaptent mieux aux nouvelles conditions d'existence et qui augmentent la richesse de chacun au profit de tous au lieu d'augmenter la richesse de quelques-uns au détriment de tous. »

M. Vignon, dans *l'Exploitation de notre empire colonial*

poussée aussi loin, devient erronée. Sans doute, le phénomène si fugitif et si complexe de l'incidence de l'impôt aboutit bien à ce résultat, que la taxe douanière profite au producteur ; il est cependant inexact de restreindre « le producteur » à un groupe d'industriels ; il faut, pour être vrai, en faire dépendre tous les collaborateurs de la production protégée qui fournissent leur travail, leurs matières premières, leurs machines et leurs capitaux, et cela, à l'infini.

(p. 324), proteste avec la dernière véhémence contre le protectionnisme, et lui prête des intentions qu'il n'a véritablement jamais eues, en ces mots : « Ils sont aveugles, en vérité, les protectionnistes qui prétendent arrêter par quelques mesures fiscales, ou quelques taxes douanières, le développement naturel et rationnel des pays neufs ; qui, à la dernière heure de notre siècle, se refusent à voir que les temps sont passés où les conditions spéciales de l'industrie à ses débuts assurait à quelques nations le monopole de la fabrication et paraissaient condamner les autres à n'être perpétuellement que des acheteurs ! Ils sont aveugles aussi, les Français, qui, en vue de servir quelques intérêts particuliers, menacent de faire de notre empire colonial une charge sans profits et sans gloire, quelque grande œuvre avortée qui demeurerait comme un gigantesque témoignage de notre impuissance. »

M. Paul Leroy-Beaulieu, lui aussi, estime que les restrictions au libre-échange dérivant du protectionnisme, « imposent aux producteurs métropolitains et coloniaux, aux consommateurs coloniaux et métropolitains, des charges excessivement lourdes dont une minime partie seulement devient pour les privilégiés un bénéfice net, et dont la plus grande partie par conséquent est une perte sèche pour la nation prise dans son ensemble » *De la Colonisation*, 5^e édit., t. II. p. 537).

On voit alors que la protection profite à un très grand nombre, à presque tous. En présence de ces exagérations, de ces critiques sans fondement, quelques-uns de ces auteurs, par un revirement bien humain, se déjugent et adoptent une transaction. Ils admettent que certaines situations ou conditions peuvent faire régler la législation douanière autrement que par l'absolu libre-échange ; ils proposent certains tempéraments ou atténuations à l'exclusivisme de leurs principes, pour leur faire serrer de plus près les contingences de la réalité (1).

Il peut être alors permis de se demander la raison d'être d'une telle polémique, d'une lutte d'un caractère aussi aigu, si l'on doit aussitôt abandonner l'essentiel, le fondement même de ses principes pour la solution de tous les cas imprévus ?

1. M. Paul Leroy-Beaulieu (*De la Colonisation*, 5^e édit., t. II, p. 542), après avoir posé comme principe de conduite le libre-échange intégral, déclare : « Tout ce que nous venons d'écrire est une vérité générale. On peut admettre, toutefois, que dans certaines circonstances on puisse s'écarter, mais avec beaucoup de modération, de la complète égalité de droits de la métropole et des contrées étrangères dans le commerce colonial. » Un peu plus loin (p. 627 et 630), l'auteur renouvelle son assertion : « Les droits à l'importation aux colonies doivent être simplement fiscaux et n'avoir aucun caractère protecteur, car, alors, ils pourraient devenir très nuisibles... Si parfois ces taxes de douane modérées donnent une légère protection à certaines industries locales, il n'y a pas grandement à s'en plaindre, pourvu que cette

protection soit très légère ; il n'est pas mauvais, en effet, que quelques industries rudimentaires se joignent, dans les jeunes colonies, au pâturage, au labourage, et aux industries extractives. »

M. Vignon, qui affirme tout au long de son livre ses opinions libre-échangistes très nettes, écrit néanmoins (*L'Exploitation de notre empire*, p. 310 et 311) : « Est-ce à dire que nous réclamons pour demain la suppression complète des tarifs donaniers coloniaux ? Ce serait exposer les importateurs français à de graves mécomptes, et ils ont droit à un régime de transition. Il ne peut être interdit de faciliter l'établissement de relations commerciales entre la France et ses nouvelles possessions. L'intransigeance absolue des principes paraîtrait justement excessive. Si notre industrie est incapable de donner certains articles, s'il est dangereux de l'inciter à en fabriquer d'autres, qu'elle ne saurait écouler que sous le régime perpétuel de la faveur, il est, en revanche, des produits métropolitains qui sont susceptibles de trouver un marché dans nos colonies, grâce à une protection modérée. Celle-ci ne saurait leur être refusée. Mais il convient que ce soit une règle absolue — un principe — chez tous les hommes soucieux de la prospérité de nos provinces d'outre-mer, que le développement de leur commerce, l'enrichissement de leurs habitants doit être la principale préoccupation du gouvernement et que, seuls, des droits d'importation modérés et exceptionnels peuvent être tolérés. On a vu que le parti protectionniste obéit à des idées diamétralement opposées... »

CHAPITRE PREMIER

Dans la métropole, et pour la majorité des métropolitains, la loi de 1892 a été favorablement accueillie, et elle continue d'être envisagée avec un optimisme évident : elle est une loi de protection pour l'industrie et le commerce qui ne peuvent réellement pas la contredire. En 1900, M. Le Myre de Vilers écrivait : « Les industriels métropolitains eux-mêmes, considèrent aujourd'hui la tarification douanière des colonies comme très suffisamment protectrice, et leurs réclamations se limitent à quelques situations particulières (1). »

Depuis l'époque de ce rapport, cet état d'esprit s'est conservé et persiste encore au moment de la réforme.

L'assimilation douanière, telle qu'elle a été conçue en 1892, ayant satisfait les intérêts métropoli-

1. Rapport fait au nom de la commission du budget pour l'exercice 1901. Ministère des Colonies. Session ordinaire, 1900. Annexe n° 1856. Séance du 10 juillet 1900. *Journ. off.* Chambre. Annexes.

tains en question, on ne parle que de la conserver. C'est pourquoi M. Messimy, dans un rapport à la Chambre en 1908 a pu écrire : « Le régime économique protectionniste appliqué par la loi du 11 janvier 1892 n'a pas donné de mauvais résultats, et peut, dans son ensemble, être maintenu (1). » Cependant, certains esprits étaient inquiétés, malgré l'assimilation à la façon de 1892, de la situation du commerce français dans les colonies. En 1895 un député, M. Turrel, constatait : « Ce qui est vrai, ce qui est rigoureusement vrai, c'est que nos importations dans les colonies sont dépassées de beaucoup par celles de l'étranger ; que là est le véritable danger ; que là est le mal auquel il faut porter remède. Si l'on n'y prend garde, cette situation ira empirant (2). » Depuis, les importations françaises se sont élevées de beaucoup, en valeur absolue et comparativement aux importations totales.

Malgré ces résultats, les producteurs français ne sont pas satisfaits : évidemment, il leur faudrait la totalité des importations aux colonies (3). Ils ont

1. Rapport sur le budget de l'exercice 1909. Ministère des Colonies. *Journ off.* Chambre. Session ordinaire, 1908. Annexe n° 2027. Séance du 13 juillet 1908, p. 1278.

2. Rapport fait au nom de la commission du budget de 1896 sur la situation économique des colonies françaises. *Journ off.* Chambre. Session extraordinaire, 1895. Annexe n° 1624. Séance du 25 novembre 1895.

3. M. de Lanessan raconte à ce sujet que « vers la fin de 1892, une commission administrative amenait le sous-secré-

demandé que les tarifs douaniers de la métropole, impuissants à préserver le marché national contre l'invasion des produits allemands, soient relevés ; puis, que les industries nouvelles, créées depuis 1892, soient inscrites au tarif, et que les spécifications soient établies de manière à rendre plus efficace la protection dont bénéficient les produits métropolitains. Tout cela fut accordé dans la loi de révision du tarif général des douanes du 30 mars 1910. Ces propositions sont assez rationnelles en ce qui concerne la métropole ; puisqu'il s'agit de protection, que cette protection soit réelle. Mais les producteurs français avaient demandé, en outre, que le

taire d'État des colonies à signer une circulaire à tous les gouverneurs, prescrivant d'acheter en France tous les objets dont les colonies auraient besoin et indiquant le port français dans lequel chacun de ces objets devait être acheté. Le riz, par exemple, à Marseille, les briques à Bordeaux, le lard à Nantes, etc. Aux termes comminatoires de cette circulaire, le Tonkin et la Cochinchine, qui sont des pays essentiellement producteurs de riz, devaient s'approvisionner en France de cette denrée ; ils devaient faire venir de France les briques nécessaires à toutes leurs constructions, alors qu'on en fabrique d'excellentes et à très bas prix dans le pays, etc. Un tolle général retentit dans toutes nos colonies, si général et si bruyant, que la circulaire est restée à l'état de lettre morte. Elle avait succombé partout sous le ridicule, mais elle méritait d'être notée ici, comme exemple des aberrations auxquelles la métropole peut être conduite, lorsque les intérêts coloniaux sont livrés à des ignorants, ce qui est le cas habituel dans notre pays » (*Principes de colonisation*, 1897, p. 188).

relèvement des droits fût étendu à toutes les colonies sans considérer si elles sont ou non placées sous le régime du tableau E annexé à la loi de 1892 ; pour l'instant, la question est encore en suspens.

Les Chambres de commerce et les associations qui ont répondu au questionnaire du ministère des Colonies sur la révision douanière coloniale demandent en grande majorité l'assimilation pure et simple, application du tarif métropolitain (1) (Chambres de commerce de Troyes, Perpignan, Laval, Lille, Amiens ; Association nationale de la Meunerie française, et Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises) (2). Seule la Chambre de commerce

1. Certaines Chambres de commerce se sont associées aux desiderata des colonies. C'est ainsi que la Chambre de Laval, le 14 décembre 1907, émettait le vœu « que la métropole favorise l'importation des produits coloniaux par tous les moyens possibles, et notamment par l'atténuation des droits de douane sur les cafés, cacaos, thés et autres denrées exotiques ». Vœu renouvelé le 20 par la Chambre de commerce de Lille, par celle de Gray le 11 mai 1908, et celle de Troyes le 5 juin suivant. Ajoutons que l'Association de l'industrie et de l'agriculture française en avait émis un analogue en mars 1908 (Rapport de M. Cicéron au Sénat sur le budget des colonies de l'exercice 1910. *Journ. off. Sénat. Annexes*, 1910, n° 100. Session ordinaire, p. 484).

2. La *Réforme économique* (n° du 30 avril 1909) publie les desiderata de ce groupement (p. 528 et 529) :

« L'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises,

» Considérant qu'il est constant que, dans les colonies soumises aux tarifs métropolitains, le régime d'assimilation inauguré en 1892, suffisamment élastique pour garantir tous

de Gray complète l'assimilation par la franchise des produits coloniaux ; le Comité de Bordeaux des conseillers du commerce extérieur propose le *statu quo* et la conservation de la modération des tarifs, de

les intérêts, a eu d'heureux résultats, ouvrant dans les colonies des débouchés avantageux au commerce de la métropole, sans nuire au développement progressif de leur exportation ; qu'il y a lieu de le généraliser, en abandonnant la colonne unique, appliquée sans distinction à toutes les provenances, par laquelle on détruit l'effet du tarif général ; les exceptions justifiées à apporter au régime métropolitain ne devant l'être qu'à la colonne du tarif minimum, le caractère spécifique de nos droits de douane étant maintenu ;

» Considérant, au surplus, que les exceptions admises pour certaines colonies ne répondent pas toujours ou ne répondent plus à l'état de nos relations ou de la production économique ; qu'il y a lieu de les réviser avec la garantie du contrôle parlementaire. — Par ces motifs, renouvelle le vœu :

» Que l'assimilation douanière à la métropole soit poursuivie dans toutes les colonies où des traités internationaux ou des nécessités économiques impérieuses ne s'y opposent pas ; que pour chaque colonie soit élaboré un double tarif très simplifié, tenant compte de la situation particulière de la colonie, tout en accordant aux produits métropolitains la protection qui leur est nécessaire, et en réduisant les dérogations au minimum indispensable ;

» Que les autres articles, non spécifiés dans ces tarifs simplifiés, le tarif métropolitain général ou minimum soit, suivant les cas, appliqué ;

» Que l'on abandonne partout où il existe encore le régime des droits *ad valorem*, pour y substituer celui des droits spécifiques, le seul qui puisse être appliqué d'une manière précise et régulière ;

» Que le régime des décrets qui régit actuellement notre tarif douanier colonial soit abandonné, et que désormais,

même que la Chambre de commerce de La Rochelle ; celle de Bordeaux, plus hardie et aussi radicale à l'opposé propose l'autonomie.

Ce mouvement d'idées à Bordeaux, unique en France, semble être la survivance du Congrès colonial qui s'y tint l'été de 1907.

Ce vœu n'a pas eu le moindre écho dans d'autres villes. Un publiciste, M. Domergue, s'est fait l'interprète, le rapporteur en quelque sorte, des aspirations métropolitaines concernant le régime commercial des colonies.

Il combat les décrets d'exception au tarif général

aucune dérogation ne soit apportée aux deux colonnes de notre tarif que par voie législative ;

» Que lorsque dans les conventions commerciales, on ajoute à la concession du tarif métropolitain la clause de la nation la plus favorisée aux colonies, ce soit à condition d'avantages réciproques :

» Que le régime de faveur accordé aux produits coloniaux en France soit étendu dans toute la mesure possible, de façon à primer nettement les produits de nos colonies ;

» Qu'enfin, notre office des affaires étrangères mette tout en œuvre pour préparer la dénonciation et la révision générale des accords coloniaux de réciprocité maritime qui annihilent ou atténuent, dans notre empire colonial, le privilège promis et dû à l'industrie nationale ;

» Qu'il n'en conclue à l'avenir qu'avec les puissances étrangères dont les colonies offrent en réalité, et non pas seulement dans la lettre des traités, des avantages pour notre commerce qui correspondent à ceux dont nos colonies font bénéficier lesdites puissances. »

rendus en exécution de la loi de 1892 et la loi elle-même en ce qu'elle écarte certaines colonies ou groupes de colonies de l'application du tarif métropolitain.

Par exemple pour l'Indochine, le décret du 29 novembre 1892 qui accorde la franchise ou de fortes réductions aux produits asiatiques ne s'est pas préoccupé de la faveur exceptionnelle faite à la Chine, au Japon et autres pays d'Asie. On n'a eu en vue que l'intérêt de l'approvisionnement et on n'a pas songé à demander à ces pays une compensation pour l'industrie métropolitaine. Cette répercussion internationale n'a été envisagée pour aucune des colonies assimilées ; c'est une lacune dans la loi de 1892 : il faut la combler.

Pour le second point, il convient d'essayer tous les moyens pour soumettre toutes les colonies au même tarif que la métropole. Tel est le vœu de l'industrie française, le désir de maints groupements et du comité même des conseillers du commerce extérieur. En Afrique occidentale, la principale de ces colonies, à assujettir aux tarifs métropolitains deux colonies, la Côte d'Ivoire et le Dahomey ne peuvent, d'après les conventions, appliquer des droits différents en faveur des produits français. Le gouvernement pourrait faire cesser l'effet de ces stipulations. Les droits de douane ne doivent pas être fiscaux, mais doivent être des « droits de compensa-

tion ». « Chacun sait ce que l'on veut, c'est de voir nos cotonnades ne plus reculer au Sénégal devant les cotonnades anglaises en raison des modalités insuffisantes du tarif et en raison de la fraude (1). Les droits de douane doivent défendre l'industrie métropolitaine (2) et opposer une digue à l'envahissement des guinées de l'Inde française. Surtout si l'on tient compte du fait que la plupart des productions de l'Afrique occidentale sont exemptes à leur entrée en France, il n'y a pas la moindre réciprocité.

L'autonomie douanière est très préjudiciable à l'industrie métropolitaine; elle exclut toute idée d'union économique avec la métropole, toute idée de rapprochement même. Vouloir organiser l'autonomie est aussi osé que dangereux : ce serait vite l'anarchie douanière. Mieux vaut s'en tenir au système de 1892 en transportant au Parlement le soin de régler les exceptions et dérogations.

« Que le Parlement prenne la maîtrise du régime colonial, comme il a la maîtrise du tarif; qu'il règle

1. *La Question du régime douanier colonial (La Réforme économique*, n° du 8 janvier 1909, p. 4).

2. M. Doumer exprime la même idée quand il dit que « l'Indochine doit devenir, non seulement à cause de la consommation intérieure accrue et réservée à notre industrie, mais encore par sa situation géographique, ses voies de communication et son rayonnement politique, un grand marché des produits français en Extrême-Orient » (Rapport sur la situation de l'Indochine, 1902 p. 67).

les exceptions et l'on verra que tout rentrera dans l'ordre et que l'empire colonial pourra, malgré ses besoins différents, s'unir économiquement dans la pensée de la défense des intérêts français, métropolitains et coloniaux (1). »

En résumé, d'après les métropolitains intransigeants, les principes suivants doivent servir de règle à la politique de la France à l'égard de ses possessions d'outre-mer : 1° appliquer autant que possible à la France et à ses colonies non seulement un régime douanier uniforme, mais même des taxes identiques ; 2° considérer comme un droit absolu pour la métropole de faire pénétrer tous ses produits dans ses colonies sans acquitter aucun droit de douane ; 3° par contre, les considérer, en ce qui concerne l'entrée des produits coloniaux en France, comme des pays étrangers auxquels on accorderait des faveurs douanières un peu plus étendues, lorsqu'on ne peut pas réaliser l'assimilation douanière.

1. J. Domergue, article précité, p. 5.

CHAPITRE II

Ce que l'on est convenu d'appeler le « parti colonial » fait entendre un tout autre langage.

Les coloniaux s'étendent sur les conséquences qu'ont eues les dispositions de la loi de 1892 pour les colonies et les dénoncent comme inutiles et nuisibles aux intérêts solidaires de la métropole et de ses possessions. Ils opposent à ce sujet les deux groupes établis par la loi et montrent, d'une part, des colonies enserrées dans un tarif protectionniste qui les étouffe et qui réclament plus de liberté ; d'autre part, des colonies qui jouissent d'un régime relativement plus libéral et qui progressent selon des voies normales et continues.

Lorsqu'on parle de mise en valeur des colonies, il faudrait entendre d'abord l'enrichissement des colonies elles-mêmes, et non pas l'enrichissement direct de la métropole. Or, telle n'est pas la conception qui se dégage actuellement de la législation économique qui les régit. On les considère exclusivement et avant tout comme des lieux de consommation, où les

produits de la métropole doivent être écoulés ; lorsqu'on répète partout que ce sont des marchés nouveaux pour notre commerce et notre industrie, on ne voit que la métropole vendant immédiatement à toute une clientèle prête, sans se préoccuper de savoir si cette clientèle possède les moyens d'acheter et de payer. On ne calcule que le profit immédiat que la métropole doit avoir à retirer des colonies, mais on se soucie fort peu que les colonies, elles aussi, y retrouvent une source d'enrichissement réciproque (1); cette idée doit être nettement condamnée et c'est elle qui suscite tant de plaintes amères et de critiques légitimées.

Mais ce ne sont pas seulement les tarifs de la métropole qui ont été transportés aux colonies, ce sont encore toutes les règles accessoires de perception, conçues souvent dans une pensée exclusivement métropolitaine ou dérivant de textes archaïques ; ce sont enfin toutes les conventions commerciales de la France avec les pays étrangers. Ces pays, qui ont

1. M. H. Lorin dans *La France puissance coloniale*, écrit (p. 479.) : « Notre régime douanier n'a pas été approprié non plus aux besoins particuliers de la colonisation française ; il est, dans ses dispositions essentielles, importé de la métropole et ne vise pas à développer les facultés économiques des indigènes appelés à devenir nos principaux clients. Il paraît bien qu'il n'est guère raisonnable d'introduire un tarif uniforme dans des colonies très diverses, à chacune desquelles conviendrait un barème spécial. »

traité pour obtenir, moyennant des concessions réciproques, les avantages, du marché national, reçoivent par surcroît les avantages des marchés coloniaux. Quant aux colonies, il n'est pas d'exemple que le gouvernement ait eu à négocier, pour une quelconque d'entre elles, des conventions particulières qu'elles auraient pu avoir à conclure avec les pays voisins.

Les répercussions réelles des mesures décidées ne sont souvent même pas aperçues de ceux qui les provoquent ou croient en bénéficier. Des tarifs, bons pour protéger le producteur français dans la métropole, peuvent être défectueux quand on les applique en bloc aux colonies. L'examen du régime douanier de chacune des colonies conduit à cette conclusion que les charges, la protection de l'industrie métropolitaine sur le marché colonial, sont différentes non seulement entre les deux grands groupes de colonies assimilées ou non, mais encore entre les colonies de chaque groupe. Les colonies assimilées se trouvent avoir en pratique chacune un régime particulier ; on n'a pas pu réussir à faire cette œuvre d'unification qui semblait l'idéal de nos législateurs de 1892.

Ce n'est pas seulement l'inopportunité, l'illogisme et l'incohérence que les coloniaux reprochent au système de l'assimilation, c'est encore son oppression et son entrave à la libre expansion économique des

colonies (1). En effet, disent-ils, les tarifs imposés aux importations étrangères nous obligent à nous adresser à la France dont les produits sont plus coûteux, et comme les capacités d'achat des colonies sont limitées à leurs propres productions, nous achetons moins et par là réduisons notre commerce total. En outre, supprimant une grande partie des achats à l'étranger, les tarifs tarissent pour les colonies les recettes douanières qui formaient une grande partie de leurs budgets (2). Toutes ces causes réunies, enfin, ont provoqué le renchérissement général du coût de la vie en forçant la population à consommer des denrées de haut prix et à payer plus d'impôts (3).

1. M. Bouchié de Belle dit que « l'exaspération des idées protectionnistes, dans les avantages qu'elles tendent à attribuer aux produits métropolitains, risque de devenir un sérieux obstacle au développement des échanges des colonies, et par suite à leur richesse » (*Rapport au Congrès colonial français de 1903, sur le régime douanier*).

2. M. Le Myre de Vilers écrit : « Il faut supprimer le tarif général des douanes qui ruine nos colonies, trouble leurs relations commerciales naturelles, les prive du seul impôt, la douane fiscale, dont la perception ne vexe pas les indigènes ; tarif général qui surélève le prix de la vie au seul profit des syndicats de la métallurgie et du tissage » (*Questions dipl. et colon.*, n° du 16 mars 1909. *Correspondance*, p. 401. *Le Commerce des colonies françaises* en 1907).

3. M. Paul Boutellier écrit : « Ce sont les colonies soumises au tarif général qui supportent les charges de cette loi. Si ce système a assuré des débouchés à nos possessions, il en a fait aussi la vie plus onéreuse » (*De la Question douanière et maritime dans la politique coloniale française* p. 5).

Pour résumer, les considérations des coloniaux sont les suivantes :

Le régime protectionniste a eu pour effet dans les colonies :

Renchérissement de l'existence matérielle des habitants sans augmentation des ressources correspondantes (1) ;

Augmentation continue des dépenses et par con-

1. Toutes les colonies assimilées sont unanimes à proclamer le renchérissement des denrées et de l'existence comme conséquence du régime douanier protectionniste de 1892. Les plaintes se font particulièrement vives dans les petites îles d'Amérique. Saint-Pierre et Miquelon et la Guadeloupe, surtout, souffrent jusqu'à la ruine, disent-elles, des tarifs sur les objets de consommation de première nécessité, et les populations pauvres de pêcheurs et les ouvriers agricoles ou autres se plaignent amèrement de la misère. Il y a à ce sujet, dans le volumineux dossier du ministère des Colonies concernant la révision du tarif douanier colonial, un très grand nombre de rapports qui ont été réunis dans l'enquête faite auprès des associations locales ; parmi elles, beaucoup de syndicats d'ouvriers tâcherons, de maçons, de peintres en bâtiment, de débardeurs, de marins, de couturières et de blanchisseuses indiquent une situation très alarmante pour la classe ouvrière de ces colonies. Quelques-unes de ces communications fort bien documentées sont pleines de détails sur les prix des éléments journaliers de la subsistance de ces humbles travailleurs, et en les comparant aux salaires moyens de diverses catégories, on voit la difficulté d'obtenir avec des ressources si modiques le minimum d'existence. Ce sont des aperçus vraiment impressionnants de la répercussion d'un tarif de douanes sur les conditions de vie de la classe laborieuse, quoiqu'ils soient parfois, malheureusement, un peu fugitifs et par trop succincts.

séquent des impôts corrélatifs à une diminution constante des recettes ;

En retour, aucune compensation équitable accordée par le métropole aux producteurs coloniaux.

Ces critiques d'ordre très général se précisent pour chaque colonie suivant sa position sur le globe, ses productions et ses besoins, ses aspirations tracées par ses organes élus ou par l'administration. En même temps, les colonies indiquent quel régime nouveau elles désireraient voir adopter.

L'Afrique occidentale, tout d'abord, qui n'est pas assimilée, déclare l'assimilation sans intérêt pour elle et entend conserver l'autonomie dont elle jouit actuellement : ses matières premières et ses produits bruts bénéficient de la franchise de droits. Le Conseil du gouvernement, dans son rapport au sujet de la révision, émet le vœu que l'Afrique occidentale conserve, comme par le passé, son autonomie douanière indispensable à son développement économique.

Au Sénégal, ce vœu est reproduit par le directeur du service des douanes, le Conseil général, les Chambres de commerce de Saint-Louis, de Dakar et de Rufisque. En Guinée, le chef du service des douanes et la Chambre de commerce de Conakry se prononcent dans le même sens. A la Côte d'Ivoire, le conseil d'administration émet un vœu unanime en faveur du libre-échange. L'assimilation de l'Afrique

occidentale était demandée surtout en France par les tisseurs de Normandie et de l'Est.

Pour la Côte des Somalis, le service des douanes et la Chambre de commerce de Djibouti désirent le maintien du *statu quo*.

Dans les Établissements français de l'Océanie, le vœu général est encore en faveur du maintien du *statu quo* (Conseil d'administration et Chambre de commerce de Tahiti); la Chambre d'agriculture adopte les mêmes conclusions s'il n'est pas possible d'abolir le tarif actuel.

La réponse des établissements français dans l'Inde n'est pas exempte de quelques divergences entre les vues des divers corps qui se sont prononcés.

A Pondichéry, l'avis donné par M. Gaebelé au nom du Conseil général le 2 avril 1908 peut se résumer ainsi : la situation économique de la colonie n'est pas brillante, à cause des barrières douanières qui l'enserrent et l'étouffent. Il faut trouver une issue d'un côté ou de l'autre ; du côté des Indes, la colonie ne peut guère espérer se dégager. Restent la France et ses colonies dans l'union douanière desquelles elle peut entrer résolument ; que les pouvoirs publics rendent cette entrée possible en obtenant du gouvernement britannique une rectification normale des frontières.

A Karikal, le 23 mars, les conclusions suivantes ont paru pouvoir être adoptées. Le régime de 1892 a

produit pour cet établissement des avantages sinon très considérables, du moins assez appréciables. La France pourrait assez aisément trouver là à placer certains de ses produits, et Karikal en retour pourrait lui fournir les produits tropicaux que l'industrie et la consommation françaises demandent aujourd'hui aux territoires anglo-indiens voisins. Il est donc à souhaiter que la régime douanier actuel soit maintenu et que, si des modifications y sont apportées, qu'elles le soient dans un sens favorable aux intérêts de cette dépendance et de la colonie entière de l'Inde.

A Mahé, le 23 mars 1908, les conseillers généraux estimaient que si on arrivait à faire revivre l'industrie et le commerce, la ville reprendrait son ancienne importance, et il faudrait alors que l'autonomie douanière soit conservée et obtenir une escale des compagnies de navigation. (Il s'agit ici du commerce des salaisons de poissons et de toiles de coton.)

La dépendance de Yanaon (séance du Conseil du 6 avril) n'a pas été touchée par la loi du 11 janvier 1892. L'industrie et le commerce n'y existent plus, les choses ayant tellement périclité depuis quelque temps. Le commerce que l'on pourrait faire est entravé par les difficultés de la douane anglaise et les droits excessifs qu'elle perçoit (5 o/o sur toutes les marchandises à la sortie).

Les membres du Conseil général siégeant le 3 avril

à Chandernagor font prévaloir la proposition du *statu quo*.

La Chambre de commerce, le 30 mars 1908, et la Chambre d'agriculture de Pondichéry présentent les mêmes vœux que la fraction du Conseil général siégeant dans la ville.

Parmi les colonies de l'Afrique équatoriale, le Gabon demande que les droits *ad valorem* appliqués au Bassin Conventionnel lui soient étendus avec leur caractère libre-échangiste. Pour le Moyen-Congo, le *statu quo* est demandé par le Conseil de gouvernement, le Conseil d'administration et le Comité consultatif du commerce et de l'agriculture.

Pour Madagascar, le Conseil d'administration dans sa séance du 18 décembre 1908 propose l'assimilation pure et simple, avec la réciprocité de franchise douanière, et l'adoption du système des spécialisations pour quelques articles dont la vanilline et l'essence d'ylang-ylang. Les îles Comores suivraient le même régime.

Viennent ensuite — à part l'Indochine — des colonies moyennes et petites dont la situation économique semble malingre ou même en désarroi.

Tout d'abord la Nouvelle-Calédonie renferme plusieurs avis sur le régime douanier. Dans le rapport de la commission coloniale on lit (p. 8 et 10) : « Il faut, en effet, vouloir fermer les yeux pour ne pas voir que le régime actuel en paralysant et en rédui-

sant le développement économique de la colonie nuit aux intérêts de la métropole non seulement pour l'avenir mais aussi par la vie chétive et misérable à laquelle elle nous condamne. La mère-patrie doit émanciper ses colonies si elle veut en faire des pays de consommation et de production capables de la seconder dans la lutte commerciale avec l'étranger... La vraie solution paraît alors consister dans le retour à l'autonomie douanière, corollaire naturel de l'autonomie financière. » Le Conseil général est plus indécis (Extrait des procès-verbaux, séance du 28 avril 1908) ; seule l'autonomie ou l'assimilation douanière sous réserve de réciprocité permettra à la colonie de remonter le courant et marcher vers la prospérité que doit souhaiter la métropole.

La Chambre de commerce de Nouméa (Rapport du 19 avril 1908) estime que le régime de 1892 a été désastreux pour les consommateurs calédoniens, puisqu'il leur a imposé une charge annuelle de 500.000 francs sur un budget qui atteint à peine 3.500.000 francs pour 1908. Pour que la colonie puisse reprendre son essor, vivre par ses propres moyens et se passer des subventions de la métropole, deux choses lui sont nécessaires : son autonomie financière et la liberté complète de ses transactions commerciales. Les conclusions de la Chambre de commerce sont donc les suivantes :

L'autonomie commerciale pour la colonie.

A défaut : 1° le maintien du *statu quo* pour les droits de douane à l'importation ; 2° la détaxe des cafés coloniaux français à leur entrée dans la métropole ; 3° si un nouveau tarif douanier était mis en vigueur, qu'il soit réservé au ministre des Colonies le droit d'y apporter des modifications par voie de décret.

Les vieilles colonies font entendre de vives plaintes au sujet de leur régime douanier ; elles furent rassemblées en particulier par le Congrès des anciennes colonies à la fin de 1909.

Là, M. Harmand a dit que la loi de 1892 a été élaborée sans que les colonies fussent consultées (1), ce qui était au reste logique, car on prétendait régler l'activité des colonies uniquement sur l'intérêt de quelques catégories de producteurs métropolitains ; à ce régime, les colonies n'ont pu se développer (2).

1. Ce qui n'est pas tout à fait exact ; si l'on se reporte à l'*Officiel* de 1891 on peut voir que dans la discussion, il y eut de nombreuses interventions à la Chambre et au Sénat de la représentation coloniale, députés et sénateurs des vieilles colonies justement.

2. M. Paul Deschanel disait, dans un discours au Congrès des anciennes colonies : « Nos anciennes colonies sont malheureuses ; elles souffrent matériellement et moralement. Les statistiques commerciales montrent leur décadence économique. Depuis bien des années, leur production, leur trafic, leurs populations sont en décroissance. » (Il faudrait démontrer que le régime douanier en est la seule cause.) Et il ajoutait : « Elles se plaignent d'être négligées, oubliées.

A la Réunion, le Conseil général, la Chambre d'agriculture se bornent à demander le maintien du *statu quo* et le dégrèvement des produits coloniaux en France, ainsi que la surtaxe en France des produits tropicaux étrangers. La Chambre de commerce, elle n'espérant plus l'autonomie, demande aussi des dégrèvements et détaxes.

La Martinique présente une réponse qui ne trahit aucune alarme. Dans un rapport présenté au Conseil général, dans sa session extraordinaire de 1908, au nom de la commission sur la question du tarif douanier par M. Adrien Sainte-Luce-Joseph, on lit : « Nous nous prononçons donc d'une façon bien nette, en faveur de la politique d'association qui permettra à la métropole d'assurer à son industrie et à son agriculture une protection efficace contre la concurrence étrangère, en fermant aux produits étrangers ses colonies, qui doivent lui servir de débouchés, mais aussi en tenant compte des besoins de celles-ci, et sans nuire à leur essor ni à leur prospérité, en favorisant, dans la plus large mesure possible, l'importation dans la métropole des produits

Elles se plaignent que la métropole réserve son intérêt, son assistance à ses jeunes et grandes possessions : l'Indochine, Madagascar, l'Afrique occidentale, le Congo. A celles-ci une organisation décentralisée, des emprunts garantis par l'État, de grands travaux publics qu'on refuse, qu'on n'accorde qu'avec parcimonie aux filles aînées de la colonisation française. »

coloniaux. Le principe d'un tarif spécial pour chaque colonie, établi après enquête auprès des chambres de commerce, des conseils généraux, des gouverneurs et administrateurs des colonies, doit donc être reconnu ; et les tarifs doivent être arrêtés pour une période déterminée, suffisante pour permettre d'en apprécier les résultats sur l'agriculture et sur l'industrie. » La Chambre de commerce de la Martinique trouve que la colonie est placée trop loin de la France pour pouvoir être régie par les mêmes lois ; cependant, l'autonomie en matière de douanes offrirait de graves inconvénients ; le tarif douanier appliqué par la métropole serait préférable sous réserve de certaines exceptions. Ce qu'il faut remarquer, c'est que M. le gouverneur Lepreux avait dit au Conseil général, le 12 mars 1908 en ouvrant sa session : « M. le ministre des colonies estime que ces diverses questions présentent pour le régime commercial de nos colonies une importance toute spéciale, soit que les tarifs nouveaux qui seraient adoptés soient applicables *ipso facto* dans les possessions dites assimilées, soit que l'autonomie douanière dont bénéficient actuellement les autres colonies vienne à être remise en discussion et par conséquent menacée de disparition. » Le Conseil général a donc statué en pleine connaissance de cause, prévenu des possibilités de la révision douanière.

Il en a été de même à la Guadeloupe où le Conseil

général a rédigé son rapport après une allocution de M. le gouverneur Victor Ballot. Il y est dit : « Il paraît indispensable de rechercher le moyen d'éviter, au moment où les bases du nouveau régime douanier vont être jetées, le retour de semblables mécomptes. Il semble qu'on pourrait trouver ce moyen : 1° en exemptant ou en taxant très faiblement les marchandises que la métropole ne produit pas ou ne peut pas fournir à la Guadeloupe (pétrole, engrais naturels, houille, farine de froment, riz, saindoux, futailles, produits chimiques pour l'agriculture, etc.) ; 2° en décidant que les stipulations légales à intervenir tiendront le plus grand compte des délibérations prises par les Conseils généraux et les Conseils d'administration des colonies pour demander des exemptions au tarif de la métropole. Ces assemblées locales sont, en effet, mieux placées que toute autre pour connaître les besoins des populations et défendre les intérêts de leur commerce et de leur industrie. » Les Chambres de commerce et d'agriculture de la Pointe-à-Pitre tiennent à peu près le même langage. Du fait de l'application du tarif maximum aux États-Unis, elles évaluent à 4 millions la charge annuelle de la Guadeloupe, et à 20 o/o l'augmentation du prix des choses. Puis les produits des droits d'entrée étant diminués, il a fallu les remplacer par des impôts nouveaux. Si la France a conquis le marché de la Guadeloupe, celle-ci par contre s'est appauvrie et une

entrave sérieuse a été apportée par le tarif douanier dans ses transactions commerciales ; dans l'ensemble il y eut réduction du débouché offert par la colonie à la métropole malgré que les tissus français aient délogé les tissus étrangers, et il y eut anéantissement progressif de la vie économique malgré l'extension des denrées secondaires. Dans un rapport de M. Roger Huet, au nom de ces Chambres, adressé à M. Klotz président de la commission des douanes de la Chambre des députés, on peut lire : « Nos desiderata sont de deux sortes : 1° entrée en franchise de nos denrées dans la métropole pour stimuler la production locale ; 2° introduction dans le tarif douanier de modifications basées sur un double principe : protecteur quand il s'agit de marchandises que la métropole peut fournir ; principe librement échangiste ou modérément fiscal en ce qui concerne les marchandises que la métropole ne produit pas ou ne peut pas fournir. »

Dans la colonie de Saint-Pierre et Miquelon, l'idée générale est que les îles ne peuvent être assimilées, ni être traitées sur le même pied que les grandes et riches colonies privilégiées ; le tarif général ne saurait y être maintenu ; le plus simple serait le retour à l'ancien système de droits *ad valorem* sur les marchandises étrangères, système qui a fait ses preuves et sous lequel la colonie s'est vue riche et prospère. La Chambre de commerce, le Conseil d'administra-

tion, l'administrateur, ont été unanimes à demander la suppression du tarif douanier. Un inspecteur des colonies en mission a fait une étude sur la question et conclut à l'abandon de la tarification de 1892. La colonie a émis le vœu, qui fut repris ensuite par M. Delmont au Congrès des anciennes colonies, que Saint-Pierre, ou plutôt l'entrée du petit territoire de la colonie soit déclaré zone franche afin d'en faciliter l'accès aux marchandises et navires de toute nationalité. La Chambre de commerce (Rapport sur le régime douanier et la situation économique de la colonie, séance du 30 mars 1908) propose d'établir des « droits sur l'importation des produits étrangers classés en cinq catégories et taxés suivant les besoins du pays : 1° exempts de tous droits, les objets les plus indispensables à la vie ; 2° taxés à raison de 2 o/o, les articles de première nécessité ; 3° à raison de 10 o/o les cordages de toutes sortes ; 4° taxés à 25 o/o les articles dont il y a lieu de protéger la fabrication dans le pays même et ceux de luxe qui doivent contribuer à maintenir l'équilibre du budget ; 5° Taxés à 6 o/o tous les autres produits qui ne sont pas touchés par une des quatre premières catégories ». La Chambre des députés adopta, lors de la discussion du budget des colonies en 1910 la résolution suivante proposée par MM. Guernier, Dior et Legrain : « La Chambre invite le gouvernement à rechercher et proposer les réformes administratives, douanières et

budgétaires propres à arrêter la décadence de la colonie de Saint-Pierre et Miquelon. »

Il y a quelques contradictions dans les réponses qui sont parvenues de Guyane. D'après le gouverneur, le régime douanier de 1892 est resté sans influence sur l'agriculture, l'industrie, l'extraction aurifère et le commerce; il y a donc lieu de le conserver, sauf quelques exceptions et modifications de détail à y apporter.

D'autre part, dans un projet de résolution, le conseil général de la Guyane française est d'avis qu'« il y a lieu de maintenir l'application à la colonie de la loi du 21 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes, dans les conditions et sous les réserves spécifiées à l'article 3 § 4 de ladite loi. »

Enfin, dans un rapport présenté à la Chambre de commerce de Cayenne par M. J.-R. Saint-Philippe au nom de la commission chargée à l'étude du projet de révision du tarif douanier applicable aux colonies, en date du 20 juillet 1908, la Chambre émet le vœu: « 1° que le système de l'unification et de la centralisation économiques des colonies à la métropole soit abandonné; 2° que l'autonomie économique soit décrétée à la Guyane et qu'elle soit appelée à formuler et à adopter en toute liberté le régime douanier qui convient le mieux aux besoins de ses habitants et à la prospérité de son commerce, tout en sauve-

gardant les intérêts supérieurs de la métropole; 3^e fixation d'une durée suffisante pour permettre au nouveau régime de produire les résultats les plus complets. Dans le cas où ce système de décentralisation n'aurait pas prévalu, vœu que tous les relèvements qui seraient adoptés dans la révision du tarif douanier métropolitain ne soient appliqués à la Guyane que sous le bénéfice des indemnités et modérations de droits pour les articles énumérés dans le tableau ci-après (suit la liste des produits à dégrever). »

Les demandes de ces anciennes colonies sont par elles-mêmes très modérées et n'ont rien d'intransigeant (1).

1. Il faut donc voir non pas une exagération mais seulement une formule oratoire très saisissante dans les paroles que M. le sénateur Flandin prononçait à la séance du 14 mars 1910 :

« Lourde, douloureuse, désastreuse même, il faut avoir le courage de le reconnaître, a été pour certaines de nos colonies, je pourrais dire presque pour toutes, la répercussion des tarifs de 1892. De la Guadeloupe, de la Martinique, de la Nouvelle Calédonie, de Saint-Pierre et Miquelon surtout, monte vers nous un angoissant cri de détresse. Pour Saint-Pierre et Miquelon, en particulier, personne ne contestera, les tarifs de 1892 ont entraîné la ruine. Comment obliger ce malheureux pays qui ne produit rien, qui ne peut rien produire, qui, de par sa situation même, est tributaire de l'extérieur, à s'approvisionner exclusivement en France, alors qu'il a des fournisseurs naturels, ses voisins immédiats ? » (*Journ. off. Sénat, in extenso* 1910. Première séance du 14 mars 1910, p. 545 et 546).

La colonie de l'Indochine a fait part de ses observations sur le régime douanier ; elles constituent une très grosse liasse dans le dossier formé des réponses à la note du ministre des colonies du 18 janvier 1908.

La loi de 1892 avait pour but de réserver le marché indochinois à la production de la métropole, permettant à cette dernière de récupérer les avances faites par elle. Si ce commerce augmenta rapidement avec les tarifs protecteurs, les concurrents étrangers ne furent pas évincés. C'est donc la clientèle indochinoise qui a supporté à peu près seule tout le poids de cette mesure (1). Les produits achetés ainsi furent mal adaptés aux besoins locaux ; la population souffrit de ces mesures qui arrêtaient l'essor de nouvelles possibilités économiques. Cette législation illo-

1. M. Le Myre de Vilers estime que la colonie verse, ne raison du tarif douanier, 30 millions à la France. D'autre part, les sommes versées par la colonie à la métropole s'élèvent à 37.858.207 francs, et on peut répartir ainsi le tableau des sommes sortant annuellement de la colonie :

Dépenses inscrites aux budgets.....	38 millions
Tarif général des douanes.....	30 »
Bénéfices de l'industrie et du commerce	
européens.....	10 »
Gains des Chinois.....	18 »
Rapine des chettys.....	2 »
Déficit de la balance commerciale.....	30 »
Total....	138 »

(En note dans Pierre Dassier : *Le Régime douanier de l'Indochine. Bulletin du Comité de l'Asie française*, septembre 1910, p. 390).

gique et injuste, voulant régir deux mondes situés aux antipodes, gravitant dans une orbite différente, et ayant des besoins et des nécessités parfois contradictoires, sacrifiait sans compensation acceptable les intérêts de l'un à ceux bien ou mal entendus de l'autre. L'expérience a montré depuis l'impossibilité de réaliser une unification et une centralisation systématiques, puisqu'il a fallu y apporter des tempéraments, soumettre à un régime spécial les produits d'origine asiatique.

Le remplacement de ce système suranné par un autre plus rationnel s'impose. Aussi les Indochinois demandent-ils une réduction des droits avec un grand nombre d'articles. Beaucoup d'entre eux vont même plus loin et parlent pour la colonie d'une large autonomie ; ils veulent que la colonie ait le droit de régler elle-même son régime douanier, qu'on laisse à l'autorité locale le soin d'édicter et de faire sanctionner par le département les mesures et les taxes qu'elle jugerait les plus favorables à la prospérité du pays ; une expérience de quinze années lui permet d'indiquer celles qui lui seront le mieux adaptées. Il y a dans les colons et les fonctionnaires et même les indigènes une élite d'hommes rompus aux affaires, qui peut donner toutes les garanties et toutes les compétences. Leur esprit pratique, leur parfaite connaissance des besoins de la colonie, les intérêts considérables qu'ils y ont font que ce droit ne saurait leur

être sérieusement contesté (1). L'autonomie douanière dans ces conditions, et sous réserve des tarifs différentiels en faveur des produits français, assurerait un juste équilibre entre les intérêts de la métropole et de la colonie ; elle ferait disparaître quelques-uns des obstacles, et non des moindres, qui s'opposent encore au développement économique de l'Indochine.

On parviendra peut-être ainsi à un régime qui mettra à la portée de nos 20 millions de sujets asiatiques la plus grande quantité de produits au meilleur marché possible ; qui permettra à toutes les industries de se créer en Indochine et de s'y outiller dans les meilleures conditions et qui permettra de dégrever quelques impôts qui pèsent lourdement sur la consommation indigène. Les Indochinois sont persuadés qu'il n'est pas impossible pour eux d'obtenir ce régime et, qu'en y mettant de la bonne volonté, on trouvera pour lui des modalités le rendant conciliable avec le protectionnisme métropolitain. L'octroi de la détaxe à certains produits comme le chanvre

1. « Un passé concluant, recommande l'autonomie douanière en Indochine. Le commerce de la Cochinchine avait pris un essor rapide sous ce régime appliqué jusqu'en 1887 ; la vitesse acquise lui a permis de supporter plus aisément que l'Annam et le Tonkin, tard venus à ces dispositions bienfaisantes, les charges imposées à l'unité en 1887 et 1892. »

(En note dans Baffeleuf. *Les Impôts en Annam*. Thèse de Paris, 1910, p. 162).

de Manille, le pétrole des Indes néerlandaises, aux articles chinois ou japonais consommés par les indigènes, permettrait d'obtenir pour l'Indochine des détaxes correspondantes sur ses riz que la France ne saurait jamais acheter en entier, ses sucres, ses minerais, etc.,

Les vœux de la population annamite et française ont-ils trouvé un écho auprès des organes officiels du gouvernement et de l'administration, appui indispensable pour être écoutés et accueillis ?

Le Gouverneur Général, dans sa réponse à la note ministérielle de 1908 propose les bases suivantes :

1° Pour les droits d'importation, le maintien de l'exemption des droits sur les marchandises de la métropole, et le maintien des droits sur les marchandises étrangères ayant des similaires dans la métropole, sans toutefois que ces droits puissent être élevés davantage ; la suppression ou réduction sensible des droits frappant les marchandises étrangères n'ayant pas de similaires dans le métropole et établissement à leur profit d'un tarif spécial où auraient place les produits asiatiques bénéficiant actuellement d'un régime atténué ;

2° Pour les droits de sortie, leur suppression, sauf ceux qui frappent le riz, le bétail, les soies ;

3° La suppression des droits de transit sauf sur les filés de coton ; et le maintien du régime actuel de l'entrepôt et de l'admission temporaire ;

4° L'admission en franchise dans la métropole, par réciprocité, des denrées de provenance indochinoise.

Lorsque le Conseil supérieur fut appelé à s'occuper de la question de la réforme douanière, il fut d'avis qu'attribuer en entier le progrès commercial de l'Indochine à l'existence de la loi de 1892 serait paradoxal ; exactement. on peut constater que l'ascension du commerce due à des causes purement économiques s'est opérée nonobstant l'influence plutôt fâcheuse que ce régime exerçait sur elle. Les produits français ne parviennent que péniblement à soutenir la lutte contre les produits étrangers et parfois même ils reculent devant eux. Il semble bien que la métropole ait, maintenant, retiré du régime douanier à peu près tous les avantages qu'il était susceptible de comporter pour elle. Mais l'ensemble des tarifs ne semble pas absolument approprié aux besoins réels du pays et l'on est en droit de se demander, après quinze années d'expérience, si le régime ne devrait être allégé d'une partie tout au moins des taxes que fixent les tarifs. Avec une liberté commerciale plus complète, la colonie ne ferait-elle pas de plus rapides progrès ?

Dans toutes les opinions exprimées, au sujet de la révision du tarif douanier, par les assemblées élues et les autorités administratives de l'Indochine, il doit demeurer entendu que le régime à instituer ne

saurait porter préjudice à l'industrie et au commerce de la France. Tous les rapports résumant l'enquête ont mis hors de question les prérogatives douanières de la métropole et l'entrée en franchise de ses produits en Indochine. Ils diffèrent seulement sur quelques points d'application du système : les uns réclament pour la colonie une autonomie commerciale plus ou moins mitigée, les autres s'en tiennent pour l'importation au maintien général du *statu quo* avec de légères atténuations et demandent surtout la modification du tarif des droits à la sortie.

Dans le rapport de l'Administration des douanes et régies, rédigé par M. Boundal, Directeur général, le 10 juin 1908, il est dit que le régime douanier qui conviendrait le mieux à l'Indochine, étant donné sa situation particulière en Extrême-Orient, son homogénéité, ses besoins spéciaux, serait incontestablement l'autonomie avec un correctif suffisant pour dissiper toutes les inquiétudes. Les relations avec la métropole resteraient inchangées. Les produits français continueraient à entrer en franchise dans la colonie. L'innovation consisterait à concéder à l'Indochine le pouvoir de discuter ses tarifs avec les pays étrangers, notamment avec les pays voisins, la Chine, le Japon et les autres colonies françaises.

Les bases du régime seraient les suivantes :

Importation. — 1^o Entrée en franchise des produits métropolitains ;

2° Application aux marchandises provenant de l'étranger et des colonies françaises des droits déterminés à un « tarif officiel indochinois » qui se subdiviserait :

a) En un tarif général très étendu, très spécialisé et beaucoup plus modéré que celui du décret de 1902 ;

b) En un tarif minimum dans lequel serait incorporé le tarif spécial actuel, avec les modifications soumises à l'examen du département, tarif minimum qui comprendrait certains articles pour lesquels un taux très réduit serait accordé aux colonies françaises et à divers pays étrangers, à la suite d'avantages réciproques concédés à l'Indochine.

Exportation.— Suppression des droits de sortie des produits à destination de l'étranger qui ne sont que des taxes fiscales. Suppression des droits de transit ; maintien de l'entrepôt et de l'admission temporaire sans modification.

L'opinion exprimée par M. Fetterer, Chef du service commercial et industriel à la Direction de l'agriculture, des forêts et du commerce de l'Indochine, dans son rapport du 21 octobre 1908 peut se résumer nettement. La révision du tarif douanier est pour la colonie une occasion favorable de réclamer à nouveau l'autonomie douanière indispensable au développement de sa vie économique, sans aucun préjudice pour les intérêts de la mère-patrie. Cette

autonomie consisterait simplement dans l'adoption d'un tarif unique, homologué par le Parlement, basé sur les besoins de l'Indochine, et se rapprochant, avec un peu de libéralisme, du tarif minimum français et la faculté de discuter des traités de commerce spéciaux, sous le contrôle de la France et par l'intermédiaire des agents du ministère des Affaires étrangères, mais sans être lié par ceux qui sont applicables à la métropole. Si ce programme paraît trop large et n'est pas accueilli, le minimum de réformes à réaliser est : 1° le maintien du tarif actuel pour les principaux produits d'importation en Indochine ; 2° l'entrée en franchise en France des denrées coloniales provenant des colonies françaises ; 3° la suppression du tarif de sortie, sauf pour les riz et les paddys ; 4° la suppression du tarif de transit sauf pour les filés de coton.

Les avis donnés dans les différentes parties de l'union indochinoise ne sont pas sensiblement différents de ceux exprimés pour la généralité du groupement.

En Cochinchine, le Conseil colonial dans sa séance du 17 septembre 1908 constate que « la solution proposée par la Direction générale des douanes et qui serait incontestablement la plus favorable à la Cochinchine pouvant ne pas être adoptée par la métropole », indique à la place le régime suivant :

a) *Statu quo* pour l'importation des marchandises

françaises, exemption ; *b*) pour l'importation des marchandises étrangères, distinguer entre celles qui ont des similaires dans la métropole et celles que la France ne produit pas : pour les premières, *statu quo*, aucune atteinte à la protection métropolitaine, pour les autres, abaissement et même suppression des tarifs (en particulier pour les machines agricoles) ; *c*) comme compensation aux charges ainsi imposées à la colonie, immunité de droits sur les denrées coloniales à leur importation en France et donner à l'industrie indochinoise la certitude qu'aucune atteinte ne sera portée à son évolution ; *d*) suppression désirable des droits de sortie, sauf sur les riz et paddys. Ces droits sont d'ailleurs supportés par l'acheteur et non le producteur ; il serait nécessaire, dans l'intérêt de l'agriculture, de frapper de prohibition à la sortie les animaux femelles de race bovine, bubaline et chevaline, ainsi que les jeunes animaux de même race ; de plus, suppression des droits de transit.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Cochinchine admet la création d'un tarif officiel indochinois pour le bien de la colonie, mais ne l'espérant pas des pouvoirs publics, se range à l'opinion du Conseil colonial.

La Chambre de commerce de Saïgon n'admet pas le principe de la discussion de tarifs indochinois et de conventions commerciales avec les pays voisins.

Il importe de chercher à accroître les avantages créés en faveur de la métropole.

« Il est de notre devoir, ajoute le rapport, de proclamer que ce lourd sacrifice fait aux intérêts de la mère patrie est contraire aux intérêts commerciaux de l'Indo chine ; nous ne saurions trop le rappeler à la Commission des douanes de la Chambre des députés, en insistant auprès d'elle pour obtenir en échange, et comme conséquence logique, une suppression plus ou moins complète des droits à l'entrée en France des produits d'origine de notre colonie et aussi la certitude que l'évolution industrielle qui tend à se développer chez nous puisse se poursuivre avec tranquillité, à l'abri des revendications injustifiées des producteurs métropolitains. » La Chambre demande en outre la suppression des droits de sortie et de transit.

La Chambre d'agriculture de la Cochinchine approuve à l'unanimité les considérations en faveur de l'autonomie douanière de l'Indochine, sous la seule restriction de la prohibition à la sortie des animaux de labour, ou augmentation au double des droits de sortie qui les frappent. Également, diminution du droit à l'importation des machines agricoles étrangères destinées aux cultures tropicales que la métropole ne fournit pas.

Au Tonkin, le Résident Supérieur se prononce contre l'adoption de l'autonomie douanière. Il con-

clut : *a*) au maintien de l'importation en franchise des marchandises françaises ; *b*) à l'application du tarif de 1892, sans majoration, à tous les produits ayant des similaires dans la métropole et à l'application aux marchandises sans similaires d'un « tarif spécial réduit » ; *c*) importation en franchise en France des denrées coloniales ; *d*) suppression des droits de sortie, sauf sur certains produits procurant au budget général d'importants revenus comme les riz et paddys, les poissons salés, le coton, la cannelle, et enfin suppression des droits de transit.

Par contre, la Chambre de commerce de Hanoï a pleinement adopté les propositions du rapport de l'Administration des douanes et régies. La Chambre de commerce de Haïphong a fait de même. Se montrant plus hardie encore, elle a rêvé d'autonomie complète, d'établissement pour Haïphong d'une zone franche, comme pour Gênes, Anvers, Hambourg. Comme réalité plus tangible, elle demande le maintien de la franchise absolue des produits français et la réciprocité en France pour les importations de denrées coloniales ; puis la suppression des droits de sortie pour les produits manufacturés au Tonkin, et le remplacement des droits de transit, dont la perception est longue, coûteuse et vexatoire, par une simple « taxe de passage ».

La Chambre d'agriculture du Tonkin adopte aussi entièrement les propositions de l'Administration des

douanes, avec l'adjonction de réclamer à la France la détaxe partielle, sinon totale, sur les cafés et thés indochinois importés dans la métropole.

En Annam, la Chambre mixte de commerce et d'agriculture demande du temps pour une étude approfondie de la question ; en attendant, elle souhaite le maintien du *statu quo*, tout en estimant qu'il y aurait avantage à la suppression ou réduction des droits d'importation en France des denrées indochinoises et à la suppression des droits de sortie et de transit.

Au Cambodge, la Chambre mixte de commerce et d'agriculture prend la défense énergique des intérêts métropolitains ; elle accepte l'augmentation des droits d'entrée, et même l'établissement de taxes prohibitives sur les marchandises étrangères. Mais, par réciprocité, demande la franchise totale des marchandises coloniales en France et la renonciation aux droits de transit.

Si l'on quitte les relations de la métropole avec les colonies et de celles-ci avec l'étranger pour aborder les relations des colonies entre elles, on constate que dans le rapport général du Congrès colonial français de 1903, le rapporteur, M. de Pouvoirville, réclamait pour toutes les colonies le maintien de la franchise intercoloniale, sous le bénéfice d'une observation très judicieuse de M. Widmer, vice-président de l'Association de l'agriculture et du commerce, qui

demande que, au moins, les franchises accordées ne servent pas aux producteurs étrangers installés en territoire français. La section qui s'occupa des questions douanières présenta au Congrès le vœu suivant : « Que, tout en prenant des mesures contre l'abus que nos concurrents étrangers pourront faire de la liberté des échanges entre les colonies françaises, en installant dans ces colonies des industries destinées à concurrencer celles de la métropole, il ne soit pas porté atteinte à la liberté de nos colonies dans leur commerce entre elles. »

Pour concentrer en quelque sorte tous ces avis dans une formule unique qui détache les revendications et les vœux principaux des colonies, on peut dire :

Au sujet de l'application du tarif métropolitain, toutes les colonies assimilées, sauf deux, acceptent le maintien du régime actuel, mais avec un plus large octroi des exemptions et des atténuations. Les vieilles colonies, notamment, font remarquer qu'il leur faut un régime douanier adéquat à leur situation géographique. La métropole doit leur laisser la liberté de s'approvisionner pour certains articles de première nécessité, la morue notamment, dans les pays plus rapprochés que la France.

L'exemption de tous droits de douane ou une faible taxation de marchandises que la France ne produit pas ou ne peut pas fournir à bon compte à ces colo-

nies, ne serait pas de nature à nuire à ses intérêts.

Toutes nos colonies insistent sur la nécessité d'exonérer de tout droit à leur entrée en France les denrées secondaires, telles que cacao, café, thé, etc., dont elle ne produit pas de similaires. Elles font très justement remarquer que c'est sans raison sérieuse que l'on impose des produits qui ne font aucune concurrence à l'industrie ou à l'agriculture de la métropole ; que la détaxe bénéficierait à celle-ci en augmentant les facultés d'achat de nos colonies dont elle améliorerait la situation économique ; que les produits de la métropole entrant en franchise sur leurs territoires, ce défaut de réciprocité constitue une réelle injustice ; que le but de notre politique coloniale devrait être d'encourager largement les cultures secondaires ; qu'enfin la crainte de priver le budget de l'État d'une ressource spéciale, d'ailleurs relativement peu élevée, doit s'évanouir devant cette considération que le développement des importations coloniales de ce genre en France aurait la plus heureuse répercussion sur le commerce national, et par voie de conséquence sur le Trésor lui-même, qui récupérerait dès lors, par d'autres sources, plus que les droits actuels.

Ainsi que l'écrit M. le Sénateur Charles Humbert, il faut des réformes « qui adaptent avec souplesse à chaque colonie particulière des règles convenant à son climat, à ses ressources, à son voisinage et à

l'éloignement plus ou moins grand où elle se trouve de la mère-patrie... Je dis qu'il faut en finir avec les prescriptions douanières infligées comme des punitions aux habitants de nos possessions lointaines, alors que nous ne devrions leur demander que de recevoir nos produits en franchise et de nous envoyer les leurs, que nous serions trop heureux de recevoir sans taxe... » (1).

1. *Les Frances lointaines* (*La Grande Revue*, n° de juillet 1909, p. 22 et 26).

CHAPITRE III

Avec un pareil terrain d'étude, en travaillant sur de doubles prétentions exposées, de part et d'autre, l'entente amiable peut se faire sur des bases solides, car tous les éléments en sont réunis. A ce sujet, M. Trouillot, alors ministre des Colonies, déclarait à la séance de clôture du Congrès des anciennes colonies : « Loin d'être en antagonisme, les intérêts coloniaux et les intérêts de la métropole sont unis par des liens étroits. La prospérité des colonies ne leur permet-elle pas de contribuer plus efficacement à la prospérité de la métropole elle-même ?... Autant les colonies pauvres sont une charge pour la métropole, autant les colonies riches, où le développement de la production multiplie les facultés d'achat, deviennent une précieuse ressource métropolitaine. Et vous voyez immédiatement, sur cette question douanière, quel est l'esprit dans lequel il me paraît que les études doivent être dirigées » (1).

1. Ce pacifisme n'a pas rassuré les militants. A la suite d'une entente entre l'Union coloniale, le bureau du Congrès

C'est d'ailleurs la reprise de l'idée que M. Le Myre de Vilers avait émise quelque dix ans auparavant :
« On doit désormais considérer la France et les colonies comme un tout à intérêt unis, les colonies étant au point de vue commercial le complément de la France, la production coloniale fournissant le complément de la production de la France. »

des anciennes colonies et la Ligue coloniale française, la lettre circulaire suivante a été adressée à tous les groupements et associations coloniaux en vue de la formation de l'Union intercoloniale préconisée par le Congrès des anciennes colonies :

« Paris, le 7 février 1910.

» Monsieur,

» La Commission des douanes a mis en second lieu, à l'étude, la révision du régime douanier colonial. Nous ne pouvons préjuger de ce que seront ses décisions, mais certainement, elle sera sollicitée de proposer à la Chambre d'assujettir nos colonies au tarif métropolitain plus étroitement encore qu'elles ne le sont par la loi du 11 janvier 1892. Or, nos colonies sont unanimes à protester contre ce régime, et ses résultats ont été mis en pleine lumière par l'enquête ordonnée au cours de l'année dernière, par le ministre des Colonies. Elle a montré à quel point ce régime a entravé la production, réduit les facultés d'achat et causé l'appauvrissement du plus grand nombre de nos colonies, et comment il conduit à la ruine, à la désaffectation et à la dépopulation de quelques-unes des plus intéressantes d'entre elles. Les Congrès coloniaux de Marseille et de Bordeaux (1906 et 1907) avaient déjà dénoncé cet état de choses et réclamé la réforme des tarifs douaniers des colonies. Le Congrès des anciennes colonies du mois d'octobre dernier a renouvelé ces vœux avec une unanimité significative. Le parti colonial a, en effet, conscience de la gravité du

Donner plus de souplesse à l'armature douanière de nos colonies, c'est leur assurer une prospérité qui se répercutera naturellement sur celle de la métropole. N'est-il pas possible de demander au Parlement, maître des tarifs des colonies, de ne pas oublier qu'il a en face de lui non un empire colonial unifié et centralisé, mais des pays distincts, placés dans des conditions diverses, pourvus de besoins différents ? Sous la règle générale de la protection efficace de toute la production française susceptible d'être utilement protégée et de la juste réciprocité pour la production coloniale destinée au marché métropolitain, il serait désirable que chacune des colonies eût quelques tarifs, quelques modalités de perception, quelques conventions à elle appropriés. Il est certain que la similitude de certaines produc-

débat qui s'apprête et de la nécessité de rassembler ses forces pour se défendre devant le Parlement... Pour résister à de pareils adversaires, les intérêts coloniaux n'ont d'autre ressource que de se grouper et de s'unir fortement... Un groupement aurait pour unique objectif de concentrer et coordonner les efforts en vue de poursuivre auprès des pouvoirs publics la réforme du régime douanier colonial, conformément aux vœux des Congrès de Marseille, de Bordeaux et des anciennes colonies... » (Lettre signée de MM. Paul Deschanel, pour le bureau du Congrès des anciennes colonies, J. Chailley, pour l'Union coloniale française et Eugène Etienne, pour la Ligue coloniale et reproduite par le *Monde économique*, n° du 12 février 1910, p. 195, sous le titre : *Les Nouveaux tarifs douaniers et les colonies*).

tions que les conditions climatiques semblables ou analogues imposent aux voisins les plus proches, a pour résultat que ces pays ne peuvent constituer pour beaucoup de matières premières des débouchés aussi intéressants, ni aussi permanents, que ceux que les colonies peuvent trouver dans un riche pays, à climat tout différent, bien organisé industriellement comme la France. La destination essentielle des possessions n'est-elle pas de fournir le plus largement possible les denrées de consommation et les matières premières que le sol national ne donne pas ?

Transporter en bloc les tarifs de la métropole aux colonies ne suffit évidemment pas pour régler d'une façon réellement équitable et satisfaisante les conditions des marchés locaux. Les exceptions accordées par le pouvoir exécutif n'ont été, dit M. Messimy, « dispensées qu'avec une extrême parcimonie : le délégué du législateur s'est trouvé plus lié par les intentions générales du Parlement que ne l'eussent été les Chambres elles-mêmes ».

La politique d'assimilation a son point de départ dans une idée très équitable et très juste. L'assujettissement est une solution essentiellement autoritaire, l'autonomie, une règle absolument libérale. L'assimilation peut être l'une ou l'autre suivant les cas, et c'est pourquoi elle a donné lieu à des appréciations si contradictoires ; elle peut occuper tous les degrés d'une échelle qui va depuis l'assujettisse-

ment jusqu'à l'autonomie ; c'est une formule assez large pour donner satisfaction aux desiderata de tous. Le point sur lequel tous sont d'accord est que tous désirent que les colonies soient des clientes de la métropole et par suite lui offrent des débouchés. C'est là une question de mesure ; tous les efforts des pouvoirs publics doivent avoir pour but principal d'assurer les importations métropolitaines, sans toutefois restreindre par la cherté du produit la consommation coloniale. Il faut organiser la défense du marché colonial au profit des produits français, à l'encontre des produits étrangers ou en d'autres termes que le domaine colonial ne soit pas livré à la concurrence étrangère au détriment de l'industrie métropolitaine. Par une juste réciprocité, il faut prendre toutes les mesures qui seraient jugées utiles pour faciliter l'approvisionnement des colonies, et avant tout exonérer de tout droit les denrées coloniales importées en France. Par là, on mettra les colonies en situation de fournir une plus grande quantité de ces denrées consommées dans la métropole.

En se montrant libérale au point de vue douanier la France comprendra mieux ses intérêts que ne l'a fait le législateur de 1892. De la sorte on poursuivra le but du développement progressif du commerce de la métropole avec ses colonies. L'intérêt métro-

politain et l'intérêt colonial sont donc liés à une réforme du régime en vigueur (1).

C'est en s'appuyant sur cette idée, on pourrait dire ce *leit motiv* que les uns et les autres ont cherché des combinaisons nouvelles.

La protection du commerce métropolitain, but du législateur de 1892, a été édictée dans les colonies sous une formule très simple et très générale : les produits étrangers y acquittent les mêmes droits

1. M. Morel, rapporteur général de la Commission des douanes, aujourd'hui ministre des Colonies, a éloquentement synthétisé ce programme à la fin de son discours à la Chambre du 22 février 1910, par ces paroles : « La meilleure méthode, la politique préférable, c'est celle de la porte largement ouverte sur le territoire métropolitain, à tous les produits coloniaux qui n'ont pas de similaires en France. C'est, d'autre part, la prépondérance incontestée de l'industrie française et de ses produits sur le marché colonial. Ainsi, par ce double courant s'affirmeront les liens de solidarité économique qui unissent les colonies et les pays de protectorat à la métropole ; ainsi s'accroîtront en même temps la richesse nationale et la richesse des colonies par le plus grand bien de la nation et de la République. »

D'autre part, M. le gouverneur général Klobukowski avait dit, dans son discours prononcé à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil supérieur de l'Indochine, le 27 novembre 1909 : « Il faut se préoccuper de stabiliser et de solidariser de plus en plus les intérêts entre la France et la colonie, sans oublier, bien entendu, le milieu géographique et économique général dans lequel se trouve placée l'Indochine. » M. de Lanessan écrivait, comme gouverneur général de l'Indochine, dans un rapport adressé le 25 août 1893 au sous-secrétaire d'État des colonies : « Sans doute, il est indispensable

que s'ils entraient en France. Cette formule a le défaut de toutes les règles trop absolues, elle manque de souplesse et a entraîné des conséquences imprévues. Il n'en est pas moins vrai qu'elle est susceptible de plusieurs améliorations de détail.

Depuis longtemps on tâtonne pour trouver une solution.

En 1904, le Congrès colonial français exprimait « le vœu que les circonstances permettent au législateur français, dans un avenir assez rapproché, de revenir, en matière de douane, à un régime de sage décentralisation pour le plus grand bien à la fois des colonies et de la métropole (1).

Et le même « Congrès émet le vœu que les pouvoirs publics ne recourent aux tarifs douaniers pour régler les relations de la métropole et des colonies, qu'avec la plus grande réserve ; qu'ils encouragent l'initia-

que nos colonies servent les intérêts des commerçants et des industriels de la métropole, mais j'estime que nous ne devons pas négliger non plus ceux des Français qui apportent dans nos colonies leur intelligence, leur travail et leurs capitaux... Les commerçants et industriels métropolitains y sont eux-mêmes intéressés, car si les colonies se développent, ils y trouveront un placement assuré pour une foule de produits que la France seule peut fournir. »

1. Paul Dufourmentalle. Rapport à la IV^e section du Congrès colonial français de 1904, sur les Compétences en matière d'établissement et de réglementation des droits de douane, de l'octroi de mer et des régies dans les colonies françaises, p. 19.

tive privée à développer la production coloniale qui seule peut fournir des éléments d'échange et donner pour base à ces relations la réciprocité » (1).

Il semble donc qu'un des remèdes proposés ait consisté à orienter l'administration des colonies en vue de pousser à l'accroissement de la production locale, et à faciliter par un régime douanier libéral la vente de ces produits coloniaux sur le marché français, de manière à accroître par voie de conséquence l'importation des produits français dans les colonies : c'est là un moyen d'ouvrir à ces produits manufacturés des débouchés aux colonies.

Si les colonies obtiennent la détaxe complète de leurs produits à l'entrée en France, leurs envois ne consisteront pas seulement en ce qu'on est convenu d'appeler les « denrées coloniales » : le café, le sucre de canne, le poivre, le thé, etc. ; les produits de grande et permanente consommation sont au fond plus intéressants que les produits des cultures dites « riches », terme de plus en plus impropre.

Pour que ces échanges avec la mère-patrie aient tout leur effet, il importerait que les relations douanières entre celle-ci et les colonies fussent stabilisées pour une durée assez longue pour permettre des entreprises sérieuses. Si la France entend protéger

1. Buchié de Belle. Rapport à la IV^e section du Congrès colonial français de 1904, sur le régime douanier des colonies françaises comparé à celui des colonies anglaises, p. 10.

le colza national, qu'il soit bien établi auparavant que le sésame, les arachides, le coprah coloniaux jouiront des mêmes avantages ; si l'on défend la fécule de pomme de terre contre le manioc en cossettes de Java, ces mesures ne devront jamais s'appliquer au manioc en provenance des colonies françaises ; l'avantage déjà fait aux riz et maïs coloniaux devra subsister ; si l'emploi industriel de l'alcool se développe, les colonies seront bien assurées de trouver en France une entrée libre pour leurs alcools de riz. Il y a là, de même que pour les traités de commerce que la métropole peut passer avec les pays qui avoisinent les colonies, matière à des échanges de vues nettes et à l'élaboration d'une politique économique précise (1).

1. « Cette réciprocité doit s'étendre à tous les produits. C'est le meilleur moyen d'accroître nos rapports commerciaux avec les établissements que nous avons échelonnés dans le monde. La plus forte des objections que l'on puisse élever contre cette réforme est d'ordre financier. Comment combler le déficit causé au budget par l'abolition des droits de douane prélevés sur les produits coloniaux ? » (Cariot et Régismanset. *La Concurrence des colonies à la métropole*, p. 216).

« Une réorganisation aussi vaste, écrit M. Lhoste, ne serait pas sans doute une tâche facile, mais le travail une fois terminé, on aurait une législation appropriée à la fois aux besoins des colonies et aux intérêts de la métropole. Il ne serait plus nécessaire, comme actuellement, de remanier sans cesse les taxes douanières ; le commerce y gagnerait,

Il est bien probable que la réforme du régime douanier colonial sera dirigée en ce sens.

Mais des esprits plus prompts aux revirements ont pensé que le régime de la loi de 1892 était entièrement mauvais et n'était rien que funeste, et un tel régime n'est pas susceptible d'être amendé : il faut le rejeter complètement (1), et c'est au régime de 1866 qu'il faut revenir.

L'Afrique occidentale a dû à son régime douanier de pouvoir s'orienter dans le sens des voies de pénétration vers l'arrière-pays et dans le sens des voies de communication entre les fleuves. Ce système donnerait seul aux colonies l'individualité économique, la spécialisation dans l'exploitation et en définitive la prospérité actuellement entravée par un régime qui vise à être unitaire et qui n'est que tracassier et paralysateur. Cette personnalité douanière peut seule tenir compte des vrais intérêts de chaque colonie ; chacune pouvant revendiquer les taxes les plus conformes à ses besoins, plus elles seront diverses, plus les expériences faites seront concluantes et

car rien ne fausse plus les conditions économiques d'un pays que l'instabilité du régime commercial » (*Le Régime douanier des colonies françaises*, thèse, p. 180).

1. « Jamais les colonies ne subiront un régime plus dur que le régime actuel, qui n'est pas seulement dur, mais qui est incohérent et qui les ruine sans profit. » (Adrien Artaud. *La Révision du tarif douanier colonial. Le Monde économique*, n° du 29 mai 1909, p. 689).

on aura beaucoup de chances, de révision en révision, d'atteindre aussi près que possible de la perfection.

C'est en concluant conformément à ces observations, que le Congrès des anciennes colonies en 1909, après les Congrès coloniaux de Marseille de 1906 et de Bordeaux de 1907, votait les résolutions suivantes :

« Le Congrès :

» 1^o Désapprouve l'application aux colonies de la loi du 11 janvier 1892, comme inutile et comme nuisible aux intérêts solidaires de la métropole et de ses possessions ;

» 2^o Apprécie, au point de vue de l'admission en franchise partielle ou totale des produits coloniaux en France, que la conséquence logique de la loi du 11 janvier 1892, établissant une union douanière entre la France et ses colonies devait être la franchise totale, c'est-à-dire l'échange sans droits de leurs produits entre la colonie et la métropole ;

» 3^o Émet le vœu qu'il soit reconnu à chaque établissement et à chaque groupe d'établissements la faculté, et qu'il leur soit donné les moyens de discuter leurs tarifs de douane avec la métropole ;

» 4^o Émet le vœu que les tarifs douaniers spéciaux à chaque colonie, après leur ratification par le gouvernement de la République, soient établis pour une durée d'au moins douze années. »

TITRE II

Des idées remuées tant de fois, ayant ouvert tant de discussions, devaient provoquer l'initiative parlementaire et aboutir à la formation de nombreux projets législatifs, en dehors des critiques formulées annuellement par les rapporteurs successifs du budget du ministère des Colonies.

Certaines de ces propositions ont d'ailleurs abouti, qui ont quelque peu modifié la législation et donné quelques détaxes partielles à ces denrées coloniales. Les plus importantes ne sont pas celles-là, mais d'autres qui n'ont été pour ainsi dire que des manifestations de la part de leurs auteurs et qui n'ont pas même fait l'objet d'une discussion : c'étaient des rapports et des débuts de séance.

CHAPITRE PREMIER

On n'attendit pas bien longtemps d'ailleurs la première de ces propositions : elle fut faite moins de deux ans après la loi qu'elle avait pour but de réviser.

Cette proposition du 25 novembre 1893 avait pour objet d'exonérer des droits de douane à leur entrée en France certaines denrées coloniales provenant des colonies françaises. Elle fut présentée par MM Auguste Isaac, Deproge et César-Lainé, députés. L'exposé des motifs relatait que cette franchise de droits serait une compensation moins insuffisante aux charges du tarif douanier pour les colonies, et qu'on tendrait ainsi à revenir à cet idéal primitif qui voulait, non sans logique et sans vérité, différencier la production coloniale de la production métropolitaine. Cette protection nouvelle profiterait à des produits ne faisant aucune concurrence aux produits métropolitains, mais subissant, au contraire, sur le marché français la concurrence étrangère; enfin, on trouverait là un encouragement favorable au développement des

cultures (1). Cette proposition fut prise en considération dans un rapport sommaire fait au nom de la commission d'initiative parlementaire, par M. Louis Brunet (2).

Un an après environ, le 1^{er} décembre 1894, une proposition de loi tendant à obtenir un relèvement du tarif des douanes sur les conserves d'ananas d'origine étrangère fut faite par M. César-Lainé. C'était une mesure de protection à prendre pour les ananas des colonies françaises, qui ont besoin de culture, contre ceux de l'Inde qui poussent naturellement et ne demandent aucune préparation (3).

Puis ce fut une proposition de M. Gerville-Réache, beaucoup plus générale, du 18 novembre 1898, tendant à créer un régime spécial pour les alcools, les liqueurs, les fruits conservés, les cafés, les cacao et les vanilles provenant des colonies françaises, et demandant l'entrée en franchise en France de ces trois dernières denrées dans les limites des quantités fixées annuellement par décret (4).

La question fut reprise par un amendement de

1. *Journ. off.* Chambre. Annexes. Session extraordinaire, 1893, n° 46. Séance du 2 novembre 1893, p. 50.

2. *Journ. off.* Chambre. Annexes. Session extraordinaire, 1893, n° 120. Séance du 7 décembre 1893.

3. *Journ. off.* Chambre. Annexes. Session extraordinaire, 1894, n° 1039. Séance du 1^{er} décembre 1894, p. 2011.

4. *Journ. off.* Chambre. Annexes. Session extraordinaire, 1898, n° 392. Séance du 18 novembre 1898.

M. Le Myre de Vilers au budget de l'exercice 1900, tendant à obtenir l'exemption des droits de douane pour toutes les denrées secondaires des colonies à partir de 1905. Il écrivait à ce propos, dans son rapport sur le budget du ministère des Colonies, le 10 juillet 1900 : « La solution du problème ne doit pas être cherchée dans une aggravation plus ou moins ingénieuse de la protection, on ne la trouvera que si, dans un esprit de conciliation intelligente et, d'ailleurs, nécessaire, on s'engage dans la voie des réformes plus profondes. En cette matière, il faut se soustraire à la tyrannie des idées reçues (1). »

M. Gerville-Réache ramena l'attention sur cette proposition dans un second amendement, fait au budget de l'exercice 1902, où il demandait la même exemption sans délai.

Le 16 janvier 1902, M. Noël a déposé sur le bureau de la Chambre un rapport (n° 2873) fait au nom de la commission des douanes, sur ces propositions réitérées.

Il concluait à l'adoption d'une réduction de 20 0/0 des droits pendant cinq ans, puis de 60 0/0, et suppression de tout droit après dix ans, sauf un droit de statistique de 0 fr.50 par 100 kilos de denrées colo-

1. Rapport sur le budget des colonies de l'exercice 1901. *Journ. off. Chambre. Annexes. Session extraordinaire, 1900, n° 1896. Séance du 10 juillet 1900, p. 1757.*

niales importées, le tout sous certaines restrictions (fixation annuelle par décret des quantités à admettre à la détaxe ou en franchise ; non-importation dans les colonies des denrées faisant l'objet de la réforme, etc.).

Ces propositions sont restées sans suite. En effet, venues en discussion à la Chambre, sous forme d'article additionnel à la loi de finances, le 8 mai 1902, elles provoquèrent de la part de M. Caillaux, ministre des Finances, les objections suivantes : « Le régime dont bénéficient actuellement les produits coloniaux est déjà un régime de faveur qui prête à des fraudes considérables, et l'étendre serait exposer le Trésor et les consommateurs français aux plus graves inconvénients. » Aussi la Chambre des députés prononça-t-elle la disjonction.

Une nouvelle proposition de M. Gerville-Réache, en date du 16 juin 1902, tendant à dégrever les cafés, cacao, vanilles et épices des colonies, est également restée sans suite. Il en est de même d'une proposition de M. Vaillant et de plusieurs de ses collègues du 15 juin 1903, pour la suppression de tous droits de douane sur les cafés, cacao et thés des colonies françaises, et d'une autre de M. Gérault-Richard, du 3 novembre 1904, ayant pour objet d'exempter les mélasses coloniales.

Ces propositions avaient surtout en vue les productions des anciennes colonies. Quelques jours plus

tard, le 7 novembre, une autre proposition fut faite par MM. De Mahy et Louis Brunet, ayant pour but de modifier le tarif des douanes pour les tapiocas, et à assimiler le manioc sec au sagou, salep et féculs exotiques. L'exposé des motifs disait : « Nos grandes possessions d'Afrique, et surtout Madagascar qui cherche encore sa voie, et où le sol convient presque partout à la culture du manioc, sont aussi intéressées que nos anciennes colonies à voir assurer d'une protection efficace un élément très sérieux de prospérité (1). »

L'année suivante, le 13 décembre 1905, un rapport fut fait pour examiner trois propositions de lois de MM. Suchetet, Jules Desjardins et Fernand Engerand, ayant pour objet une modification du tarif des douanes sur les graines et fruits oléagineux et les huiles végétales, par M. Albert Rousé. Le but était de taxer les importations étrangères afin que la France s'adresse de préférence à ses colonies (2).

Le 14 décembre 1906, M. Paul Guieysse fit une proposition en vue d'obtenir le dégrèvement des cafés des colonies françaises. « La proposition que je vous sou mets, écrivait-il, se résume ainsi : pour les colonies, réparation d'une injustice, remède à

1. *Journ. off.* Chambre. Annexes. Session extraordinaire, 1904, n° 2032. Séance du 7 novembre 1904, p. 130.

2. *Journ. off.* Chambre. Annexes. Session extraordinaire, 1905, n° 2835. Deuxième séance du 13 décembre 1905, p. 437.

des misères imméritées, certitude d'une honorable prospérité. Pour la métropole, amélioration très notable du marché colonial qu'elle s'est réservé en 1892. Pour le Trésor, un manque à gagner de un million (1). »

Cette question budgétaire suffit pour ajourner *sine die* une telle proposition. *A fortiori*, une autre bien plus large eut-elle le même sort, en dépit de son caractère démocratique. Ce fut une proposition de loi du 18 janvier 1907 pour la suppression de tous droits de douane sur les cafés, thés et cacaos, présentée par un très grand nombre de députés. Elle décidait, dans son article premier :

1° Tous droits sur les cacaos, thés et cafés des colonies seront entièrement supprimés ;

2° Les droits sur les cacaos, cafés et thés de production étrangère seront réduits jusqu'à n'être plus que le dixième des droits actuels du tarif minimum, pour les pays qui concéderont des avantages, de valeur équivalente, pour l'admission chez eux de produits français.

L'exposé des motifs s'exprimait, d'une façon quelque peu amère, en ces termes : « Il est déjà odieux que l'impôt réduise le pauvre à s'abstenir ou à consommer des produits de qualité inférieure... Sous

1. *Journ. off.* Chambre. Annexes. Session extraordinaire, 1906, n° 561, Première séance du 14 décembre 1906, p. 276.

cette forme, notre proposition, visant uniquement l'intérêt du consommateur, aurait moins de chance d'aboutir. Elle en aura sans doute davantage si, suivant le mode protectionniste du jour, par la protection de notre production coloniale, nous demandons qu'à la différence des mêmes produits étrangers dont les droits seraient seulement réduits, tous les droits sur les cacaos, cafés et thés de nos colonies soient supprimés... (1). »

Pour que l'on invoquât la protection de la production coloniale à l'appui d'une proposition de loi et pour la faire aboutir, il fallait qu'elle semblât bien nécessaire ; cependant cette manifestation en resta là.

Quelques mois plus tard, le 23 mai 1907, M. Gérault-Richard renouvela sa proposition d'exemption des mélasses coloniales déjà émises en 1904. Le ministre des Finances pouvait être rassuré, disait-il : « Au point de vue de l'intérêt du Trésor, cette mesure n'aura aucune répercussion puisqu'il n'arrive actuellement en France aucune quantité des mélasses qu'il s'agit d'exempter (2). »

Après un très court intervalle, le 21 novembre 1907, MM. Augustin Archambaud, Lemaire, François

1. *Journ. off.* Chambre Annexes. Session ordinaire 1907. n° 667. Séance du 18 janvier 1907, p. 56.

2. *Journ. off.* Chambre Annexes. Session ordinaire, 1907. n° 972. Séance du 23 mai 1907, p. 355.

Deloncle, Sévère, Louis Martin, Gasparin présentent une proposition nouvelle de dégrèvement des cafés, cacao, thés, vanilles et épices des colonies françaises. C'est d'ailleurs une reproduction amplifiée d'une proposition Gerville-Réache de 1902. Ses auteurs pensaient que « les raisons d'ordre budgétaire ne doivent pas prévaloir contre la nécessité de plus en plus pressante de favoriser l'exploitation agricole de nos colonies » (1).

Enfin, la dernière proposition de loi fut présentée le 1^{er} février 1909, par MM. Archambaud, Gérault-Richard, François Deloncle, Carpot, Sévère et Duquesnay ; elle tendait à soumettre à un droit de consommation la vanilline chimique, dans le but de protéger la culture de la vanille qui se fait dans un grand nombre de colonies : à la Réunion, Taïti, Madagascar, Mayotte, les Comores et les Antilles à des degrés divers (2).

1. *Journ. off.* Chambre. Session extraordinaire, 1907, Annexes, n° 1322. Deuxième séance du 21 novembre 1907, p. 274.

2. *Journ. off.* Chambre Annexes. Session ordinaire, 1909, n° 2278. Séance du 1^{er} février 1909, p. 105.

CHAPITRE II

A cette époque déjà, la commission des douanes avait étudié la réforme douanière et M. Jean Morel avait présenté son rapport à la Chambre qui allait bientôt entamer la discussion.

Le ministre des Colonies, même, devait constituer, le 16 février 1909, une commission chargée de dégager les conclusions des réponses que lui ont adressées les colonies comme suite à l'enquête qu'il avait prescrite le 18 janvier 1908, afin de fixer les bases sur lesquelles devrait être établi le régime douanier colonial, le plus propre à favoriser le développement économique des colonies. Cette commission devait examiner, en outre, la répercussion éventuelle sur les colonies des propositions soumises à la Chambre, apportant diverses modifications aux tarifs annexés à la loi du 11 janvier 1892.

Dans son rapport général du 11 juillet 1908, M. Jean Morel déclarait que la Chambre devrait prochainement accomplir toute la tâche qui s'impose à son attention par la revision du tableau E, et des articles de la loi concernant le régime applicable aux

produits importés des colonies et des pays de protectorat. Il mentionnait que des propositions de dégrèvements des droits de douane sur les produits coloniaux avaient été faites au cours de la législature, que, d'autre part, certaines Chambres de commerce avaient réclamé contre le régime des colonies du deuxième groupe. « Ce sont là, disait-il, des questions graves, délicates et complexes, qui méritent un examen sérieux et approfondi. Pour les résoudre avec maturité, en pleine connaissance de cause, il est nécessaire de leur consacrer une étude spéciale... La meilleure méthode, d'ailleurs, pour réaliser un travail harmonieux, suivi et complet, consiste à sérier les questions et à les traiter successivement dans l'ordre logique où elles doivent se présenter (1). »

Pour ces raisons, la commission décida de disjointre le régime douanier colonial de la discussion sur les modifications des droits d'entrée dans la métropole, et chargea M. Thierry d'établir le rapport spécial sur ce chapitre. Cette étude attentive et minutieuse comprendra également le régime applicable aux produits tunisiens et celui des importations françaises en Afrique occidentale.

Dans un deuxième rapport général supplémentaire du 1^{er} avril 1909, M. Morel joignait à l'étude du

1. *Journ. off.* Chambre Annexes. Session ordinaire, 1908. n° 1999. Séance du 11 juillet 1908, p. 504.

régime douanier colonial toutes les propositions particulières faites sur des questions se rattachant au commerce et aux productions des colonies. De plus, il proposait d'inscrire dans le projet de loi un nouvel article 5 donnant satisfaction à un amendement de M. Thierry visant le régime transitoire applicable aux denrées, fabrications et produits coloniaux. Cet article était ainsi conçu : « La présente loi sera applicable aux colonies et pays de protectorat, uniquement en ce qui concerne les dégrèvements opérés sur les tarifs antérieurs, jusqu'au jour où sera promulguée la nouvelle loi spéciale déterminant le régime douanier colonial (1). »

Dans un troisième rapport général supplémentaire, cet article 5 devient l'article 8, qui passera avec quelques modifications dans l'article 7 de la loi. « Cet article, écrit M. Morel, comporte une sorte de traitement préférentiel et transitoire institué au profit des pays à régime exceptionnel. Les importations originaires de ces territoires ne subiront, à leur entrée en France, aucun des relèvements de droits apportés aux tarifs douaniers en vigueur, tout en bénéficiant de l'intégralité des dégrèvements opérés sur ces mêmes tarifs, jusqu'au jour prochain où l'examen du régime douanier colonial et du régime

1. *Journ. off.* Chambre. Annexes. Session ordinaire, 1909, n° 2450. Séance du 1^{er} avril 1909, p. 368.

spécial de la Corse permettra de resserrer encore, nous l'espérons, sur le terrain économique, les liens d'affection et de solidarité qui les unissent à la mère-patrie (1). »

La disposition transitoire sur le régime douanier colonial ne fut pas uniquement établie par le travail de la commission des douanes. M. Gérault-Richard provoqua un débat de la Chambre dans une interpellation du 22 février 1910 sur la situation économique qui résultera pour les colonies de l'application du nouveau tarif douanier (2).

M. Gérault-Richard déclarait qu'il « vaudrait bien mieux établir un régime définitif, soit d'assimilation absolue avec la métropole, soit d'indépendance... » M. Morel répondit que la loi de revision douanière ne modifiait pas le régime actuel dans ses règles essentielles. Les droits d'entrée sur les produits de première nécessité dans les colonies ne sont pas majorés ; « pas plus que pour les populations françaises, poursuivait-il, notre tarif douanier est incapable, même par répercussion indirecte, de porter la moindre atteinte aux prix des denrées de consommation courante, aliments, boissons et combus-

1. *Journ. off.* Chambre. Annexes. Session extraordinaire, 1909, n° 2931. Deuxième séance du 17 décembre 1909.

2. *Journ. off.* Chambre *in extenso*. Deuxième séance du 22 février 1910, p. 1001 à 1006.

tibles » (1). Puis, en ce qui concerne les compensations données aux colonies en regard des surcharges douanières que pouvaient leur imposer certains tarifs majorés, on peut estimer qu'ils sont de deux sortes : pour les colonies du second groupe, elles ne subissent aucun des relèvements de droits, tandis qu'elles bénéficient de tous les dégrèvements opérés ; les colonies assimilées profiteront de tous les dégrèvements du tarif minimum à l'entrée des produits étrangers, et ces colonies garderont sur le marché français la différence entre le tarif ancien et le tarif surélevé appliqué aux produits originaires de l'étranger. Enfin, il ne suffit pas que, même dans une colonie assimilée, il soit automatiquement appliqué ; il y a un délai que le Conseil d'État a évalué à un minimum de six mois (avis du 28 juin 1898). M. Morel terminait en déclarant : « Nous avons soigneusement réservé la question du statut douanier colonial. Nous

1. Quelques instants après, à la même séance, M. Thierry disait : « Bien que M. Morel ait indiqué que la plupart des objets de première nécessité ne sont pas frappés, j'estime qu'on en a encore trop frappés ». A la séance du 21 mars 1910 il ajouta : « Nous venons de faire à la Chambre et au Sénat une œuvre de révision douanière qui est incontestablement un édifice protectionniste nouveau. En ce qui me concerne, je déclare même bien volontiers que les prévisions primitives du gouvernement étaient inférieures à ce qui a été réalisé comme majoration de droits » (*Journ. off. Chambre in extenso*. Deuxième séance du 22 février 1910, p. 1006 et première séance du 29 mars 1910, p. 1727).

n'avons voulu toucher à aucun prix au principe de l'assimilation, sans qu'un débat approfondi eût lieu. »

Lorsque le projet de loi voté par la Chambre fut soumis à l'examen du Sénat, il y eut une nouvelle discussion au sujet de son application aux colonies.

Dans le rapport fait au nom de la Commission des douanes par M. Noël, le 25 février 1910, il est dit que « si on examine les espèces, presque toutes les marchandises qui sont importées dans nos colonies n'ont pas vu leurs droits augmentés, si ce n'est les machines et quelques spécialités du vêtement; et d'un autre côté, elles jouiront en France d'une situation mieux garantie pour leurs primeurs, le tapioca, les féculs exotiques, etc. , ce sont là des compensations qui ont bien leur valeur » (1). Malgré les assurances données que la nouvelle tarification améliorerait la situation des colonies, M. le sénateur Flandin réclama de la commission et du gouvernement des explications précises sur le régime transitoire que la loi créerait pour les colonies françaises, disant que la rédaction votée par la Chambre des députés « pouvait prêter à toutes les illusions ». En se bornant à statuer sur les importations des colonies dans la métropole, sans s'occuper des importations

1. *Journ. off.* Sénat. Annexes. Session ordinaire, 1910, n° 66. Séance du 25 février 1910, p. 38.

que les colonies font chez elles, la commission a fait tomber ces dernières sous l'application de l'article 3 § 3 de la loi du 11 janvier 1892, et ces produits acquitteront les mêmes droits que s'ils entraient en France, alors qu'ils pouvaient en être affranchis jusque-là. On bouleverse ainsi un régime dont on se réserve l'examen ultérieur. « Le régime douanier actuel des colonies, affirmait M. Flandin, est le résultat d'un accord, je pourrai presque dire d'un contrat synallagmatique, intervenu entre les colonies et la métropole... Pourquoi ne pas attendre, avant d'imposer de nouvelles et lourdes charges aux colonies, que vous ayez pu discuter avec elles et compenser auprès d'elles les droits dont vous les menacez par les détaxes qu'elles réclament depuis si longtemps sur leurs produits?... Ce que nous ne pouvons pas admettre, c'est que, sans distinction, on fasse supporter en bloc aux colonies françaises tous les relèvements de droits résultant des tarifs nouveaux. Si l'on nous y oblige, nous discuterons à chaque article de vos tarifs la répercussion de ce texte aux colonies, le contre-coup funeste qu'il risquerait d'apporter à leur développement économique (1). » Le Sénat discuta alors un amendement de MM. Milliès-Lacroix, Cicéron, Crépin et Étienne Flandin dans le but d'obtenir la

1. *Journ. off. Sénat in extenso*, 1910. Première séance du 14 mars 1910. p. 543 à 545.

satisfaction des réclamations à l'appui de la non-application aux colonies des majorations tarifaires proposées. L'article 7 fut complété par un second alinéa et la discussion sur ce point spécial de la révision fut close le 25 mars 1910 par deux déclarations en faveur des colonies. L'une de M. Milliès-Lacroix, qui sur l'article adopté définitivement dit : « Ce texte dispose nettement que les tarifications spéciales modifiant le tarif des douanes aujourd'hui adopté seront faites dans le délai d'un an, afin de donner satisfaction aux colonies qui, sans compensation aucune, seront atteintes par ces tarifs... J'appelle toute la bienveillante attention de M. le ministre des Colonies sur la nécessité de modifier encore dans un sens plus avantageux les exemptions et les détaxes qui ont fait l'objet du tableau E de la loi de 1892, au profit des colonies du premier groupe, et sur la nécessité d'étendre également une partie de ces exemptions et de ces détaxes aux colonies du second groupe. » L'autre déclaration émanait de M. Cicéron qui s'exprima ainsi : « Je suis obligé de faire une réserve que je prie le gouvernement et la commission des douanes de bien vouloir enregistrer ; c'est que, lorsque viendra en discussion le régime douanier colonial, la résolution actuelle ne pourra préjudicier en rien aux intérêts des colonies (1). »

1. *Journ. off. Sénat in extenso*, 1910. Première séance du 25 mars 1910, p. 928.

Le texte qui retourna du Sénat à la Chambre et qui fut voté par elle finalement le 29 mars 1910 est ainsi conçu :

Art. 7. — Jusqu'au moment où seront promulgués les nouveaux actes fixant le régime douanier des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, de la Corse, des colonies et pays de protectorat, la présente loi ne sera applicable aux importations de ces territoires en France qu'en ce qui concerne les dégrèvements opérés sur les tarifs antérieurs, sous réserve des mesures de contrôle à prendre par les administrations intéressées.

Les tarifs faisant l'objet de la présente loi ne seront exécutés, en ce qui concerne les importations des produits étrangers dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indochine, qu'après que des décrets en forme de règlement d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre des Colonies, du ministre du Commerce et de l'Industrie et du ministre des Finances, et après avis des conseils généraux ou conseils d'administration des colonies, auront déterminé les produits qui, par exception au paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892, seront l'objet d'une tarification spéciale. L'effet de cette disposition ne pourra excéder le délai d'un an.

CHAPITRE III

La question n'ayant pas été résolue par la loi, il reste donc trois solutions possibles pour le régime douanier colonial ; trois solutions qui ont été envisagées par les uns et respectivement repoussées par d'autres.

Certains voudraient que le législateur allât jusqu'à la logique du principe donné en 1892 et réalisât l'assimilation intégrale ; d'autres, à l'inverse, demandent une autonomie plus ou moins tempérée par le contrôle métropolitain ; d'autres enfin, tâchant de réunir ces prétentions en un statut intermédiaire, conservent l'assimilation, mais en l'atténuant par une large décentralisation et des exceptions nombreuses.

Ce sont en quelque sorte les projets de la dernière heure qui seront présentés au Parlement et entre lesquels il aura à choisir.

a) Les partisans du maintien de la loi de 1892 telle qu'elle a été conçue sont relativement peu nombreux ; le dernier sera probablement le ministre des Finances, qui a toujours fait échouer les demandes en dégré-

vement des denrées coloniales de consommation importées des colonies françaises, lorsqu'elles ont échoué. L'argument devenu classique à l'encontre du dégrèvement est que ces droits de douane sur les denrées susdites ne sont pas de véritables droits de douane, mais des taxes de consommation que subissent ces produits. Il y a là des produits de luxe, qui ne sont nullement indispensables, et ne rentrent dans l'alimentation que pour une bien faible part, comme appoint ou extra, ce ne sont pas des denrées de première nécessité dont tous usent chaque jour. La taxe se justifie donc par l'idée qu'il s'agit d'une consommation riche, qui prouve la possibilité d'une dépense superflue, par conséquent d'une certaine aisance; par là même, c'est une matière essentiellement imposable. Pour faciliter la perception de cet impôt, on le prélève sous forme de taxe douanière, puisque ces denrées ne sont pas produites en France et doivent être importées, et il n'y a aucune raison pour exonérer les denrées de telle ou telle provenance.

A cet argument, on a répondu que c'était l'impôt de consommation qui contribuait à faire de ces denrées des denrées de luxe en majorant fortement les prix de vente, ce qui revient à en restreindre l'achat à un nombre plus limité de consommateurs, ceux qui ont les facultés suffisantes d'achat. Supprimez l'impôt, vous augmenterez la consommation qui

deviendra quotidienne et sera à la portée des plus humbles ; et l'on cite à l'appui l'exemple de l'accroissement énorme de la consommation du sucre en 1903.

Il semble que ces idées aient fait leur chemin, et que les droits de douane sur les denrées coloniales de consommation importées des colonies françaises ne vivront plus guère. Tous sont persuadés qu'ils sont une atteinte à l'assimilation qui n'est plus sans cela que nominale.

Cette question un peu particulière du dégrèvement des denrées coloniales importées en France mise à part, le maintien de la législation de 1892 n'est plus demandé que par quelques industriels métropolitains, et aussi à titre de pis-aller par certaines colonies qui craignent que les majorations du tarif par la loi du 30 mars 1910 ne leur soient appliquées, ce qui revient en somme à demander son changement.

Dès que le projet de loi fut voté à la Chambre le 29 décembre 1909, les colonies protestèrent contre la rédaction de la disposition transitoire les concernant, laquelle laissait appliquer les augmentations des droits de douane sur les produits étrangers à l'entrée des colonies assimilées.

En particulier l'Indochine fit valoir ses griefs ; à ce sujet le Comité du commerce et de l'industrie de l'Indochine a adressé, au mois de février 1910, une lettre au ministre des Colonies, protestant contre le manque de consultation des colonies à l'occasion de

l'augmentation des tarifs et craignant que le délai ne soit trop court pour permettre de rendre le décret d'exception aux tarifs selon les formes exigées par la loi du 11 janvier 1892 (art 3). Le journal *Le Temps* avait pris fait et cause pour les colonies assimilées et écrivait : « Ainsi, le régime d'un commerce qui dépasse aujourd'hui le milliard serait bouleversé sans que les intéressés aient pu dire un mot. Ainsi, aux vieilles colonies qui se plaignent d'agoniser, on répondrait en achevant de les étrangler. En vérité, nous ne pouvons croire que la Chambre, avertie, suive jusqu'au bout sa commission des douanes. Il n'est pas possible que des mesures aussi graves puissent être comme escamotées à la suite d'un malentendu qui les a soustraites à toute discussion. »

Les protectionnistes ne furent pas embarrassés, pour répondre que l'on s'attaquait ici à un article qui consacrait une faveur pour les envois en France des marchandises venant des colonies et précisément pour les colonies assimilées, des marchandises qui arrivent sans justification de l'origine coloniale.

Ils ajoutaient que la liberté accordée aux colonies avant 1892, pour le vote de leurs tarifs douaniers, avait abouti à des scandales qui ne tarderaient pas à se reproduire si l'on faisait une brèche à l'édifice péniblement élevé en 1892 ; toute concession entraînerait la destruction de ce régime. Le tarif métropolitain tout entier, avec ses deux colonnes, tarifs général et

minimum, doit demeurer applicable aux colonies; d'ailleurs, les plus grandes facilités peuvent être concédées aux colonies pour les approvisionnements de denrées de première nécessité et pour tout ce qu'elles consomment couramment; les mesures prises en 1892 subsistent dans leur ensemble sur ce point. « Nous estimons, écrit M. P. Sinceny, que le régime de 1892 doit être conservé et même renforcé, sauf à faire bénéficier les colonies de plus larges faveurs à l'entrée en France, sauf à leur faire réserver des avantages dans les pays étrangers par des conventions de commerce tenant compte de leurs intérêts particuliers. Le domaine colonial doit être défendu comme le domaine de la France. Nous demandons une discussion complète à laquelle, à côté des représentants des ports et des colonies, viendront prendre place des représentants des producteurs et du travail national (1 et 2).

1. M. J. Chailley-Bert, dans son livre *La Tunisie et la colonisation française*, disait avec une fine ironie parsemée d'amertume: « La métropole (ou plutôt un parti qui prétend parler pour la métropole) est là qui veille et qui surveille. À l'entendre, la métropole est jalouse de ses colonies, elle les a conquises pour son profit... Le profit consiste à vendre et aussi à acheter, puisqu'il est malheureusement nécessaire d'acheter pour vendre. Et partant de là, on rêve un état de choses où colonies et métropole ne feraient qu'un, ne commerceraient qu'ensemble, à l'exclusion de l'étranger, s'achèteraient tout, se vendraient tout et ignoreraient le reste du monde: l'échange entre soi et pour soi. Le faible de cette

Cette rigueur de vues n'est toutefois pas universelle parmi les protectionnistes (3), et il y a quelques années, M. le sénateur Saint-Germain avait dit dans son rapport sur le budget des colonies : « On décrète aisément un monopole ; on ne décrète point la prospérité commerciale... Dans le mouvement universel des échanges un tarif douanier joue le rôle d'une résistance, d'un frottement ; il détruit une force naturelle (4). »

conception, c'est qu'elle implique non seulement l'unité d'intérêt, mais encore l'unanimité des intérêts. Or, la métropole n'est pas un bloc en face d'un autre bloc, la colonie. Elle est un agrégat de particuliers qui ont leurs vues personnelles et qui les défendent en particularistes : des viticulteurs qui redoutent la concurrence des vins, des éleveurs qui tremblent devant le bétail, des agriculteurs qui en veulent au blé de Tunis. . . . Beau moyen, en vérité, d'encourager la production et de développer la richesse. A cela quel remède ? Je répondrai : la liberté » (p. 56, 57 et 58).

2. P. Sinceny, *Le Régime douanier colonial (La Réforme économique*, n° du 25 février 1910, p. 23).

3. M. le professeur Cauwès, dans son discours d'inauguration à la Société d'économie politique nationale disait : « L'humanité n'est pas une masse amorphe, mais une juxtaposition de peuples, d'organisations sociales, d'unités économiques collectives, dont chacune doit avoir un régime propre, comme elle a une constitution propre : ce régime évolue comme cette constitution elle-même... L'histoire, la statistique, la géographie économique, nous apportent les matériaux de l'observation comparée. »

(Cité par lui-même dans la préface du livre de M. Edmond Théry, *Les Progrès économiques de la France, Bilan du régime douanier de 1892*, p. 9).

4. *Journ. off. Sénat*. Annexes. Session ordinaire, 1905, n° 85. Séance du 23 mars 1905, p. 225

Il faut donc l'atténuer autant qu'il est possible.

Finalement, au début de septembre 1910, M. Trouillot, ministre des Colonies, a adressé aux présidents des Chambres de commerce et aux instituts coloniaux de province un questionnaire très détaillé relatif à la réforme du régime douanier colonial. Le ministre demande à ses correspondants si, à leur avis, ce régime doit être maintenu ou modifié, et dans ce cas dans quelle mesure et de quelle façon. Le ministre demande en outre à chaque président de Chambre de commerce dans quelles colonies s'exportent les produits de sa région, quels sont les produits que l'on reçoit dans son pays des colonies : il leur pose encore diverses questions qui paraissent destinées à mettre à jour les intérêts très précis de chaque groupe de producteurs.

b) « En matière économique, plus encore qu'en toute autre matière, l'assimilation est une erreur funeste, et le système de l'autonomie doit prévaloir. » Telle était en 1906 la conclusion d'un rapport de M. Gervais à la Chambre des députés (1-2).

1. En 1891, M. Deproge disait à la Chambre : «... Qu'est-ce que fut le sénatus-consulte de 1866 ? Le résultat des hésitations du gouvernement et surtout des vœux des habitants des colonies... En 1861, à l'époque où Michel Chevalier et Cobden nouaient des négociations où florissaient le libéralisme économique, que fait-on ? On assimile les colonies au point de vue douanier à la métropole. Ce que le régime a valu, vous le savez. Combien de temps a-t-il duré ? Dites-

Cette date est importante à retenir, car c'est à partir de 1906 qu'on peut dire vraiment que l'idée d'autonomie douanière est lancée dans le monde colonial et sera développée par les commerçants et les Congrès de Marseille et de Bordeaux.

A ce sujet, on a confondu souvent l'idée d'assimilation avec celle de centralisation, et celle d'autonomie avec celle de décentralisation. On a pensé que les tarifs édictés par la métropole et pour la métropole ne pouvaient pas être adaptés aux besoins divers de toutes les colonies (3) ; on a objecté d'abord

moi si cette assimilation douanière avait augmenté de 1 centime nos importations françaises ou si, au contraire, le mal qu'on avait voulu guérir n'a pas duré en s'aggravant jusqu'en 1866 ? » (*Journ. off. Chambre in extenso*, 1891 Session ordinaire. Séance du 17 juillet 1891, p. 1851.)

2. *Journ. off. Chambre Annexes*. Session ordinaire 1906, n° 341. Deuxième séance du 13 juillet 1906. Deuxième annexe au rapport sur le budget de l'exercice 1907. Ministère des Colonies.

3. M. Messimy disait dans son rapport sur le budget des colonies, le 27 juillet 1909 : « Le protectionnisme métropolitain ne peut pas être le même que le protectionnisme colonial. Une différence de nature les sépare. La barrière douanière dont s'entoure un pays comme la France lui profite en même temps qu'elle le gêne... les excès ne sont pas trop à redouter... Toute autre est la barrière douanière dont la volonté souveraine de la métropole entoure les colonies ; là, il s'agit d'une véritable servitude imposée à des pays distincts, et précisément parce que leur développement est incomplet, il est très difficile de s'apercevoir des erreurs qui peuvent être commises : comment affirmer avec certitude qu'un résultat qui

la très grande variété des possessions, ce raisonnement tire d'une idée juste une conclusion exagérée. Sans doute, il est bien évident qu'on ne saurait appliquer à toutes les colonies le même régime et cela pour une raison fondamentale : c'est que toutes ne sont pas arrivées au même degré de développement, c'est cela qui différencie leurs besoins, le fait qu'elles n'ont pas toutes la même richesse et la même force que la métropole.

« Ce qu'il faut demander à nos colonies, en effet, ce n'est pas de consommer elles-mêmes nos produits : à l'exception de l'Indochine, toutes les colonies assimilées sont trop petites pour offrir à notre industrie des débouchés importants ; c'est de répandre dans les pays qui les environnent et avec lesquels elles sont en relations quotidiennes d'échanges, la connaissance et le goût des produits français que ces pays ne fabriquent pas (1-2). »

n'a pas été atteint aurait été obtenu par une autre méthode ? On demeure dans le domaine des conjectures. »

(*Journ. off. Chambre. Annexes. Session ordinaire, 1909, n° 2762. Séance du 27 juillet 1909, p. 1983.*)

1. A. Girault, *Le Nouveau régime douanier des colonies et ses résultats* (*Revue d'économie politique*, novembre 1894, p. 870).

2. M. H. Lorin, dans *La France puissance coloniale*, exprime la même idée (p. 481) : « Au fond, notre erreur principale est d'avoir prétendu régler l'activité économique de nos colonies sur leurs relations avec la métropole seulement, au lieu qu'elles pouvaient être aussi des foyers d'échanges plus

Si les colonies peuvent être des commissionnaires des produits français, il n'est pas moins vrai qu'elles doivent pouvoir consommer et produire sans que des mesures viennent entraver leur activité économique (1). Dans les îles dont l'étendue moyenne est celle d'un canton, l'entrée en franchise devrait être la règle, car ce sont elles surtout qui peuvent être des lieux de transit ou d'escale : tout au plus comprendrait-on quelques droits légers et purement fiscaux. Là les conseils généraux avaient un moyen de diminuer la charge imposée au consommateur, ils pouvaient profiter des excédents de recettes que pouvaient leur procurer les droits de douane pour abaisser le tarif de l'octroi de mer.

Après avoir demandé, dans l'intérêt des colonies, que les tarifs n'y soient point prohibitifs des importations étrangères, on demande, toujours dans le même intérêt, que les faveurs soient restreintes dans

locaux, Madagascar avec l'Afrique australe et l'Océan indien, l'Indochine avec tout l'Extrême-Orient, les Antilles avec les États-Unis et le Canada ; en matière douanière aussi bien qu'administrative, nous avons trop centralisé. »

1. M. A. de Almada Negreiros écrit, dans son livre *Les Colonies portugaises* (p. 148) : « Sont nationales, toutes industries qui se développent sur le territoire national. Le protectionnisme, parfois justifié, ne s'est développé souvent qu'au détriment de l'œuvre admirable de la colonisation. Vouloir soumettre à une dépendance passive, perpétuelle, des monopolisateurs métropolitains, l'activité des colonies, c'est attenter au progrès lui-même. »

la métropole pour les importations des denrées des colonies. « Il faut, écrit M. Paul Leroy-Beaulieu, comme contre-partie, que nous résistions absolument aux tentatives qui sont faites, sous le prétexte d'union douanière entre la France et ses colonies, pour nous induire à payer des primes extravagantes au café, au thé, au cacao, à la vanille, et aux autres denrées coloniales riches, produites dans nos colonies. Nous ne connaissons pas de mesure qui fût plus déraisonnable à tous les points de vue (1). »

On nuirait de la sorte aux colonies en les corrompant. Ces primes qualifiées de « colossales » tendraient à développer des cultures artificielles, précaires et fragiles qui entraîneraient après un demi-succès des déceptions et des ruines. Il faut que leurs efforts se portent sur les cultures vivrières et l'élevage qui seuls sont capables de faire prospérer la population et de l'accroître, augmentant ainsi la quantité de main-d'œuvre pour toute l'activité économique. « Autant il importe d'abaisser les droits protecteurs à l'entrée de nos colonies, autant il faut repousser ces primes extravagantes qui gâteraient les colons et ruineraient la métropole (2). » Il ne s'agit pas de substituer ses propres possessions à l'étranger sur son marché, si ce changement ne peut se faire que

1. *De la Colonisation*, 4^e édition, t. II, p. 305.

2. *Op. cit.*, p. 306.

d'une façon onéreuse. On perdrait ainsi un marché libre pour un autre plus dispendieux ; ce serait une perte manifeste non seulement matérielle, mais morale. Le développement des échanges entre la France et ses colonies et le progrès des colonies n'est pas dans l'exclusion totale ou partielle de l'étranger : au contraire, il faut que chaque colonie soit libre dans son expansion (1). Ce qu'il faut, pour le moins, ce sont des traités réglant séparément la condition de chacun de nos quatre grands groupes coloniaux et inspirés par la situation particulière de chacun d'eux.

Comment organiser cette autonomie douanière ? Voilà la question que les partisans de ce système se sont efforcés de résoudre.

Le principe supérieur à substituer à l'ancien est : l'intérêt général des colonies remplaçant l'intérêt étroit de la métropole à se constituer des débouchés coloniaux. Une fois ce principe admis, la conséquence est immédiate et nécessaire, dit-on, vu la diversité

1. M. Paul Leroy-Beaulieu dit (*De la Colonisation*, 5^e éd., t. II, p. 304) : « Pour arriver à cette extension du commerce de nos colonies et de celui de la France avec elles, il n'est nullement nécessaire, comme le croient l'opinion vulgaire et même un certain nombre de coloniaux, de recourir à ces prohibitions réciproques qui rappellent le détestable, l'exécrable pacte colonial. Notre régime de douanes pour nos colonies est, dans son ensemble, beaucoup trop protectionniste. »

des intérêts coloniaux. Chaque colonie continue à être *sui generis*, et si l'on tenait à établir des catégories, on pourrait arriver à les varier à l'infini, pour peu qu'on voulût tenir compte des caractères spéciaux de nature à influencer sur la constitution du régime douanier. Il faut, pour répondre à ces besoins, créer autant de catégories qu'il existe de colonies et créer une catégorie comprenant des colonies ayant plusieurs caractéristiques, sans perdre de vue la catégorie ultime pour la colonie qui réunit tous ces caractères spéciaux. Mais à aucun prix, il ne faut conserver le classement actuel qui ne répond à rien, et sans penser à le modifier, puisqu'il n'existe pas, il faut à chaque colonie son régime spécial ; il faut laisser chaque région rechercher ce qui convient le mieux à son développement, au stade auquel elle est parvenue, et ce stade variant de colonie à colonie, il faut que le régime diffère.

Ainsi, le tarif particulier à chaque colonie devrait prévoir :

a) Les droits qui seraient perçus dans la colonie pour les importations étrangères ;

b) Les droits d'octroi de mer à percevoir sur les importations métropolitaines, lesquels doivent être fixés au moment même où s'établissent les droits de douane sur les importations étrangères, car ils peuvent sans cela neutraliser l'effet préférentiel des premiers ;

c) Le régime intercolonial qui devrait être à peu près celui des importations métropolitaines ;

d) Le traitement réservé aux produits coloniaux à leur entrée dans la métropole.

Sur le premier point, c'est le plus souvent une question vitale pour nos colonies que de s'assurer, grâce à un régime douanier libéral, un traitement de faveur ou de réciprocité, de la part des nations qui peuvent contribuer, le plus largement, à l'écoulement de leur production ; il se fait entre ces colonies et les pays qui les avoisinent un commerce très considérable auquel la métropole ne peut prétendre en aucun cas, et du moment que l'on voudra rendre très difficile ou prohiber les importations de l'étranger, il faut s'attendre à ce qu'à leur tour les étrangers repoussent les produits du sol colonial français. En outre, il y a lieu de décider que les conventions commerciales ne doivent pas s'appliquer *ipso facto* aux colonies, mais nos possessions doivent toujours pouvoir en revendiquer le bénéfice, si ces conventions leur paraissent de nature à seconder le développement de leur richesse.

Sur le deuxième et le troisième point, il est bien entendu que l'autonomie relative de la colonie ne saurait nuire à la consommation des produits métropolitains. On pense au régime de l'Afrique occidentale et on cite la progression de l'importation des produits français que l'on y peut constater. La métro-

pole serait d'ailleurs garantie, puisque l'octroi du régime colonial doit être fait par elle, elle prendrait donc des précautions pour la sauvegarde de ses intérêts spéciaux : des décrets rendus en forme de règlements d'administration publique présentent pour cela toute garantie, Il y a là, dit-on, en dehors de la conformité d'origine, de législation et des tendances ataviques, de quoi assurer à la métropole que ses échanges avec les colonies seront maintenus et mis en état de se développer à mesure que la prospérité de ces dernières grandira.

Quant au quatrième point enfin, il faut encore se méfier des solutions globales et de l'esprit de système. Les partisans de l'autonomie ne tiennent pas à l'exemption de droits des produits coloniaux en France, pour rester logiques dans leurs conclusions. D'ailleurs, disent-ils, ce qui est juste pour le café, le cacao, la vanille et le thé ne l'est pas pour le poivre, ainsi que l'expérience l'a montré. Il faut examiner article par article et colonie par colonie comme pour toutes les autres stipulations du régime douanier.

Ainsi, la métropole sollicitée par chaque colonie de lui accorder un régime spécial de nature à développer sa richesse, réglerait du même coup les droits à percevoir à l'entrée en France sur les denrées dites secondaires de ces colonies. Cet accord, résultant des revendications de la colonie et des con-

cessions de la métropole comporterait toutes les compensations équitables.

Cette solution, la plus libérale qui puisse être proposée, est justement, en raison de son libéralisme, susceptible de prendre toutes les formes protectionnistes sur les points où ces tendances seraient d'accord avec l'intérêt colonial. C'est pourquoi, affirme-t-on, la combinaison devrait se concilier tous les suffrages protectionnistes.

M. Adrien Artaud, dans sa lettre à M. le ministre des Colonies, en réponse au questionnaire relatif au régime douanier colonial, résume ainsi le régime qu'il préconise :

« Autonomie douanière ou, plus exactement, personnalité douanière de chaque colonie ou groupe de colonies, revendiquant de la métropole les taxes qui paraissent le plus avantageuses au développement de la richesse de la colonie ;

» Octroi de ces régimes par la métropole, qui tient compte dans l'établissement des taxes de ses intérêts généraux, et surtout des intérêts de la colonie à laquelle son propre intérêt est lié ;

« Fixation d'une durée aux accords, de façon à permettre aux intéressés de s'en prévaloir et à en faciliter la révision à l'échéance (1). »

Deux congrès coloniaux avaient déjà formulé les mêmes vœux à une année d'intervalle.

1. *La Quinzaine coloniale*, n° du 25 octobre 1910, p. 720.

En 1906, « le Congrès colonial de Marseille déclare que le meilleur régime douanier à adopter serait celui qui :

» 1° Renoncera à toute unification et centralisation systématiques, que l'expérience de l'application de la loi du 11 janvier 1892 a démontrées irréalisables ;

» 2° Abandonnera définitivement le principe faux de la subordination économique des colonies à la métropole, en reconnaissant que le véritable intérêt de la métropole réside dans la prospérité des colonies ;

» 3° Décrétera l'autonomie de chaque colonie ou groupe de colonies au point de vue économique, et réglera le régime douanier de chaque colonie ou groupe de colonies, au mieux de leurs intérêts. »

De même, le Congrès colonial de Bordeaux, en 1907, reprenant les thèses soutenues et les conclusions adoptées par le Congrès de Marseille, déclare aussi :

« En politique coloniale :

» 1° Le premier, le véritable intérêt, matériel et moral, de la métropole, réside dans la prospérité de ses colonies ;

2° Chaque colonie ou groupe de colonies doit pouvoir formuler et adopter, en toute liberté, le régime douanier qui convient le mieux à ses intérêts. »

e) D'autres personnes enfin, formant si l'on peut

un parti intermédiaire, pensent que la solution n'est pas dans un bouleversement du régime douanier et que d'autre part ce régime ne peut être conservé intact et intégralement.

L'assimilation établie par la loi de 1892 est assez souple pour donner satisfaction à tous les intérêts : il suffit de la bien appliquer après l'avoir quelque peu amendée.

Un régime qui a fonctionné est connu ; en le continuant, on sait exactement ce qu'il peut donner ; si on le change, qui garantira que l'organisation nouvelle par laquelle il sera remplacé sera exempte de défauts équivalents et peut-être même plus graves ? Cette appréhension ne doit pas cependant aboutir à la conservation du régime actuel défectueux malgré tout ; mais on peut affirmer sans trop de présomption qu'il est possible de l'éviter en le transformant. Il suffit de profiter des leçons du passé, de façon à se contenter d'élaguer du régime colonial actuel ce qui est nuisible et à conserver ce que les événements ont démontré être avantageux.

C'est dans ce but et cet état d'esprit qu'il faut entreprendre la réforme du régime douanier colonial.

Ces esprits modérés estiment tout d'abord, qu'« entre la métropole et ses colonies, c'est un échange de services qui doit être le lien essentiel... En établissant les tarifs douaniers de nos colonies, évitons donc tout ce qui pourrait gêner leur dévo-

loppement ; sachons, comme en matière politique, avoir ce libéralisme qui est la suprême habileté » (1).

Pour réaliser ce programme, il importe d'abord de conserver dans le régime de 1892 tout ce qui se rapporte aux importations dans les colonies. Il faut que les produits métropolitains continuent à jouir de la franchise, et à être protégés dans les colonies autant qu'ils peuvent l'être : c'est-à-dire que le tarif métropolitain s'applique à l'importation des produits étrangers aux colonies sous le bénéfice, pour certains d'entre eux dans telle ou telle colonie, des exceptions prévues à l'article 3 §3 de la loi de 1892.

En outre, et pour que le système produise ses conséquences logiques, la métropole doit accorder aux colonies la protection intégrale de ses tarifs, c'est-à-dire la franchise pour leurs importations ; elle doit même calculer certains de ses droits avec la préoccupation d'aider ou même de provoquer la production coloniale. Si riche que soit la France, si pourvue d'avantages naturels qu'elle le sache, elle n'est pas un univers, et c'est pourquoi il lui faut des colonies d'où elle tirera tout ce que son sol ne peut lui donner.

C'est une chose heureuse que les colonies ne voient pas dans la métropole un débouché unique et obligatoire. Toutefois, il faudrait qu'elles pussent voir

1. Rapport sur le budget des colonies, par M. Messimy. *Journ. off.* Chambre. Annexes. Session ordinaire, 1907 n° 2762. Séance du 27 juillet 1909, p. 1983.

en celle-ci un débouché ouvert à leurs produits : l'entrée en franchise des produits coloniaux est certainement le meilleur moyen d'attirer sur le marché métropolitain une quantité plus considérable de denrées coloniales, et par une suite naturelle de cette augmentation, d'amener sur le marché colonial une plus forte quantité de produits métropolitains.

Il est difficilement admissible que le producteur français de café ou de cacao ne puisse se présenter en franchise sur le marché français tout comme le producteur de vin ou de blé. Il est donc une modification qu'il est indispensable d'introduire dans la loi de 1892, et si l'on ne peut adopter le système de libre-échange, du moins doit-on rendre rationnel le protectionnisme national.

L'infériorité du commerce colonial d'exportation vers la France a été maintes fois signalé et les causes en sont multiples : la timidité des capitaux métropolitains, les habitudes routinières du consommateur et du commerçant français, l'infériorité notoire de l'agriculture coloniale ; mais, il n'est pas téméraire de prétendre que si nous achetions plus de café et de coton à nos colonies, en leur favorisant par le dégrèvement absolu le libre accès de nos marchés, ces colonies devenues plus riches nous achèteraient davantage.

Métropole et colonies y trouveraient leur compte et

au lieu d'un désaccord préjudiciable aux intérêts des deux marchés, on créerait ainsi entre eux une solidarité économique.

La voie des exportations des colonies en France est d'ailleurs dès maintenant largement ouverte, il n'y a plus qu'à les faciliter tant soit peu pour que le marché métropolitain soit naturel et normal.

Avec cette réciprocité de franchise comme point de départ du régime douanier entre les colonies et la France et la production mutuelle et réciproque de leurs produits contre l'étranger, on arrivera à fondre toutes ces parties éparses d'une même nation économique, à les constituer en unité vivante et progressive, à faire d'elles un tout harmonieux. C'est, à la différence des dispositions de la loi de 1892, ce que l'on pourrait appeler l'*assimilation scientifique* parce qu'elle tient compte à la fois de tous les éléments et qu'elle poursuit le développement de l'ensemble sans sacrifier aucun d'entre eux.

C'est encore une question à résoudre dans les détails de l'organisation : il y faut de la patience et surtout de l'impartialité.

En tout cas, nous pouvons conclure avec M. Perreau : « Il serait imprudent et dangereux d'étendre à toutes nos possessions coloniales, sans tenir compte des différences de nature et d'aptitudes qu'elles présentent, le même régime économique. Il faut, en pareille matière, se méfier des solutions trop absolues.

Tout ce que l'on peut souhaiter, c'est que, progressivement, par l'établissement de taxes différentielles dans quelques colonies où elles n'existent pas encore, et par l'application aux produits coloniaux d'un traitement plus libéral, une solidarité plus étroite se réalise entre les intérêts des colonies françaises et les intérêts de la métropole (1 et 2). »

Il est intéressant, au moment où la révision du régime douanier colonial va être discutée au Parlement, de se rendre compte des bases de la discussion. On peut les tirer d'un discours de M. Thierry, rapporteur de la commission des douanes à la Chambre des députés le 22 février 1910, dans lequel il juge le régime de 1892, puis définit la situation économique actuelle des colonies par rapport à celle de la France, et fait pressentir les conclusions de son rapport futur.

« Alors que la France, disait-il, a fait, en 1892, un tarif de douane pour protéger son agriculture

1. *Le Régime commercial des colonies françaises*, p. 47 et 48.

2. M. E. Lhoste, dans sa thèse « sur le régime douanier des colonies françaises » écrit (p. 180) : « Nous ne nous dissimulons pas néanmoins que ce ne seraient en somme que des perfectionnements qui seraient ainsi apportés au régime actuel : l'idéal n'existe pas en matière douanière, et l'on ne pourra pas faire disparaître complètement les injustices et les inégalités, car, comme le disait F. Lockroy lors de la discussion de la loi de 1892 : « Il n'y a pas d'égalité dans la protection, il n'y a d'égalité que dans la liberté. »

métropolitaine, il était assez absurde d'appliquer comme un régime unique, uniforme, à des colonies placées sous d'autres latitudes et condamnées non seulement par leurs conditions climatiques, mais encore par leur position géographique, à commercer avec d'autres que nous, — il était, au moins pour celles-là, absurde de les obliger à endosser le vêtement douanier qu'on venait de confectionner pour la métropole... Sous réserve de la souveraineté française, il conviendrait de leur donner certains droits de proposition, et quelques droits aux diversités que la nature nous impose...

»... Nos colonies ne participent pas à la totalité ni même à la généralité de notre vie économique. La grande erreur du tarif de 1892, pour les colonies d'assimilation, c'est précisément de les traiter comme si elles avaient la même vie agricole, commerciale et industrielle que nous. Cette donnée est complètement fausse. Les colonies ne participent à notre vie métropolitaine que pour une partie ; elles n'ont pas notre diversité de production agricole et industrielle, leur production est plus limitée que la nôtre quant aux espèces, et elle est très différente. — Il serait même assez facile de déterminer pour chacune de nos colonies quels sont les deux ou trois articles essentiels de ses échanges avec nous, ou avec les pays étrangers qui les avoisinent de plus près et avec qui elles sont condamnées à commercer.

»... La commission a très volontiers établi pour nos colonies à leur entrée en France une situation transitoire nettement préférentielle au regard de la concurrence étrangère... C'est une conséquence de l'esprit préférentiel dans lequel la commission entend aborder plus tard les tarifs coloniaux, notamment pour tous ceux de leurs produits qui n'ont pas de similaires en France. » (1 et 2).

1. *Journ. off. Chambre in extenso*, 1910. Deuxième séance du 22 février 1910, p. 1005 et 1006.

2. D'autre part, le ministre des Colonies de l'époque, M. Trouillot, adressait à M. Guiyesse, député, une lettre, insérée au *Courrier colonial* du 8 avril 1910, dans laquelle il l'informait qu'il s'était préoccupé des « répercussions que pourront avoir aux colonies les dispositions de l'article 8 de la loi douanière récemment votée par la Chambre des députés ». Le ministre avait adressé aux gouverneurs une lettre circulaire les invitant à examiner dans leurs colonies respectives si l'application éventuelle de certains tarifs nouveaux était de nature à présenter des inconvénients. En outre, le ministre priait les gouverneurs de lui faire parvenir d'urgence tous renseignements économiques et financiers utiles pour lui « permettre de saisir le gouvernement des réclamations reconnues fondées, et, le cas échéant, de faire procéder à l'instruction réglementaire en vue de l'établissement d'une tarification spéciale ». Le département des colonies, ajoutait-il, sera « incessamment en mesure de faire à la commission des douanes de la Chambre toutes propositions utiles », en s'inspirant des résultats de l'enquête auprès des assemblées locales et Chambres de commerce et d'agriculture des colonies. La commission du régime douanier colonial, instituée par décision du 22 janvier 1909, se préoccupe de dégager des réponses des colonies des conclusions. La com-

mission « se propose d'entendre toutes les personnalités qui auraient à lui faire des communications intéressant la question du régime douanier colonial ».

(Lettre citée *in extenso* dans la thèse de M. Perreau-Pradier, *La Révision du régime douanier de 1892*. Paris, 1910, p. 180 et 181).

CONCLUSION

Donc, trois partis se disputent le régime douanier colonial, aussi bien qu'ils essaient de faire prévaloir leurs principes dans le régime douanier métropolitain. Libre-échangistes et protectionnistes, après avoir été aux prises les uns les autres, rabrouent fort ceux qui tâchent de les concilier, les opportunistes.

a) Et là ce sont toujours, comme ailleurs, les intérêts qui dirigent les doctrines qui ne viennent qu'après coup pour sauver la face. Veut-on statuer à l'avantage des colonies ? On réclamera leur autonomie douanière. Ne pense-t-on qu'au profit de la métropole ? On s'empressera d'organiser une rigoureuse assimilation. Mais comme il est impossible que l'une seule des parties bénéficie et fasse prédominer son intérêt, à moins qu'elle n'abuse de sa force ou de son autorité, il faudra bien que quelques prétentions soient abandonnées de part et d'autre ; on arrivera à un arrangement, une sorte de cote mal taillée ; on acceptera les points qui sont défavorables pour d'autres plus importants que l'on se

réserve ; on ratifiera l'ensemble, parce qu'il est, somme toute, satisfaisant.

Que restera-t-il alors des systèmes que l'on avait si laborieusement construits ? On aboutira à une combinaison qui vise d'une part à l'unification et à la protection au moyen de deux tarifs et d'autre part à la disparité et à la spécialité des taxes. C'est un arrangement de fortune, une combinaison quelque peu arbitraire ; disons le mot : un expédient.

Il y aura bien assimilation de principe, mais les exceptions seront si nombreuses pour telles marchandises et pour telles colonies ; on pourra aussi dire qu'il y a autonomie, et cependant dans l'établissement des taxes on se basera sur les tarifs de la métropole. Ce compromis aboutira à ce que les partis qui se rangeaient sous des étiquettes différentes en viendront à se rencontrer dans les mêmes réalisations, après des tempéraments successifs dans un éclectisme plus ou moins bien équilibré.

b) Puisque chacun, parmi les libre-échangistes et les protectionnistes, prétend que son système est le meilleur, même le seul qui permette le développement économique d'une nation, on est en droit de se demander si le régime douanier est ainsi tout puissant sur l'activité productrice d'une contrée et aussi sur ses échanges (1).

1. Les économistes de l'école orthodoxe l'affirment. M. Paul Leroy-Beaulieu écrit : « Après le régime adminis

En pensant d'une façon aussi radicale, on fait abstraction de tout ce qui fait la force de production pour n'envisager qu'une fraction de la vie économique : l'échange.

Il faudrait s'attacher plutôt aux richesses exploitées ou latentes que possède une société et qui sont dans l'étendue de son territoire, dans les éléments de son sol et de son sous-sol, la position géographique dans le milieu où elle peut agir, les voies de communication et les côtes qu'elle offre ; puis tous les travaux préliminaires qui contribuent à la mise en valeur et qui sont l'œuvre de sa population. On embrasse alors tout ce qui est le fondement de la production et de la richesse : l'agriculture et l'industrie qui conditionnent le commerce, mais ce dernier ne vient qu'ensuite, s'il y a quelque chose à véhiculer au loin ou à détailler sur place. On ne commettra pas l'erreur de ces économistes qui ont voulu faire de l'économie politique une science de l'échange, comme si la vie humaine était uniquement une transmission de marchandises.

La puissance économique d'un peuple est un don de la nature que l'homme ne fait qu'exploiter. Le désert, qu'il soit brûlant ou glacé, même avec la

tratif, ce qu'il y a de plus important pour une colonie, c'est le régime commercial. Selon que ce régime est restrictif ou libéral, la colonie est soutenue ou arrêtée dans sa croissance » (*De la Colonisation*, 4^e édit., p. 393).

liberté la plus absolue, restera aride et improductif dans l'état actuel de nos connaissances, tandis que les régions inexplorées de l'arrière Congo et de l'Amazonie, même avec le régime commercial le plus restrictif, nourriront toujours ceux qui prendront la peine d'en cultiver le sol (1).

C'est donc, effectivement, au travail de l'homme sur la nature auquel il faut s'attacher ; après cela, le régime des échanges dépendra de ce qui sera superflu et de qui lui manque. L'établissement du régime commercial sera ensuite une satisfaction quelque peu platonique, n'ayant jamais d'influence sur les nécessités primordiales, mais sur les biens et les besoins qui trouvent aisément des substituts (2).

1. M. Paul Leroy-Beaulieu, cependant, écrit : « Il n'y a pas d'exemple d'établissement colonial ayant péri par excès d'indépendance et de franchises ; il se rencontre, au contraire, un grand nombre de colonies dont la vitalité s'est éteinte sous le poids de règlements trop minutieux et de soins trop multipliés » (*De la Colonisation*, 5^e édit., t. II, p. 300).

2. « Il est d'autant plus difficile de se prononcer entre les deux (thèses du libre-échangeisme et du protectionnisme), que les faits ne nous éclairent guère... On ne peut se défendre d'un certain scepticisme et de se demander si la protection ou le libre-échange sont vraiment aussi puissants pour le bien ou pour le mal que le prétendent leurs partisans ou leurs adversaires ? Nous croyons vraiment que la prospérité industrielle d'un pays tient à d'autres causes, que le système douanier n'en est qu'un des moindres facteurs et qu'on s'en

c) C'est pour cela qu'un régime ne peut jamais rien avoir de définitif parce que, à tout moment, peuvent se révéler de nouvelles forces à utiliser et de nouveaux emplois pour une matière qui, jusque-là, semblait inutile : il n'est pas jusqu'aux substances nuisibles dont on puisse tirer parti tôt ou tard. Les pays alors se transforment, l'exploitation d'une région restée vierge et en friche fait d'elle maintenant un marché nouveau pendant qu'elle met dans la circula-

est singulièrement exagéré l'importance » (Ch. Gide, *Principes d'économie politique*, 10^e édit., 1906, p. 327).

« Il est bien avéré aujourd'hui que le droit de douane, qu'il soit fixe ou gradué, n'a d'action sur le prix des denrées ou marchandises qu'autant que le marché intérieur a des besoins notablement supérieurs aux disponibilités de la production indigène » (Paul Cauwès, préface au livre d'Edmond Théry, *Les Progrès économiques de la France. Bilan du régime douanier de 1892*, p. 21).

« Le commerce colonial peut subir deux sortes d'influences ; il peut être favorablement impressionné par la législation nationale et les mesures administratives, mais ce qui peut et qui doit surtout améliorer la situation actuelle, c'est l'initiative même de notre commerce. C'est son sort qui est en jeu. Il dépend, il faut bien le dire, pour la plus grande part, de son attention et de son activité » (Rapport sur le budget des colonies pour l'exercice 1896 par M. Turrel, *Journ. off. Chambre. Annexes. Session extraordinaire*, 1895, n° 1624. Séance du 25 novembre 1895, p. 1509).

« Tous les régimes seront favorables à la métropole, si elle veut résolument tirer parti de ses colonies et si elle s'intéresse à leurs produits » (Adrien Artaud, *Rapport général au Congrès colonial de Marseille, sur le régime douanier des colonies*, p. 33).

tion générale de nouvelles utilités. Les centres de la vie économique se déplacent, s'agrandissent; les produits se diversifient, augmentent en nombre et les listes des tarifs douaniers s'allongent. Tel peuple au lieu de rester à l'écart entre dans la lice et doit traiter avec les autres. Les rapports internationaux sont alors forcément mobiles et rejaillissent sur les situations nationales et inversement. Chaque pays modifie son régime commercial avec l'extérieur, au jour le jour, selon qu'il a plus ou moins besoin de l'assistance du dehors; des marchés se ferment, d'autres s'ouvrent. A ces changements incessants dans l'état de la production sur tous les points du globe, on fait correspondre des variations dans la législation douanière; celles-ci se répercutent ailleurs par imitation, et ainsi de suite l'évolution de la production entraîne l'évolution dans les règles applicables aux échanges.

C'est cela qui a fait écrire à M. C. Guy, à propos du régime douanier colonial : « En pareille matière, il est singulièrement prétentieux de s'imaginer que l'on détient la vérité. En présence de ces protestations contradictoires et des plaintes que font entendre à la fois l'industrie métropolitaine et les producteurs coloniaux, de bons esprits travaillent à la rédaction d'une charte coloniale qui donnera satisfaction à la fois aux uns comme aux autres. C'est se bercer d'illusions; les problèmes sont trop complexes, les ques-

tions posées soulèvent trop d'objections pour qu'ils puissent être résolus par une seule solution. Il semble qu'en cette matière, il n'y ait guère place que pour des décisions d'espèces et que les remèdes empiriques soient, en réalité, les meilleurs (1). »

1. *Les Colonies françaises, la mise en valeur de notre domaine colonial*, 1900, p. 46.

Vu : le Président de la thèse,
C. PERREAU

Vu : le Docteur,
P. CAUWÈS

Vu : et permis d'imprimer ;
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

Depuis la mise à l'impression de cet ouvrage, au début de février 1911, un certain nombre de députés : MM. Toy-Riont, Amable Chanot, Auguste Bouge, Auguste Leblond, Dior, Cadenat, Bouisson (Bouches-du-Rhône), Paris, Failliot, J. Chailley, Augustin Archambeaud, ont déposé ces jours derniers une proposition de loi dont voici le dispositif :

Article premier. — Les tarifs douaniers à percevoir à l'entrée des colonies, des possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indochine seront déterminés séparément, pour chacun d'eux, par des lois sur la proposition du gouvernement, après avis des conseils généraux ou des conseils d'administration desdites colonies, possessions et pays de protectorat.

Ces tarifs détermineront la nomenclature des immunités ou des droits préférentiels réservés aux produits français de la métropole et des colonies.

Art. 2. — Un tableau annexé aux lois générales des douanes du 11 janvier 1892 et 29 mars 1910 déterminera les droits préférentiels et immunités applicables, dans la métropole, aux produits importés des colonies, des possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indochine.

Art. 3. — Les articles 3, 4 et 5 de la loi du 11 janvier 1892 et les dispositions de l'article 7 de la loi du 29 mars 1910 con-

cernant les colonies, possessions françaises et pays de protectorat de l'Indochine, sont abrogées.

Art. 4. — Le délai prévu par l'article 7 de la loi du 29 mars 1910 est prorogé de deux années, soit jusqu'au 29 mars 1913.

Cette proposition vient s'ajouter au projet de loi, en ce moment à l'étude, et qui maintient la division des colonies en deux grands groupes, mais en faisant passer les îles de Saint-Pierre et Miquelon du premier dans le second, celui des colonies non assimilées.

ANNEXE

(Journal officiel, mardi 12 janvier 1892.)

Loi relative à l'établissement du tarif général des douanes

Art. 3. — Les droits et immunités applicables aux produits importés dans la métropole, des colonies, des possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indochine, sont fixés, conformément au tableau E annexé à la présente loi.

Sont exceptés du régime du tableau E les territoires français de la côte occidentale d'Afrique (sauf le Gabon), Taïti et ses dépendances, les établissements français de l'Inde, Obock, Diégo-Suarez, Nossi-Bé et Sainte-Marie de Madagascar. Toutefois, les guinées d'origine française provenant des établissements français de l'Inde sont exemptes de droits. Des exemptions ou détaxes pourront être, en outre, accordées à d'autres produits naturels ou fabriqués originaires des établissements susvisés, suivant la nomenclature qui sera arrêtée pour chacun d'eux par des décrets en Conseil d'État. Les produits naturels ou fabriqués, originaires de ces établissements, qui ne seront admis à leur entrée en France au bénéfice d'aucune exemption ou détaxe seront soumis aux droits du tarif minimum.

Les produits étrangers importés dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indochine, à l'exception des territoires énumérés au paragraphe 2, sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France.

Des décrets rendus en forme de règlements d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, et après avis des conseils généraux ou conseils d'administration des colonies détermineront les produits, qui, par exception à la disposition qui précède, seront l'objet d'une tarification spéciale.

Les paragraphes 1 et 3 du présent article ne seront exécutoires pour chaque colonie qu'après que le règlement prévu par le paragraphe 4 sera intervenu, sans que, cependant l'effet de cette disposition puisse excéder le délai d'un an. Toutefois, le gouvernement pourra faire bénéficier, en tout ou partie, des dispositions du tableau E les colonies qui actuellement appliquent dans leur ensemble aux produits étrangers les droits du tarif métropolitain, ou qui frappent les denrées coloniales venant de l'étranger des droits inscrits audit tarif.

Art. 4. — Les conseils généraux et les conseils d'administration des colonies pourront aussi prendre des délibérations pour demander des exceptions au tarif de la métropole. Ces délibérations seront soumises au Conseil d'État, et il sera statué sur elles dans la même forme que les règlements d'administration publique prévus dans l'article précédent.

Art. 5. — Les produits originaires d'une colonie française

importés dans une autre colonie française ne seront soumis à aucun droit de douane.

Les produits étrangers importés d'une colonie française dans une autre colonie française seront assujettis dans cette dernière au paiement de la différence entre les droits du tarif local et ceux du tarif de la colonie d'exportation.

Art. 7. — Les dispositions de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1884, relatives à l'Algérie, sont maintenues en vigueur.

TABEAU E. — Régime applicable aux produits importés des colonies, possessions françaises et pays de protectorat de l'Indochine.

DÉSIGNATION DES PRODUITS		RÉGIME (décimes compris)	
Produits d'origine coloniale (a)	Sucres, mélasses non destinées à la distillation.....	Droit du tarif métropo- litan	
	Sirops et bonbons, biscuits sucrés....		
	Confitures et fruits de toute sorte, confits au sucre et au miel.....		
	Cacao		
	Cacao broyé		
	Chocolat.....	Moitié des droits du tarif	
	Cafés en fèves, ou torréfié ou moulu.....		
	Thé		
	Poivre, piment, girofle, canelle, cassia lignea, amomes et cardamomes, muscades, macis et vanille		
	Non spécifiés ci-dessus, originaires des colonies ou possessions.....		
Produits d'origine coloniale	Importés de l'Algérie	Après avoir été nationalisé par le paiement des droits du tarif de la métropole.....	Exempts.
		Après avoir acquitté des taxes spéciales	Exempts. Payement de la différence
		Ayant joui de la franchise en Algérie ou en arrivant par suite d'entrepôt ou de transbordement.....	Droit du tarif métropo- litan
		Importés des autres colonies ou possessions françaises.....	

Les prohibitions ou restrictions établies par le tarif des douanes dans un intérêt d'ordre public ou comme conséquence de monopoles, sont applicables aux importations des colonies ou possessions françaises, soit qu'il s'agisse de produits coloniaux, soit qu'il s'agisse de produits étrangers.

(a) Les produits des colonies et possessions françaises ne sont admis au régime de faveur qu'à la condition de l'importation directe et sur la production des justifications d'origine réglementaire.

BIBLIOGRAPHIE

RECUEILS DE TEXTES LÉGISLATIFS ET DIPLOMATIQUES

ISAMBERT. — Recueil des anciennes lois françaises.

DUVERGIER. — Collection des lois, décrets et règlements.

DE CLERCQ. — Recueil des traités de la France, t. XIV, 1883-1885. Conférence africaine. Acte général de Berlin, 26 février 1885.

Rapport adressé à M. le ministre des Affaires étrangères, sur les travaux de la conférence africaine, par M. Engelhardt, ministre plénipotentiaire, délégué à Berlin (7 mars 1885).

OUVRAGES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX

ALMADA NEGREIROS (A. DE). — Les Colonies portugaises.

ASPE-FLEURIMONT. — Les Transformations du commerce colonial et le régime des ententes.

AUGIER (Ch.). — La France et les traités de commerce, 1906. Étude sur les tarifs de douane de la France et de l'étranger.

BEAU (Paul). — La Situation de l'Indochine de 1902 à 1907. Rapport.

BERNARD (Fr.). — Pourquoi et comment coloniser ? 1905.

BILLIARD (A.). — Politique et organisation coloniales. Principes généraux, 1899.

- BOUTELLIER (Paul). — De la Question douanière et maritime dans la politique coloniale française.
- BRENIER (H.), sous-directeur de l'Agriculture et du Commerce de l'Indochine. — Note sur le développement commercial de l'Indochine de 1897 à 1901 comparé avec la période quinquennale de 1892-1896. Annexée au rapport de M. Doumer sur la situation de l'Indochine, 1902.
- CARIO (Louis) et RÉGISMANSET (Charles). — La Concurrence des colonies à la métropole, 1906.
- CATTIER (Félicien). — Étude sur la situation de l'État indépendant du Congo, 1906.
- CAUWÈS. — Économie politique, 3^e édit., 1893, t. II.
- CHAILLEY-BERT (J.). — Politique coloniale de la France.
— Dix années de politique coloniale, 1902.
— La Tunisie et la colonisation française, 1896.
- CHARLES-ROUX (J.). — Les Colonies françaises. Introduction générale, 1900.
- CHEMIN-DUPONTÈS (P.). — Les Petites Antilles. Étude sur leur évolution économique.
- CHEVANS (Henry). — La Mise en valeur de l'Afrique occidentale française. Paris, 1907.
- CLÉMENT (Pierre). — Histoire de Colbert et de son administration, 1874.
- DAUPHINOT (G.). — Rapport sur le mouvement commercial de l'Indochine en 1905.
- DEHERME (Georges). — L'Afrique occidentale française. Action politique, économique et sociale. Paris, 1908.
- DENANCY (Edgard). — Philosophie de la colonisation.
- DESCHAMPS (Léon). — Histoire de la question coloniale.
— Les Colonies pendant la révolution. La Constituante et la réforme coloniale.
- DISLÈRE. — Législation coloniale, 3^e édit., 1906, t. I.
— Notes sur l'organisation des colonies, 1888.

- DOUMER (Paul). — La Situation de l'Indochine, 1897-1901.
Rapport. Hanoï, 1902.
- DUBOIS (Marcel). — Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs.
- FALLOT (E.). — L'Avenir colonial de la France, 1902.
- FINOT (Jean). — Français et Anglais, 2^e édit. Paris, 1903.
- FROMENT (Georges). — La Liberté douanière des colonies.
Rapport.
- GIDE (Ch.). — Principes d'économie politique, 10^e édit., 1906.
- GIRAULT (A.). — Principes de colonisation et de législation coloniale.
- GUY (C.). — Les Colonies françaises. La mise en valeur de notre domaine colonial, 1900.
- HUART (A.). — La Revision douanière. Paris, 1909.
- KLOBUKOWSKI. — Discours prononcé à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil supérieur de l'Indochine, le 27 novembre 1909.
- LANESSAN (DE). — L'Expansion coloniale de la France, 1886.
— La Colonisation française en Indochine, 1895.
— Principes de colonisation. 1897.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — De la Colonisation chez les peuples modernes, 4^e édit., 1902 et 5^e édit.
- LEROY-BEAULIEU (Pierre). — Les Nouvelles sociétés anglo-saxonnes.
- LEVASSEUR. — La France et ses colonies 1893, t. III.
- LORIN (H.). — La France, puissance coloniale.
- LOUIS (Paul). — Colonialisme. Bibliothèque socialiste.
- MOUCHERONT (P.). — Les Douanes en Algérie, 1907.
- PAGE. — Traité d'économie politique et du commerce des colonies. Paris, an IX.
- PALLAIN (G.). — Les Douanes françaises. Paris, 1897, t. I.
- PAULIAT. — Politique coloniale de l'ancien régime.
- PERREAU. — Le Régime commercial des colonies françaises, 1903.

PETIT (Éd.). — Organisation des colonies françaises et des pays du protectorat, 1895, t. II.

PIGEONNEAU. — La Politique coloniale de Colbert.

— Histoire du commerce de la France.

SAUSSURE (L. DE). — Psychologie de la colonisation française, 1899.

THÉRY (Edmond). — Les Progrès économiques de la France. Bilan du régime douanier de 1892. Préface de M. Cauwès.

VALMOR (J.). — Les Problèmes de la colonisation. Paris, 1909.

VIGNON (Louis). — L'Expansion de la France. 1892.

— L'Exploitation de notre Empire colonial, 1900.

THÈSES

Paris

BAFFELEUF (Antoine). — Les Impôts en Annam, 1910, t. XLVI.

BOURBON (R.). Des Rapports douaniers de la France avec ses colonies, 1904, t. LVIII.

CARIO (Louis). — La Concurrence des colonies à la métropole, 1904, t. XCIV.

COLLAS (L.). — Le Régime douanier de la Tunisie, 1900, t. LXIV.

DUCHÉ DE BRICOURT. — L'Évolution de la question douanière au Sénégal et dans ses anciennes dépendances, 1902, t. LXX.

GAZEAU (Jacques). — L'Impérialisme anglais et son évolution, 1903.

LHOSTE (E.). — Le Régime douanier des colonies françaises, 1907, t. LIII.

MAHAUT (Ch.). — La Colonie du Haut-Sénégal et Niger, 1910, t. CLXVI.

NORMAND (J.). — Le Pacte colonial, 1900, t. CI.

PERREAU-PRADIER (Pierre). — La Revision du régime douanier de 1892, 1910, t. LXXXVI.

Province

BOSC (L.). — Unions douanières et projets d'unions douanières, 1904, t. II.

CABASSE. — Les Compagnies de colonisation délégataires du pouvoir souverain dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e, 1905, t. LXXIV.

CARRÉ (E.). — Étude sur les relations commerciales entre les colonies françaises et la métropole, 1903, t. XXI.

DÉMARET (E.). — Organisation coloniale et fédération, 1899, t. LVII.

GOMIEN (G.). — Politique douanière de Colbert, 1903, t. XC.

SÉMARS (F.). — Relations économiques des colonies avec la métropole, 1905, t. LXXIV.

REVUES ET PÉRIODIQUES

Annales de l'École des sciences politiques.

AUBIGNY (D'). — La Politique coloniale de Choiseul.

RAIN (Pierre). — La Conférence coloniale de Londres, avril-mai 1907, n° du 15 mars 1909, II.

Bulletin du Comité de l'Afrique française :

(Mars 1909) DEMONTÈS (Victor). — Le Commerce de l'Algérie en 1908.

(Mai 1909) Mouvement commercial de l'Afrique occidentale française en 1908.

(Février 1910) Le Commerce de l'Algérie en 1909.

Le Commerce des colonies en 1908 (Renseignements coloniaux).

(Mai 1910) Le Développement commercial de l'Afrique occidentale française en 1909.

Bulletin du Comité de l'Asie française :

(Janvier 1910) Le rapport de M. Messimy sur le budget des colonies et l'Indochine.

(Septembre 1910) DASSIER (Pierre). — Le Régime douanier de l'Indochine.

Bulletin économique de l'Indochine, publié par la direction de l'agriculture, des forêts et du commerce.

(N° 80. Sept.-oct. 1909) Rapport de M. Fetterer, chef de service commercial et industriel, au sujet de la révision douanière (octobre 1908).

(N° 82. Janvier-février 1910) Les Recettes du service des douanes et régies de l'Indochine, de 1899 à 1908.

Bulletin de l'Office colonial :

(14 février 1909) RÉUNION. — Rapport sur le mouvement du commerce pendant l'année 1907.

(14 mars 1909. Supplément au n° 15) INDOCHINE. — Commerce extérieur.

Bulletin de la Société d'économie politique nationale :

(Octobre 1909) DUBOIS (M.). — Le Régime douanier des colonies anglaises.

L'Économiste européen :

(7 mai 1909) BOURGAREL (Georges). — La Situation de l'Algérie.

(25 février 1910) Le Mouvement commercial de l'Algérie en 1909.

L'Économiste français :

(9 janvier 1909) LEROY-BEAULIEU (Pierre). — La Situation économique et financière de l'Algérie.

(16 janvier 1909) LEROY-BEAULIEU (Pierre). — La Situation économique et financière de la Tunisie.

(20 février 1909) LEROY-BEAULIEU (Paul). — Le Projet de révision du tarif des douanes.

(5 juin 1909) DREYFUS (Paul). — Le Commerce extérieur de la Tunisie.

(25 décembre 1909) LEROY-BEAULIEU (Pierre). — La Situation de nos colonies africaines.

(22 janvier 1910) La Situation politique et financière de l'Indochine.

(28 mai 1910) Le Mouvement commercial de la Tunisie en 1909.

La Grande Revue :

(Juillet 1909) HUMBERT (Charles, sénateur). — Les Frances lointaines.

(Septembre 1909) HOARAU-DESRUISSEAUX. — Colonies et métropole.

Le Journal des économistes :

(Juin 1860) Le PELLETIER DE SAINT-REMY (R.). — Le Libre-échange colonial.

Le Monde économique :

(29 mai 1909) ARTAUD (Adrien). — La Revision du tarif douanier colonial. Discours prononcé à l'Union coloniale.

(26 juin 1909) Le Commerce de la Tunisie pour 1908.

(12 février 1910) Les Nouveaux tarifs douaniers et les colonies.

Questions diplomatiques et coloniales :

(1^{er} avril 1908) MA (Pierre). — Les Droits de douane dans les colonies anglaises.

(1^{er} et 16 janvier 1909) CHEMIN-DUPONTÈS (P.). — Le Commerce des colonies françaises en 1907.

(1^{er} mars 1909) Renseignements politiques (France). Le Régime douanier colonial.

(16 mars 1909) Correspondance. M. Le Myre de Vilers. Le Commerce des colonies françaises en 1907.

(1^{er} avril 1909) FRANÇOIS (G.). — L'Afrique occidentale française en 1908.

(16 octobre 1909) Renseignements politiques (France). Le

Congrès des anciennes colonies. Discours de M. Paul Deschanel.

(1^{er} novembre 1909) PAYEN (Edouard). — Le Congrès des anciennes colonies.

(1^{er} avril 1910) Le Commerce de l'Algérie en 1909.

La Quinzaine coloniale :

(25 octobre 1910) ARTAUD (Adrien). — Lettre à M. le ministre des Colonies en réponse au questionnaire relatif au régime douanier colonial.

Recueil de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniales :

(Mai 1910, p. 267) Article 7 de la loi du 29 mars 1910 portant revision du tarif général des douanes. Disposition transitoire applicable aux colonies.

La Réforme économique :

(8 janvier 1909) DOMERGUE (Jules). — La Question du régime douanier colonial.

MOREL (Jean). — Rapport général sur la revision douanière.

(30 avril 1909) Vœux de l'Association de l'industrie et de l'agriculture françaises.

(25 février et 4 mars 1910) SINCENY (P). — Le Régime douanier colonial.

La Renaissance économique :

(Avril 1909) LEGRAND (Ch.). — La Revision générale de notre tarif douanier.

Revue du droit public et de la science politique, t. I:

(Mai-juin, 1894) GIRAULT (A.). — Le Problème colonial.

Revue économique internationale :

(15-20 mai 1909) GUYOT (Yves). — Le Commerce français et la commission des douanes.

(Mars 1909) FALLOT. — Les Finances coloniales de la France.

Revue d'Economie politique :

(Novembre 1894) GIRAULT (A.). — Le Nouveau régime douanier des colonies et ses résultats.

Revue française de l'étranger et des colonies :

(Mai 1909) Le commerce de l'Afrique occidentale française en 1908.

(Octobre 1909) Le Commerce de la Guadeloupe en 1908.

(Novembre 1909) Le Congrès des anciennes colonies.

(Décembre 1909) Le Commerce de Madagascar en 1908.

Revue de Géographie :

(Janvier et février 1886) GIDE (Ch.). — A quoi servent nos colonies.

Revue de Paris :

(1^{er} février 1899) LAVISSE (Ernest). — France et Angleterre; lettre à sir Charles Dilke.

Revue politique et parlementaire :

(10 juin 1905) DEPINCE (Ch.). — Revue des questions coloniales. Le Nouveau régime douanier de l'Afrique occidentale française.

Revue de Sciences et de législation financières :

(Avril-mai-juin 1908) Le Régime douanier des colonies.

RAPPORTS ET CONGRÈS COLONIAUX

Rapport général au Congrès colonial français de 1903, par M. de Pourville.

Rapport à la IV^e section du Congrès colonial français de 1904, sur le régime douanier des colonies françaises comparé à celui des colonies anglaises, par M. Bouchié de Belle.

Rapport à la IV^e section du Congrès colonial français de 1904, à propos des compétences en matière d'établissement et de réglementation des droits de douane, de l'octroi de mer et des régies dans les colonies françaises, par M. Paul Dufourmantelle.

Rapport général présenté au Congrès colonial de Marseille, (septembre 1906) sur la loi du 11 janvier 1892 et le régime douanier des colonies, par M. Adrien Artaud.

Rapport présenté au Congrès colonial de Marseille (sep-

tembre 1906) sur le régime douanier de l'Indochine française par M. A. Gaisman.

Rapport présenté au Congrès colonial de Bordeaux (4-9 août 1907) sur le régime économique et douanier des colonies, par M. Julien Le Cesne.

Rapport adressé à M. Klotz, président de la commission des douanes, au nom des Chambres de commerce et d'agriculture de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), par M. Roger Huet.

RÉPONSES DES COLONIES

A L'ENQUÊTE PRESCRITE PAR LA CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 18 JANVIER 1908 AU SUJET DE LA RÉVISION DOUANIÈRE, RÉUNIES AU MINISTÈRE DES COLONIES.

INDOCHINE. — Rapport du Conseil supérieur de l'Indochine.

Rapport de l'Administration des douanes et régies de l'Indochine, par M. Boundal, directeur, 10 juin 1908.

Avis du Conseil colonial de la Cochinchine, séance du 17 septembre 1908.

Avis du Lieutenant-Gouverneur de la Cochinchine.

Avis de la Chambre de commerce de Saïgon.

Avis de la Chambre d'agriculture de la Cochinchine.

Avis de la Chambre de commerce de Hanoï.

Avis de la Chambre de commerce de Haïphong.

Avis de la Chambre d'agriculture du Tonkin.

Avis du Résident supérieur au Tonkin.

Avis de la Chambre mixte de commerce et d'agriculture de l'Annam.

Avis de la Chambre mixte de commerce et d'agriculture du Cambodge.

Rapport du service commercial et industriel à la Direction

de l'agriculture, des forêts et du commerce de l'Indochine, 21 octobre 1908.

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DANS L'INDE. — Avis du Conseil général. (Pondichéry, par M. Gaebelé, séance du 2 avril 1908 ; Karikal et Mahé, 23 mars ; Yanaon, 6 avril ; Chandernagor, 3 avril.)

Vœux de la Chambre de commerce de Pondichéry, 30 mars 1908.

MARTINIQUE. — Conseil général, session extraordinaire, 1908. Rapport présenté au nom de la commission sur la question du tarif douanier, par M. Adrien Sainte-Luce-Joseph.

Discours prononcé par M. Lepreux, gouverneur de la Martinique, à la session extraordinaire du Conseil général le 12 mars 1908.

Avis de la Chambre de commerce de la Martinique.

GUADELOUPE. — Allocution du gouverneur Victor Ballot au Conseil général, session extraordinaire, 1908.

Rapport présenté par le Conseil général au sujet du régime douanier applicable à la Guadeloupe.

SAINT-PIERRE ET MIQUELON. — Rapport sur le régime douanier et la situation économique de la colonie, par la Chambre de commerce des îles de Saint-Pierre et Miquelon, séance du 30 mars 1908.

GUYANE. — Rapport présenté à la Chambre de commerce de Cayenne, par J.-R. Saint-Philippe, au nom de la commission chargée de l'étude du projet de révision du tarif douanier applicable aux colonies, 20 juillet 1908.

— Projet de résolution du Conseil général de la Guyane française.

— Avis du Gouverneur de la Guyane.

RÉUNION. — Avis du Conseil général de la Réunion.

— Avis des Chambres d'agriculture et de commerce de Saint-Denis.

NOUVELLE-CALÉDONIE ET DÉPENDANCES. — Rapport de la commission coloniale au sujet du régime douanier applicable aux colonies.

- Extrait des procès-verbaux du Conseil général, 28 avril 1908.
- Rapport de la Chambre de commerce de Nouméa, 19 avril 1908.

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie. — Rapport du Conseil d'administration.

- Rapports des Chambres de commerce et d'agriculture de Taïti.

MADAGASCAR ET DÉPENDANCES. — Rapport du Conseil d'administration, 18 décembre 1908.

COTE FRANÇAISE DES SOMALIS. — Rapport du chef du service des douanes.

- Rapport de la Chambre de commerce de Djibouti.

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE (Congo). — Rapport du Conseil de gouvernement.

- Rapport du Conseil d'administration du Moyen-Congo.
- Rapport du Comité consultatif du commerce et de l'agriculture.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Rapport du Gouverneur Général.

- Rapport du Conseil de gouvernement.
- Rapport du Service des douanes du Sénégal.
- Rapport du Conseil général du Sénégal.
- Rapport de la Chambre de commerce de Saint-Louis.
- Rapport de la Chambre de commerce de Dakar.
- Rapport de la Chambre de commerce de Rufisque.
- Rapport du Chef du service des douanes de la Guinée.
- Rapport de la Chambre de commerce de Conakry.
- Rapport du Conseil d'administration de la Côte d'Ivoire.

Journal officiel. — PARTIE GÉNÉRALE.

- Loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes.
- Loi du 30 mars 1910 portant révision du tarif général des douanes.

ANNEXES

- 15 février 1909. — Ministère des Colonies. Côte française des Somalis. Rapport de 1907.
- 7 mars 1909. — Ministère des Colonies. Madagascar et dépendances. Service des douanes. Statistique des importations et exportations (année 1907 et résultats comparés des années 1906-1907).
- 5 décembre 1909. — Ministère des Colonies. Rapport annuel, situation générale de la Guadeloupe en 1908.

CHAMBRE. *In extenso*

- Session ordinaire, 1891. Séance du 17 juillet 1891. — Discussion du projet de loi relatif à l'établissement du tarif général des douanes (art. 3).
- Session ordinaire, 1910. Deuxième séance du 22 février 1910. — Interpellation de M. Gérault-Richard sur la situation économique qui résultera pour les colonies de l'application du nouveau tarif douanier.
- Première séance du 29 mars 1910. — Discussion du projet de loi modifié par le Sénat portant révision du tarif général des douanes.

CHAMBRES. ANNEXES

- Annexe n° 1257. Session ordinaire, 1891. Séance du 3 mars 1891. — Rapport général sur le projet de loi relatif à l'établissement du tarif général des douanes, par M. Méline.

Annexes n° 1372. Session ordinaire 1891. Séance du 21 mars 1891. — Rapport fait sur le projet de loi relatif à l'établissement du tarif général des douanes (denrées coloniales de consommation et régime douanier des colonies, tableau E), par M. Gaston Thomson.

Annexes n° 46. Session extraordinaire, 1893. Séance du 25 novembre 1893. — Proposition de loi ayant pour objet d'exonérer des droits de douane à leur entrée en France, certaines denrées coloniales provenant des colonies françaises, présentée par MM. Auguste Isaac, Deproge et César-Lainé.

Annexes n° 1039. Session extraordinaire, 1894. Séance du 1^{er} décembre 1894. — Proposition de loi tendant à obtenir un relèvement du tarif des douanes actuellement en vigueur sur les conserves d'ananas d'origine étrangère, présentée par M. César-Lainé.

Annexes n° 1624. Session extraordinaire, 1895. Séance du 25 novembre 1895. — Rapport fait au nom de la commission du budget de 1896 sur la situation économique des colonies françaises, par M. A. Turrel.

Annexes n° 2045. Session ordinaire 1896. Séance, du 11 juillet 1896. — Rapport fait sur le budget général pour l'exercice 1897 (ministère des Colonies), par M. Jules Siegfried.

Annexes n° 392. Session extraordinaire, 1898. Séance du 18 novembre 1898. — Proposition de loi tendant à créer un régime spécial pour les alcools, les liqueurs, les fruits conservés, les cafés, les cacao et les vanilles provenant des colonies françaises, présentée par M. Gerville-Réache.

Annexes n° 1856. Session ordinaire, 1900. Séance du 10 juillet 1900. — Rapport fait sur le budget général pour l'exercice 1901 (ministère des Colonies), par M. Le Myre de Vilers.

Annexe n° 98. Session ordinaire, 1902. Séance du 19 juin 1902. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier la législation douanière relative aux poivres importés d'Indochine.

Annexes n° 2032. Session extraordinaire, 1904. — Séance du 7 novembre 1904. — Proposition de loi tendant à modifier le tarif général des douanes pour les tapiocas et à assimiler le manioc sec aux sagou, salep et féculs exotiques, présentée par MM. De Mahy et Louis Brunet.

Annexe n° 2835. Session extraordinaire, 1905. Deuxième séance du 13 décembre 1905. — Rapport fait au nom de la commission des douanes chargée d'examiner les propositions de loi : 1° de M. Suchetet et de plusieurs de ses collègues ; 2° de M. Jules Desjardins ; 3° de M. Ferdinand Engerand, ayant pour objet de modifier le tarif général des douanes en ce qui concerne les graines et fruits oléagineux et les huiles végétales, par M. Albert Rousé.

Annexes n° 341. Session ordinaire, 1906. Deuxième séance du 13 juillet 1906. — Deuxième annexe au rapport sur le budget général de l'exercice 1907 (ministère des Colonies), par M. A. Gervais.

Annexes n° 342. Session ordinaire, 1906. Deuxième séance du 13 juillet 1906. — Rapport sur le budget général de l'exercice 1907 (Budgets annexes du chemin de fer et du port de la Réunion et du chemin de fer du Soudan), par M. Lauraine.

Annexes n° 561. Session extraordinaire, 1906. Première séance du 14 décembre 1906. — Proposition de loi tendant à dégrever les cafés des colonies françaises soumis au tarif général des douanes, présentée par M. Paul Guieysse.

Annexe n° 667. Session ordinaire, 1907. Séance du 18 janvier 1907. — Proposition de loi pour la suppression de

tous les droits de douane sur les cafés, thés, cacaos, présentée par un grand nombre de députés.

Annexes n° 972. Session ordinaire, 1907. Séance du 23 mai 1907. — Proposition de loi ayant pour objet d'exempter les mélasses coloniales des droits de douane, présentée par M. Gérault-Richard.

Annexe n° 1322. Session extraordinaire 1907. Deuxième séance du 21 novembre 1907. — Proposition de loi tendant à dégrever les cafés, cacaos, thés, vanilles et épices des colonies françaises soumis au tarif général des douanes, présentée par MM. Augustin Archambeaud, Lemaire, François Deloncle. Sévère, Louis Martin, Gasparin.

Annexe n° 1999. Session ordinaire, 1908. Séance du 11 juillet 1908. — Rapport général fait au nom de la commission des douanes sur le projet de loi portant révision du tarif général des douanes, par M. Jules Morel.

Annexes n° 2027. Session ordinaire, 1908. Séance du 13 juillet 1908. — Rapport sur le projet général de l'exercice 1906 (ministère des Colonies), par M. Messimy.

Annexes n° 2037. Session ordinaire, 1908. Séance du 13 juillet 1908. — Rapport sur la perception des droits inscrits au budget spécial de l'Algérie, et du protectorat de la Tunisie (exercice 1909), par M. Georges Cochery.

Annexes n° 2054. Session extraordinaire, 1908. Séance du 16 octobre 1908. — Proposition de loi tendant à modifier le tarif général des douanes pour les féculs exotiques et les tapiocas, présentée par M. Archambeaud.

Annexe n° 2089. Session extraordinaire. Deuxième séance du 5 novembre 1908. — Projet de loi autorisant le gouvernement général du Congo à contracter un emprunt de 21 millions de francs, pour exécuter divers travaux d'utilité publique et d'intérêt général.

Annexe n° 2212. Session extraordinaire, 1908. Deuxième séance du 22 décembre 1908. — Rapport fait sur le projet de loi autorisant le gouvernement général du Congo à contracter un emprunt par M. Georges Gérard.

Annexe n° 2278. Session ordinaire, 1909. Séance du 1^{er} février 1909. — Proposition de loi tendant à soumettre la vanilline chimique à un droit de consommation, présentée par MM. Archambeaud, Gérault-Richard, François Deloncle, Carpot, Sévère, Duquesnay.

Annexe n° 2435. Session ordinaire, 1909. Séance du 1^{er} avril 1909. — Deuxième rapport général supplémentaire fait au nom de la commission des douanes chargée d'examiner la proposition de loi portant modification des droits de douane par M. Jean Morel.

Annexe n° 2762. Session ordinaire, 1909. Séance du 27 juillet 1909. — Rapport fait sur le budget général de l'exercice 1910 (ministère des Colonies), par M. Messimy.

Annexe n° 2931. Session extraordinaire, 1909. Deuxième séance du 17 décembre 1909. — Troisième rapport général supplémentaire fait au nom de la commission des douanes par M. Jean Morel.

SÉNAT. — *In extenso*

Séances du 16 et 17 décembre 1891. — Discussion sur le tarif général des douanes.

Première séance du 14 mars et première séance du 25 mars 1910. — Discussion générale sur la révision du tarif des douanes.

SÉNAT. — ANNEXES

Annexe n° 9. Session extraordinaire, 1891. Séance du 19 octobre 1891. — Rapport fait sur le projet de loi

relatif à l'établissement du tarif général des douanes : denrées coloniales de consommation (sucres, mélasses, bonbons, fruits confits au sucre, biscuits sucrés, confitures), par M. Isaac.

Annexe n° 50. Session extraordinaire, 1891. Séance du 9 novembre 1891. — Rapport général fait au nom de la commission des douanes, chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'établissement du tarif général des douanes, par M. Dauphin.

Annexe n° 65. Session extraordinaire, 1891. Séance du 13 novembre 1891. — Rapport fait sur le projet de loi relatif à l'établissement du tarif général des douanes denrées coloniales de consommation (café, cacao, vanille, etc...). tableau E, régime douanier des colonies (art. 3), par M. Trarieux.

Annexe n° 98. Session ordinaire, 1903. Séance du 17 mars 1903. — Rapport sur le budget des colonies de l'exercice 1903, par M. Saint-Germain.

Annexe n° 101. Session ordinaire, 1903. Séance du 17 mars 1903. — Rapport sur le budget de l'exercice 1903 (ministère des Affaires étrangères, protectorats), par M. Boudenoot.

Annexe n° 160. Session ordinaire, 1903. Séance du 29 mai 1903. — Rapport fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, autorisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter un emprunt de 65.000.000 de francs pour exécuter divers travaux d'utilité publique et d'intérêt général, par M. Saint-Germain.

Annexe n° 337. Session extraordinaire, 1903. Séance du 17 décembre 1903. — Rapport fait sur le budget de l'exercice 1904 (ministère des Colonies), par M. Saint-Germain.

Annexe n° 340. Session extraordinaire, 1903. Séance du

17 décembre 1903. — Rapport fait sur le budget de l'exercice 1904 (ministère des Affaires étrangères, protectorats), par M. Gustave Denis.

Annexe n° 85. Session ordinaire, 1905. Séance du 23 mars 1905. — Rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1905 (ministère des Colonies), par M. Saint-Germain.

Annexe n° 484. Session extraordinaire, 1906. Séance du 29 décembre 1906. — Rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1907 (ministère des Affaires étrangères, protectorats), par M. Pedebidou.

Annexe n° 485. Session extraordinaire, 1906. Séance du 29 décembre 1906. — Rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1907 (ministère des Colonies), par M. Saint-Germain.

Annexe n° 343. Session extraordinaire, 1907. Séance du 19 décembre 1907. — Rapport fait sur le budget de l'exercice 1908 (ministère des Colonies), par M. Saint-Germain.

Annexe n° 66. Session ordinaire, 1910. Séance du 25 février 1910. — Rapport fait au nom de la commission des douanes, sur le projet de loi portant révision du tarif général des douanes, par M. Noël.

Annexe n° 100. Session ordinaire, 1910. Séance du 12 mars 1910. — Rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice (ministère des Colonies), par M. Adolphe Cicéron.

STATISTIQUES COMMERCIALES OFFICIELLES DU MINISTÈRE DES COLONIES.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION. — La législation douanière antérieure à 1892.....	1
CHAPITRE PREMIER. — Le pacte colonial, son évolution.	
Sous l'ancien régime, la Révolution, l'Empire....	8
CHAPITRE II. — Son abolition progressive.....	35
Sous la Restauration, la Monarchie de Juillet, la seconde République	35
La législation des sucres et la législation douanière algérienne jusqu'en 1870.....	37
CHAPITRE III. — Sa suppression définitive sous le second Empire	44
La loi de 1861 et la tendance au libre-échange. — Le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 et l'autonomie douanière.....	52

PREMIÈRE PARTIE

L'IDÉE FRANÇAISE D'ASSIMILATION

TITRE PREMIER. — De quelle façon elle s'exprime.....	62
CHAPITRE PREMIER. — La liaison de cette idée à celle du rattachement des colonies à la métropole..	64

L'assimilation douanière est un des modes d'expression de l'assimilation générale. — Exposé théorique de l'assimilation.....	68
CHAPITRE II. — Conditions nécessaires au fonctionnement de ce système.....	72
Dans quelle situation économique il peut jouer...	75
CHAPITRE III. — Discussion et critique du système....	77
Effets de l'assimilation : avantages et inconvénients.....	79
TITRE II. — Valeur et portée du principe d'assimilation. — Ses ressemblances et différence avec :	91
CHAPITRE PREMIER. — Le pacte colonial ou le régime exclusiviste	93
CHAPITRE II. — Le libre-échange ou la « porte ouverte ».	100
CHAPITRE III. — L'union douanière ou l'« impérialisme économique ».....	105
TITRE III. — Comment et quand il a pris naissance en France :	127
CHAPITRE PREMIER. — L'assimilation sous la Constituante et la Convention : théorique et absolue. — Sous le Directoire : Intégration des colonies dans la métropole	128
CHAPITRE II. — L'assimilation, conséquence du libre-échange relatif : la loi de 1861.....	132
CHAPITRE III. — L'assimilation dérivant de la protection : la loi de 1892.....	137

DEUXIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION DE 1892

TITRE PREMIER. — Le mouvement d'opinions qui l'a précédée.....	144
--	-----

CHAPITRE PREMIER. — L'attitude des colonies soumises au sénatus-consulte de 1866.....	145
La situation du commerce français dans ces colo- nies de 1866 à 1892.....	145
CHAPITRE II. — La campagne protectionniste en France:	156
La réaction contre l'autonomie douanière colo- niale	157
CHAPITRE III. — L'action du gouvernement sur les Con- seils généraux des colonies et les mesures parti- tielles prises en matière douanière.....	163
Les travaux préparatoires de la loi et les débats devant les Chambres législatives.....	166
TITRE II. — La loi des douanes du 11 janvier 1892.....	186
Valeur de ses dispositions au point de vue de l'assi- milation	187
CHAPITRE PREMIER. — Le régime applicable aux colo- nies assimilées.....	190
CHAPITRE II. — Le régime applicable aux colonies non assimilées.....	195
CHAPITRE III. — Le régime spécial des autres colonies et pays de protectorat non compris dans cette loi.....	205
APPENDICE. — Le régime des sucres, commun à toutes les colonies et le régime des denrées coloniales de consommation.....	210
TITRE III. — Les résultats de la loi de 1892.....	216
L'évolution et les variations des échanges depuis cette date : nature et quantité des transactions, leur évaluation.....	216
CHAPITRE PREMIER. — Le commerce entre la France et ses colonies.....	221
CHAPITRE II. — La part de l'étranger dans le commerce des colonies françaises.....	250

CHAPITRE III. — Le développement du commerce général colonial: totalisation des résultats...	279
---	-----

TROISIÈME PARTIE

LE PROJET DE RÉFORME ACTUEL

TITRE PREMIER. — La marche des idées de 1892 à nos jours.....	304
CHAPITRE PREMIER. — Les desiderata des commer- çants et industriels français.....	313
CHAPITRE II. — Les réclamations des négociants et producteurs coloniaux.....	322
CHAPITRE III. — Comment concilier ces griefs parfois contradictaires.....	355
TITRE II. — Les propositions et projets de réforme.....	367
CHAPITRE PREMIER. — Les propositions à caractère spé- cial et d'ordre général.....	368
CHAPITRE II. — La révision du tarif général des dou- anes par la loi du 30 mars 1910.....	376
CHAPITRE III. — Les divers systèmes proposés.....	385
a) Vers l'assimilation intégrale ou conservation du <i>statu quo</i>	385
b) Vers l'autonomie coloniale.....	391
c) Vers la réciprocité de franchise et droits préféren- tiels: Assimilation scientifique.....	392
CONCLUSION. — Pourquoi divers systèmes?.....	411
a) Comparaison entre eux, leurs points de contact et leurs antinomies. Les systèmes électiques: les con- cessions des auteurs et les compromis législatifs; deux principes opposés aboutissent à une même situation de fait.....	411
b) Influence du régime douanier sur le commerce des colonies.....	412

c) Relativisme des principes quant au temps et à l'espace. Le régime commercial est essentiellement et nécessairement variable, toujours lié à l'état concret des rapports internationaux.....	415
Il doit être basé sur l'opportunité du moment et évoluer.....	416
APPENDICE. — Loi du 11 janvier 1892 (art. 3, 4, et 7 et tableau E).....	419

